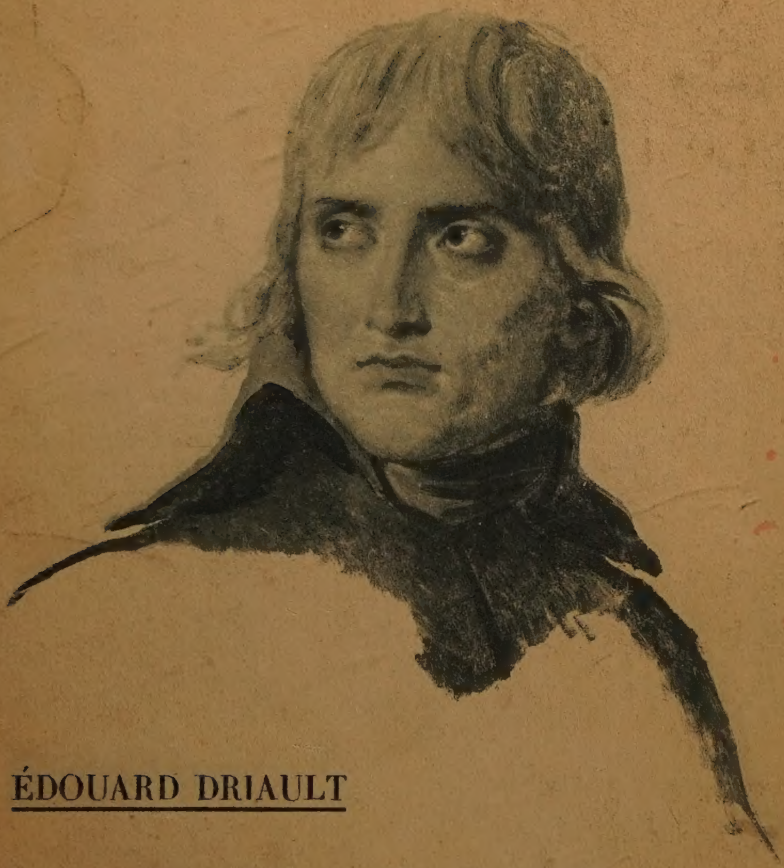


ÉDOUARD DRIAULT

LA VRAIE FIGURE DE NAPOLÉON

THE LIBRARY
WORCESTER COLLEGE
OXFORD

25. | 6

"Empire"

Bfast 10th 1930.

L'homme propose, "le Roi" dispose

SN/d12

THE LIBRARY
WORCESTER COLLEGE
OXFORD

NAPOLÉON,
par Emile Seurre.

LA VRAIE FIGURE
DE
NAPOLÉON

OUVRAGE ÉTABLI
PAR LES SOINS DES
ÉDITIONS ALBERT
MORANCÉ, A PARIS
30-32, RUE DE FLEURUS

ANCIENNE MAISON MOREL
FONDÉE EN 1780

TOUS DROITS DE TRADUCTION, DE REPRODUCTION ET D'ADAPTATION
RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS

25.1/6

LA VRAIE FIGURE

DE

NAPOLÉON

PAR

ÉDOUARD DRIAULT

ÉDITIONS ALBERT MORANCÉ

« ON POURRA ME JUGER A NU... »

(Napoléon, à Sainte-Hélène)

Napoléon a fait retentir son nom jusqu'aux extrémités de la terre. Pourtant le connaît-on? Non, puisqu'on ne se fait de lui que des images incohérentes.

L'homme de Brumaire, le tyran, le buveur de sang, l'ogre de Corse, l'Antéchrist ? — Ou le Poète de l'Action, le Professeur d'Energie, un iota rutilant de gloire, la face de Dieu dans les ténèbres, le Mendiant de l'Infini, le Préfigurant de celui qui doit venir, le Messie... ?

Dans ce mystère plein de confusion on a du moins pensé généralement que Napoléon devait être un personnage bien curieux... et que ses moindres reliques avaient donc une valeur particulière... et que ses éternuements devaient être recueillis pour la postérité.

Et cependant on le perdit parmi les siens, ses frères, ses sœurs, un « clan » qui n'en finit plus, à qui il jette les couronnes, les châteaux, les millions, et qui, jamais content, le lâche et le trahit; — mari trompé et frère vendu: ce n'est pas une carrière !

Ou Napoléon amoureux ! — Mais non ! Il n'avait pas le temps ! Quelques jours de brûlante passion, nuit de noces

le 9 mars, le 12 départ pour l'armée, — quelques passades, naturellement — une jolie tendresse pour le « bouton de rose » qu'était Marie Walewska, — par-ci par-là quelques enfants naturels, naturellement : ce n'est pas une vie...

Il est temps, au lendemain du Centenaire, de le débarrasser de cette poussière de bibelots, de toutes les misères de cette petite histoire, de le connaître au vrai, de dresser cette statue dans son incorruptible métal.

Pour connaître Napoléon il faut d'abord le replacer dans son milieu historique. Or sa carrière active tient entre 1789 et 1815. Elle correspond donc à la Révolution française qu'on ne peut pas séparer de l'Empire. Clemenceau jadis nous a imposé la doctrine du bloc révolutionnaire où il faut embrasser Mirabeau avec Danton, Marat et Robespierre avec Carnot; sans doute, mais aussi, et surtout, Napoléon, qui fut si parfaitement l'homme, le soldat, le législateur, l'empereur de la Révolution que sa chute fut le signal de la Restauration.

Il a vécu toute sa vie, au péril constant de sa vie, dans la tempête révolutionnaire, dans la bataille des dieux, des dieux altérés : non pas seulement les dieux de la Terreur, mais les dieux de l'ancien régime, ancien régime de France, ancien régime de partout, les dieux du droit divin, de tous les privilèges, de toutes les servitudes, de toutes les résignations.

Il a tiré de cette fournaise les Tables de la Loi nouvelle, le Code civil des Français : la terre aux paysans qui y creusent leurs sillons, l'Evangile de l'égalité et du travail libre.

Pour connaître Napoléon, il faut, en cette atmosphère de feu, se tenir tout près de lui, le suivre pas à pas, sans rhétorique vaine comme sans préjugés, autant que possible à la même allure dramatique, épique, au pas de charge, parmi les complots, les batailles, recueillir simplement, fidèlement, ses gestes, ses actes, qui sont les éclairs, la fulguration de l'œuvre qu'il forge : — Au pont d'Arcole, — au Saint-Bernard, — au Couronnement, — au Kremlin, — au Rocher de Sainte-Hélène : — *hauts-reliefs tout de suite légendaires, coulés en bronze.*

Pour mieux connaître Napoléon, il faut tâcher d'atteindre son cerveau, sa pensée : ce n'est pas si facile; car il n'eut pas de confidents, seulement des agents. Le Seigneur l'avait fait puissant et solitaire. Et il entretenait de parti pris, « comme en auréole », autour de lui, « ce vague qui enchaîne la multitude et lui plaît. »

Tout de même il a laissé échapper, ici ou là, à travers l'action, ou à Sainte-Hélène avant le testament, des paroles ailées qu'il faut saisir, frappées aussitôt comme des médailles : Unie la nation française n'a jamais été vaincue. — L'Italie est ma maîtresse : je coucherai seul avec elle. — Les Iles Britanniques en état de blocus. — Rome deuxième ville de l'Empire. — Je serai le Brutus des Rois et le César de la République. — Nouveau Prométhée, j'ai dérobé le feu du ciel... »

A cette lumière on pourra le « juger à nu », du moins le comprendre, comprendre le prestige merveilleux qui, sur tous les chemins du monde, attire les foules vers son tombeau.

On verra alors que son personnage à jamais vivant, celui qui sort de tous les travaux qui le cherchent, est tout près de se confondre avec celui que le peuple connaît seul et qui suffit à son culte, le Napoléon qui était jadis sur la Colonne: — sous le petit chapeau, le regard perçant et le menton volontaire, la redingote grise, les grosses bottes de la bataille, l'épée au côté comme une aile repliée, la main dans le gilet: devant l'horizon chargé de nuages, calme souverain, gros des pensées d'où va jaillir l'ordre.

PREMIÈRE
ÉPOQUE

LE
GÉNÉRAL BONAPARTE

I

BRIENNE

L'ÈRE NOUVELLE : « TEMPESTAS »

Napoléon est né dans la tempête; sa vie ne fut qu'une tempête, il est mort dans la tempête de l'Océan et des Révolutions et au delà de la mort son nom roule toujours dans les tempêtes de l'opinion.

Et d'abord tempête en Corse; comme il venait au monde, elle passait, parmi de rudes batailles, de la domination de Gênes à celle de la France.

Tempête de la Révolution imminente, attendue: Rousseau écrit son *Contrat social* en 1762, dénonce le contrat de la nation avec la royauté, nie le droit divin des rois; Voltaire est acclamé sur la scène du Théâtre Français en 1778, l'année de sa mort; c'est le règne de l'*Encyclopédie*, l'inventaire de toutes les connaissances humaines soumises à la mesure et au contrôle de la raison; l'abbé Raynal, qui sera l'ami du jeune Napoléon Bonaparte, publie en 1770 l'*Histoire Philosophique des deux Indes;* la seconde édition, en 1780, est condamnée par le Parlement et brûlée; son auteur est obligé de vivre à l'étranger. Mais aussi les Jésuites sont expulsés de France, et d'Espagne, et de Portugal. La Révolution est à l'ordre du jour du haut en bas de la société, de la cour même aux salons et aux chaumières.

Louis XV meurt en 1774. Après l'expérience Turgot, le pays, sous la menace de la hideuse banqueroute, roule à la Révolution ; le *Mariage de Figaro* est de 1784 : alors Napoléon était à Brienne, il avait quinze ans.

Tempête dans toute l'Europe, et dans le monde entier; guerres sur guerres; la guerre de Sept ans vient de finir; Frédéric II dresse la Prusse pour le commandement de l'Allemagne; Catherine II ouvre « le chemin de Byzance », pousse la Russie à la Méditerranée. « L'homme malade » paraît mourant; la Méditerranée va redevenir la route de l'Inde, de l'Asie. La guerre de l'Indépendance américaine va commencer: 4 juillet 1776, déclaration de Philadelphie, déjà les formules de la *Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen.*

Crise universelle, plus vaste et plus profonde que celle où, sur les ruines de l'aristocratie du Sénat, César avait fondé l'Empire qui pendant cinq cents ans avait donné l'ordre et la paix au monde méditerranéen et fixé la barbarie au delà du Danube et du Rhin; une des plus grandes crises de l'histoire, une époque, *tempus*, disaient les Latins, la plus dramatique époque de l'histoire du monde, *tempestas.*

La Révolution, c'est la tempête des aspirations nationales ou sociales, des désirs et des besoins assiégeant les privilèges, des peuples qui veulent disposer d'eux-mêmes et s'affranchir de tout servage: elle exalte les imaginations, trempe les tempéraments.

Napoléon est de la Révolution; il est la Révolution, organisée en France, projetée à travers l'Europe, rayonnant sur l'univers. Il est le principal personnage de l'épopée révolutionnaire; mais il ne faut pas l'isoler; il n'est pas un accident monstrueux, comme on a dit, ou, comme on a dit

encore, un météore, soudain apparu, tôt disparu; il vient à son temps, après d'autres héros de la Révolution, Mirabeau, Danton, Robespierre; il a leur jeunesse et leur audace; il a leur philosophie; grand comme eux, parce que l'époque fut grande, plus grand qu'eux dans la légende, il est le demi-dieu couronné et lauré, auréolé même du martyre, parce qu'il a réalisé les aspirations populaires dans l'ordre classique qu'il avait appris à l'école de Rome, parce qu'il a consacré, sacré la Révolution..

Corse d'Ajaccio, sa famille, de longtemps italienne, était originaire de Sarzane, en Toscane, d'où elle était venue deux siècles auparavant. Qu'il ait eu quelques liens d'ascendance avec des Maïnotes de Morée, comme le raconte la duchesse d'Abrantès, qu'il puisse remonter à des origines grecques, même jusqu'aux empereurs d'Orient, qu'on ait avancé là-dessus des témoignages troublants, il n'importe; il en résulterait que, par toutes les sources de son être, il est un enfant de la Méditerranée, *mare nostrum*; mais avant tout il est un Latin, même un Romain; il en a le type et le génie.

Dans la tempête révolutionnaire qui bouleverse la France et l'Europe, il vient après les doctrinaires de la Constituante et de la Convention; il profite de leur expérience; mais aussi il porte sur les hommes et sur les institutions le clair regard de son intelligence pénétrante, l'indomptable énergie de son caractère et l'imperturbable sang-froid qui le fait dès l'enfance supérieur aux petites misères comme aux grands désastres de la vie.

Il fallait ce Latin pour tirer l'ordre nouveau du chaos de la Révolution, pour clore en France l'ère des violences vaines, et, sur les débris des trônes vermoulus, tracer les

voies de l'Europe nouvelle, vers l'universelle démocratie: une épopée en vingt chants, ensemble une *Iliade* et une *Odyssée:* Brienne, — Toulon, — Arcole, — les Pyramides, — Brumaire, — Marengo, — Le Code, — Le Sacre, — Austerlitz, — Iéna, — Tilsit, — Madrid, — Wagram, — Rome, — Moscou, — Leipzig, — Fontainebleau, — Waterloo, — Sainte-Hélène, — Les Invalides.

NABULIONE : « RIBULIONE »

Histoire épique, celle de la Corse, dans le passé sans doute le plus lointain, mais depuis trois siècles en bataille contre le Génois, comme la Crète ou la Morée contre le Turc; terre de héros: le plus populaire, Sampiero de Bastelica, « le plus Corse des Corses », dit sa statue, meurtrier de sa femme très aimée, la belle Vanina d'Ornano, parce qu'elle n'avait pas assez de haine pour l'oppresseur étranger; le plus grand, Pasquale Paoli, « le général de la nation corse ». Paoli avait enfin délivré la Corse; il y régnait depuis douze ans, de son consentement unanime, et lui avait donné une constitution qui faisait l'admiration des philosophes: les paroisses administrées par des conseils élus, une Assemblée Nationale ou Consulte élue par les conseils de paroisse, un conseil exécutif de neuf membres présidé par un général, élus par l'Assemblée. Rousseau, qui s'y intéressa, écrit dans le *Contrat social:* « Il est encore en Europe un pays capable de législation : c'est l'île de Corse... J'ai le pressentiment qu'un jour cette petite île étonnera l'Europe ». Il en attendait Minos, mais sans doute sous d'autres traits.

Or le 15 mai 1768, Gênes céda la Corse, qui ne lui appar-

tenait plus, à la France. Paoli n'y consentit point. Il appela les Corses aux armes. Charles Bonaparte fut parmi ses plus vaillants compagnons, vint à Corte avec sa jeune femme, Lætizia Ramolino. Les Français furent battus à Borgo; mais ils reçurent des renforts et, le 9 mai 1769, Paoli perdit la bataille décisive de Ponte-Nuovo. Il dut s'enfuir en Angleterre.

Charles et Lætizia errèrent quelque temps parmi les rochers; ils avaient avec eux le petit Joseph, un an, et Lætizia était enceinte de Napoléon. Une déclaration d'indulgence leur permit de rentrer chez eux à Ajaccio: une maison modeste que l'on voit encore, et dont ils ne possédaient que le premier étage, — l'étage noble, il est vrai, *piano nobile*, — au-dessus d'un rez-de-chaussée, magasin, cave et cuisine, un salon d'attente avec une salle à manger, un cabinet de travail et une chambre à coucher avec un canapé, puis une galerie ou salle de réception, douze fenêtres, six sur la rue, six sur la terrasse intérieure, trois chambres en contrebas de trois marches.

C'est là que naquit Napoléon. Le 15 août 1769, Lætizia était allée à la messe; elle y fut prise des douleurs; elle eut à peine le temps de rentrer et déposa son fardeau sur le canapé. « Il vint au monde, dit-elle, en poussant de grands cris et en faisant beaucoup de bruit ». Ce n'était qu'un commencement. Il fut appelé Napoléon, en souvenir d'un oncle de son père mort deux ans auparavant.

Belle famille, dit Frédéric Masson, « d'un jet, d'une beauté, d'une intégrité physique remarquables » : douze enfants en dix-neuf ans de mariage, sans compter ceux qui ne sont pas venus à terme, six garçons, six filles dont huit vécurent: un fils né en 1765, une fille en 1767, Joseph en

1768, Napoléon en 1769, une fille en 1771, Elisa en 1773, Lucien en 1775, une fille en 1777, Louis en 1778, Pauline en 1780, Caroline en 1782, Jérôme en 1784, et le père est mort en 1785.

Napoléon donna sa plus grande affection d'enfant à sa petite sœur de deux ans plus jeune que lui; elle mourut à cinq ans, il en eut beaucoup de chagrin. Il aimait beaucoup Joseph aussi. Il connut peu les autres, en leur jeune âge.

Remuant et nerveux, il passait le jour avec les gamins du quartier, sur le rivage de la mer, à la chasse aux crabes, ou en été dans le maquis parmi les petits bergers. Il mérita et encaissa quelques taloches, comme les camarades, de la part de sa mère, qui avait la main prompte, une fois pour n'être pas allé à la messe, une autre fois pour avoir singé sa vieille grand'mère qui marchait péniblement avec des béquilles, et encore pour avoir cueilli toutes les figues du grand figuier et en avoir fait une distribution qui n'était pas réglementaire.

A cinq ans, on le mit dans une école tenue par des sœurs; il témoigna beaucoup d'amitié à la petite Giaccominetta, on se moqua; avec des cailloux et des coups de poings, il fit respecter son choix et elle admira sa vaillance. « Je me rendais redoutable à tous, disait-il plus tard; mon frère Joseph était battu, mordu, et j'avais porté plainte contre lui qu'il commençait à peine à se reconnaître ». On le surnommait Ribulione, pour rimer avec Nabulione, Napoleone; on peut traduire par « sang bouillant ».

Il apprit très vite à compter, tout en battant du tambour et en brandissant un grand sabre de bois, et les bonnes sœurs l'appelaient « le mathématicien ». A l'école de l'abbé Recco, où il alla ensuite avec Joseph, les élèves se parta-

BONAPARTE A BRIENNE,
par Rochet.

Le 13 Vendémiaire an IV,
par Raffet.

geaient en deux camps, les Carthaginois et les Romains; il voulut être du camp des Romains, et il arborait de larges écriteaux: S. P. Q. R. Joseph ne fut qu'un Carthaginois.

Jeux d'enfants : il n'en faut rien déduire encore.

LE LIEUTENANT D'ARTILLERIE NAPOLÉON BONAPARTE

Le ralliement de Charles Bonaparte à la cause française lui valut l'appui du gouverneur, M. de Marbeuf, et notamment le moyen de faire instruire ses enfants en France. Le 15 décembre 1778 il emmena les deux aînés, Joseph et Napoléon, au collège d'Autun. Grâce à un certificat de noblesse délivré par le chevalier d'Hozier de Sérigny, généalogiste de la cour, il obtint que Napoléon fût admis comme boursier à l'Ecole militaire préparatoire de Brienne.

Napoléon y entra à la fin d'avril 1779; il allait avoir dix ans. On le mit d'abord en septième; il semble que ses petits camarades l'aient accueilli d'abord avec plus de curiosité que de bienveillance; cet âge est sans pitié: son teint jaune, son accent rocailleux, son air farouche, ses colères rageuses contre les moqueries, sa nostalgie de la Corse, exprimée avec une véhémence provocante, le rendirent longtemps insupportable; on le surprit un jour faisant un pied de nez au portrait de Choiseul. Il se mit lui-même en quarantaine; il se réserva dans un coin du jardin, derrière une palissade, une sorte d'ermitage interdit, à coups de pieds et de poings, à toutes les indiscrétions.

Puis il s'apprivoisa, ou apprivoisa ses pires ennemis. Il y eut un changement de directeur qui ne plut pas à cette

jeunesse; le petit Bonaparte fut parmi les plus ardents au chahut; et il devint chef de bande, organisateur de jeux qui étaient le plus souvent innocents: courses d'Olympie, luttes du cirque à la façon de Rome; le 25 août 1782, — notre héros venait d'avoir 13 ans, — on donna à l'Ecole une représentation de *la Mort de César;* il fut chargé de la police de la salle; Mme Hauté, la concierge, voulut entrer et elle n'avait pas de carte: « Qu'on éloigne cette femme, dit Bonaparte, qui apporte ici la licence des camps! ». Dans l'hiver de 1783-1784, il y eut beaucoup de neige; au lieu de boules et de bonshommes vulgaires, Bonaparte dirigea la confection d'un système de fortifications, à la Vauban, avec lignes de défense et parallèles d'attaque, qui excita l'enthousiasme des maîtres et des élèves et fit courir le tout-Brienne.

Cependant il faisait de bonnes études: il était toujours fort en mathématiques et passionné d'histoire. En septembre 1783, l'inspecteur-général de l'Ecole, chevalier de Kéralio, décida qu'il entrerait dès l'année suivante à l'Ecole Militaire de Paris: « Je sais ce que je fais, j'aperçois ici une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver ».

Le 22 octobre 1784, une lettre royale donna à l'élève Napoléon Bonaparte une place de cadet-gentilhomme à la compagnie des cadets-gentilshommes établie à l'Ecole Militaire de Paris. Il fut heureux de quitter Brienne, d'entendre le tambour au lieu de la cloche, de vivre désormais dans une atmosphère toute militaire. Il y travailla avec une ardeur nouvelle. Monge lui enseigna les mathématiques et se prit d'amitié pour lui. Son professeur d'histoire, Deléguille, le nota ainsi: « Corse de nation et de caractère, ira loin si les circonstances le favorisent ». Son professeur de belles-lettres, Domairon, dit à propos de ses compositions

françaises: « Du granit chauffé à blanc ». Mais il fut rebelle aux langues vivantes, et son professeur d'allemand, Bauer, le traita de « fichue bête ».

En plein travail, il apprit tout à coup la mort de son père, à Montpellier, le 24 février 1785. Il comprit avec une maturité extraordinaire la responsabilité des charges de famille qui allaient peser sur lui: sa mère veuve à 35 ans avec huit enfants dont quatre en bas âge. Il se jeta avec fureur, de jour et de nuit, dans la préparation de ses examens; il avala son Bezout, *Cours de mathématiques*, en six mois; il se présenta au concours dès le mois de septembre: 58 candidats furent reçus comme lieutenants en second dans l'arme de l'artillerie, dont 4 de Paris, Bonaparte avec le n° 42. Il avait 16 ans.

Il fut nommé au régiment de La Fère-Artillerie, en garnison à Valence. Il endossa l'uniforme avec une joie profonde: habit à la française en drap bleu de roi; revers et collet de même, liseré écarlate, parements rouges; veste de drap bleu, doublée de cadis blanc, poches ouvertes; culottes à pont de tricot bleu de roi; — en été, culottes et veste de basin blanc; épaulettes de lieutenant en second losangées de carreaux or et soie feu traversées par un seul cordon de soie feu, franges mêlées de soie et filets d'or; chapeau coupé rond, ailes relevées à l'ordinaire et agrafées; cocarde en basin blanc, manchettes en batiste ou mousseline; guêtres; épée d'uniforme avec dragonne d'or et soie mêlés; cordon à gland; ceinturon en buffle blanc; cheveux liés par derrière en catogan.

Le lieutenant Bonaparte fut attaché à la Compagnie des bombardiers, avec une solde de 1.200 livres par an.

Il fut heureux à Valence, heureux de sa liberté nouvelle.

après six ans d'internat. Il prit gentille pension chez M. Bou et Mlle Bou, une excellente personne de cinquante ans qui réparait son linge. Il eut d'aimables relations: il fit visite à l'évêque, Mgr de Grave, et lui dit qu'un de ses ancêtres avait été canonisé à Bologne: « Voilà un bel exemple à suivre; songez-y, mon enfant: un trône dans le ciel! — Ah! Monseigneur, si, en attendant, je pouvais passer capitaine! ».

Il fut reçu chez M. de Saint-Ruf, chez Mme Grégoire du Colombier, dont la fille, Mlle Caroline du Colombier, une mignonne enfant de 17 ans, lui inspira de tendres sentiments; ils se donnèrent un jour un rendez-vous clandestin pour aller manger des cerises; ils firent en famille de ravissantes parties de campagne; le jeune lieutenant, qui lisait Rousseau avec passion, goûtait et animait les spectacles de la nature avec une sensibilité frémissante.

Il ne lisait pas que Rousseau ; il dévora en quelques semaines tout le fonds du libraire Aurel. A Brienne ou à l'Ecole Militaire de Paris, toutes lectures, ou presque, étaient défendues; à Valence, il commença de s'enivrer de « philosophie » et d'histoire, sans discernement ni méthode, de tout ce qui lui tombait sous la main : le bon Rollin, *les Lettres de cachet* de Mirabeau, *l'Espion anglais*, *la République* de Platon, *les Mémoires* de l'abbé Terray, *la Nouvelle-Héloïse*, *l'Esprit des Lois*, *Paul et Virginie*, *Andromaque*, Plutarque, *l'Histoire philosophique des deux Indes*, de l'abbé Raynal, qui fit sur lui d'autant plus d'impression qu'elle venait d'être condamnée. Il se mit à écrire des *Lettres sur la Corse*, entra en correspondance avec Raynal qui l'encouragea : on imagine dans quel esprit.

En septembre 1786, il obtint un congé de semestre pour aller à Ajaccio. Il y prit vaillamment charge, avec Joseph,

de ses devoirs de chef de famille. Il écrivit des mémoires sur la culture du mûrier, sur les inconvénients du libre parcours des troupeaux de chèvres, sur les droits de la Corse. Il eut à régler les difficultés de la succession paternelle, notamment une affaire de pépinière de mûriers où son père se trouvait en compte avec le contrôle général des finances. Il fit le voyage de Paris pour en finir; il rencontra au Palais-Royal une jeune Nantaise qui n'était point farouche; il lui fit de la morale, puis la suivit chez elle; il trouva Paris horriblement corrompu, par comparaison avec les temps de Sparte et de Rome.

En juin 1788, après plusieurs renouvellements de son congé, il retrouva son régiment à Auxonne.

Avec le baron Du Teil, directeur de l'Ecole d'instruction, il se remit avec passion aux exercices de son métier; il fut membre d'une commission chargée d'étudier le tir des bombes de tout calibre, avec des mortiers de toute grandeur et des canons de 16, de 12 et de 8; il mena des expériences qui furent concluantes ; il rédigea un mémoire qui fut remarqué sur « la manière de disposer les canons pour le jet des bombes ». Il se nourrit de tous les manuels et ouvrages qui faisaient alors autorité : Lloyd, *De la guerre de campagne*; — Chevalier Du Teil, frère de son directeur, *Usage de l'artillerie nouvelle* (il s'agit de l'artillerie de Gribeauval qui allait faire toutes les campagnes prochaines); — de Bourcet, *les Principes de la guerre de montagnes*; — surtout le *Traité de Tactique*, de Guibert, dont la préface avait fait grand bruit, disant, par exemple, qu'il est aisé d'avoir des armées invincibles dans les Etats où les sujets sont citoyens, où ils en chérissent le gouvernement.

Ce fut un des livres favoris de Bonaparte qui le disait « propre à former de grands généraux ».

Mais il fut vite arraché aux théories et aux abstractions. La convocation des Etats-Généraux lui parut annoncer les événements les plus graves, et il prit des notes sur le rapport de Necker. Il se remit à ses lectures, à ses réflexions, en hâte: il fallait être prêt aux grandes choses qui venaient: « Je n'ai d'autres ressources que de travailler, écrit-il alors à sa mère. Je ne m'habille que tous les huit jours. Je ne dors que très peu... Je me couche à dix heures et je me lève à quatre heures du matin. Je ne fais qu'un repas par jour, à trois heures; cela me fait très bien à la santé. »

Son jeune cerveau remue dans la fièvre toute la tempête philosophique; il annote de furieux coups de crayon le *Discours* de Rousseau sur *les Origines de l'inégalité parmi les hommes;* il lance derrière Raynal des tirades contre la morale des prêtres, contre le fanatisme des moines; il commence une dissertation sur l'autorité royale : « Il n'y a que fort peu de rois qui n'eussent mérité d'être détrônés. »

En avril 1789, à Seurre, émeute contre des accapareurs de blé; il y est envoyé avec cent canonniers : « Habitants de Seurre, dit-il, que les honnêtes gens se retirent et se tiennent chez eux ; je n'ai ordre de tirer que sur la canaille. » La foule se disperse.

Il suit les Gazettes : réunion des Etats-Généraux, Serment du Jeu de Paume; son cœur bondit dans sa poitrine.

19 juillet, on annonce la prise de la Bastille; émeute à Auxonne contre les receveurs de tailles et octrois; un épisode de la « grande peur ». Le régiment a de la sympathie pour l'émeute, comme à Paris : cependant, il rétablit l'ordre.

16 août, insurrection du régiment lui-même, qui réclame

la « masse noire », la caisse; on la lui livre, il ne sait qu'en faire.

Nuit du 4 août, abolition des privilèges sur l'autel de la patrie; Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. » — Les tables de la loi nouvelle !

Bonaparte ne se contient plus : « Dans un instant tout est changé. Du sein de la Nation a jailli l'étincelle électrique; cette nation s'est ressouvenue de ses droits et de sa force. Homme, homme, que tu es méprisable dans l'esclavage, grand lorsque l'amour de la liberté t'enflamme ! Les préjugés se dissipent, ton âme s'élève, la raison reprend son empire. Régénéré, tu es vraiment le roi de la nature. »

Il demande un congé; il court en Corse... Mais il a senti toute la grandeur du spectacle que donne au monde la Révolution de France.

II

TOULON

DE LA TEMPÊTE DE CORSE AU RIVAGE DE FRANCE

La convocation des Etats-Généraux avait fait grande impression en Corse; appelée à envoyer des députés à Versailles, la « nation corse » n'était plus une possession, mais une partie de la France; et, parce que la France était devenue la terre de la liberté, la Corse voulut être française.

Napoléon arrive ; il forme un comité patriote de 36 membres, une sorte de club, à l'instar de Paris ou de Versailles. Un soir qu'il faisait les cent pas avec Joseph sur la place de l'Olmo, ils sont entourés par une bande de gens menaçants sous la conduite de l'abbé Recco, leur ancien maître : « A mort les apostats! A bas les Jacobins! » Napoléon réunit les « patriotes » à l'église Saint-François; il leur lit une pétition à adresser à l'Assemblée Nationale : il faut rétablir les Corses dans leurs droits nationaux, il faut qu'ils soient traités comme les autres Français, comme des citoyens libres. Et il signe le premier : Napoléon Bonaparte, officier d'artillerie. Et l'on signe en masse après lui.

Des délégués de Bastia et d'Ajaccio partent pour Versailles. Leur lettre est lue le 30 novembre 1789 : l'Assem-

blée Nationale déclare, séance tenante, « que la Corse fait partie intégrante de l'Empire français, que ses habitants doivent être régis par la même constitution que les autres Français, que dès à présent le Roi sera supplié d'y faire parvenir et exécuter tous les décrets de l'Assemblée Nationale ». Mirabeau propose de rendre aux Corses qui se sont expatriés après avoir combattu pour la liberté le droit de rentrer dans leur pays pour y exercer tous les droits de citoyens français. Il s'agit surtout de Paoli. Quelques députés font des objections. Barère s'écrie : « Il faut que Paoli lui-même apprenne à devenir Français. » On vote la motion de Mirabeau.

Gênes proteste. L'enthousiasme redouble dans toute la Corse : *Te Deum* dans les églises, cloches sonnées à toutes volées, bals populaires sur les places publiques, feux de joie dans la nuit, par tous les villages de la côte, par toute la montagne : un des spectacles les plus émouvants de cette histoire, le don de la Corse à la France.

Paoli arrive de Londres à Paris; une députation corse vient au-devant de lui jusqu'à Lyon; il traverse la France dans une longue ovation; il entre à Bastia dans une apothéose; à l'assemblée d'Orezza, on l'acclame follement. La Corse est à lui, plus qu'à la France, plus corse que française.

Napoléon regagne son régiment à Auxonne en janvier 1791, le suit à Valence en juin. Le roi s'enfuit alors à Varennes, beaucoup d'officiers émigrent ; les passions s'échauffent. Napoléon s'inscrit à la « Société des Amis de la Constitution ». Valence est un milieu très « patriote »; il est de la grande fête civique du 3 juillet où se réunissent toutes les sociétés populaires du département de la Drôme,

de celle du 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille et de la Fédération au Champ de Mars. Il écrit alors : « Le sang méridional coule dans nos veines avec la rapidité du Rhône. »

L'Académie de Lyon ouvre un concours : « Quelles vérités et quels sentiments importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur ! » Le lieutenant Bonaparte y prend part. En ce « discours de Lyon », il garde l'inspiration de Rousseau : — L'homme trouvera ses plus grandes joies dans le sentiment de la nature : « Qu'il goûte avec délices les sensations que lui fait éprouver la contemplation d'une belle nuit ou d'un beau monument, qu'il tressaille à la vue de la mer en furie; qu'il s'abandonne aux émotions que lui cause la venue de l'aurore ou le coucher du soleil; qu'il s'attache à son pays, qu'il aime sa femme et ses enfants; qu'il admire ce qui est grand et juste, qu'il s'indigne contre le méchant... » Mais voici qui n'est pas dans Rousseau : « Le sentiment doit être réglé par la raison; ne chercher que le sentiment, c'est ne trouver que le délire; être maître de soi, être content de son état, voilà le vrai bonheur, le bonheur de la raison et du sentiment. » C'est-à-dire la Révolution organisée, réglée, la Révolution et l'Empire, Rome après Genève.

En septembre 1791, il prit un congé pour aller se présenter aux élections des bataillons de volontaires. Joseph fut alors candidat aux élections pour la Législative; il ne fut pas élu par suite de l'opposition du parti de Paoli, où l'on reprochait aux Bonapartes de s'être ralliés jadis au parti français et d'en avoir tiré profit. Napoléon rencontra la même opposition; il se tira d'affaire hardiment; il fit venir à Ajaccio des bandes de paysans qui, faisant beau-

coup de bruit, tinrent la ville sous la terreur; il obligea de diverses manières les commissaires chargés de présider le vote à descendre chez lui; un, qui résista, fut enlevé, sans douleur. Le jour de l'élection, à l'église Saint-François, il y eut du tumulte, des bagarres entre paysans et citadins. Napoléon fut élu lieutenant-colonel commandant le bataillon des volontaires corses à Ajaccio : grande victoire, manifestations éclatantes, le vin coule à pleins tonneaux, salves de fusillades; la casa Bonaparte est envahie d'une foule immense, en fracas de vivats.

Les adversaires se plaignent à Paris : désormais, les Paoli et les Pozzo di Borgo seront contre les Bonapartes.

A Pâques, en avril 1792, une émeute à Ajaccio, à la suite de la fermeture du couvent des Capucins; les volontaires interviennent; la garnison régulière, sous le colonel Maillard, intervient; on se bat dans la rue. L'ordre fut difficilement rétabli. Le colonel Maillard accusa le lieutenant-colonel Bonaparte d'avoir suscité ce trouble pour avoir l'occasion de mettre la main sur la citadelle. Cas grave pour la carrière du lieutenant Bonaparte; il court à Paris; il y était au moment du 20 juin, lors de l'invasion de la foule aux Tuileries; il vit le 10 août, la chute de la royauté : « Coglione, dit-il, comment a-t-on pu laisser entrer cette canaille ? Il fallait en balayer 4 ou 500 avec du canon, et le reste courrait encore ! » : — Le sentiment gouverné par le canon. Il put arranger son affaire et même fut nommé capitaine au 4e régiment d'artillerie, alors à Nice, à l'armée du Var.

Mais il retourna en Corse pour y accompagner sa sœur Elisa, par suite de la fermeture de la maison de Saint-Cyr.

La guerre venait d'être déclarée au roi de Piémont-

Sardaigne. La Convention ordonna une expédition sur la Sardaigne. L'amiral Truguet fut chargé de diriger les opérations navales; il vint à Ajaccio. Paoli eut à faire la concentration de toutes les forces militaires de l'île; il ne s'y prêta pas. Bonaparte, avec ses volontaires, se couvrit de gloire en enlevant la petite île de San-Stephano, devant la Maddalena; mais le reste de l'entreprise échoua. Il parut que Paoli n'avait pas fait son devoir; il fut mandé à la barre de la Convention, avec Pozzo di Borgo. La Corse se souleva d'indignation pour l'injure faite à son grand homme.

Lucien Bonaparte était alors à Toulon; il s'y était affilié aux sociétés jacobines; il n'avait que 18 ans; donc il ne doutait de rien. Il dénonça Paoli comme traître à la patrie. Le Directoire départemental de la Corse proclama les Bonapartes ennemis publics »; ils furent pourchassés; leur maison des Milelli fut brûlée; Napoléon eut peine à se sauver; il envoya à la Convention une furieuse adresse. Paoli, le 17 juillet, fut mis « hors la loi ». A ce moment, la Convention venait d'expulser les Girondins; la Terreur était à l'ordre du jour. Paoli appela les Anglais; ils parurent devant Toulon.

La tempête de Corse jetait Bonaparte sur le rivage de la France.

LA BATTERIE DES « HOMMES-SANS-PEUR »

Napoléon et Joseph installèrent leur famille à Toulon, puis dans les environs, à La Valette, puis à Antibes et à Marseille. Napoléon rejoignit son régiment à Nice, obtint

un rappel de solde de 3.000 livres, fut chargé de l'inspection des batteries de la côte. A ce moment, les royalistes livrèrent Toulon aux Anglais. Marseille aussi se souleva contre la Convention, entra avec Lyon dans le mouvement fédéraliste organisé par les Girondins. Les Marseillais remontant le Rhône vers Lyon, furent arrêtés au passage de la Durance, dans le Vaucluse.

Bonaparte, dans sa tournée d'inspection, était alors à Beaucaire; bloqué par l'insurrection et par un accès de fièvre paludéenne, il écrivit *le Souper de Beaucaire*, « dialogue entre un militaire de l'armée de Carteaux, un Marseillais, un Nîmois et un fabricant de Montpellier sur les événements qui sont arrivés dans le ci-devant Comtat à l'arrivée des Marseillais ». Le Marseillais loue les vertus civiques et le haut patriotisme des Girondins. Le militaire réplique qu'ils préparent sans le vouloir la contre-révolution, que la lutte engagée dépasse les frontières nationales, qu'il s'agit d'un duel à mort entre les patriotes et les « rois conjurés »; en ce grand péril, c'est un crime contre la patrie que de faire le jeu de l'invasion : « Si vous faites cela, si vous faites appel à l'étranger, dans huit jours vous aurez 60.000 patriotes dressés contre vous. »

L'armée de Carteaux reprend Marseille et marche sur Toulon; mais les Anglais y sont et la défense est solide. Au combat d'Ollioules, le 7 septembre, le capitaine Dommartin, commandant l'artillerie, est grièvement blessé. Bonaparte se trouve à passer, retournant à Nice : on lui donne le poste vacant.

Il dresse un plan d'opérations, que Carteaux n'accepte pas, mais que la Convention impose: il s'agit, non pas seulement de reprendre Toulon de vive force, mais d'occuper les

hauteurs de La Seyne qui commandent l'entrée de la rade; il y faut une masse d'artillerie. Carteaux se moque du « capitaine Canon ». Il est remplacé par Dugommier. Bona-

parte indique, au-dessus de La Seyne, le fort Mulgrave, ou Petit-Gibraltar, comme la position qu'il faut enlever à tout prix; il établit trois batteries, les Hommes-sans-Peur, les Jacobins, les Chasse-Coquins; les Anglais les couvrent de boulets; la position est intenable. Bonaparte y tient ses hommes; ils ont compris que là est la victoire. Le fort Mulgrave est à son tour maltraité, démoli; le 16 décembre, on

donne l'assaut; les retranchements anglais sont enlevés; toute la rade est sous le feu de l'artillerie française. Le 19, les Anglais lâchent Toulon.

Du Teil, qui commandait le 4e d'artillerie, écrivait alors au ministre de la Guerre: « Je manque d'expressions pour te peindre le mérite de Bonaparte: beaucoup de science, autant d'intelligence et trop de bravoure, voilà une faible esquisse des vertus de ce rare officier. C'est à toi, Ministre, de le consacrer au service de la République. » Le 29 septembre, Bonaparte avait été nommé chef de bataillon; le 27 octobre, adjudant-général chef de brigade. Le 21 décembre, il fut fait général de brigade à titre provisoire; le grade lui fut confirmé le mois d'après avec le commandement de l'artillerie à l'armée du Var qu'on appelle déjà l'armée d'Italie.

Au camp devant Nice, le général Bonaparte se présente aux commissaires de la Convention, Augustin Robespierre et Ricord. Son rôle à Toulon l'a rendu intéressant, aussi *le Souper de Beaucaire*. On cause. Bonaparte estime que la reprise de Toulon permet de donner à l'armée du Var ou d'Italie une allure résolument offensive: il faut lier ses opérations à celles de l'armée des Alpes qui garde les cols depuis la Savoie; l'armée du Var sera l'aile marchante, par les cols de Tende et de Cadibone qui conduisent à la vallée de la Stura et à la plaine de Mondovi; il faut profiter des intérêts divergents des Piémontais et de leurs alliés autrichiens, les uns ayant surtout à défendre Turin et les autres la Lombardie; une manœuvre entre deux sera décisive, ouvrant la route de Turin et, du coup, découvrant la Lombardie... Au delà, c'est Mantoue, le Tyrol, la route de Vienne.

Les représentants de la Convention ne vont pas si vite

parce qu'ils ne savent pas lire avec cette facilité sur la carte et dans le jeu de l'adversaire; mais ils écoutent, et leur imagination les entraîne déjà vers les fertiles plaines de l'Italie.

Tout d'abord Bonaparte conseille d'enlever Oneille, entre Nice et Gênes, enclave piémontaise par où arrivent les ren-

forts sardes sur bateaux anglais. Masséna en fut chargé, avec Bonaparte au commandement de l'artillerie: « Nous voici, dit le général Colin, en pleine tactique napoléonienne, ingéniosité dans la manœuvre, vigueur dans la décision et dans l'action »; — ajoutons: fécondité de résultats avec un minimum d'efforts et de sacrifices. Oneille tomba le 9 avril, et, le 23, la prise de Saorgio ouvrit la route du col de Tende.

Chassés de Toulon, les Anglais n'avaient plus aucune communication de ce côté avec leurs alliés du continent.

Il faut pousser plus avant. Augustin Robespierre et Ricord sont conquis à l'idée d'une offensive qui peut livrer l'Italie en quelques semaines. Ils envoient Bonaparte à Gênes pour assurer la neutralité de la République et couvrir ainsi les derrières d'une attaque sur la Stura.

Bonaparte rentre le 28 juillet, 9 thermidor. Ce jour-là, les Robespierres étaient arrêtés, et le lendemain, exécutés. Le 9 août, à son tour, Bonaparte fut arrêté et enfermé au fort Carré, à Antibes. On ne trouva rien de compromettant dans ses papiers; il fut relâché le 20 août.

Et le nouveau Comité de Salut public fut obligé d'apprécier, lui aussi, ses mérites et les services qu'il rendait; car les Austro-Piémontais avaient profité de la crise thermidorienne pour reprendre l'offensive et marcher sur Savone.

Le 19 septembre, l'armée du Var riposta par une vive attaque, dans le style de celle d'avril: le col de Cadibone fut franchi, Cairo fut occupé sur l'autre versant, et, menacée sur son flanc, l'armée autrichienne se retira sur Dego, à la faveur de la nuit: « Trois heures de jour de plus, écrivait Bonaparte, et le combat de Dego eût été décisif pour l'Empereur dans ses états de Lombardie. » C'était confirmer et améliorer encore les résultats de l'offensive sur Oneille: l'armée d'Italie, maîtresse des cols, voyait la plaine à ses pieds.

Les armées de la République avaient conquis la Belgique et marchaient sur la Hollande; l'armée de Sambre-et-Meuse arrivait au Rhin. Quelques-uns des alliés souhaitaient la paix. Le grand-duc de Toscane, entendant le canon dans la rivière de Gênes, avait peur que le son ne s'en rapprochât

sur Livourne et Florence. La Prusse, l'Espagne, montraient des dispositions pacifiques. L'hiver venait; on ne pouvait plus rien faire avant le printemps; on se mit au repos.

LE GÉNÉRAL « VENDÉMIAIRE »

La paix signée à Bâle avec la Prusse en avril 1795, avec la Hollande en mai, avec l'Espagne en juillet, il y eut des espérances de paix générale. On procéda donc à Paris à une revision des grades; beaucoup de généraux furent réformés.

Le 7 mai, Bonaparte, à Marseille où il était auprès de sa mère, reçut l'ordre de rejoindre l'armée de l'Ouest comme général d'artillerie. Il gardait son grade « par suite des connaissances réelles qu'il avait dans son arme ».

Il arriva à Paris à la fin de mai, en pleine crise politique et sociale: hiver difficile, disette, misère, gouvernement thermidorien discrédité, attaqué de toutes parts, par les Jacobins et les Royalistes. Le 1er prairial, 20 mai, la Convention est envahie par la foule qui crie: « Du pain et la Constitution de 93! » Les « derniers Montagnards » s'emparent un moment du pouvoir; le lendemain, ils sont vaincus et exécutés.

C'est un nouveau Thermidor: les royalistes se déclarent; la balance politique et sociale penche décidément à droite.

Bonaparte, qui ne se presse pas d'aller à l'armée de l'Ouest, reçoit de nouveaux ordres; il doit gagner au plus tôt sa destination, mais il n'aura plus le commandement de l'artillerie; il commandera une brigade d'infanterie. Il se déclara malade; il eut quelques mauvaises semaines.

Mais l'Autriche n'avait pas signé la paix. Elle envoyait d'importants renforts en Italie, et le Comité de Salut public se souvint que Bonaparte connaissait mieux que personne la situation et les moyens d'y faire face. On lui demanda les plans d'action qu'il estimait les meilleurs: « Prenez votre temps, lui dit-on. — Du temps? il n'en est pas besoin: une plume, deux feuilles de papier, voilà tout ce que je demande! »

Nous avons ces deux feuilles de papier (*Correspondance*, I, 65). Il y expose dans les termes les plus lumineux les conditions générales de la frontière des Alpes: du Saint-Bernard à la Roya, il y a un quart de circonférence de 95 lieues qui ne permet pas de faire circuler rapidement les convois et les troupes, à travers les hautes montagnes; en face, l'ennemi tient l'arc de cercle, en plaine, et manœuvre comme il veut. Il faut se tenir sur la défensive, en ayant l'air de menacer Turin par le nord et par l'ouest. Cependant on attaquera en force et de vigueur dans les cols de Tende et de Cadibone où l'on portera tous les renforts venus de l'armée des Pyrénées, désormais libérée. Sous ce poids, qu'il faut faire irrésistible, le Piémont sera enlevé en quelques jours, et on jettera toutes les troupes de la montagne sur les grandes routes de l'Italie. Il faut attendre février ou mars pour engager la campagne; on prendra l'initiative pour renverser tous les plans de l'ennemi.

Une alerte en septembre: il fut tout d'un coup rayé de la liste des officiers généraux pour n'avoir point rejoint son poste. Il posa sa candidature à la direction de la mission de Turquie où le sultan demandait des officiers pour l'organisation de l'artillerie de sa nouvelle armée. Il fut admis; il fit ses préparatifs; il emmenait Marmont, Junot.

Il allait partir: quelle eût été sa carrière? Il s'en fallut de quelques jours, de quelques heures peut-être...

Alors, le coup de fortune: le 5 octobre (12 vendémiaire) le Comité de Salut public et le Comité de Sûreté générale arrêtent que le général Bonaparte sera employé dans l'armée de l'intérieur sous les ordres du représentant du peuple Barras, général en chef de cette armée. Les royalistes se sont soulevés; une immense insurrection bouleverse la capitale et assiège la Convention.

Bonaparte accepte, court à l'assemblée. On lui demande des conseils: « Donnez-moi des canons! » Il va chercher, il fait venir des canons, aux Tuileries, dans la cour du Carrousel, dans les rues voisines. Les sections insurgées débouchent sur la rue Saint-Honoré, devant l'église Saint-Roch, elles touchent au but... Elles sont prises en enfilade par l'artillerie de Bonaparte et renversées, dispersées en un instant; quelque fusillade dans la rue de la Loi. Le soir du 13 vendémiaire, l'ordre régnait dans Paris.

Vendémiaire: c'est la revanche de Thermidor. L'ombre de Robespierre en dut tressaillir d'allégresse. Les royalistes au pouvoir, c'était la paix, sans doute. Vendémiaire, après Thermidor, c'est l'offensive révolutionnaire, à travers toute l'Europe, de par le monde.

Général de division, commandant de l'armée de Paris, Bonaparte, quelques jours après, installa le gouvernement du Directoire.

Le voici tout-puissant. Il a ordonné la livraison de toutes les armes que possèdent les particuliers. Un jeune homme, Eugène de Beauharnais, vient, au nom de sa mère, lui demander de garder le sabre de son père. Le général y consent. La mère vient le remercier. Coup de foudre: Joséphine

est infiniment séduisante et s'y applique selon les règles. Bonaparte est pris par le cœur, par les sens surtout, dans les moelles. Il n'a connu que privations et batailles; il ne connaît pas la femme: il n'en a pas eu le temps; la femme alors « règne partout, dit-il à Joseph, dans les salons, les promenades, les spectacles, les bibliothèques, et les hommes en sont fous ». C'est la fête du Directoire.

Il a 26 ans; il est fou de Joséphine; il brûle pour elle de toute la fougueuse ardeur d'une jeunesse austère et nerveuse; Joséphine par moments en est effrayée. Cela n'empêche pas Bonaparte de passer des nuits sur les cartes des Alpes. Le 2 mars il est nommé au commandement de l'armée d'Italie; nul autre n'était mieux désigné, ne s'imposait davantage, si l'on voulait la victoire; il lance aussitôt ses ordres. Le 9 mars il épouse Joséphine: trois jours et trois nuits de voluptés frénétiques. Le 12 au petit matin, brisé, il se jette dans une voiture et part pour l'armée.

L'Italie est plus belle que toutes les femmes. Il la veut.

III

ARCOLE

MONTENOTTE — LA 32e DEMI-BRIGADE

Bonaparte est passé par Marseille, pour revoir sa mère et ses sœurs; il est à Toulon le 24 mars, à Antibes le 25, où il rencontre Berthier, son chef d'état-major, à Nice en son quartier général le 26.

Ses officiers, ses hommes le connaissent: pendant plus d'un an il avait commandé l'artillerie de l'armée du Var; sa silhouette leur était familière: mine chétive, maigreur extrême, les cheveux embroussaillés, tombant raides sur les épaules, le front tendu sous la pensée, le regard clair et pénétrant, la bouche mobile, impérieuse, une grande finesse dans les traits du visage creusé, au teint bistré, une extraordinaire énergie dans l'ossature saillante, dans le menton surtout; petite taille dans un habit droit, trop large, boutonné jusqu'en haut, garni seulement d'une étroite broderie d'or, ceinture tricolore, nouée n'importe comment, avec un sabre énorme qui pend derrière ses talons (d'après A. Sorel).

On savait qu'il était pour l'offensive: il avait été l'instigateur des affaires d'Oneille et de Dego en l'an III; depuis, on avait piétiné sur place; on était las, énervé...

En avant! Les soldats de l'an IV sont les mêmes que ceux de l'an II. En avant! On a gagné le Rhin; mais la guerre

0 50 100 Km.
Rhin
L. de Constance
SUISSE
Aar
Lac de Genève
Rhône
Grisons
Col du Simplon
Col du Splügen
Adda
L. de Como
Milan
(15 Mai)
Ticin
Oglio
L. de Garde
Castiglione
(5 Août)
Lodi
Pô
Turin
Doire
Alexandrie (10 Mai)
Tanaro
Plaisance (8 Mai)
Marengo
Montenotte
(12 Avril)
Savone
Gênes
Golfe de Gênes
Nice
Parme
Ferrare
Bologne
Reno
Ravenne
MER ADRIATIQUE
ITALIE
Arcole
Mantoue
(Mai-Février)
Rivoli
Vérone
Bassano
Vicence
Trente
Primolano
Valvasone
(16 Mars)
Campo Formio
Gradisca
(21 Mars)
Adige
Piave
Tagliamento
Venise
Istrie
Trieste
Save
Drave
Klagenfurt
Leoben
(3 Avril)
Mur
Enns
Salzach
Innsbruck
Inn
Lech
TYROL
AUTRICHE
Vienne

révolutionnaire n'est pas finie; il y a des trônes à abattre, surtout celui du Saint-Empire, la Bastille des nations, de la nation allemande et de la nation italienne... En avant pour la guerre de la liberté! De l'autre côté de la montagne, l'Italie frémit comme une vierge à l'approche du conquérant.

Tout de suite les derniers préparatifs: Bonaparte reçoit ses lieutenants. Thiébault, l'aide de camp de Masséna, est appelé au quartier général: « Quel est le nombre des présents à la division, dit Bonaparte? Combien pour la 20e légère, la 18e, la 25e?... Les corps de cette division ont-ils des détachements en arrière? Dans quel état l'armement, les chaussures?... Les distributions sont-elles régulières? Le pain, la viande, le vin, les fourrages sont-ils de bonne qualité?... Comment sont tenus les hôpitaux? Quelle est la mortalité? Etc. » C'est Thiébault qui ajoute cet *etc.*, abasourdi de cette mitraille.

Bonaparte mange à peine, dort à peine, galope à travers les camps, regarde, observe, interpelle les troupiers, presque en leur langage, gronde ou rit, touche à tout, voit tout, indique d'un geste les emplacements à prendre, pousse son monde ici, là; toutes les divisions, les demi-brigades, les compagnies sont alertées, joyeuses, impatientes, rivales d'ardeur...

En avant! Le 12 avril, tout est prêt, corps et cœur, pour la grande épopée de la Révolution.

L'ennemi, Autrichiens et Piémontais, sous Beaulieu et Colli, est établi au bas des cols de Tende et de Cadibone: les Piémontais à l'ouest, jusqu'à la Stura, pour garder la route de Turin, les Autrichiens à l'est vers la montagne de Gênes. La soudure est aux sources de la Bormidda, au pied du col de Cadibone.

Le 12 avril, Bonaparte jette 25.000 hommes au col de Cadibone, sur Altare et Calcare. Les Autrichiens accourent, la 32e demi-brigade, colonel Rampon, fait barrière inviolable à la redoute de Montelegino. Le corps autrichien d'Argenteau est renversé par Augereau à Montenotte; le 13, Masséna l'achève à Dego. Le 14, Augereau se rabat, à gauche, sur le corps de Provera, le bat, prend son chef. La coupure est faite, la soudure a sauté: Autrichiens poussés à l'est sur Alexandrie, Piémontais à l'ouest sur le Tanaro et la Stura.

Colli, en essayant de dégager ses Piémontais devant Sérurier et Masséna, est attaqué et écrasé à Mondovi le 21 avril. La route de Turin est ouverte. Le 29, le roi de Sardaigne, Victor-Amédée III, signe l'armistice de Cherasco, livre ses forteresses et la route de la Lombardie. Le 15 mai il signe le traité de Paris, cède la Savoie et Nice à la France.

Bonaparte lance une proclamation: « Soldats, vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris 21 drapeaux, 55 pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la plus riche partie du Piémont. Vous avez fait 15.000 prisonniers, tué ou blessé plus de 10.000 hommes... Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez aujourd'hui, par vos services, l'armée de Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert... Grâces vous soient rendues, soldats! »

Et à l'Italie: « Peuples de l'Italie, l'armée française vient pour rompre vos chaînes; le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant d'elle; vos propriétés, votre religion et vos usages seront respectés. Nous faisons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

En avant! pour la guerre de la liberté, la guerre des peuples, la guerre aux rois!

L'armée d'Italie se glisse tout le long de la rive droite du Pô pour déborder la gauche des Autrichiens et faire tomber d'un seul coup toute la Lombardie.

On passe le Pô à Plaisance. L'armée autrichienne garde l'Adda: le pont de Lodi est enlevé au pas de course, Bonaparte à pied dans la charge à la baïonnette. Il est nommé « le Petit Caporal » (10 mai).

Le 15 mai, on entre en triomphe à Milan: l'armée française couverte de fleurs, parmi les acclamations de toute la population ivre de liberté.

20 mai, proclamation de Bonaparte à ses « frères d'armes » : « Soldats, vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé, éparpillé tout ce qui s'opposait à votre marche. Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie... Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République. Là, vos frères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir... Mais que les peuples soient sans inquiétude; nous sommes amis de tous les peuples, et

plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion, et des plus grands hommes que vous avez pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui se rendirent célèbres, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de vos victoires. Elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous voyant: « Il était de l'armée d'Italie. »

Les soldats de l'an II avaient libéré la France, jusqu'au Rhin, ceux de l'an IV avaient libéré l'Italie.

Pour lors, mai 1796, l'armée autrichienne était enfermée dans Mantoue, qui garde la route du Tyrol. Le duc de Parme, un Bourbon, signait un armistice avec les Français, livrait 20 tableaux, 1.200 chevaux de trait, 400 de dragons, 100 de selle, 10.000 quintaux de blé, 2.000 bœufs. Le duc de Modène, parent des Habsbourg, livrait 20 tableaux, des denrées et des munitions. Le grand-duc de Toscane, un Habsbourg, frère de l'Empereur, acceptait une garnison à Livourne, recevait Bonaparte à Florence avec les plus grands honneurs. Le roi de Naples demandait un armistice. Le pape signait l'armistice de Bologne, livrait Bologne, Ferrare, Ancône, 100 tableaux, vases et bustes, notamment les bustes de Junius Brutus, de Marcus Brutus, des denrées, des chevaux, des bœufs.

Toute l'Italie a déposé les armes; elle attend son sort lié à celui de Mantoue.

AU PONT D'ARCOLE

La grande bataille pour l'Italie dura six mois, juin 1796-janvier 1797.

Elle ne fut d'abord qu'un épisode de la guerre contre l'Autriche menée par les armées d'Allemagne, celle de Sambre-et-Meuse sous Jourdan et celle du Rhin sous Moreau. Bonaparte devait tendre à les rejoindre à travers le Tyrol.

Il lui fallait d'abord prendre Mantoue qui en commande les routes.

Les deux armées d'Allemagne ne franchirent le Rhin qu'à la fin de juin. A la fin de juillet, elles arrivaient ensemble à la hauteur de Munich et de Ratisbonne et ne cherchaient plus qu'à se réunir pour descendre le Danube sur Vienne. Elles comptaient environ 150.000 hommes. Elles avaient devant elles la principale armée autrichienne commandée par l'archiduc Charles.

Pour contenir la diversion redoutable amorcée par Bonaparte en Italie, le gouvernement de Vienne envoya contre lui une armée de 70.000 hommes commandée par le maréchal Wurmser. Bonaparte ne pouvait guère leur en opposer que 30.000; il ne paraissait donc pas douteux qu'on ne le forçât à lever le siège de Mantoue et à reculer derrière l'Adda, peut-être plus loin. Wurmser fit descendre son aile droite, commandée par le général Quosdanovitch, à l'ouest du lac de Garde, en direction de Brescia, pour couper les communications de l'armée française, et il marcha lui-même, avec le gros de ses forces, droit sur Mantoue.

Le danger était grand.

Bonaparte consulta ses lieutenants; c'était sa manière,

dans les cas graves, de se mettre en présence de tous les arguments, de toutes les possibilités: on ne pouvait rester devant Mantoue; on y serait enserré, enveloppé par des forces supérieures, il fallait d'abord se retirer à l'ouest du lac de Garde.

Le 31 juillet, il lève le siège de Mantoue et porte son quartier général à Brescia. Wurmser arrive à Mantoue, y jette de puissants renforts et d'abondants ravitaillements. Cependant Quosdanovitch a débouché au sud du lac de Garde; il est inférieur en forces à l'armée française. Bonaparte tombe sur lui, le bat à Lonato, le rejette au nord du lac. Wurmser arrive le lendemain, pensant faire sa jonction avec Quosdanovitch; il ignore la rencontre de la veille; il allonge sa droite vers le nord. Bonaparte le laisse avancer, puis, le 5 août, il l'attaque à Castiglione, porte Sérurier sur ses communications, enfonce son centre malgré sa forte position sur le Monte Medelano, le pousse en désordre sur le lac et au delà du Mincio,... reprend le siège de Mantoue.

Mais à ce moment l'armée de Sambre-et-Meuse était refoulée par l'archiduc Charles, de Ratisbonne sur Wurzbourg, et Moreau par suite devait se mettre en retraite; Bonaparte craignit que Wurmser ne fût renforcé, et voulut en finir tout de suite avec lui. Il laisse Sérurier devant Mantoue, et, avec le reste de sa petite armée, il remonte l'Adige, surprend Wurmser à Roveredo, 6 septembre, prend Trente derrière lui. Wurmser s'échappe par le val Sugana, vers le Frioul; Bonaparte le poursuit comme un gibier, l'atteint à Primolano, 7 septembre, à Bassano le 8, le presse sur le chemin de Mantoue, au pas de course, et l'oblige à se jeter dans la place.

A cette date, les deux armées d'Allemagne étaient hors

de cause, rejetées au delà du Rhin dans les premiers jours d'octobre.

Il était loisible dès lors à l'Autriche de porter toutes ses

forces sur l'armée d'Italie. Elle n'y manqua pas. Il paraissait facile qu'elle écrasât Bonaparte dont les troupes étaient fatiguées et ne pouvaient guère être secourues.

Elle confia une nouvelle armée de 50.000 hommes au feld-maréchal Alvinzy, qui passait pour le plus savant et le

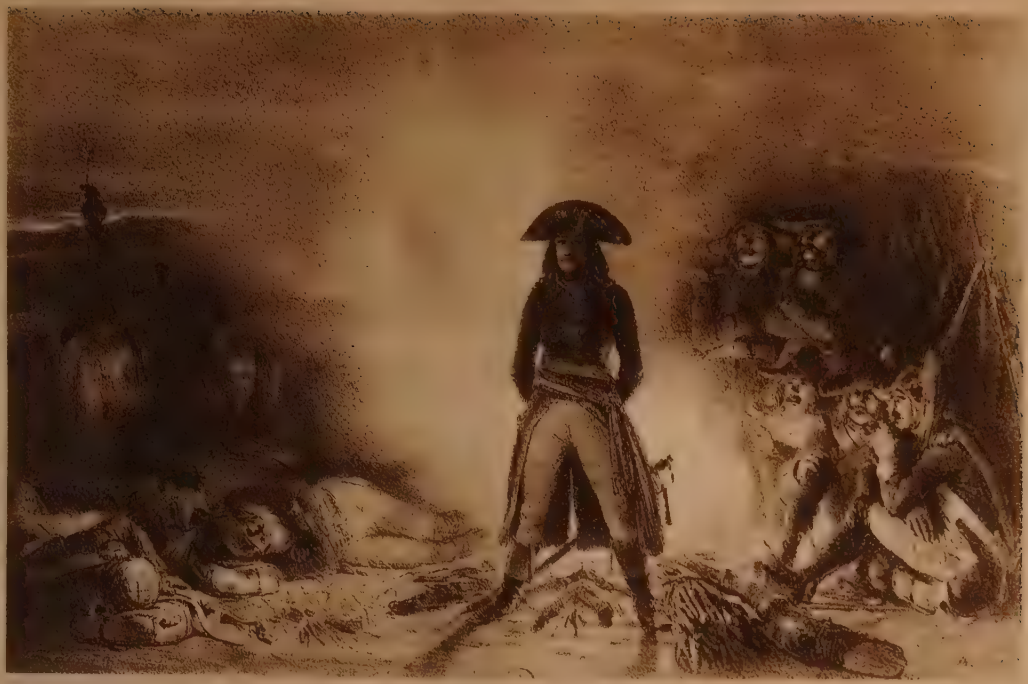
plus méthodique de ses officiers généraux. On recommença la manœuvre de Wurmser. Pendant que Davidovitch descendait la vallée de l'Adige en direction de Vérone, Alvinzy arrivait avec la masse de ses forces par le Frioul, et, pour ne rien laisser au hasard, organisait très fortement les positions de Caldiero, à l'est de Vérone.

Pendant que Bonaparte et Masséna tiennent tête à l'armée d'Alvinzy, la division Vaubois est refoulée par Davidovitch, et les communications de Bonaparte se trouvent gravement compromises. Il lance cette proclamation à la malheureuse division: « Soldats, je ne suis pas content de vous. Vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni bravoure. Aucune position n'a pu vous rallier; vous vous êtes abandonnés à une terreur panique; vous vous êtes laissé chasser de positions où une poignée d'hommes devait arrêter une armée. Soldats de la 39e et de la 85e, vous n'êtes pas des soldats français! Général chef d'état-major, faites écrire sur leurs drapeaux: « Ils ne sont plus de l'armée d'Italie. » Les vieux soldats pleurent, protestent; ils veulent qu'on les mette à l'avant-garde, aux premières colonnes d'attaque, et l'on verra s'ils ne sont plus de l'armée d'Italie.

Cependant la situation est critique.

Bonaparte multiplie les courriers pour avoir des renforts; il ne cache rien au Directoire du danger qu'il court et qu'il connaît: « Peut-être sommes-nous à la veille de perdre l'Italie... Je désespère d'empêcher le déblocus de Mantoue qui dans huit jours était à nous. Si ce malheur arrive, nous serons bientôt sur l'Adda, et plus loin. »

Il se jette sur Caldiero; Alvinzy le repousse lui infligeant de sensibles pertes. Grave échec: il ne le dissimule pas au Directoire.



ITALIE, 1796,
par Raffet.

BONAPARTE AU PONT D'ARCOLE,
par A.-J. Gros.

Le 14 novembre, il ordonne l'évacuation de Vérone: c'est l'aveu de la défaite, la retraite... A la sortie de la ville, un simple à-gauche : on longe la rive droite de l'Adige, on passe le fleuve à Ronco; l'armée d'Alvinzy est descendue des hauteurs de Caldiero et s'est engagée sur la route de Vérone. Bonaparte tombe sur son flanc gauche à travers les marais de l'Alpone; le pont d'Arcole est la clef de la position; si on l'enlève, l'armée autrichienne est coupée en deux; il y jette une masse de ses troupes, elles sont refoulées; il prend un drapeau, court lui-même au pont l'épée au poing; ses soldats le suivent, il est jeté dans la rivière, ses soldats se précipitent et le tirent de là, émerveillés de tant de bravoure... Le pont leur échappe; les Autrichiens se dégagent, mais en grand désordre, avec de grosses pertes, rejetés sur Caldiero, et, le 18 novembre, l'armée française rentre triomphalement dans Vérone par la porte de Venise trois jours après en être sortie par la porte de Milan.

Alvinzy pourtant n'est pas hors de cause. L'Autriche fait un effort suprême, elle lui envoie de gros renforts, qui porte son armée à plus de 80.000 hommes; avec quelques demi-brigades qu'il reçoit, Bonaparte n'en a pas la moitié.

Après les préparatifs les plus minutieux, pressé par la nécessité de délivrer Mantoue qui ne tient plus guère, Alvinzy laisse Provera dans les lignes de Caldiero, et, avec le gros de ses forces, il descend l'Adige; il refoule la division Joubert jusqu'au plateau de Rivoli. Bonaparte a vu le mouvement: il laisse Augereau devant Provera; il emmène Masséna à Rivoli. L'armée autrichienne progresse. Bonaparte dresse sur le plateau une formidable batterie d'artillerie, brise le centre autrichien, enlève ou écrase la division Lusignan qui s'était trop avancée, rejette le reste sur les

chemins du Tyrol, 14 janvier. Provera a poussé Augereau, franchi l'Adige, est arrivé devant Mantoue; Miollis le contient avec 1.500 hommes. Bonaparte arrive derrière lui avec quatre demi-brigades, et le prend avec 6.000 hommes.

Mantoue capitule le 2 février 1797. La route de Vienne est ouverte.

Il ne faut pas laisser à l'Autriche le temps de refaire ses forces.

On est encore en hiver; la montagne est couverte de neige: qu'importe? On peut tout risquer avec les soldats de l'armée d'Italie; ils se sentent invincibles. Le 12 mars, en avant sur la route de Vienne !On franchit la Piave, le Tagliamento; on passe le col de Tarvis; on enlève Villach, Klagenfurt; l'archiduc Charles est accouru, mais les Autrichiens ne résistent nulle part; on gagne la vallée de la Mühr; la cavalerie d'avant-garde escalade les hauteurs du Sœmmering, à 25 lieues de Vienne.

Le 18 avril, Hoche, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, passe le Rhin à Neuwied. Le même jour, le gouvernement de Vienne signe avec Bonaparte les préliminaires de Leoben.

Arcole: suprême péril, dominé par des prodiges d'intelligence et d'héroïsme, suprême gloire dont l'art a consacré à jamais la mémoire.

MARE NOSTRUM

Il fallut six mois pour transformer les préliminaires de Leoben en traité de paix.

Car les élections de l'an V, mai 1797, aux assemblées du

Directoire donnèrent la majorité aux royalistes, et la maison d'Autriche espéra échapper aux bouleversements territoriaux et politiques que préparaient les victoires de la République française.

Cependant Bonaparte, couvert de lauriers, auréolé d'un prestige déjà inouï, revint de Leoben à Milan où il arriva le 6 mai. Joséphine le rejoignit et ils s'installèrent au château de Mombello. Ils y assistèrent au mariage, civil et religieux, d'Elisa avec Félix Bacciochi, et à celui de Pauline avec le général Leclerc.

Bonaparte reçut à Mombello et à Milan des hommages venus de toute la Péninsule, de Venise, de Gênes, de Modène, de Naples, de Rome; à peine tenait-il compte des instructions du Directoire, d'ailleurs divisé contre lui-même et tout près de se déchirer.

Il fit de l'ancienne Lombardie autrichienne une République cisalpine, première satisfaction donnée aux aspirations nationales de l'Italie; il lui rédigea une constitution imitée de celle de la France. Le 9 juillet il présida à Milan une magnifique cérémonie, la Fédération des villes de la Cisalpine: 300.000 spectateurs assistèrent à une messe solennelle où furent bénis les drapeaux tricolores, vert, blanc, rouge, de la nouvelle garde nationale. Bonaparte en passa la revue; il fut le héros de cette journée triomphale, resta huit heures à cheval sous un soleil de feu parmi les vivats: un des grands moments de sa carrière.

De là, il commença de considérer et d'étudier les destinées de l'Italie nouvelle: problème trop délicat pour qu'il en trouvât tout de suite les solutions, et il ne lui plaisait pas encore de rien fixer.

Il y apportait les idées philosophiques du règne de la

raison, et ses soldats les exprimaient à leur manière: ils allumaient leurs pipes aux cierges de l'autel. A Saint-Georges, près de Mantoue, il avait ouvert les portes d'un couvent de femmes; on y trouva une jeune fille garrottée; « elle était, écrit-il, depuis quatre ans dans cet état pour avoir voulu s'échapper et obéir, dans l'âge et le pays de l'amour, à l'impulsion de son cœur ».

A Ancône, Bonaparte vit une miraculeuse madone, qui ouvrait ou fermait les yeux selon les avertissements qu'elle voulait donner au bon peuple; il la prit dans ses mains, la palpa de haut en bas au grand effroi des chanoines, ne trouva rien et la leur rendit sans avoir été foudroyé sur la place.

A Lorette, la madone possédait un trésor de sept millions; six millions venaient de disparaître miraculeusement: Bonaparte prit la madone et son dernier million et envoya le tout au Directoire, qui garda le million et, ne sachant que faire de la madone en bois, la remisa dans un magasin.

Mais la guerre religieuse avait mal tourné en France. Le Directoire et Bonaparte furent d'accord pour établir avec le pape des relations correctes; l'armistice de Bologne fut confirmé par le traité de Tolentino: le pape abandonna à la République française les Légations de Bologne, Ferrare et Ravenne qui allaient être réunies à la République cisalpine, et lui donna le droit de mettre garnison à Ancône.

Bonaparte alla à Ancône. « Ancône est un très bon port, écrit-il au Directoire; on va de là en vingt-quatre heures en Macédoine, et en dix jours à Constantinople. Il faut que nous conservions le port d'Ancône à la paix générale et qu'il reste toujours français; cela nous donnera une grande influence sur la Porte ottomane et nous rendra maîtres de

la mer Adriatique, comme nous le sommes, par Marseille et la Corse, de la Méditerranée. » Voici que son regard se porte déjà bien au delà de l'Italie.

La République de Venise avait fini sa carrière — ainsi parlait Bonaparte —; sa succession était ouverte, qui comprenait essentiellement les îles Ioniennes. Son gouvernement aristocratique avait, dans les mois précédents, montré des sympathies pour la cause de l'Autriche; même, le jour de Pâques, pendant que Bonaparte était sur le chemin de Vienne, la population de Vérone avait massacré les blessés français de ses hôpitaux. Dès lors, son sort fut décidé. Bonaparte y vit le moyen de faire la paix avec l'Autriche en l'indemnisant, aux dépens de Venise, de la perte de la Belgique et de la Lombardie, et celui de suivre de près l'évolution des pays de la Méditerranée.

Dès le mois de juillet, il envoya le général Gentili à Corfou pour empêcher que l'Angleterre ne profitât des événements pour s'y installer; il lui donna ces instructions: « Si les habitants du pays étaient portés à l'indépendance, vous flatteriez leur goût, et vous ne manqueriez pas, dans les différentes proclamations que vous feriez, de leur parler de la Grèce, d'Athènes et de Sparte. » Gentili fut reçu à Corfou « par un peuple immense et avec les cris d'allégresse et d'enthousiasme qui animent les peuples lorsqu'ils recouvrent la liberté... Le Pappa, ou chef de la religion du pays, offrit au général un exemplaire de *l'Odyssée;* le drapeau tricolore allait flotter sur les débris du palais d'Ulysse ».

Le 16 août, Bonaparte écrit au Directoire : « Les îles de Corfou, de Zante et de Céphalonie sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. Je crois que, si nous étions obligés d'opter, il vaudrait mieux restituer l'Italie à

l'Empereur et garder les îles qui seront une source de richesse et de prospérité pour notre commerce. L'Empire des Turcs s'écroule tous les jours; la possession de ces îles nous mettra à même de le soutenir autant que cela sera possible ou d'en prendre notre part. »

L'imagination de Bonaparte s'envole déjà jusqu'aux extrémités de la Méditerranée, et ses vues sur l'Italie elle-même en demeurent encore vagues...

Le coup d'Etat de Fructidor, septembre 1797, écrasa en France le parti royaliste, et, par conséquence, obligea l'Autriche à admettre les premiers résultats des victoires républicaines hors des frontières naturelles de la France. Le traité de Campo-Formio ne donne de l'Europe nouvelle qu'un dessin sans précision: il promet à la France la frontière du Rhin, mais à condition que les princes de l'Empire germanique y consentent et reçoivent des indemnités; il y faudra tenir un congrès qui se réunira à Rastadt et sera ouvert par Bonaparte. La République cisalpine est reconnue par l'Autriche; ses limites et son avenir politique demeurent obscurs. La République de Venise disparaît, et ses territoires sont partagés entre l'Autriche et la France: l'Autriche prend Venise et ses états de terre ferme; la France prend les îles Ioniennes.

L'Autriche aura donc la possibilité de disputer encore à la France la domination de l'Italie; on pourrait soutenir que l'Autriche a plus gagné que perdu à ce traité, et son plénipotentiaire, M. de Cobenzl, n'y fut pas aussi malmené qu'on a dit; toute la question italienne demeura réservée.

Le souci immédiat de Bonaparte à cette date, c'est la Méditerranée; il disait alors à Cobenzl: « La République française regarde la Méditerranée comme sa mer et veut y

dominer. » — *Mare nostrum.* — Mais alors il faut la prendre toute.

Le traité de Campo-Formio est du 17 octobre; le 26, Bonaparte est nommé par le Directoire général en chef de l'armée d'Angleterre.

Monge, venu en Italie pour l'inventaire des trésors d'art et de science que Bonaparte avait réservés à la France, retourne à Paris et dit au Directoire: « La gloire de l'armée d'Italie retentit jusqu'au fond de la Haute-Egypte. Les Arabes du désert s'en entretiennent le soir sous leurs tentes. Une lueur de je ne sais quelle espérance s'est glissée dans l'âme des anciens Grecs. »

Une lumière nouvelle éclaire toute la Méditerranée, comme une aurore.

IV

LES PYRAMIDES

LA CROISADE DE LA PHILOSOPHIE

L'épopée de la Révolution, sous le geste de Napoléon, n'est pas seulement l'expansion des principes de 1789 nés de la philosophie du XVIII[e] siècle; elle est dans le sens de toute la tradition française; elle est le plus haut sommet de l'histoire de la France: c'est la tradition séculaire de la France, venue de la plus lointaine Gaule, qui porte l'armée de Sambre-et-Meuse au Rhin, qui au delà des Alpes travaille à reconstituer l'unité latine enseignée par Rome; c'est elle aussi, sur la voie de Rome, puis des Croisades, qui inspire l'expédition d'Egypte.

Episode de la guerre d'Angleterre? En cela elle n'est qu'un accident qui ne doit point empêcher de voir toute l'ampleur de cette grande histoire.

L'Egypte, la plus riche province de l'empire romain, puis de l'empire arabe, était noyée d'ombre depuis la conquête turque, qui correspondait avec la découverte de l'Amérique; alors l'Europe avait déserté les routes de la Méditerranée.

Elle y revient par le fait des circonstances et par celui de la curiosité illimitée entretenue depuis le XVI[e] siècle dans l'universelle renaissance de l'esprit humain. Leibniz conseille à Louis XIV de porter sur l'Egypte les armes qu'il

préparait contre la Hollande. Colbert reprend le commerce du Levant sur les traces de Jacques Cœur. La *Compagnie des Indes Orientales* cherche une voie plus courte que le périple de l'Afrique. La France et l'Angleterre se disputent l'Inde. Choiseul rêve de prendre en Egypte la compensation de l'Inde et du Canada perdus. Le bailli de Suffren dispute aux Anglais la maîtrise de la mer.

L'Egypte est à l'ordre du jour de l'opinion publique.

L'abbé Le Mascrier écrit en 1740: « On ne parle que de Thèbes et de Memphis et des grottes de la Thébaïde; le Nil est aussi familier que la Seine à beaucoup de gens; tout le monde a vu des momies; vouloir ajouter à ces connaissances, ce serait vouloir apprendre à un Parisien ce que c'est que Saint-Denis et à un habitant de Tours où est le tombeau de saint Martin. »

Volney, l'ami de Bonaparte, publie en 1788 son *Voyage en Egypte et en Syrie*. On y lit ceci : « L'Egypte, par son étendue, est égale au cinquième de la France et par la richesse de son sol, elle peut l'égaler; elle réunit toutes les productions de l'Europe et de l'Asie, le thé, le riz, le coton, le lin, l'indigo, le sucre, etc., etc., et avec elle seule nous pourrions perdre impunément toutes nos colonies. Elle est à la portée de la France et dix jours conduiront nos flottes de Toulon à Alexandrie... Par l'Egypte, nous toucherons à l'Inde; nous en dériverons tout le commerce dans la mer Rouge; nous rétablirons l'ancienne circulation par Suez et nous ferons déserter la route du cap de Bonne-Espérance. »

Bonaparte, après avoir quitté l'Italie, était allé à Rastadt pour ouvrir, au nom de la France, les travaux du Congrès. Il en repartit le 2 décembre, passa par Nancy où la loge maçonnique donna une fête en son honneur. Il rentra à

Paris le 5. Le 25, il fut élu membre de l'Institut National en remplacement de Carnot, destitué pour lors, par suite des événements de Fructidor.

Tout l'hiver, il suivit assidûment les cours de chimie de Berthollet et les séances de l'Institut. Maintes fois il regretta de ne pas pouvoir choisir la carrière des sciences; il avait été séduit dès sa jeunesse par l'idée de découvrir « le monde des détails », de rechercher « comment s'opère le mouvement qui se communique et se détermine par l'intervention des plus petits corps et de résoudre le problème de la vie de l'univers. Voilà, disait-il, cet autre monde, et c'est le plus important de tous, que je m'étais flatté de découvrir; d'y penser, j'en suis toujours aux regrets; j'en ai mal à l'âme. »

Dira-t-on qu'il a manqué sa vocation ? C'est peut-être en Egypte qu'il est le plus complet, général en chef, membre de l'Institut National; il aime à signer ainsi ses proclamations.

Car il n'emmena pas seulement une armée de 35.000 hommes, pour la plupart vétérans de l'armée d'Italie; il forma la *Commission des Sciences et des Arts*, qui fut comme une mobilisation de l'Institut National. Il en confia l'organisation et la direction à son ami Monge. Monge était alors à Rome; il ne voulait pas partir; il avait 51 ans; sa femme et ses filles le retenaient : « Laissez-moi, écrivait-il à Bonaparte, parmi les mortels, admirer vos talents, apprécier vos services et chanter votre gloire. » Bonaparte lui répondit : « Je compte sur l'Imprimerie arabe de la Propagande et sur vous, dussé-je remonter le Tibre avec l'escadre pour vous prendre. »

Il fallut céder. Monge fut le chef de la *Commission des*

Sciences et des Arts, puis le Président de l'*Institut d'Egypte*. L'expédition d'Egypte en vérité fut commandée par Bonaparte et Monge.

Berthollet en fut aussi (il était membre de l'Académie des Sciences depuis vingt ans), et Fourier, le géomètre, professeur à l'Ecole Polytechnique, comme Monge et Dolomieu, l'illustre minéralogiste, et, faute de Cuvier, qui ne put, Geoffroy Saint-Hilaire, Conté qui fut chef de la brigade des aérostiers, Le Père, Isnard, Lancret, ingénieurs des ponts et chaussées, Quesnot l'astronome, Redouté le peintre de fleurs, Vivant Denon, Dutertre; — toute une jeunesse exaltée par la passion de la science, Villiers du Terrage, 17 ans, élève de l'Ecole Polytechnique, qui sera admis à passer en Egypte ses examens de sortie et recevra de Bonaparte, là-bas, son brevet d'ingénieur des ponts et chaussées, Jollois, Dubois-Aymé, Jomard, 21 ans, 40 autres camarades; — en tout, 175 savants, jeunes ou illustres, l'élite et la pépinière de l'Institut National.

On emporte une imprimerie orientale (car il n'y en a pas en Egypte), elle sera servie par un interprète, deux protes, trois compositeurs, trois imprimeurs; — une bibliothèque considérable constituée par Caffarelli-Dufalga avec l'aide de Jean-Baptiste Say : *l'Encyclopédie, les Mémoires de l'Académie des Sciences*, des cartes de d'Anville; — des instruments d'astronomie, de physique, de chimie, de topographie; — un matériel d'aérostation, d'histoire naturelle, de chirurgie, de pharmacie, des machines et outils de toutes sortes, une horloge et des lunettes astronomiques, boussoles, déclinatoires, niveaux pour les topographes, machine pneumatique, machine électrique, baromètres, thermomètres, hygromètres pour les physiciens, instruments de

chirurgie, tout un observatoire, tout un cabinet de physique, un autre d'histoire naturelle, un équipement topographique, un établissement aéronautique, une pharmacie, un hôpital; — un laboratoire universel, puissamment outillé : la Croisade de la philosophie.

LE CORAN ET LES DROITS DE L'HOMME

Le 10 mai 1798, Bonaparte adressa cette proclamation « aux soldats de terre et de mer de l'armée de la Méditerranée : Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre... Les légions romaines, que vous avez imitées, mais non pas encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama... »

Nelson, qui gardait le passage, se posta à Gibraltar, et la route fut libre devant l'expédition française.

Elle quitta Toulon le 19 mai. Elle rallia ses convois devant les côtes italiennes; elle parut devant Gozzo le 9 juin. Les Chevaliers de Malte, sommés, capitulèrent le 12, remirent à l'armée française la ville et les forts, y renoncèrent à tous droits de souveraineté : — une page d'histoire qui se tourne.

Le drapeau français flotte sur Malte. De Malte on règne sur la Méditerranée.

On en repartit le 19 juin, sauf une forte garnison sous le commandement de Vaubois.

Dix jours de navigation, à l'insu de Nelson qui pourtant avait commencé de s'émouvoir et de s'informer partout : à bord de *l'Orient*, Bonaparte dévorait les livres de la bibliothèque qu'il avait emportée, Thucydide, Tite-Live, Ossian, Le Tasse, l'Arioste, Virgile, Homère, *les Voyages*

de Cook, *la Bible, le Coran, les Vedas.* Il avait avec les savants de la *Commission des Sciences et des Arts* de longues conversations et discussions. Car il ne cessa jamais de lire et de s'instruire; il eut pour les livres et les choses de l'esprit la passion des hommes de ce temps; ceux du nôtre font des affaires.

Le 29 juin, en vue des côtes, il passa la revue de ses équipages et de ses troupes : « Soldats, leur dit-il, vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation et le commerce du monde seront incalculables. Vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus sensible en attendant que vous puissiez lui donner le coup de mort... Les peuples avec lesquels vous allez vivre sont mahométans; leur premier article de foi est celui-ci : Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète. Ne les contredisez pas; ayez des égards pour leurs muftis et leurs imams, comme vous en avez eu pour les rabbins et pour les évêques. Ayez pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour ses mosquées, la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la religion de Moïse et de Jésus-Christ... La première ville que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre. Nous trouverons à chaque pas des souvenirs dignes d'exciter l'émulation des Français. »

Les Anglais étaient dans le voisinage; ils étaient passés dans les mêmes eaux deux jours auparavant.

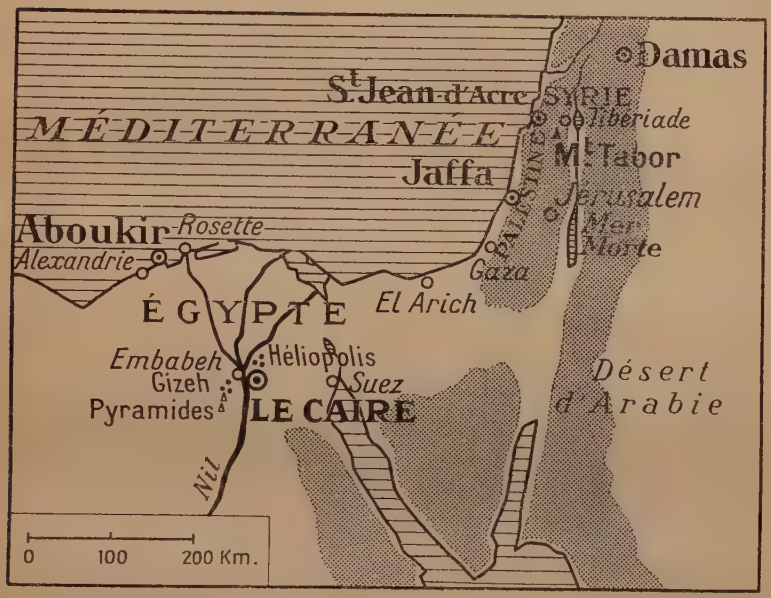
On se hâta de débarquer.

Alexandrie, vite investie, fut enlevée le 2 juillet.

Et on remonta aussitôt vers le Caire : marche terriblement dure à travers le désert, au cœur de l'été africain, dans les horreurs de la soif; un moment, des cris de rage :

« Eh bien ! général, dit un soldat à Bonaparte, c'est ainsi que vous allez nous conduire dans l'Inde ? — Je ne l'entreprendrai pas avec des soldats comme vous. »

Le 10 juillet, à Ramanieh, 700 à 800 Mameluks se



montrent, essaient d'attaquer la division Desaix; une vive canonnade les écarte; ils disparaissent comme un tourbillon de sable.

A Chébréiss, le 12, une cavalerie plus nombreuse, plus hardie, inonde la plaine, enveloppe l'armée française formée en carrés, s'approche tout près, n'ose risquer la charge, lâche quelques fusillades, en reçoit davantage, disparaît à son tour, laissant 200 ou 300 tués ou blessés.

Le 20 juillet, dans le soir tombant, on aperçoit les pyramides de Gizeh, à six lieues à l'ouest du Caire, au bord du désert.

Les beys mameluks, avec toutes leurs forces, sont à Embabeh, derrière des retranchements, avec 60 pièces de canon. Bonaparte pousse Desaix et Reynier à droite, vers les pyramides, pour déborder la position. Les Mameluks, ainsi menacés, sont obligés de quitter leurs retranchements; ils en descendent, y laissent leurs bagages et leurs canons. Ils se jettent sur les Français. Bonaparte a ramassé ses divisions en carrés impénétrables, hérissés de baïonnettes; on laisse venir les cavaliers ennemis, magnifiques sur leurs admirables chevaux caparaçonnés d'or et d'argent; à dix mètres, on les fusille et on se fait un rempart de leurs cadavres. En quelques minutes tout était fini, les retranchements enlevés, 2.000 tués du côté des Mameluks, 25 tués, 120 blessés du côté des Français; un butin de 400 chameaux chargés de trésors. Entrée au Caire le lendemain.

Mais, dix jours après, mauvaises nouvelles : Nelson avait retrouvé les traces qu'il cherchait : il surprit la flotte française devant Aboukir, en pleine mer, sur ses ancres; il la détruisit presque toute dans la nuit du 1er au 2 août. « Il nous faudra mourir ici, dit Bonaparte, ou en sortir grands comme les anciens. »

Et d'abord il fallait achever la conquête de l'Egypte.

Des deux principaux chefs mameluks, l'un, Ibrahim, s'était enfui en Syrie; l'autre, Mourad, se retirait dans la Haute-Egypte. Desaix fut mis à sa poursuite.

Parti du Caire le 25 août, il était à Siout le 15 septembre.

La bataille de Rivoli,
par Philippoteaux.

BONAPARTE DEVANT LES PYRAMIDES,
par A.-J. Gros.

Il atteignit Mourad à Sediman, à l'entrée du Fayoum : 5.000 à 6.000 cavaliers; même spectacle qu'à Embabeh : une magnifique fantasia autour des bataillons français crépitants de fusillade; une jonchée de cadavres parmi un ruissellement de broderies d'or et d'armes étincelantes... Desaix garda la Haute-Egypte; les indigènes le nommèrent « le Sultan juste ».

Bonaparte est enfermé dans sa conquête. Mais on peut vivre en Egypte.

Il essaya de s'accorder avec les indigènes, qui avaient longtemps souffert de la tyrannie et de l'avidité des Mamelouks. Il institua, au Caire, et dans toutes les provinces, des divans ou conseils administratifs, chargés, sous le contrôle des autorités françaises, de la police, de la surveillance des marchés et des approvisionnements; il organisa un système d'impositions qui fournit d'abondantes ressources sans peser autant que le régime précédent, et l'occupation française apparut bienfaisante en comparaison.

La philosophie du XVIII[e] siècle, dont il était si profondément pénétré, lui inspirait les maximes de la plus large tolérance.

Il entoura de soins les cheiks de la grande mosquée d'El Azhar; il eut avec eux de longues conférences, trois ou quatre par décade, où il les étonna par sa science et l'admiration qu'il témoignait au Coran. Il les amena à penser que, peut-être, il se convertirait avec son armée à la religion de Mahomet. Il ne fut pas question de leur conversion au christianisme ni de fonder une religion intermédiaire.

Et pourtant il assista, le 18 août, à la fête du Nil, qui marque le moment où l'inondation manifeste ses effets bienfaisants. Il y distribua des pelisses et des caftans. Il fut

reconduit à sa maison par un peuple immense; et les chefs arabes disaient : « Oui, tu es venu pour nous délivrer par l'ordre de Dieu miséricordieux; car tu as la victoire et le plus beau Nil que nous ayons vu depuis un siècle : deux bienfaits que Dieu seul peut accorder. »

Le 21 août, il prit part aussi à la fête de la naissance de Mahomet. Il fut reçu à la maison du cheik-el-Bakri, chef des cheiks du Caire, parmi une centaine de hauts dignitaires accroupis sur les tapis et balançant leurs litanies. Il s'installa sur un coussin et se tint longtemps comme eux dans le recueillement. Après la prière, il fut du festin, prit le chibouk et le café à la turque. Ils vinrent avec lui à la parade militaire, et des salves d'artillerie, le soir, furent tirées en l'honneur du prophète.

Par contre, les cheiks et fonctionnaires égyptiens furent reçus au quartier général à l'occasion de la fête de la République, le 1er vendémiaire (22 septembre). Le drapeau tricolore flottait sur la plus haute pyramide. Sur la place de l'Esbekieh, un arc de triomphe avait été élevé avec cette inscription : « Il n'y a d'autre Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète. » Les troupes étaient rangées sur les quatre côtés de la place. Bonaparte y fit une entrée solennelle, à la tête d'un brillant cortège de généraux français et de dignitaires arabes, dans les fanfares des demi-brigades. Il passa la revue; puis le défilé se développa et s'en alla à travers la ville au son de *la Marseillaise* et du *Chant du Départ;* les couleurs turques se mêlaient dans le vent aux couleurs républicaines; des écussons, décorés du croissant et du bonnet phrygien, portaient des inscriptions en l'honneur du *Coran* et des *Droits de l'Homme*. Il y eut des

courses de chevaux; le soir, des illuminations et un magnifique feu d'artifice.

Un mois après, le 21 octobre, aux cris des muezzins du haut des minarets, la population du Caire se soulevait furieuse contre l'occupation étrangère; le général Dupuy était tué; un moment, la situation fut critique; la mosquée d'El Azhar était comme une forteresse retranchée derrière de hautes barricades. Il fallut l'écraser sous les boulets des canons de la citadelle. La répression fut impitoyable, grâce à quoi l'ordre ne fut plus troublé.

On eut l'impression que les principes de la philosophie ne sont pas pour résoudre si facilement le grand problème de l'Islam. Car l'Islam ne connaît pas d'autre philosophie que le Coran.

Du moins, Bonaparte avait commencé de ressusciter l'Egypte endormie depuis des siècles, de délier les bandelettes de la momie : de quoi illustrer une carrière; mais lui, en vingt ans, il allait fournir vingt carrières.

Un arrêté du 23 août 1798, signé Bonaparte, général en chef, membre de l'Institut National, décide : « Il y aura en Egypte un *Institut* pour les sciences et les arts, lequel sera établi au Caire. Cet établissement aura principalement pour objet le progrès et la propagation des lumières en Egypte, la recherche, l'étude et la publication des faits naturels, industriels et historiques de l'Egypte, de donner son avis sur les différentes questions pour lesquelles il sera consulté par le gouvernement. »

Il fut divisé en quatre sections, comme l'Institut National dont il fut l'image; il dut tenir deux séances de deux heures par décade; les officiers généraux y avaient entrée.

Monge fut son président, Bonaparte vice-président, Fourier secrétaire perpétuel.

Naturellement l'Institut d'Egypte s'occupa des antiquités; il fit l'ascension des Pyramides de Gizeh; Monge monta jusqu'au sommet de la grande. Tout au long du Nil on fit le premier inventaire des monuments pharaoniques. Conté n'eut pas assez de crayons pour tous ceux qui voulaient dessiner les ruines d'Antinoé, les vases d'argile d'Edfou, les momies et les hypogées, les temples de Karnak et de Philœ, réfléchis dans les eaux de l'inondation.

Le lieutenant Bouchard découvrit la pierre de Rosette; la révélation de son secret allait éclairer la génération suivante.

Mais Bonaparte ne permit pas que l'Institut d'Egypte s'attardât à des travaux purement académiques; il lui demanda des instructions pour la construction des fours de l'armée, pour l'épuration des eaux du Nil, pour l'organisation de la justice et de l'enseignement, pour l'adduction de l'eau à la citadelle, pour l'utilisation des décombres, « qui forment en quelque sorte l'enceinte du Caire », pour l'emplacement le plus favorable à la construction d'un observatoire; il fit étudier le *Mekyas* ou *nilomètre* et les moyens de régler le niveau de l'inondation : c'est toute la question du barrage; il fit éclairer les rues du Caire par des luminaires de quatre lampes disposés de 15 en 15 toises. Il fit étudier la question du bois dont l'Egypte est totalement dépourvue : il fallait assurer l'exploitation des bois de l'Abyssinie et leur transport par le Nil à la faveur de l'inondation. « Les Pharaons, disait Bonaparte, n'ont pas fait et n'ont pas pu faire autrement. »

En décembre, l'Institut fit un voyage d'étude à la région

de l'isthme de Suez. Bonaparte en était. La caravane, comme les armées du Pharaon, faillit être surprise et engloutie par la marée de la mer Rouge. Caffarelli y laissa sa jambe de bois que Conté eut tôt fait de remplacer; on retrouva l'ancien canal de Sésostris, et on rouvrit solennellement le *khalig* ou canal du Nil avec des salves d'artillerie.

Bonaparte ne dissimulait pas son enthousiasme : « Les vraies conquêtes, les seules conquêtes qui ne coûtent pas de regrets sont celles qu'on fait sur l'ignorance. » Et un historien anglais (H. Rose) célèbre à cette occasion la renaissance de la vieille Egypte mère de toute science, de nouveau illuminée par l'application des arts qu'elle avait donnés à l'Europe barbare. C'est, dit-il, un des nombreux titres de Bonaparte à la gloire et à l'admiration de la postérité.

AU PIED DU MONT TABOR

Qu'eût-il fait de l'Egypte en y consacrant sa vie ?

Mais il était emporté par la tempête des événements et la fièvre d'action qui dévorait son sang.

Voulut-il reprendre l'expédition d'Alexandre le Grand et poursuivre la guerre contre l'Angleterre jusque dans l'Inde ? Il est vrai qu'il correspondait avec Tippou-Sahib qui soutenait alors contre les Anglais une résistance désespérée. Mais son imagination l'entraîna toujours bien au delà des réalités et des possibilités.

Le fait est que l'Angleterre avait compris le danger que lui faisait courir l'établissement de Bonaparte en Egypte, sur la nouvelle route de l'Inde. Et elle voulut à tout prix

l'en déloger. Nelson prétendit que pas un Français n'en sortît vivant.

En vain, Bonaparte avait-il essayé de distinguer la cause des Mameluks de celle du sultan. La Porte, excitée par le gouvernement de Londres, considéra l'expédition d'Egypte comme un acte d'hostilité contre elle-même, et elle prépara une puissante armée qu'elle envoya à travers la Syrie, convoyée le long de la côte par les vaisseaux anglais de Sir Sydney Smith.

Pour parer ce coup redoutable, Bonaparte conduisit son armée en Syrie.

Il part du Caire le 10 février. Il entre en Palestine par El Arych, disperse quelque cavalerie turque au combat de Gaza, prend Jaffa le 7 mars. La peste décime ses troupes. Un pharmacien-chef hésite à soigner les malades. Le général en chef arrête : « Le pharmacien Roger sera habillé en femme et promené à âne dans la ville avec cet écriteau : « Il est indigne d'être citoyen français; il craint de mourir. » Il sera ensuite mis en prison et envoyé en France. »

On se remet en route. Le 19 mars, on arrive devant Saint-Jean-d'Acre, qui, comme Tyr au temps d'Alexandre le Grand, commande les routes de l'intérieur. Elle est défendue par Sir Sydney Smith. Une armée, concentrée à Damas, passe le Jourdain; elle est aussi nombreuse, disent les gens du pays, que les étoiles du ciel et les sables de lá mer. Junot en disperse les premiers escadrons au combat de Nazareth. Le 16 avril, l'immense cavalerie turque se trouve en présence de Kléber dans la plaine d'Esdrelon, au pied du Mont Tabor. Elle déborde les bataillons français dans la direction du sud. Bonaparte arrive de Saint-Jean-d'Acre avec la division Bon, se place sur les derrières de l'ennemi,

forme ses troupes en carrés, les manœuvre en échelons. S'apercevant du danger, les Turcs refluent en masse sur les lignes françaises. On n'avait jamais vu tant de cavaliers caracoler et charger; ils se perdaient dans leur propre poussière, comme un ouragan. On les laissa venir. Bonaparte dessina et disposa peu à peu un triangle de trois gros bataillons autour de cette cohue; quand on fut à portée de canon, une formidable décharge creva ce nuage en un clin d'œil; il se dispersa dans un désordre d'épouvante jusqu'au Jourdain. Kléber se jeta dans les bras de Bonaparte : « Général, que vous êtes grand ! »

Mais on ne put prendre Saint-Jean-d'Acre, faute d'artillerie de siège. Quelques assauts furent repoussés.

Il fallut se retirer (20 mai) et rentrer en Egypte. La retraite fut extrêmement fatigante. On manqua de chevaux pour porter les blessés et les malades : « Tout le monde à pied ! » dit Bonaparte. Un aide de camp lui demande quel cheval il se réserve : « N'avez-vous pas entendu l'ordre ? répond-il : j'ai dit : tout le monde à pied ! »

On était à El Arych, le 2 juin, au Caire le 14.

Le 11 juillet, l'armée anglo-turque débarqua à Aboukir. Le 25, Bonaparte et Murat la poussèrent à la mer.

Mais que faire en Egypte, désormais ? Cependant, l'Angleterre et l'Autriche avaient reformé contre la République française la coalition des rois : l'Italie déjà était perdue, les frontières du Rhin et des Alpes menacées.

Le 24 août, Bonaparte laissa le commandement de l'armée d'Egypte à Kléber. Il partit avec Berthier, Lannes, Murat, Marmont, Monge, Berthollet : — deux petites frégates sur la mer immense où les Anglais sont maîtres : César et sa fortune...

DEUXIÈME
ÉPOQUE

LE CONSUL

V

BRUMAIRE

LA RÉVOLUTION EN PÉRIL

Les régimes politiques, et autres, ne se soutiennent que par la foi qu'ils inspirent. La monarchie de droit divin avait été condamnée du jour où elle avait commencé de perdre la masse de ses fidèles.

La Révolution avait excité les mêmes ferveurs, et la nuit du 4 août, la Déclaration des Droits de l'Homme, la Fédération au Champ de Mars avaient annoncé la nouvelle religion, fondée sur la croyance mystique en l'excellence de la souveraineté nationale.

Michelet place avec beaucoup de raison au 9 thermidor la fin de cette phase quasi religieuse de la Révolution: elle disparaissait avec le culte de l'Etre suprême et son prophète.

Dès lors les hommes de la Révolution, dégrisés et assagis par le rude contact des réalités, cherchaient à faire descendre la loi nouvelle du ciel sur la terre, des abstractions aux institutions.

Ce n'était pas facile, et, cinq ans après Thermidor, leurs expériences aboutissaient à la faillite politique et morale du régime républicain.

Et d'abord, comment définir la souveraineté nationale ? Au nom de la nation, par qui le pouvoir souverain doit-il

être exercé ? Et même qu'est-ce que la nation ? 125 ans après, nous ne le savons pas encore, puisque nous appelons nation, au point de vue de l'exercice de la souveraineté nationale, seulement l'ensemble des hommes de plus de 21 ans que nous considérons comme égaux en droits quelle que soit la différence de leurs mérites, de leurs talents, de leurs lumières, de leurs intérêts, de leurs responsabilités, etc., etc.

Les Thermidoriens, soucieux de réagir contre la dictature démocratique de Robespierre, née de la Convention qui avait été élue au suffrage universel, réservèrent le droit de vote et les droits politiques aux propriétaires : selon la constitution de l'an III, il fallait, pour être électeur, avoir 25 ans et être propriétaire d'un bien dont le revenu fût au moins de la valeur de deux cents journées de travail.

L'exercice de la souveraineté nationale, déjà ainsi mutilée, fut partagé entre deux Conseils, des Cinq-Cents et des Anciens. Ils n'eurent aucune autorité sur le pouvoir exécutif représenté par le Directoire, et le Directoire n'eut aucune autorité sur eux, conformément au principe, sacrosaint depuis Montesquieu, de la séparation des pouvoirs.

On comprend que le peuple, c'est-à-dire la nation dite souveraine, ne se soit pas attaché à ce régime qui ne lui faisait pas plus de place que la royauté, et la République fut à la merci de tous les accidents, n'ayant plus les racines démocratiques qui sont sa raison d'être et sa force.

Même ainsi restreinte à la bourgeoisie des aisés, cette République ne sut pas respecter sa propre constitution.

Elle attribuait les deux tiers des sièges des nouveaux Conseils à des Conventionnels. De quel droit ? Les royalistes, qui reprenaient de l'influence dans tout le pays, se

soulevèrent. Bonaparte les canonna le 13 vendémiaire. Aux élections de 1797, ils eurent la majorité dans les deux Conseils et firent passer un des leurs, Barthélemy, au Directoire : le coup d'Etat du 18 fructidor mutila les deux Conseils et le Directoire, d'où Carnot lui-même fut exclu, avec Barthélemy. Précautions prises à droite, les élections de 1798 donnèrent la majorité aux Jacobins; le coup d'Etat du 22 floréal mutila les Conseils du côté gauche. De droite et de gauche, la souveraineté nationale n'est plus que la chose d'un parti qui n'a la majorité ni dans le pays ni dans les assemblées.

Comment la nation y aurait-elle reconnu son image ? Comment aurait-elle gardé la foi républicaine ? Le Directoire l'avait littéralement dépouillée de sa souveraineté.

Il se sentait par là condamné à mort, et il cherchait le remède à tant de maux.

Mais voici de nouveau la guerre avec les rois de l'Europe: ils ont beau jeu en présence de ce régime étrange qui ne peut plus se fonder sur aucun droit. La seconde coalition met tout de suite la République et la France en face des suprêmes périls, et il ne faut plus compter sur une résistance nationale comme celle de 1792 ou de 1793 : la foi n'est plus.

On essaie de s'en tirer par des combinaisons de personnes, non pas même de partis. Sieyès porte en son cerveau une constitution dont on dit merveilles, mais qui reste dans le mystère : il faudrait un sabre pour l'en faire sortir. En attendant, le 30 prairial an VII (1799), sur de mauvaises nouvelles des armées, le Directoire exécute sur lui-même un nouveau coup d'Etat pour faire place en son sein à Sieyès et à Roger Ducos; mais ils ne sont là que pour être

à portée d'en finir avec le régime lui-même : un commencement de suicide en plusieurs temps... Et la République demande un roi. On songe à faire ce qu'avaient fait les Anglais au XVII[e] siècle, à prendre un roi étranger, Brunswick ou Orange; à moins que le duc d'Orléans, dont le père a voté la mort de Louis XVI et qui s'est lui-même conduit bravement à Jemappes sous les plis du drapeau tricolore, ne soit déjà prêt à fonder la royauté tricolore.

Cependant le désordre est universel; le gouvernement n'a que des ennemis; les Jacobins reforment leur club, malgré la loi; les royalistes se soulèvent; le général Rougé marche un moment sur Toulouse; Georges Cadoudal est à la tête de la Chouannerie, plus redoutable que jamais : on lui attribue une force de plus de 100.000 hommes. Le gouvernement, qui sombre, se défend par la terreur, par la loi des otages, par l'emprunt forcé : les prisons encore se remplissent.

Sieyès ne s'émeut pas trop de cette confusion extrême, qui manifeste avec éclat la nécessité d'une autre constitution, la sienne. Les frontières sont menacées : les Anglo-Russes ont envahi la Hollande; l'archiduc Charles cherche à franchir le Rhin; l'Italie est perdue; la République cisalpine est renversée; l'armée austro-russe de Souvarow a repris en sens inverse les étapes de la glorieuse campagne de 1796, Magnano près d'Arcole, Cassano près de Lodi; les armées républicaines reculent au sud du Pô... Sieyès fait donner le commandement à Joubert ; il lui fournit des forces considérables qui, sans doute, lui assureront la victoire, donc le prestige nécessaire pour imposer aux partis une solide constitution.

Bataille de Novi, 15 août : Joubert est tué dès le début

de l'action; Moreau ne réussit qu'à conduire la retraite sur Gênes; on va rentrer dans les lignes de la Roya et du Var, là où l'on était en 1794. Ah ! si Bonaparte était là !

Justement le bruit court qu'il a remporté une éclatante victoire à Aboukir. Le Directoire le rappelle... Septembre : les victoires de Masséna à Zurich, de Brune en Hollande, donnent un peu de répit; mais elles ne résolvent pas le problème politique; il est posé, et pressant... Bonaparte débarque à Fréjus le 9 octobre.

A L'ORANGERIE DE SAINT-CLOUD

Il est à Paris le 16 octobre, 24 vendémiaire. Il court à la rue de la Victoire : personne ! Joséphine est allée au-devant de lui par une autre route, il a su sa conduite pendant qu'il était en Egypte; il est furieux, il a résolu de divorcer... Elle arrive; les enfants sont là, ils interviennent, ils pleurent, ils sont charmants. Elle le reprend par les sens; à part cela, il ne vécut plus que pour la gloire, qu'il avait toujours préférée. Et puis lui-même, au Caire, il n'avait pas été tellement fidèle. Bagatelles !

Le 17 octobre, il est reçu par le Directoire en séance publique. Il est accompagné dans la rue par une foule immense, qui le presse, veut le voir, s'étonne de son visage étrange, osseux, bronzé, verdâtre, déjà comme une médaille, les yeux noirs, inoubliables quand on avait croisé leur regard. Sa maison est assiégée de visiteurs; il se dérobe; quand même, on le cherche, on s'attache à ses pas, on se familiarise avec sa silhouette, petit chapeau noir, longue redingote, costume plus civil que militaire, sauf un sabre turc au côté ou sous le bras gauche.

Le 23 octobre, il va à l'Institut. Le 27, il y retourne: c'est la séance générale; il y retrouve Monge, Berthollet, Volney, qu'il félicite de l'exactitude de ses descriptions; il y parle de l'Egypte, de Suez, de la voie nouvelle qu'il faut ouvrir à la navigation vers l'Inde. Il est toujours l'ami de la philosophie et des lumières : ce n'est pas un calcul, c'est sa nature et son rôle historique. L'opinion le compte pour tel; il est « le général Vendémiaire », celui qui a arrêté net la conspiration royaliste. Il est l'espoir des Républicains, de la masse des Républicains, sans acception de partis, c'est-à-dire de tous ceux qui se recommandent de la Révolution, qui veulent en garder, en conserver les bienfaits...

Mais il lui faut entrer dans la conspiration, dans les conspirations qui grouillent autour des Conseils, autour du Directoire. Sieyès est, semble-t-il, le maître de la situation. Bonaparte ne se décide pourtant à lui faire visite que le 24 octobre. Sieyès et Roger Ducos lui rendent cette visite le 25 : visites purement officielles, protocolaires.

C'est seulement dans la nuit du 1er novembre (10 brumaire), en une longue conférence secrète, qu'ils s'entretiennent de la marche à suivre pour donner à la République une constitution viable. Ils se mirent d'accord sur ce point capital, que le changement à intervenir devait être accompli avec le concours des Républicains; il ne pouvait pas en être autrement; il ne pouvait pas être question de favoriser une restauration royaliste. Si Sieyès y avait pu paraître un moment disposé — il était de l'espèce des politiciens que mènent les circonstances, — Bonaparte ne peut l'admettre; il se tient dans la voie révolutionnaire, par conviction propre, par la loi de toute son éducation, de sa carrière et de son caractère, en communion profonde avec la volonté

LES PESTIFÉRÉS DE JAFFA,
par A.-J. Gros.

INSTALLATION DU GOUVERNEMENT CONSULAIRE AUX TUILERIES,
par Courtin.

de la nation. Sa force inégalable, imperturbable, est qu'il personnifie, toujours, la force et la puissance de la Révolution.

Il se pliera pendant huit jours, tant bien que mal, aux exigences d'une situation fort complexe, critique, de cette « guerre de pots de chambre », comme disait autrefois Carnot; mais, dans les pires moments, il sait où il va, et lui seul le sait : d'où la décision de son action.

L'accord de principe établi avec Sieyès, donc le Directoire dès lors dissous en fait, les concours s'offrent de tous côtés: les uns discrets — il y a beaucoup de gens qui aiment mieux le profit que le risque — Talleyrand, Fouché, Cambacérès, Joseph même, et Bernadotte qui se donnerait volontiers pour le général des Jacobins, mais s'attarde chez Joseph son beau-frère, Sieyès peut-être aussi, car il ne sait pas monter à cheval quoiqu'il apprenne; — les autres déclarés, résolus, dévoués, Réal, Bruix, Rœderer. On retrouve le souvenir de Vendémiaire; Bonaparte reprendra le commandement de l'armée de Paris, qui permettra sans doute le succès de l'aventure.

On pense que l'opération sera facile, tant l'opinion y est préparée. Pourtant, il faut supposer des accidents, et, dans ces temps héroïques, de tels accidents peuvent mener loin, entre le canon et la guillotine : — Bonaparte n'est pas homme à laisser le péril aux autres : c'est un chef qui se met en avant.

Le 6 novembre (15 brumaire), un grand dîner fut offert par les Conseils en l'honneur de Bonaparte et de Moreau, au Temple de la Victoire, ci-devant église Saint-Sulpice; il y avait là 500 représentants, 200 invités, parmi lesquels Kosciuszko. Bonaparte leva son verre « à l'union de tous les

Français » : ce n'était pas la note du moment. Il se retira de bonne heure; dans la nuit, il revit Sieyès.

Le 16, il donna un dîner à son hôtel de la rue de la Victoire. Les Directeurs y étaient, aussi quelques membres des Conseils, son frère Lucien, président des Cinq-Cents. Ce soir-là et tout le lendemain, beaucoup d'officiers, notamment du 9e dragons, colonel Sebastiani, furent invités individuellement à se trouver, le 18 brumaire, à six heures du matin, dans la rue de la Victoire : il s'agissait d'une petite promenade à cheval dans les environs.

Le 18 (9 novembre), avant le jour, alerte aux Tuileries, où siégeaient les Anciens : la garde est appelée sous les armes. Les inspecteurs (ou questeurs), qui sont au courant, convoquent l'assemblée pour sept heures, par avis portés à domicile, exception faite pour les membres dont on n'est pas sûr. Cependant, il y a quelques mouvements de troupes; Sébastiani, dès cinq heures, a fait monter ses dragons à cheval et les emmène du côté de la rue de la Victoire.

Les Anciens se réunissent. L'un d'eux, Cornet, du Loiret, lit un rapport sur la découverte d'un grand complot terroriste qui doit d'abord s'affirmer par un attentat sur les Conseils; il propose donc, conformément à la Constitution, de décréter la translation des Conseils à Saint-Cloud dès le lendemain. On vote le décret. Bonaparte est nommé commandant des troupes de la région; il est appelé à la séance pour prêter serment.

La voiture officielle du Conseil des Anciens arrive à l'hôtel de la rue de la Victoire; le décret est lu. Les officiers qui sont là, à leur tête Lefebvre, commandant de Paris, se mettent sous les ordres de Bonaparte; ils montent à cheval, et l'on chevauche vers les Tuileries, sous un joli temps —

l'été de la Saint-Martin — parmi la foule joyeuse du spectacle et de la signification qu'on lui attribue. On crie fort : « Vive Bonaparte ! »

Aux Tuileries, Bonaparte est reçu dans la salle des Anciens, avec son état-major; il est dix heures; il dit quelques mots qui ne sont pas tout à fait la formule du serment : « Nous voulons une République fondée sur la liberté, sur l'égalité, sur les principes sacrés de la représentation nationale. Nous l'aurons, je le jure ! » — Et les généraux répètent : « Nous le jurons ! »

Les représentants se lèvent en criant : « Vive la République ! »

On se presse autour de Bonaparte. Il sort un moment dans le jardin, pour prendre contact avec les troupes dont il est maintenant le chef. Il rencontre là Bottot, le secrétaire de Barras, venu s'informer. Il le prend par le bras et l'apostrophe : « Qu'avez-vous fait de cette France que je vous avais laissée si brillante ? Je vous ai laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre; je vous ai laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers... Qu'avez-vous fait de cent mille Français que je connaissais, mes compagnons de gloire ? Ils sont morts ! »... L'impression fut immense; il y avait une multitude de curieux; même ceux qui n'avaient pas entendu applaudirent en ovations formidables.

A midi, Rœderer, Talleyrand apportèrent la démission de Barras, parti à la campagne. Sieyès et Roger Ducos l'avaient donnée d'avance. Gohier et Moulin la refusèrent ; on les retint enfermés au Luxembourg, sous la garde de Moreau : il n'y avait plus de gouvernement.

Bien taillé; maintenant il fallait coudre.

Le 19 — 11 novembre —, la séance des Conseils à Saint-Cloud a été fixée à une heure de l'après-midi.

Bonaparte y est, avec quelques troupes et son état-major; Sieyès aussi, mais il garde sa voiture attelée, prudemment.

Aux Anciens, les représentants qui n'ont pas été convoqués pour la séance de la veille, protestent, déclarent le décret de translation illégal. Les autres ne savent que dire. Mais on annonce la démission des Directeurs, même de ceux qui ne sont pas démissionnaires. Il faut des élections. Il faut, selon la Constitution, une liste proposée par le Conseil des Cinq-Cents.

Aux Cinq-Cents, l'agitation est énorme. Les Jacobins demandent des explications sur le prétendu complot terroriste. Ils crient : « A bas le dictateur ! Pas de César ! Pas de Cromwell ! » Ils proposent de renouveler le serment à la Constitution; enthousiasme sur leurs bancs; l'un d'eux compare le Serment de l'Orangerie de Saint-Cloud à celui du Jeu de Paume. On procède au serment parmi de vives acclamations; mais cela peut durer des heures; car il faut défiler à la tribune, individuellement. Lucien préside et gagne du temps, avec de grands gestes et de grands mots.

L'affaire tourne mal. Bonaparte est nerveux, Sieyès a froid, Roger Ducos aussi. Augereau passe, conseille à Bonaparte de renoncer à son mandat inconstitutionnel. Bonaparte répond : « Le vin est tiré, il faut le boire ! »

A quatre heures, il prend ses résolutions, comme à Arcole quand il menait l'assaut; mais le danger est plus grand.

Il va aux Anciens, avec ses aides de camp; il entre : « Vous êtes sur un volcan, dit-il; ... On m'abreuve de calomnies; on parle de César, de Cromwell... Sauvez la liberté, sauvez l'égalité. — Et la Constitution, dit Linguet. — La

Constitution ? Vous l'avez vous-mêmes anéantie. Au 18 fructidor, vous l'avez violée ; vous l'avez violée au 22 floréal; vous l'avez violée au 30 prairial; elle n'obtient plus le respect de personne... » Evidemment, mais ce sont des paroles, et aux Cinq-Cents les passions s'échauffent.

Bonaparte quitte les Anciens; il envoie un message à Joséphine : « Tout ira bien ! » Il va à la salle des Cinq-Cents; il laisse son escorte sur le seuil. Il entre, se dirige vers la tribune. On se précipite sur lui; cris effroyables : « A bas la dictature ! A bas le tyran ! Hors la loi ! » On le pousse; il recule: « Hors la loi! » c'est le cri qui avait jeté Robespierre à la guillotine. Ses grenadiers arrivent, le protègent, l'emmènent... « Hors la loi ! »

Bonaparte, un moment désemparé, court rejoindre Sieyès qui l'attend au premier étage. Deux mots seulement. Il se précipite à la fenêtre et crie : « Aux armes ! » On lui répond d'en bas : « Aux armes ! » Les épées, les sabres sortent des fourreaux. Il descend, monte à cheval, un cheval vigoureux, qui piaffe et se cabre, dans tout ce bruit. Le cavalier tient bon; tempête d'acclamations : « Aux armes ! »

« Soldats, dit-il, puis-je compter sur vous ? — Oui, oui ! — Eh bien ! je vais les mettre à la raison. »

Il est cinq heures, le jour baisse.

Des ordres brefs : un capitaine avec dix hommes entre dans la salle des Cinq-Cents. Lucien est au fauteuil présidentiel; il se débat; les soldats le délivrent, l'emportent dehors. Il parle : il faut délivrer l'assemblée des représentants qui la tiennent sous la terreur de leurs poignards; il jure qu'il tuera son frère si jamais il attente à la liberté des Français. Acclamations.

Murat, avec une colonne de grenadiers : « En avant ! » Les soldats entrent dans la salle. Des cris : un roulement de tambour les étouffe. Murat: « Foutez-moi tout ce monde-là dehors ! » Le tambour bat, redouble, domine tout; baïonnettes en avant, les grenadiers escaladent les gradins; les députés sautent par les fenêtres, se dispersent dans le parc, dans la nuit, empêtrés dans leurs toges.

Quelques heures après, une centaine de représentants, des Anciens et des Cinq-Cents, se réunissaient sous la présidence de Lucien, formaient une commission de constitution, nommaient Bonaparte, Sieyès et Roger Ducos consuls provisoires, prêtaient serment « à la République une et indivisible ». L'un d'eux, Chabaud-Latour, s'écriait : « La séance de Saint-Cloud sera aussi immortelle que celle du Jeu de Paume à Versailles. »

Bonaparte alla coucher rue de la Victoire, pendant que les soldats rentraient en chantant : « Ça ira ! »

CONSUL POUR DIX ANS

On pourrait se demander ce qui serait advenu de la France et de la Révolution si Bonaparte avait eu le sort de Robespierre : on aurait eu sans doute une nouvelle Terreur, sans grandeur, suivie, à bref délai, d'une réaction plus que thermidorienne et bientôt royaliste qui, à cette date, eût entraîné la ruine des principes de liberté et d'égalité proclamés en 1789. « Le Dix-Huit Brumaire a sauvé la France », disait La Fayette : — la France et surtout la Révolution.

Parce qu'il avait tenu tête aux Jacobins, les royalistes

affectèrent de voir en Bonaparte le Monk d'une prochaine restauration; ils l'appelaient « le pont Royal ». Ils ne le connaissaient pas; il était leur pire ennemi.

Il retourna à l'Institut dès le lendemain. Il appela au ministère de l'Intérieur, Laplace, l'illustre auteur de la *Mécanique céleste,* qui déclara : « La superstition n'aura pas plus à s'applaudir que le royalisme des changements opérés le 18 brumaire. » Carnot rentra et fut bientôt ministre de la Guerre. Vandal a écrit : « La France, désormais, n'est plus révolutionnée. » Mais elle demeura révolutionnaire. Brumaire n'est pas un acte de contre-révolution; au contraire, Brumaire suit Vendémiaire.

Il y avait urgence à fonder un régime politique moins incohérent que le précédent, capable de garantir les conquêtes de la Révolution.

Sieyès avait son projet; le temps était venu de le produire au jour. Ce ne fut pas facile. Au frontispice de son œuvre, Sieyès déclarait: « La confiance doit venir d'en bas et le pouvoir d'en haut. » Ce qui est excellent, mais conviendrait aussi bien à la foi monarchique, à la royauté de droit divin.

Là-dessus, il bâtissait un système dont l'argumentation se tenait selon les bonnes règles de la déduction. La souveraineté nationale, pour n'être pas noyée dans une démagogie ignorante, s'exprimera par une élite représentative, c'est-à-dire par des notabilités superposées, émanées les unes des autres selon leur compétence, communales, départementales, nationales. Un magistrat suprême, proclamateur-électeur, tirera de cette masse les fonctionnaires des divers ordres, dans la commune, le département et l'Etat, et notamment les représentants du peuple; la besogne faite,

il sera « absorbé » dans le sein du Sénat. On s'amusa beaucoup à Paris de ce phénomène de l'absorption. Sieyès, paraît-il, réservait cette haute et éphémère fonction à Bonaparte, qui répliqua : « Je ne veux pas être un cochon à l'engrais de quelques millions. » Et ce mot aussi courut à travers la capitale.

Sieyès organisait avec la même ingéniosité philosophique le mécanisme de la fonction législative : le Tribunat sera l'imagination, donc il parlera; le Corps Législatif sera la raison, il n'aura pas à parler, mais seulement à choisir; le Consulat sera l'exécution; le Sénat sera la pondération et la conservation, ou le conservatoire, des principes fondamentaux de la Constitution.

Il y avait dans tout cela beaucoup trop d'abstractions pour le tempérament de Bonaparte, et Sieyès put s'apercevoir assez vite que ses inventions n'avaient pas beaucoup de succès. Il parla de s'en aller à la campagne; Bonaparte dit à Boulay : « S'il s'en va à la campagne, rédigez-moi vite un plan de constitution; je convoquerai les assemblées primaires dans huit jours et je le leur ferai approuver après avoir renvoyé les commissions. » Sieyès n'alla pas tout de suite à la campagne.

Au bout de quinze jours de vaines délibérations, où la pensée de Sieyès se perdait de plus en plus dans la nuée, Bonaparte convoqua au Luxembourg les deux commissions en séance plénière, et en douze jours, avec séances de nuit, il les fit aboutir.

Daunou, l'auteur de la Constitution de l'an III, proposa de faire élire les représentants du peuple par le peuple, qui les choisirait parmi les citoyens déjà éprouvés dans l'exercice des fonctions municipales et départementales. On eut

peur de l'avènement d'une représentation toute nouvelle et redoutable par sa force démocratique. On s'en tint aux notabilités de Sieyès; même, comme le temps pressait, on décida que lui et Roger Ducos nommeraient la moitié des sénateurs qui nommeraient l'autre moitié; et le Sénat, présidé par Sieyès, nommerait les membres du Tribunat et du Corps Législatif.

Ainsi les représentants du peuple furent des révolutionnaires — ceux que Vandal appelle les « révolutionnaires nantis » —; le nouveau personnel législatif fut une élite, ou du moins un choix, du personnel révolutionnaire; 100 tribuns, 300 législateurs, on les appela le tiers consolidé; ils n'eurent pas plus de crédit, leur autorité n'ayant pas été renouvelée dans une consultation nationale.

Par contre, l'exécutif fut solidement organisé; il parut qu'il devait y avoir un Premier Consul, pour ne pas retomber dans les déchirements du Directoire. Bonaparte y fut naturellement désigné, avec deux consuls à voix délibérative, Cambacérès et Lebrun.

Toute l'originalité et la puissance efficace du nouveau régime sont là. Et Bonaparte, par-dessus les assemblées, eut soin de demander sa propre autorité à la nation. Il reprit dans les maximes de 1793 le principe du plébiscite ou de la consultation directe du peuple. La République parlementaire née de la réaction thermidorienne ayant fait faillite, il fonda le régime plébiscitaire. Le peuple est-il plus exactement représenté par quelques centaines de parlementaires ou par un chef ? La question se posait. Quoi qu'il en soit, on pourrait dire que le régime parlementaire est favorable à l'expression des idées, à la délibération des réformes, et que le régime plébiscitaire est favorable à leur application,

et peut-être ne faut-il pas les opposer, mais les compléter l'un par l'autre. La France a pratiqué l'un et l'autre en des expériences pleines de leçons.

Le plébiscite adopta la Constitution de l'an VIII par 3 millions de voix contre 1.500. La France avait un chef né de la volonté nationale. Le temps est passé des paroles vaines; la parole est femelle, l'acte est viril; c'est lui qui féconde l'idée, et, sans doute, il fallait la vigueur d'un Bonaparte pour défendre contre l'Europe monarchique l'idée révolutionnaire.

VI

MARENGO

PAR-DESSUS LE GRAND-SAINT-BERNARD

La popularité de Bonaparte était alors faite surtout de la confiance en ses talents militaires; car il ne faut point oublier que le coup d'Etat de Brumaire fut exécuté en pleine guerre; il apparut comme un acte de salut public.

Les victoires de Brune et de Masséna avaient éloigné le péril. Les Russes, mécontents de leurs alliés, leur reprochaient les défaites de Souvarow et se retiraient de la lutte. L'hiver interrompit les opérations. Mais l'Angleterre et l'Autriche restaient étroitement d'accord pour recommencer une vigoureuse campagne au printemps.

Bonaparte, le 25 décembre, en prenant le pouvoir comme Premier Consul, fit des ouvertures pacifiques à ces deux puissances; il écrivit à Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande : « La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle ? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre ? » Et à l'Empereur : « Etranger à tout sentiment de vaine gloire, le premier de mes vœux est d'arrêter l'effusion du sang qui va couler. »

Le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande fit répondre par son secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, lord Grenville, que le nouveau gouvernement de la France n'offrait aucune

garantie, que la meilleure des assurances pacifiques serait « la restauration de cette lignée de princes qui, pendant tant de siècles, avait maintenu la prospérité de la France au dedans et lui avait valu la considération et le respect des autres nations: » Y a-t-il là une allusion à Louis XIV, dont la grandeur avait gagné la considération de l'Angleterre au point qu'elle lui avait fait une guerre acharnée de 25 ans ? Bonaparte fit seulement répondre qu'il était étonnant que le gouvernement britannique contredît le droit de toute nation à choisir son gouvernement, car chacun se pouvait souvenir que c'était à ce droit que Sa Majesté britannique devait sa couronne.

Il était impossible de s'entendre : l'Angleterre ne ferait pas la paix tant qu'elle aurait des alliés sur le continent. Bonaparte se prépara à la guerre; il proclamait le 8 mars : « Français, vous désirez la paix; à nous de la commander. »

Il se laissa attaquer.

Les armées françaises, depuis la victoire de Zurich, étaient maîtresses de la Suisse, qui faisait bastion de défense entre le Danube et le Pô. Les armées autrichiennes, réorganisées après la retraite des Russes, furent distribuées en deux groupes : le maréchal Kray eut à garder la ligne du Rhin où s'accumulaient les forces françaises. Mélas, qui commandait en Italie, fut chargé de prendre Gênes et de marcher sur Nice et la Provence; il était l'aile marchante autour du pivot que représentait l'armée d'Allemagne et qui se mettrait à son tour en mouvement dès que les positions françaises des Alpes auraient été débordées et tournées par le sud.

Mais les montagnes de la Suisse donnaient à la France l'avantage géographique et topographique. Bonaparte confia

à Moreau une grande armée de plus de 100.000 hommes, pour contenir et refouler le maréchal Kray. Il envoya Masséna à Gênes pour y arrêter l'armée de Mélas le plus longtemps possible. Cependant, il forma dans la vallée de la Saône, autour de Dijon, une armée de réserve, ainsi appelée pour faire entendre qu'elle avait pour objet de soutenir en seconde ligne les armées du Rhin et des Alpes si elles étaient refoulées : prudence qui donna de l'audace et de l'esprit aux Autrichiens; ils s'amusèrent de ce rassemblement de vieillards et de conscrits.

Ils prirent l'offensive le 24 avril. Masquant Gênes par un corps de siège, ils poussent vivement Suchet sur Nice. Le Premier Consul lui écrit : « L'ennemi ne passera pas le Var, à moins qu'il n'ait la fantaisie de se faire enterrer en Provence. »

Le 6 mai, il quitte Paris. Il est à Genève le 8; il est rejoint par Carnot à Lausanne. Le 10, il fait avancer Lannes par le Grand Saint-Bernard; il s'y engage derrière lui : du 17 au 19, passage mémorable, le Premier Consul mêlé de sa personne à toute l'opération laborieuse, les soldats hissant les canons sur des troncs d'arbres creusés, glissant dans la neige, sur la glace, par-dessus des torrents, sous la direction de Marmont; on pensa les encourager par des gratifications extraordinaires; ils refusent; il leur suffit de savoir que « Monsieur Annibal est passé par là ». Au couvent du haut du col, Bonaparte relit Tite-Live. A Aoste, il monte à l'arc de triomphe d'Auguste.

La vallée d'Aoste est étroitement fermée par le fort de Bard; le commandant autrichien ne se laissa pas intimider; il fallut contourner la position et ce fut aussi difficile que le passage du Saint-Bernard. Cela faillit donner à M. de Mélas

le temps de se tirer d'affaire; il était, d'ailleurs, sans inquiétude, car Gênes capitula le 4 juin; il était maître de Nice.

Mais Bonaparte est arrivé à Milan le 2 juin. Il écrit, le 4, à Carnot : « Vous sentez qu'il va se passer dans peu de jours et rapidement des événements bien importants et qui peuvent avoir une influence bien singulière sur la situation future de la maison d'Autriche. »

Il porte la division de Lannes sur Plaisance et la Stradella, le défilé enserré entre l'Apennin et la rive droite du Pô, le seul débouché par où Mélas puisse se dégager. Le 9 juin, Lannes rencontre à Montebello la division autrichienne Ott, qui veut garder cette route; il la bouscule et la rejette sur Alexandrie : Mélas a perdu dès lors sa ligne de retraite.

Bonaparte écrit à Paris : « Faites-nous faire des souliers, car nous sommes tous pieds nus. » Il est rejoint à la Stradella par Desaix qui arrive d'Egypte. Il lui donne le commandement de sa meilleure division; il craint que Mélas ne se dérobe à travers la montagne; il envoie Desaix vers Novi, mais à courte distance, pour le soutenir ou le rappeler. Il marche alors sur Alexandrie.

Mélas n'a pas cherché à se dérober; il a ramassé toute son armée pour s'ouvrir la route de vive force en démolissant l'armée française.

Le 14 juin, dès la pointe du jour, l'armée autrichienne sort d'Alexandrie dans le plus bel ordre. Après une canonnade meurtrière, elle attaque vigoureusement les lignes françaises devant Marengo et les enfonce sur beaucoup de points. La garde consulaire résiste « comme une redoute de granit », mais elle est débordée par la cavalerie autri-

chienne; l'ennemi avance en masses serrées, sur la route de Plaisance ! Mélas annonce partout sa victoire.

Mais Desaix est accouru au canon. Il attaque en plein centre de l'armée autrichienne qui s'est allongée en ordre de marche; il est tué dès le début de l'action d'une balle au front; mais il a gagné la bataille. Kellermann jette sa grosse cavalerie dans la brèche désormais ouverte parmi les rangs ennemis; il enlève en un moment 6.000 prisonniers. Toute l'armée française fortement redressée fonce sur Marengo et ferme la porte aux Autrichiens.

Mélas signe, le lendemain, la Convention d'Alexandrie, qui reporte les positions autrichiennes au delà du Mincio, comme au lendemain de Castiglione, Arcole et Rivoli.

Cependant Moreau a passé le Rhin, poussé devant lui les troupes du maréchal Kray; il le bat à Hochstœdt le 19 juin, et lui impose l'armistice de Parsdorf. Les troupes françaises sont devant Mantoue et Munich, de part et d'autre du bastion suisse.

A la cathédrale de Milan, le Premier Consul assista à un *Te Deum*, en l'honneur de la délivrance de la République cisalpine et à la gloire des armées françaises. Il fut reçu sous le porche par tout le clergé, conduit dans le chœur sur une estrade préparée à cet effet et celle sur laquelle on avait coutume de recevoir les Consuls et premiers magistrats de l'Empire d'Occident.

LE PROCONSULAT D'ITALIE

L'armistice permit quelques pourparlers entre Paris et Vienne. Mais l'Autriche était liée par ses engagements avec l'Angleterre. Bonaparte menaça de reprendre les hostilités.

L'Angleterre fit entendre qu'elle pourrait consentir à une négociation générale. Bonaparte espéra en profiter pour ravitailler Malte et secourir les troupes françaises en Egypte. Mais ces conversations n'aboutirent pas.

La suspension d'armes s'était trouvée ainsi prolongée jusqu'à la fin de novembre.

Elle avait permis à l'Autriche de renforcer ses armées de Bavière et de Vénétie.

L'archiduc Jean eut à sa disposition en Bavière une armée considérable; il avait vingt ans et beaucoup de présomption; il crut sans doute que le génie de Bonaparte n'était fait que d'audace et qu'avec de l'audace on obligerait la fortune à changer de camp. Il se jeta sur Moreau à Hohenlinden, avec une vigueur, en effet, remarquable; mais il ne fit pas attention que Moreau avait disposé sur son flanc gauche une aile qui se rabattit sur ses communications et l'enserra comme en un piège. Son armée fut toute dispersée, et la route de Vienne ouverte devant Moreau. L'archiduc Charles conseilla un armistice, et l'Autriche consentit à négocier la paix séparée, en dehors de l'Angleterre.

On ne s'entendit pas encore tout à fait sur les conditions. Bonaparte se fondait sur le traité de Campo-Formio et laissait donc Venise à l'Autriche. Mais il voulait aussi que le grand-duc de Toscane, frère de l'Empereur, renonçât à ses possessions d'Italie, sauf compensation en Allemagne où l'on allait procéder à des remaniements territoriaux fort étendus. La chose était d'importance : si l'Autriche perdait la Toscane, au voisinage de Rome, elle se trouverait dépossédée de sa prépondérance séculaire, impériale, sur l'Italie et, même avec Venise, rejetée sur les Alpes; l'Italie passerait sous la suprématie de la France.

BONAPARTE PREMIER CONSUL, par Levachez, d'après Boilly.
LA REVUE DU QUINTIDI, par Duplessi-Bertaux.

BONAPARTE PREMIER CONSUL.
par Isabey.

C'est pourquoi il fallut encore faire pression sur le gouvernement de Vienne.

Le 24 décembre (3 nivôse), Bonaparte faillit tomber sous les coups des royalistes, dans l'attentat de la rue Saint-Nicaise. Le 3 janvier, il annonça dans un message au Corps législatif les conditions de la France : « La rive gauche du Rhin sera la limite de la République française; elle ne prétend rien sur la rive droite. L'intérêt de l'Europe ne veut pas que l'Empereur passe l'Adige : telles sont les intentions invariables du gouvernement. Le bonheur de la France sera de rendre le calme à l'Allemagne et à l'Italie; sa gloire, d'affranchir le continent du génie avide et malfaisant de l'Angleterre. Si la bonne foi est encore trompée, nous sommes à Prague, à Vienne et à Venise. »

Brune commandait sur le Mincio en face du maréchal Bellegarde qui avait sous ses ordres une armée supérieure en nombre. Bonaparte ordonna une manœuvre inspirée de celle du Grand Saint-Bernard, mais qui n'était possible qu'avec des troupes extraordinairement solides: Macdonald, à la tête de l'armée des Grisons, traversa les cols du Splugen et du Tonale, en plein hiver, au commencement de janvier; il arriva, par des prodiges d'endurance et d'énergie, dans la haute vallée de l'Adige, sur les communications de l'armée autrichienne par le Brenner; il pouvait de même sorte se rabattre sur la haute vallée de la Piave et achever l'encerclement de l'armée ennemie. C'était d'un seul coup faire tomber tout le quadrilatère de Mantoue : Bellegarde dut lâcher aussitôt Vérone et battre en retraite vers le nord; il fut tout heureux d'obtenir l'armistice de Trévise.

L'Autriche, d'ailleurs, enfin céda et signa le traité de Lunéville (9 février 1801). Ce sont les clauses du traité de

Campo-Formio, plus précises : l'Empereur reconnaît à la République française la frontière du Rhin jusqu'à son entrée en Hollande; il y garantit, en outre, le consentement de la diète. Il garde la terre ferme de Venise jusqu'à la limite de l'Adige. La République cisalpine est fortement reconstituée, avec Modène et les Légations jusqu'à Ancône. La Toscane formera le royaume d'Etrurie au profit de l'infant de Parme, marié à une infante d'Espagne.

Par la Cisalpine, qui va jusqu'à l'Adriatique, et l'Etrurie qui en complète la consistance territoriale jusqu'à la mer Tyrrhénienne, de part et d'autre de l'Apennin, Bonaparte est en position d'exercer sur la plus grande partie de l'Italie une influence prépondérante, et d'en régler déjà les destinées.

Que si l'on cherche à pénétrer sa pensée politique à cette date, on y retrouvera l'idée du pacte de famille, qui, depuis Louis XIV, avait rapproché les Bourbons de France, d'Espagne et d'Italie. Mais, par le fait des circonstances et des maximes de la Révolution française, cette alliance de famille peut se fortifier de sentiments nationaux. Les origines de Bonaparte et son éducation classique lui permettaient mieux qu'à personne de dessiner le plan d'une union latine, qui apparaît alors comme un des traits essentiels de son imagination.

Après Lunéville, il la voit sous la forme d'une protection exercée sur les Bourbons d'Espagne et d'Italie.

Ceux d'Espagne sont alliés à la France depuis 1796, comme jadis au temps de la guerre de l'Indépendance américaine et du pacte de famille. Leurs vaisseaux sont encore à côté des vaisseaux français dans la lutte contre les flottes

anglaises. L'amiral Mazarredo est à Paris, aux ordres du Premier Consul.

Bonaparte, en promettant l'Etrurie à une infante mariée au prince de Parme, a obtenu, par le traité de Saint-Ildefonse, la restitution de la Louisiane; le traité d'Aranjuez, en conséquence de celui de Lunéville, confirme l'établissement du prince de Parme à Florence. Le jeune couple vient à Paris, comme pour en recevoir l'investiture : le Premier Consul faiseur de rois, — et ce n'est qu'un commencement —. C'est Murat qui va installer les nouveaux souverains de l'Etrurie : Etrurie, un nom antique, plein de sens historique. Bonaparte aime ces évocations du lointain passé; car il est tout pénétré d'esprit classique et il sait la force constructive de l'histoire. C'est l'histoire qui dit, par ce qui a été, ce qui pourra être.

Il n'eut pourtant pas à se louer de son choix. Le prince de Parme avait été élevé par les Jésuites de Colorno, selon la plus étroite dévotion, en réaction contre les idées philosophiques qui avaient trouvé à Florence, dans les princes de la maison de Lorraine-Autriche, les protecteurs les plus éclairés. Le jeune roi avait surtout du goût pour le plain-chant; il aimait à entonner le *Magnificat* et le *Tantum ergo*. Et puis il tomba malade de trop d'empressement auprès de la reine : de graves accès d'épilepsie.

La maison de Bourbon, Espagne ou Italie, manifestait, aux yeux de tous, les caractères d'une déchéance physique qui ne pouvait manquer d'éveiller l'attention du Premier Consul. Il avait envoyé son frère Lucien en ambassade à Madrid. Lucien en revint au bout de peu de mois avec une provision de petits sacs pleins de diamants dont il se fit, en les vendant à Amsterdam, une rente de plus de

300.000 francs. Il avait pu constater, *de visu et auditu*, la triste condition de la maison qui régnait à Madrid; la faiblesse du roi, la scandaleuse liaison de la reine avec Manuel Godoï, le dérèglement général des mœurs de la cour, tout ce que révèle si cruellement le tableau de Goya. Les Bourbons de Naples ou de Parme n'étaient pas beaucoup plus solides; seule, la reine de Naples, une Autrichienne, donne encore quelque tenue à cette illustre race qui se meurt. Bonaparte, cependant, ne songe pas encore à la succession; il n'en est qu'à la tutelle.

D'ailleurs, là n'est pas l'avenir de l'Italie; il le voit dans les établissements nouveaux qui sont nés d'Arcole et de Marengo. Il aurait pu — et sans doute il y songea — agrandir le royaume de Piémont en lui donnant la Lombardie; il eut peur de ne pas pouvoir tenir à sa discrétion la maison de Sardaigne, dont les princes cherchaient, en effet, leurs inspirations du côté de Vienne. Il garda le Piémont, et provisoirement l'organisa en une division militaire. Il avait ainsi le libre passage des Alpes.

Mais la Cisalpine était naturellement l'objet préféré de ses entreprises italiennes.

Il ne songea point qu'elle pût devenir tout à fait indépendante : était-ce possible, entre la France et l'Autriche ? Il la divisa, dès le 13 mai 1801, en douze départements, à l'image de la France.

Il fit étudier à Paris, sous ses yeux, la constitution à lui donner; il décida que le projet en serait soumis à l'approbation d'une Consulte extraordinaire qui se réunirait à Lyon. Pourquoi Lyon, l'ancienne capitale de la Gaule transalpine? Murat, qui commandait l'armée d'occupation, organisa les

élections à la Consulte et le voyage des 450 députés; on s'arrangea pour en faire un voyage agréable.

Talleyrand fut à Lyon le 28 décembre 1801; il suivit les délibérations de la Consulte. Il y constata l'existence d'un assez nombreux parti qui souhaitait que la Cisalpine eût un président et un gouvernement italiens; on songeait à Melzi, l'un des plus riches propriétaires du pays, connu pour ses opinions libérales. D'autres, avec qui surtout Talleyrand s'entretint, demandaient que Bonaparte gardât pour un temps la présidence, du moins pour guider la première activité politique de la République, parmi tant d'obstacles et tant d'ennemis à prévoir.

Bonaparte arriva avec Joséphine le 10 janvier 1802. Il demeura quinze jours à Lyon. Il y tint une sorte de cour. Il y parut dans tout l'éclat de sa puissance et de sa gloire; il y donna des fêtes brillantes; il y passa la revue de l'armée qui revenait d'Egypte.

Il présida, le 25 janvier, la séance plénière de la Consulte.

Le Comité de constitution lui demanda de conserver encore quelque temps le gouvernement de la Cisalpine, jusqu'à ce qu'elle se trouvât « en état de soutenir par elle-même son indépendance ». Il y consentit. Il désigna Melzi pour la vice-présidence, et, l'embrassant, rallia tous les suffrages.

Alors, dans l'émotion universelle, il proclama que la jeune République s'appellerait la République italienne.

Il exaltait d'un seul mot les aspirations les plus profondes de toute l'Italie. L'effet fut prodigieux, retentit dans toute la péninsule, dans toute l'Europe.

C'est la naissance de l'Italie.

L'Italie, la Gaule, ce sont les éléments de l'Empire. Par

l'Italie, on a la Méditerranée, *mare nostrum*, et la Méditerranée est le lieu de l'Empire.

Il ne faut pas, comme on fait souvent, distinguer le Consulat de l'Empire; il arrive même qu'on les oppose. Erreur.

Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte.

Dans le Consulat il y a l'Empire, comme l'aigle dans l'œuf.

LA TRÊVE

Mais la Méditerranée est la route de l'Inde, et l'Inde est le lieu de l'empire britannique : deux empires, l'empire des mers et l'empire du monde, *dominium mundi* : Carthage et Rome.

Voici Carthage : il faut prendre ce terme à la lettre et non pas seulement comme une figure.

Elle tient sa route. Elle a Gibraltar depuis 1703. Elle prend Malte le 25 septembre 1800. Elle a voulu chasser Kléber de l'Egypte : il s'y est maintenu par la victoire d'Héliopolis; mais il a été assassiné le 14 juin 1800, le jour de la bataille de Marengo. L'Angleterre redouble ses efforts, amène des troupes de l'Inde, de la Turquie, de la Syrie. Menou est battu à Canope, le 21 mars 1801. Le 2 septembre, il capitule à Alexandrie.

L'Angleterre a la maîtrise des mers. Elle y affirme ce qu'elle appelle le droit maritime, c'est-à-dire son droit d'y exercer toutes les violences qu'autorise son intérêt, son droit d'arrêter les vaisseaux neutres qui ont des marchandises à destination des ports ennemis, son droit de « presser » n'importe où les matelots de n'importe quelle nationalité dont

elle a besoin pour manœuvrer ses navires. Septembre 1800, une frégate suédoise est à Barcelone; un vaisseau anglais s'en empare, force l'équipage à descendre dans le port et à y enlever les matelots, enrôlés aussitôt sous la corde : tous galériens.

Depuis cinqante ans, la flotte anglaise fait régner la terreur sur les mers. Pendant la guerre de l'Indépendance américaine, l'impératrice Catherine II a dû former « la ligue des neutres » pour faire respecter la liberté et la propriété des non-belligérants. Les circonstances sont les mêmes en 1800; les Etats-Unis signent avec la France le traité de Mortfontaine, 30 septembre; ils proclament avec elle les principes de la liberté des mers : que le pavillon neutre couvre la marchandise, que les bâtiments marchands convoyés par des navires de guerre ne doivent pas être visités. Car il n'y a pas de liberté ni de sécurité pour le continent si les mers ne sont pas libres.

Paul I^er^ entre en relations avec Bonaparte, pour qui il ne cache pas son admiration. Ensemble, ils songent à une expédition vers l'Inde. En attendant, la Russie prend l'initiative d'une nouvelle ligue des neutres. La Prusse, la Suède, le Danemark forment avec elle la Ligue du Nord. Bonaparte s'en rapproche et esquisse déjà un système continental...

Paul I^er^ est assassiné le 24 mars. Bonaparte proclame, dans *le Moniteur* : « C'est à l'histoire à éclaircir le mystère de cette mort tragique et à dire quelle est dans le monde la politique intéressée à provoquer une telle catastrophe. » Ce n'est pas une preuve.

Le 28 mars, la flotte anglaise de l'amiral Parker paraît devant Copenhague, bombarde la ville, coule ou prend les vaisseaux danois qui sont là.

L'Europe entière se soulève d'indignation contre l'Angleterre; elle va être mise hors la loi du continent.

Elle en eut peur, au moins dans ses masses populaires. A ce moment, le traité de Lunéville la privait de toute alliance parmi les puissances continentales. La continuation de la guerre risquait de grouper toute l'Europe autour de la France au nom du droit commun. Pitt céda la place à Addington, qui se prêta à une expérience de paix, *experimental peace*.

Les préliminaires de Londres furent signés le 1er octobre 1801, au lendemain de la capitulation d'Alexandrie. La population en salua la nouvelle avec un enthousiasme inouï. L'envoyé du Premier Consul, Otto, fut porté en triomphe, sa voiture dételée et traînée par la foule dans les rues de la ville. Des milliers d'Anglais, sevrés de Paris depuis dix ans, ravagés de spleen, se précipitèrent sur le continent pour y prendre un peu de joie, pour voir le « héros du jour ». « Il faudra, dit Otto, une taxe exceptionnelle sur les absents pour que ne soient pas dépeuplés tout à fait les plus beaux quartiers de Londres. »

Les préliminaires furent laborieusement transformés en un traité qui fut signé à Amiens le 25 mars 1802.

Bonaparte refusa à l'Angleterre le droit de se mêler aux affaires du continent, réglées entre les intéressés par les traités précédents qui n'avaient pas à être confirmés ou revisés. De ses conquêtes aux colonies, elle ne garda que Ceylan, restitua à la France, à l'Espagne et à la Hollande les autres colonies qu'elle leur avait prises.

Elle s'engagea à rendre l'Egypte à la Turquie, son alliée d'ailleurs, et Malte aux Chevaliers de Saint-Jean, sauf des garanties destinées à assurer l'indépendance de l'Ordre et

à empêcher le retour des événements de 1798 : précautions contre le *mare nostrum*.

Un point qui reste noir, toujours la route de l'Inde.

Mais à demain les affaires sérieuses. Pour lors, on est en fête des deux côtés de la Manche. Les deux peuples célèbrent la paix, parce que la paix est le plus grand des biens.

Le 18 avril 1802, un solennel *Te Deum* rend Notre-Dame de Paris au culte catholique, à l'occasion du Concordat qui vient d'être signé : — Paix intérieure, paix extérieure. A certains égards, on y verrait l'apogée déjà, en tout cas l'un des moments les plus brillants de la carrière de Napoléon.

Mais la bataille n'est pas finie entre l'Europe et la Révolution : seulement un calme dans la tempête.

VII

LE CODE

AUX TUILERIES — AU TRAVAIL

L'ancien régime était fondé sur le droit divin des rois. « L'Etat, c'est moi », disait Louis XIV. Les légistes déclaraient, en s'appuyant sur l'autorité incontestée du Code Justinien : « Si veult le roy, si veult la loy. » Et Louis XVI réplique encore à une timide opposition, devant le Parlement de Paris : « C'est légal parce que je le veux. »

Bossuet, le plus illustre grand-prêtre de cette religion, écrit : « Les rois sont les lieutenants de Dieu sur la terre. Sa volonté est que quiconque est né sujet leur obéisse sans discernement. » Article de foi. Les Constituants y croyaient encore; ils n'étaient pas républicains, pas même Robespierre. Ou plutôt ils l'étaient sans le savoir; ils l'étaient selon la raison, selon l'éducation de la philosophie, car ils disaient dans la *Déclaration des droits de l'homme* : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. La loi est l'expression de la volonté générale. »

Révolution; c'est la loi nouvelle : l'Etat, c'est nous tous; c'est la République, *Res publica.*

Mais il faut la faire passer dans les institutions, dans les mœurs.

Les assemblées révolutionnaires pratiquèrent de manière

ou d'autre la doctrine républicaine. Mais elles n'en trouvaient pas les formules définitives, nécessaires à en garantir l'avenir; elles essayèrent toutes sortes de constitutions..., et l'opinion publique, lasse de tant d'hésitations et de déchirements, retournait à la royauté de droit divin. On était excédé de paroles vaines. Hoche disait déjà : «*Res, non verba.* » Et Bonaparte : « J'ordonne ou je me tais. » Le temps est venu de réaliser.

Le comte de Provence, qui naturellement ne croit pas qu'il puisse exister un autre régime que celui de la royauté, écrit au Premier Consul pour lui faire part du juste et ferme espoir que lui donnent les derniers événements, et des espérances qu'il a fondées sur lui; il lui promet tout ce qu'il voudra : « Et l'instant de ma restauration sera celui où vos vœux seront accomplis. »

Bonaparte répondit : « J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous m'y dîtes. Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France; il vous faudrait marcher sur 100.000 cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France. L'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille. Je contribuerai avec plaisir à la douceur et à la tranquillité de votre retraite. »

Il fut décidé que les Consuls prendraient résidence aux Tuileries. On en avait parlé pour le 21 janvier. Bonaparte le démentit au *Moniteur* : « Je n'eusse point entré ce jour-là aux Tuileries. » Ce fut pour le 18 février (29 pluviôse), le lendemain de la proclamation du plébiscite.

Ce fut une grande manifestation populaire; la foule chantait, par les rues : « Ça ira ! »

Le cortège fut assez misérable, faute de moyens, sauf une

belle voiture à six chevaux blancs que l'Empereur avait donnée à Bonaparte lors du traité de Campo-Formio. « La foule, dit Vandal, ne voyait que Bonaparte dans le fond du resplendissant carrosse, son profil anguleux, son air sérieux et pensif, son regard de feu sous le noir bicorne, et son grand habit rouge, tout rouge, où brillait de l'or. » Il entra au palais pour prendre possession; il en sortit aussitôt, monta à cheval et passa la revue de la garde consulaire, des hommes superbes, vieux soldats chevronnés des armées de la République. Il salua d'un grand geste du chapeau leurs drapeaux meurtris et noircis dans les batailles.

La foule le suivit d'acclamations vibrantes. Il parut que le peuple, dès lors souverain, prenait possession du palais des rois. Chaque quintidi, il s'en donna la jouissance : la parade de la garde et la chevauchée rapide de la maigre silhouette, sous la redingote grise, barrée du petit chapeau, fut pendant tout le Consulat le spectacle favori du peuple de Paris : il en sentait la profonde signification.

Avec des émotions : le quartidi 14 germinal le bruit a couru d'un grand complot jacobin; la vengeance de Brumaire ? Cependant la parade du lendemain eut lieu, sans changement. A cinq heures, Bonaparte va présider la séance trimestrielle publique de l'Institut; beaucoup de monde; trois heures de cérémonie; on le dévore des yeux. Le soir, au théâtre des Italiens, grand appareil de police. Quelqu'un vient et dit tout haut : « Voilà bien du bruit pour peu de chose ! » On va lui faire un mauvais parti... Mais c'est le Premier Consul qui est venu lui-même à pied, sans escorte.

... Et maintenant, au travail !

Travail formidable, travail de Titan. Le Premier Consul

déjeune ou dîne en un quart d'heure, dort à peine, se repose dans son bain : « Une heure de bain, dit-il, vaut quatre heures de sommeil. » Il lit, il dicte, en vérité, nuit et jour. Il consulte Cambacérès et Lebrun et les écoute beaucoup. Il préside tous les primidis le conseil général des Finances, tous les quartidis le conseil d'administration de la Guerre, les sextidis celui de la Marine, le 8 de chaque mois le conseil d'administration de la Justice. Tous les jours, à dix heures du soir, il prend connaissance du bulletin du ministre de l'Intérieur; il reçoit le ministre de la Police. Souvent on tient séance jusqu'à deux heures du matin, et les audiences recommencent à sept heures, les conseils à huit.

Il n'y a pas de conseil des ministres : à quoi bon? Chacun a sa compétence. Il ne s'agit pas de faire de la politique, mais de l'administration.

Les affaires sont étudiées dans les directions générales instituées à côté des ministres, direction des ponts et chaussées, direction des sciences et arts, direction de l'instruction publique ensuite transformée en ministère, direction des cultes, direction du trésor plus tard transformée en ministère pour Mollien, direction du contentieux du domaine public, direction de la liquidation de la dette publique, direction des douanes, direction de l'enregistrement et des domaines, direction des forêts. La plupart de ces cadres ont duré.

Tout le travail des directions est concentré et mis au point par le Conseil d'Etat, la pierre angulaire du nouveau régime, avec ses cinq sections, de Législation présidée par Boulay de la Meurthe, de l'Intérieur par Rœderer, des Finances par Defermon, de la Guerre par Brune, de la Ma-

rine par Ganteaume : 40 conseillers d'Etat, choisis pour leur compétence, sans considération de leur origine ou de leurs relations, tous des hommes de labeur et de valeur (Pariset). Bonaparte est sans cesse avec eux, les fait parler, les écoute, travaille sur leurs documents, prend ses résolutions, et ordonne... Son génie ne fut pas d'improvisation, mais d'un travail acharné, surhumain, d'une vie entière où l'on ne voit point de repos.

En pleine guerre avec les rois, en pleine tempête révolutionnaire, dans une extraordinaire tension nerveuse, non pas de l'homme, qui garde toujours son sang-froid, mais de la France renouvelée, de l'Europe frémissante, de toute la nation qu'il brasse d'un cerveau lumineux et d'une volonté de fer, pour en construire le régime annoncé par l'Evangile de 1789 : le travail de Prométhée ravisseur du feu.

L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE

De Brumaire à Ventôse an VIII, genèse des grandes lois qui nous gouvernent depuis.

La question financière, cause de la Révolution, avait été jusque-là insoluble. La Constituante avait confisqué les biens du clergé; ils s'étaient dissous en assignats de papier. La Convention avait institué le *Grand Livre de la dette publique;* mais elle avait vécu d'expédients et de réquisitions. Le Directoire avait inventé quelques ressources nouvelles; mais il avait été ruiné par ses dépenses et celles de la guerre; il avait fait la banqueroute des deux tiers et il finissait par l'emprunt forcé.

Dès le lendemain de Brumaire, Bonaparte appelle Gaudin au ministère des Finances et se met au travail avec lui.

Le 30 brumaire, une loi crée la direction générale des contributions directes, institue les receveurs généraux, les contrôleurs, les percepteurs. Plus de fermiers : l'Etat se charge de l'établissement, du contrôle et de la perception des impôts. L'Etat est la grande ferme générale de tous les impôts, de toutes les ressources du pays : une révolution parmi les siècles.

Les receveurs généraux sont obligés de fournir un cautionnement égal au dixième de la contribution foncière qu'ils ont à percevoir, de verser, à dater du 20 mars 1800, les contributions directes de l'année en douze termes, le délai entre la perception et le versement au Trésor constituant leur bénéfice. Le 9 mars, le Premier Consul arrête que le département qui aura versé avant la fin de germinal (20 avril) la plus forte partie de ses contributions directes sera proclamé comme ayant bien mérité de la patrie et donnera son nom à une place de Paris. Ce fut le département des Vosges, qui donna son nom à l'ancienne place Royale. On eut ainsi les éléments fondamentaux d'une *caisse d'amortissement et de garantie* fondée dès le 27 novembre 1799 (16 jours après Brumaire), « une des sources, disait Bonaparte plus tard, de la prospérité et de l'ordre qui ont régné depuis dans les finances. »

Le 15 décembre, le Premier Consul fit venir quelques banquiers et commerçants. Il obtint d'eux un prêt de 12 millions, 5 aussitôt versés. Le 18 janvier 1800, il fonda la *Banque de France,* au capital de 30 millions; il lui donna le monopole de l'émission des billets; il appuya solidement sur elle le crédit de l'Etat. Il éplucha les comptes des « fourni-

NAPOLÉON DONNE LES AIGLES A L'ARMÉE,
par David.

NAPOLÉON SE COURONNANT LUI-MÊME,
par David.

turiers »; 27 janvier, il fit arrêter Ouvrard; grand émoi, il fallut se dire que l'Etat n'était plus taillable à merci; il parut que « l'aigle se levait pour chasser les vautours ».

La rente, qui était à 13 le 18 brumaire, était à 68 au commencement de 1801.

Un arrêté du 11 août 1800 annonça qu'à partir du 1er germinal an IX (20 mars 1801), tous traitements, pensions et rentes seraient payés en numéraire. On ne le voulut point croire. Il fallut le croire en touchant.

Le redressement financier de la France était accompli au moment de la paix de Lunéville. Il permettait la refonte totale de l'administration, en assurant à l'Etat les agents dont il avait besoin.

La royauté avait peu à peu assimilé les provinces qu'elle avait de siècle en siècle « rassemblées » autour de la couronne. La Constituante en avait achevé la fusion en les dissolvant toutes dans la même administration départementale et communale. La Convention en avait exercé le gouvernement avec une vigueur toute révolutionnaire; Paris avait donné la loi à la France et concentré toute la puissance de l'Etat aux dépens du fédéralisme départemental.

En quelques semaines, Bonaparte prit la leçon de ces événements, et celle de l'expérience monarchique caractérisée par les intendants, et plus loin celle de l'empire romain. La loi du 18 pluviôse (7 février 1800) créa l'administration départementale et institua les préfets; le nom fut, dit-on, proposé par Lebrun; il vient de cette éducation classique dont les hommes de ce temps étaient si magnifiquement nourris et qui inspirait aussi la fondation du Sénat, et du Tribunat, en attendant l'Empire.

Les préfets sont les agents directs de l'Etat; ils ne

dépendent que de l'Etat. Ils furent choisis par Bonaparte et par Lucien, ministre de l'Intérieur, parmi les hommes les plus expérimentés des assemblées révolutionnaires, Jacobins ou « hommes de 89 », avec un large éclectisme, à l'exclusion seulement des Royalistes; il y en eut d'excellents. Jadis aussi Richelieu avait choisi ses premiers Intendants parmi les maîtres des requêtes du Conseil d'Etat, pépinière et élite des meilleurs serviteurs de l'Etat.

La France fut administrée selon des règles certaines, par des fonctionnaires scrupuleusement choisis et sévèrement contrôlés. Elle se complut et se reposa dans cet ordre auquel elle aspirait depuis dix ans.

La loi du 27 ventôse (18 mars) compléta dans les mêmes cadres l'ordre administratif par l'ordre judiciaire. Elle institua 29 tribunaux ou cours d'appel, et, dans chaque département, les cours d'assises, les tribunaux de première instance et les justices de paix. Le tribunal de cassation en fut le régulateur suprême. Sauf le parquet, les magistrats, nommés par le gouvernement, furent inamovibles au bout de trois ans, preuve faite de leur mérite.

La monarchie n'avait jamais eu un pareil instrument de règne. Ses parlements lui avaient fait une opposition quasi révolutionnaire. Ses intendants avaient rencontré souvent les plus graves difficultés. Ses revenus avaient été dilapidés par une déplorable administration financière, et, parce qu'elle n'avait pas su écouter Turgot, elle avait épuisé tout le labeur des paysans.

L'ordre règne maintenant. Toute la France est au travail. Elle a une puissance illimitée de travail quand elle a la sécurité et qu'elle peut se reposer sur l'Etat.

L'Etat : la grande fondation de l'an VIII, l'œuvre indestructible de Bonaparte.

La France a connu depuis beaucoup de constitutions, beaucoup de gouvernements, et beaucoup de ministères : des ombres un moment dessinées sur la muraille. Les régimes passent, les sous-préfets demeurent. — Une œuvre romaine, faite de bons matériaux français, de plusieurs siècles d'expérience et d'éducation classique; fortement trempée par la volonté du Premier Consul, il semble qu'elle soit éternelle. — L'Etat, une abstraction, une entité métaphysique, mais une machine au fonctionnement redoutable; Moloch ou Providence : on le dirait de droit divin.

LE CONCORDAT — L'ÉTAT LAÏQUE

C'est pourquoi les royalistes entretinrent contre Napoléon une conspiration constante, acharnée, jusqu'à sa chute, jusqu'au delà du tombeau; il les frappait dans leurs intérêts séculaires.

Le duel est tragique. Dès les premiers jours du Consulat, Bonaparte leur enlève l'indispensable appui du catholicisme. Ils avaient formé dans l'ouest une sorte d'Etat dans l'Etat, comme les protestants au temps de Richelieu, et ils recevaient par la région de Brest des secours de l'Angleterre. Bonaparte eut, le 27 décembre, à dix heures du soir, une entrevue avec leurs chefs, Hyde de Neuville et d'Andigné. On ne s'entendit pas sur la question politique ; mais Bonaparte leur garantit la liberté de conscience. Il y fallut des opérations militaires; elles furent confiées à Brune, « général-magistrat », avec une armée de 60.000 hommes.

En deux mois, l'ouest fut pacifié, presque sans coup férir, et les troupes qui y avaient été envoyées formèrent aussitôt l'armée de réserve que Bonaparte allait conduire au delà des Alpes.

Cependant les royalistes ne désarmaient pas.

Le 3 nivôse, ils jetèrent sur lui, en pleine guerre contre l'Autriche, la machine infernale de la rue Saint-Nicaise. Longtemps, ils restèrent embusqués sur la route de la Malmaison pour l'enlever ou l'assassiner : guerre à mort !

Bonaparte leur répond par le Concordat.

La religion républicaine de l'Etre Suprême avait été entraînée dans la chute de Robespierre. Celle de la théophilanthropie de La Revellière-Lepeaux n'avait pas échappé au ridicule. Et le Directoire lui-même avait commencé de reprendre des relations avec Rome.

Bonaparte adopta franchement la politique du Concordat. Les négociations furent engagées avec le pape Pie VII, dès le lendemain de Marengo. Elles traînèrent d'abord. On ne s'accordait point sur la question des prêtres constitutionnels, sur celle des biens nationaux, et surtout sur le caractère même du culte catholique en France, officiel ou non. Le secrétaire d'Etat du Saint-Siège, le cardinal Consalvi, vint lui-même à Paris.

Bonaparte le brusqua un peu. C'était le 14 juillet 1801. Bonaparte avait fait présenter au cardinal un texte qui était comme un ultimatum; Consalvi le repoussait : « Quand partez-vous ? lui dit Bonaparte. — Demain soir, répondit le cardinal. » Il ne partit point. Le Premier Consul céda un peu de terrain et le Concordat fut signé.

On en fut très heureux à Rome. On chanta les louanges de Bonaparte, « le restaurateur de la religion ».

Restaurateur au moins de la liberté de conscience et de la paix religieuse.

Le profit politique et social qu'il en tirait était considérable.

C'était l'adhésion des consciences aux principes de la Révolution. Car, sans soutenir que le Christ ait été le plus grand des révolutionnaires, nul ne niera que le christianisme ne soit profondément égalitaire, ayant enseigné que tous les hommes sont égaux et frères devant Dieu. La Révolution de 1789 faisait descendre l'égalité du ciel sur la terre.

Et le Concordat enlevait à la royauté la masse de la nation; le royalisme n'était plus qu'un parti.

De plus, le Concordat consacre et légitime la confiscation des biens du clergé prononcée jadis par la Constituante; en son article XIV, il dit : « Sa Sainteté déclare que ni elle ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs de biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants droit. »

Les acquéreurs de biens ecclésiastiques, alors, ce sont les paysans qui, d'année en année, depuis la confiscation, ont agrandi à cette occasion leurs petites propriétés d'autrefois. Par le Concordat, les principes de 1789 sont enfoncés dans les racines mêmes de la terre de France, constituant, comme on a dit, « la plus forte démocratie rurale qui soit au monde » : les assises fondamentales du nouveau régime issu de la Révolution.

Ces avantages inappréciables sont-ils payés de quelques regrettables concessions ? On a pu considérer que le Concordat fut une victoire de l'ultramontanisme par cela qu'il

donnait au pape une autorité qu'il n'avait pas jusque-là sur l'Eglise de France. Il est vrai qu'elle devint dès lors plus ultramontaine que gallicane, en dépit des articles organiques qui rappelèrent la déclaration gallicane de 1682. Mais l'Etat ne fut pas pour cela ultramontain. Le gouvernement garda la nomination des évêques, comme sous les rois; il leur imposa le serment suivant : « Je jure et promets à Dieu sur les saints Evangiles de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par la Constitution de la République française. »

L'article premier du Concordat note que la religion catholique est « la religion de la majorité des Français ». C'est une constatation, sans plus. Elle n'empêcha pas le gouvernement de régler ses relations de même sorte avec les autres confessions pratiquées en France. L'Etat demeure neutre; ou plutôt il devient neutre, c'est-à-dire laïque; il refuse de continuer la guerre religieuse entreprise par les assemblées révolutionnaires; il se conforme à la Déclaration des Droits : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. » On y retrouverait l'inspiration de l'édit de Nantes, dans la ligne des traditions les plus anciennes et les plus nobles de la politique française.

LE CODE CIVIL DES FRANÇAIS
LES TABLES DE LA LOI

Et voici tous les Français — sauf une petite minorité de conspirateurs impénitents — désormais ralliés à l'Evangile nouveau, au Code des droits de l'homme, d'accord pour en

finir avec ce que Bonaparte avait appelé à Milan « le grotesque régime féodal ».

Un régime usé, en effet, après dix siècles d'abus.

Né des invasions barbares, il réservait la propriété foncière et la jouissance des biens de ce monde à une noblesse parfois méritante; pour gagner, en outre, les biens éternels, elle avait enrichi l'Eglise par des donations qui, de siècle en siècle, avaient absorbé les deux tiers du sol et les trois quarts du revenu. A la fin du XVIII[e] siècle, cette énorme fortune territoriale, dangereuse même à ceux qui en disposaient, ne correspondait plus à aucun des services dont elle était autrefois la récompense.

Et les philosophes et le sentiment public avaient été unanimes à condamner un régime social qui n'était plus fondé que sur l'injustice et qui ruinait la France.

Dans la nuit du 4 août, la Constituante, exaltée toute dans un mouvement d'enthousiasme merveilleux, avait aboli devant l'autel de la patrie tous les privilèges sociaux. Et la *Déclaration des droits de l'homme* avait dit, selon la nature : « Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »

Louis XVI confondit le sort de la royauté avec celui de « ma noblesse, mon clergé », comme il disait; il ne fit que l'entraîner dans leur débâcle inévitable; le peuple ne vit plus dans le droit divin que la forteresse des privilèges injustes.

Cependant, les grandes assemblées de la Révolution avaient travaillé à codifier ces principes encore abstraits.

La Constitution de 1791 avait annoncé « un code de lois communes à tout le royaume ». La Convention avait nommé

à cet effet une commission de législation où Cambacérès s'était particulièrement distingué. Les lois nouvelles s'inspiraient toutes de l'idée et du sentiment de l'égalité, ne tenaient plus aucun compte de l'ancienne distinction des classes, ne connaissaient plus que des citoyens. Mais ces principes et ces lois demeuraient incohérents, et donc fragiles : il fallait les ordonner en un monument indestructible.

Ce fut l'œuvre essentielle du Consulat.

La loi nocturne de Saint-Cloud, 19 brumaire, chargea les commissions provisoires de préparer un projet de code, et tout de suite ainsi le Consulat se posa devant les Français en « régime du Code civil ».

Le 8 ventôse — 27 février 1800 — le Premier Consul demanda l'état des travaux. Cambacérès lui en fit le rapport. Le 24 thermidor — 12 août — une commission de rédaction fut nommée, composée de Tronchet, Bigot de Préameneu, Portalis, Maleville, secrétaire.

La discussion commença au Conseil d'Etat le 17 juillet 1801. Elle remplit 102 séances, dont 57 furent présidées par Bonaparte. Il y prit une part très active et on saisirait la trace de son influence; mais il y avait là des hommes capables de soutenir leur opinion, librement.

Le 20 mai 1802, les premiers chapitres furent présentés au Tribunat par un message: « De cette union de la sagesse des temps passés avec les innovations heureuses que cette même sagesse n'eût point désavouées résultera un ensemble adapté à l'esprit de notre constitution républicaine, aux mœurs, aux habitudes, au génie particulier de notre nation. » Le Tribunat fit des objections sur deux titres; le projet fut retiré.

L'œuvre fut achevée l'année suivante, et, le 21 mars 1804, une loi promulgua enfin « le Code civil des Français ».

Il n'est pas besoin de dire que le Code civil des Français détruisait à jamais l'ancien régime des inégalités sociales : « Tout Français jouira des droits civils », qu'il réglait sur ce principe : la condition des personnes, l'acquisition, la conservation et la transmission de la propriété qui est « un droit inviolable et sacré », dit la *Déclaration des droits de l'homme,* qu'il émancipe l'individu et sa propriété de tout reste de servage — le paysan de France redressé sur son sillon —, qu'il consacre en ses 36 titres et 2.281 articles l'application de la *Déclaration des droits de l'homme* à tous les actes de la vie civile.

Il est le Code de la Révolution. Il consacre la Révolution. Il n'est pas injuste qu'il ait été un moment appelé « Code Napoléon », puisque c'est bien Napoléon qui l'a fait aboutir. Il est plus exact cependant qu'il ait gardé son nom glorieux de « Code civil des Français ».

Il est l'image, la loi de la France nouvelle, toute gonflée de sève démocratique.

Mais l'ancien régime politique et social, droit divin des rois, privilèges féodaux, était encore, et pour longtemps, la loi de l'Europe; il entretenait contre la France et contre Napoléon des haines farouches : elles sont le fond tumultueux de cette histoire épique, — les Dieux contre Prométhée.

VIII

LE SACRE

BONAPARTE CONSUL A VIE

La France en 1802 avait le culte de Bonaparte. Elle l'entourait de son admiration et d'une sorte de foi mystique: il était le héros de la guerre, la victoire ne le quittait point; — le héros de la paix, il avait désarmé même l'Angleterre et ouvert les voies de la prospérité publique; — il était surtout le génie de la Révolution, et les paysans lui devaient la jouissance de leurs champs délivrés de toutes servitudes féodales.

Il avait 33 ans. Il n'apparaissait pas comme un traîneur de sabre qui n'eût connu que la force. Il disait au Conseil d'Etat le 4 mai 1802: « J'ai prédit à des militaires que jamais le gouvernement militaire ne prendrait en France à moins que la nation ne fût abrutie par cinquante ans d'ignorance. Ce n'est pas comme général que je gouverne, mais parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement; si elle n'avait pas cette opinion, le gouvernement ne se soutiendrait pas. Je savais ce que je faisais lorsque, général d'armée, je prenais la qualité de Membre de l'Institut; j'étais sûr d'être compris, même par le dernier tambour... Il ne faut pas raisonner des siècles de la barbarie aux temps actuels: nous sommes trente millions d'hommes

réunis par les lumières, la propriété et le commerce; 300.000 ou 400.000 militaires ne sont rien auprès de cette masse. »

La nation aima ce règne des lumières: Minerve casquée. Elle en voulut assurer l'avenir personnifié par le Premier Consul. Il en profita pour éliminer de la constitution de l'an VIII les dispositions qui gênaient encore son autorité; elle avait été un compromis entre Sieyès et lui; la nouvelle constitution, celle de l'an X, fut la sienne propre. Les assemblées législatives, recrutées par le système des collèges d'arrondissements et de départements, ne furent plus que des assemblées de notables; elles furent réduites au silence et au travail des commissions, à côté du Conseil d'Etat. Le Sénat eut le droit de sénatus-consulte, où le pouvoir exécutif trouva un instrument et non un contrôle. Bonaparte fut élu consul à vie, et le plébiscite du 2 août le confirma par 3.568.885 voix contre 8.374.

La presse ne fut pas libre. Le Premier Consul estima qu'elle n'était pas l'expression de l'opinion publique, mais seulement de quelques-uns et que, quand les assemblées législatives étaient silencieuses, il n'était pas utile de laisser la parole à des individus sans mandat.

Il institua la Légion d'Honneur, noblesse du mérite, donc personnelle, opposée à la noblesse de naissance. Elite et garde de la République en ses principes démocratiques, elle exige de tous ses membres le serment de « se dévouer au service de la République, de combattre toute entreprise tendant à rétablir le régime féodal, de concourir de tout son pouvoir au maintien de l'égalité ». — « Masse de granit, dit Bonaparte, jetée sur le sol de la France pour arrêter tout retour offensif des anciens privilèges »; — par là, une des assises du nouveau régime.

La France de 1802, autour de son jeune Consul, brille et rayonne comme la lumière du siècle. Les peuples y regardent comme au Sinaï; ils en attendent les tables de la Loi.

En Italie, Bonaparte est désormais César. Il réunit le Piémont à la France, 11 septembre 1802. Il gouverne la Cisalpine, l'Etrurie aussi, malgré les « cafards ». Il les tient aussi en respect à Parme. Il ne permettra pas le retour des Sanfédistes qui massacraient les « Jacobins » en 1799. Il est à Rome « le restaurateur de la religion ». Il ouvre à Milan le Forum Bonaparte, il fait achever le Dôme dont elle est si fière. Il construit la route du Mont-Cenis, la route du Simplon: des voies romaines. L'Italie s'agite sous ce signe et veut être.

La Suisse est déchirée par les partis. Les anciens « cantons souverains » veulent garder leur autorité sur les « sujets »; ceux-ci veulent la liberté et l'égalité: Vaud contre Berne. Les Suisses veulent être une Suisse, une nation, et non plus simplement une fédération mal liée: les privilèges du passé, là aussi, contre les aspirations de l'avenir.

Le Premier Consul intervient comme l'arbitre suprême. Il donne à la Suisse *l'Acte de médiation* du 11 février 1803. Il conserve les cantons et garde à la Suisse la figure de son passé, mais il proclame l'abolition des privilèges, la liberté et l'égalité de tous les cantons. La Suisse a accepté l'Acte de médiation comme une œuvre de liberté et de justice; elle y a trouvé les premières conditions favorables à la formation de son esprit national. Elle doit beaucoup à la Révolution française et à Bonaparte: Calvin, Rousseau, Bonaparte, il y a des liens indissolubles entre la France et la Suisse.

L'Allemagne d'alors aimerait, appellerait le consulat de

Bonaparte. Beaucoup d'Allemands mettent son portrait à côté de celui de « notre Fritz »; ils l'appellent « le héros unique ». Encore une genèse: l'Allemagne veut sortir des Allemagnes. Le traité de Lunéville a donné à la République française sa frontière naturelle du Rhin. Mais il a prévu des indemnités sur la rive droite pour les princes dépossédés sur la rive gauche. Où prendre ces indemnités? Aux dépens des villes libres, et des nombreux états ecclésiastiques qui ont gardé, malgré la Réforme, leur « supériorité territoriale » sur une grande partie de l'Allemagne: achever donc la sécularisation des terres d'église. Riche héritage: les princes allemands se précipitent sur cette proie avec la même avidité qu'au XVI^e^ siècle: les lumières de la philosophie avaient achevé de dissiper tous les scrupules religieux. Ce fut la « foire aux convoitises ». Les marchés se traitèrent à Paris, surtout dans le cabinet de Talleyrand, où les intéressés oublièrent souvent leurs tabatières enrichies de diamants.

Une Allemagne nouvelle sortit de ce creuset. On y a vu toute la Révolution allemande du XIX^e^ siècle; en ce sens que la disparition des états ecclésiastiques prépara la déchéance de l'Autriche et la suprématie de la Prusse. Pour lors, le *Recès de la diète germanique* de 1803, qui enregistra cette révolution territoriale de l'Allemagne, y conféra au Premier Consul une sorte de protectorat, puisqu'il en était l'auteur et le garant.

L'esprit philosophique qui travaille l'Europe depuis un siècle en annonce la transformation profonde; les sentiments nationaux se cherchent ou s'affirment dans un universel frémissement dont la France est le centre nerveux. Par la puissance de l'action révolutionnaire partout surex-

citée, le Premier Consul de la République française dispose d'une autorité et de possibilités qui n'ont peut-être jamais été à ce point au pouvoir de personne. C'est toute la raison de son rôle historique; il n'aurait rien été sans la Révolution et sans les espoirs qu'elle soulevait partout.

LA DISPUTE DE MALTE

Cependant le mouvement économique suivait naturellement celui des idées et de l'influence politique, et l'Europe devenait le marché de l'industrie française. L'Angleterre eût désiré un traité de commerce. Bonaparte ne s'y prêta pas; il lui plaisait au contraire de favoriser le développement des manufactures nationales.

Point davantage il ne lui convint de laisser à l'Angleterre l'empire des mers. Allié de la Hollande et de l'Espagne, comme au temps de l'Indépendance américaine, il avait le droit, sinon le devoir, de continuer l'œuvre de Vergennes et de Choiseul.

Il avait des troupes en Hollande. L'Angleterre protesta. Il en augmenta le nombre, qui ne regardait que la République Batave, et non le gouvernement britannique. Il arma dans les ports hollandais une partie des navires qu'il destinait à l'expédition de Saint-Domingue.

Le général Leclerc, son beau-frère, y conduisit une nombreuse armée en janvier 1802. Toussaint-Louverture, amené à des négociations, fut arrêté et transporté en France. Mais la fièvre jaune décima les troupes françaises; Leclerc lui-même mourut le 2 novembre 1802, et l'insurrection générale des noirs compromit tout de suite la domination française

dans les Indes occidentales. Bonaparte y renonça lui-même avec quelque précipitation, vendit la Louisiane aux Etats-Unis, dont il assura ainsi la suprématie dans toute l'Amérique du Nord. C'était d'une certaine manière continuer la politique de l'Indépendance américaine contre le gouvernement de Londres.

Il ne lui disputait pas avec moins d'âpreté la prépondérance dans les Indes orientales. Dès septembre 1800, il envoyait une expédition scientifique, composée du *Géographe* et du *Naturaliste*, à la recherche du continent austral. On relevait les rivages de l'Australie méridionale dont quelques points portèrent alors des noms français: Terre-Napoléon, golfe Bonaparte, golfe Joséphine, île Decrès, baie Rivoli, presqu'île Laplace.

Au lendemain de la paix d'Amiens, il fit venir le général Decaen: « Songez-vous toujours à l'Inde? lui dit-il. » Et sur sa réponse enthousiaste: « Eh bien! vous irez. — A quel titre? — Comme capitaine général. Allez voir le ministre de la Marine, et prenez ses instructions. » Decaen devra se mettre en relations avec les princes de l'Inde, surtout ceux qui supportent le plus impatiemment le joug de l'Angleterre; observer le pays, ses ressources, dire l'importance de l'armée qu'il y faudrait envoyer pour les aider à secouer la domination anglaise; choisir une place forte pour y tenir jusqu'à l'arrivée de cette armée. Decaen est assuré, lui dit le Premier Consul, « d'acquérir un jour cette gloire qui prolonge la mémoire des hommes au delà de la durée des siècles ». C'est la politique de Dupleix. Decaen partit au mois de mars 1803 avec un nombreux état-major d'officiers capables d'encadrer toute une armée de cipayes.

Mais c'est toujours la Méditerranée qui est la route de

LE SACRE,
par David.

L'Impératrice Joséphine,
par Isabey.

l'Inde et le lieu de l'Empire: fragilité de l'Empire de Carthage de n'avoir été fait que de rivages.

Le 26 juin 1802, un traité de paix et d'amitié fut signé par le Premier Consul avec la Turquie. C'était régler la question d'Egypte rendue désormais au sultan, donc reprise à l'Angleterre. Le général Brune fut nommé ambassadeur à Constantinople; il y arriva le 6 janvier 1803 en grand appareil, avec une escadre. On le fêta; il était jeune et couvert de gloire.

Le colonel Sebastiani fut chargé d'une « mission commerciale » dans les pays du Levant. Il passa par Tripoli de Libye. Le bey se réjouit beaucoup « de voir fructifier l'arbre de l'amitié ».

A Alexandrie, Sebastiani constata que les Anglais se disposaient à s'en aller et que les forts étaient « dans le plus grand état de délabrement ». Il fut fort bien accueilli au Caire, et les beys, même les Mameluks, exprimèrent leur grande vénération pour le « sultan Bonaparte ». Il vit Djezzar-pacha (Ahmed le Boucher) à Saint-Jean d'Acre; mais on ne le laissa pas visiter les fortifications. Il revint par Corfou; il y fut aussi bien reçu que Gentili jadis: « Les îles Ioniennes, écrit-il, se déclareront françaises dès qu'on le voudra. »

Son rapport est fait surtout de considérations militaires, dont la conclusion est que: « 6.000 Français suffiraient aujourd'hui pour conquérir l'Egypte. » Bonaparte le fit insérer au *Moniteur* du 30 janvier.

L'ambassadeur d'Angleterre là-dessus déclara, au nom de son gouvernement, qu'il ne ferait pas évacuer Malte tant qu'il n'aurait pas des explications rassurantes sur les inten-

tions du Premier Consul. Mauvaise position diplomatique: Bonaparte n'avait pas d'explications à donner; il répondit encore dans le *Moniteur*: « L'Angleterre aura le traité d'Amiens, mais rien que le traité d'Amiens. » Position diplomatique inattaquable. Il se hâta de réaliser toutes les conditions que le traité d'Amiens mettait à l'évacuation de Malte: il fit élire un nouveau grand-maître.

Le 26 avril, l'Angleterre déclara qu'elle n'évacuerait pas Malte avant un délai de dix ans et exigea, en attendant, l'évacuation de la Hollande et une indemnité pour le roi de Sardaigne. Ultimatum. Bonaparte se mit dans une grande colère destinée surtout à souligner aux yeux de tous que la rupture de la paix d'Amiens était le fait de l'Angleterre.

Le 16 mai, un message du roi au Parlement annonça solennellement la rupture avec la France, parmi les acclamations. Car la paix était devenue ruineuse pour l'Angleterre: chassée du continent, menacée sur les mers, bloquée dans son activité industrielle et commerciale, elle ne pouvait que gagner à la guerre. Elle espéra reformer autour d'elle, comme elle avait déjà fait deux fois depuis dix ans, la coalition des intérêts que contrariait la prépondérance française.

LA CONSPIRATION ROYALISTE
L'EMPIRE HÉRÉDITAIRE

Guerre aussitôt violente autant que passionnée.

Les navires anglais saisirent tous les vaisseaux de commerce français qu'ils rencontrèrent sur les mers. Bonaparte

fit arrêter tous les Anglais en voyage sur le continent. L'Angleterre commença d'enlever toutes les possessions coloniales de la France. Bonaparte fit occuper Tarente et le Hanovre: la guerre sur toutes les mers et d'un bout à l'autre du continent.

Le Premier Consul porta toutes ses forces militaires au camp de Boulogne, arma toutes les côtes de Brest et Cherbourg, à Anvers et Rotterdam : le pistolet chargé au cœur de l'Angleterre; guerre à mort.

C'est le moment que choisirent les royalistes pour reprendre leur éternelle conspiration contre Bonaparte. Ainsi en 1792, quand les rois faisaient la guerre, la même guerre, à la France républicaine, les émigrés formaient l'armée de Coblence, sous le commandement du prince de Condé, et marchaient contre la France derrière les Prussiens; ainsi ils avaient attiré sur Louis XVI et Marie-Antoinette la colère et la vengeance des « patriotes ».

La grande conspiration de l'an XII, la conspiration suprême — avant celle de 1814 — se forme en Angleterre. Vingt, trente, soixante conjurés, peut-être plus, débarquent en Normandie, à la falaise de Biville, viennent se cacher à Paris, préparent le guet-apens où tombera Bonaparte. Georges Cadoudal arrive, prend en mains tous les fils du complot; il s'accorde avec Pichegru, avec Moreau, avec quelques groupes républicains : coalition des extrêmes; il s'agit avant tout de se défaire du Premier Consul.

Un prince de la maison royale est prêt à « monter à cheval »; au premier signal, c'est-à-dire à la première nouvelle de l'assassinat de Bonaparte, ce prince ralliera tous ses partisans, prendra le pouvoir. Ce sera la Restauration...

La police de Bonaparte est bien faite. Elle sait cela. Elle

suit toutes les pistes; elle les relève de Biville à Paris, à Strasbourg, à Ettenheim, où on lui signale la présence du duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé. Sans doute on dit qu'il est retenu à Ettenheim par les beaux yeux de sa cousine, Charlotte de Rohan-Rochefort, nièce du cardinal de Rohan, le héros de l'affaire du collier. Mais Ettenheim est bien près de Strasbourg, où il y a des signes d'agitation.

Un grand silence de nouvelles dans les derniers jours de janvier, dans les premiers de février: on a le vague sentiment qu'il se passe quelque chose; beaucoup de malaise, une attente orageuse...

Tout à coup, grand fracas. Moreau est arrêté le 15 février. Le 17, Murat est nommé gouverneur de Paris: une proclamation annonce que cinquante brigands, ayant à leur tête Cadoudal et Pichegru, sont cachés dans Paris; les portes de la ville sont étroitement surveillées, fermées de sept heures du soir à six heures du matin Les patrouilles circulent dans les rues, pistolets aux poings... L'émotion est à son comble.

Le 29 février, Pichegru est arrêté; le 6 mars, trois conjurés, Armand et Jules de Polignac, le marquis de Rivière; le 9 mars, Cadoudal, qui tue d'abord un des agents qui le tiennent: il déclare tout de suite qu'il a voulu enlever le Premier Consul pour assurer la restauration des Bourbons, et qu'il n'avait attendu pour agir que l'arrivée d'un prince...

Dans la nuit du 14 au 15 mars, des gendarmes et quelques dragons partis de Strasbourg entrent dans le pays de Bade, cernent le château d'Ettenheim, enlèvent le duc d'Enghien, le ramènent; sur ordres ils l'expédient à Paris. Il est jugé au château de Vincennes, condamné à mort et aussitôt fusillé, dans la nuit du 20 mars.

L'exécution fit sur tous les esprits la même impression

que la mort de Louis XVI; elle avait les mêmes caractères politiques. Si, au contraire, le Premier Consul avait été assassiné, sans doute la Restauration qui en serait sortie aurait glorifié l'assassin, comme Ravaillac.

Pendant que se poursuivait le procès des conspirateurs, l'opinion fut naturellement dirigée sur les conséquences politiques et sociales qu'aurait eues leur succès. Il parut que l'hérédité était le seul moyen d'empêcher la contre-révolution.

Le 23 avril, Curée, membre du Tribunat, propose que Napoléon Bonaparte, actuellement Premier Consul, soit déclaré Empereur des Français et cette dignité héréditaire dans sa famille. La proposition est adoptée le 30, à l'unanimité, sauf la voix de Carnot.

Le 4 mai, le Sénat déclara que « la gloire, la reconnaissance, l'amour, la raison, l'intérêt de l'Etat, tout proclame Napoléon empereur héréditaire ».

Le 18 mai, 28 floréal an XII, un sénatus-consulte en effet proclame: Le gouvernement de la République est confié à un Empereur, qui prend le titre d'Empereur des Français. — Napoléon Bonaparte est Empereur des Français. — La dignité impériale sera héréditaire dans sa famille, dans la descendance de ses frères Joseph et Louis. — Ces formules seront soumises à un plébiscite.

Le plébiscite approuva par 3.572.289 voix contre 2.575. On n'a pas le droit d'en nier la sincérité; elle répond aux sentiments les plus certains de la nation, dans ses masses populaires: car quel autre moyen de sauver la Révolution?

Empereur: le mot vient de Rome, comme tant d'autres titres de cette impériale histoire. — Empereur de la Répu-

blique, c'est-à-dire Empereur pour garantir les principes de la Révolution de toute contre-révolution intérieure ou étrangère (le Code vient d'être promulgué le 21 mars), c'est-à-dire Empereur aussi pour assurer le triomphe des idées nouvelles même au delà des frontières. Le titre est défensif et offensif. Toute Révolution est offensive.

L'Europe des rois en fut aussitôt toute bouleversée, et déjà ébranlée. L'Empire, c'est la guerre déclarée à toutes les maximes, et, comme on disait alors, à tous les suppôts de l'ancien régime, « traîtres et rois conjurés ». La Garde Impériale marcha toujours avec *la Marseillaise*.

A NOTRE-DAME

Le 19 mai, l'Empereur Napoléon nomma quatorze maréchaux d'Empire.

Le 14 juillet, aux Invalides, il distribua en grande solennité les premières étoiles de la Légion d'Honneur. Une caricature anglaise le représente découpant un bonnet rouge en rubans rouges: ce n'est pas si mal trouvé.

Le 21 juillet il est au camp de Boulogne. La Grande Armée y est sur pied. Elle est faite des grandes armées de la République, de Sambre-et-Meuse, du Rhin, d'Italie; elle en est l'héritière. Ses soldats, comme ceux de l'an II, sont les soldats de l'idée révolutionnaire. Ils ont la haine des rois, parce que les rois veulent abaisser la France, écraser la Révolution. Ils ont la foi qui soulève les montagnes et renverse les trônes; ils suivraient l'Empereur au bout du monde. On ne comprendra rien sans cela au culte qu'ils lui garderont: ce sont les fils de nos paysans.

Le 16 août, il passe la revue de la Grande Armée. Du haut d'un tertre « dans le goût antique tel que dans les camps romains on en élevait aux Césars lorsqu'ils devaient haranguer l'armée et tel que les médailles nous l'ont transmis », l'Empereur décerne quelques décorations de la Légion d'Honneur, et distribue les aigles nouvelles aux régiments... Alors, dans un geste immense, les colonels à qui il vient de confier les drapeaux et les destinées de l'Empire, se dressent, courent au trône impérial, clamant leur dévouement qui sera jusqu'au bout à l'épreuve de la mort: une des scènes les plus grandioses de l'épopée, transmise par l'art de David à la plus lointaine postérité... Et Napoléon vit défiler devant lui plus de 100.000 hommes, dans le roulement de plusieurs centaines de tambours, dominé pourtant par les cris de: « Vive l'Empereur!... »

Il part le 3 septembre pour un voyage aux bords du Rhin; car c'est du Rhin que portera le plus loin la conquête impériale. Il passe à Aix-la-Chapelle; il voit le tombeau de Charlemagne; un envoyé extraordinaire de l'Empereur d'Allemagne lui apporte la reconnaissance de son titre impérial. Il passe à Cologne, Coblence, Mayence; ce sont des villes romaines; elles protégeaient jadis la Gallia contre les invasions barbares. Les princes allemands lui apportent ou lui envoient leurs hommages; plus que l'Empereur d'Allemagne, il est déjà leur empereur.

Dès le 9 mai il a demandé au pape de venir le sacrer à Paris; il rappelle le souvenir de Pépin le Bref sacré à Saint-Denis par le pape Zacharie. Le papa n'ose pas refuser; il faut plaire à l'auteur du Concordat; il rappelle le souvenir de Charlemagne couronné à Rome par le pape Léon III, il demande à couronner de même le nouvel empereur. Il est

entendu que la cérémonie du sacre et celle du couronnement ne seront pas séparées. Il voudrait que ce fût à la Noël, en souvenir de celle de l'an 800. Napoléon avait songé au 11 novembre, anniversaire de Brumaire: le 2 décembre fut un terme moyen.

Le pape arriva en grande hâte. L'Empereur se porta à sa rencontre à Fontainebleau et le ramena à Paris.

La cérémonie fut magnifique, encore plus expressive.

L'église Notre-Dame est splendidement décorée. L'oriflamme impériale est dressée devant le porche à la hauteur des tours. Le trône de l'Empereur est à l'entrée de la grande nef, et celui du pape à gauche de l'autel.

A neuf heures le cortège pontifical part des Tuileries; le pape passe par l'archevêché, pour y prendre les ornements pontificaux; il entre dans la basilique au chant du: *Tu es Petrus...*

A dix heures seulement, le cortège impérial part à son tour. La voiture de l'Empereur et de l'Impératrice est traînée par huit chevaux; elle avance lentement malgré la fougue de l'attelage difficilement tenu, dans un cliquetis d'armes et de chevaux piaffants et cabrés, dans un tonnerre d'acclamations.

A Notre-Dame. Entrée solennelle, dans le grand jeu des orgues et des chants, dans les salves d'artillerie: — les honneurs de l'Impératrice portés par les grands officiers de sa maison; — puis, l'Impératrice; — les honneurs de l'Empereur..., — L'Empereur avec le sceptre et la main de justice; ils sont conduits au chœur dans une marche triomphale.

Le pape est à l'autel. Il entonne le *Veni Creator*. Il bénit

les honneurs et les ornements; il appelle les bénédictions d'en-haut sur l'Empereur et l'Impératrice. L'Empereur et l'Impératrice viennent à l'autel; agenouillés sur des carreaux de velours, ils reçoivent la triple onction de l'huile sainte sur le front et sur les mains. Ils sont sacrés.

L'Impératrice reçoit l'anneau bénit. L'Empereur reçoit l'épée qu'il enfonce avec force dans le fourreau...

Un grand silence... L'Empereur remet le sceptre et la main de justice à Cambacérès et Lebrun; il monte à l'autel; il y prend la couronne; il l'élève un moment pour la faire voir à tous, et la pose sur sa tête. Il prend celle de l'Impératrice et la pose doucement sur la tête de Joséphine à genoux, dans un geste émouvant de grâce et de puissance...

Alors éclate la marche au grand trône, majestueuse, impériale. Le pape suit le cortège, jusqu'au fond de la grande nef, monte auprès de l'Empereur, lève la main priant: « Que Dieu vous affermisse sur ce trône! » le baise à la joue et dit: *Vivat Imperator in œternum!* Vivats dans l'immense église parmi le chant glorieux *Te Deum laudamus.*

La messe s'achève. Le pape passe à la sacristie...

Le grand-aumônier porte au trône le livre des Evangiles. Les présidents du Sénat, du Corps Législatif, du Tribunat et du Conseil d'Etat présentent à l'Empereur la formule du serment constitutionnel.

Il la répète à haute voix, la main sur l'Evangile:

« Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République, de respecter et de faire respecter les lois du Concordat et la liberté des cultes, de respecter et de faire respecter l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux, de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la loi,

de maintenir la Légion d'Honneur, de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. »

Le chef des hérauts crie: « Le très glorieux et très auguste Empereur Napoléon, Empereur des Français, est couronné et intronisé! » Vivats prolongés, retentissants: « Vive l'Empereur! » Une nouvelle salve de cent-un coups de canon...

C'est le Sacre de la Révolution.

TROISIÈME
ÉPOQUE

L'EMPEREUR

IX

AUSTERLITZ

LA COURONNE DE FER

Carthage et Rome.

Carthage ne pouvait rien sur Rome tant qu'elle n'avait pas des alliés sur le continent. Rome ne pouvait rien sur Carthage tant qu'elle n'avait pas pris sur elle la supériorité navale. Rome autrefois ne put assiéger et prendre Carthage qu'après que Duillius eut vaincu à Myles les flottes carthaginoises et gagné la maîtrise de la mer.

Les armements de Boulogne n'étaient qu'un geste vain, si la Grande Armée ne pouvait pas franchir le détroit. Les Anglais ne se privaient pas d'en rire, et même à Paris quelques-uns s'amusaient du don Quichotte de la Manche : il n'aurait pas fallu longtemps pour détruire tout le prestige du sacre.

Napoléon avait trop de bon sens pour ne pas se rendre compte que l'expédition d'Angleterre, « la grande expédition », était une folie tant qu'il n'aurait pas réduit les flottes anglaises à l'impuissance. Même s'il passait le détroit par surprise, le gouvernement anglais eût quitté Londres, et l'invasion fût demeurée à la merci d'une catastrophe comme celle d'Aboukir qui l'eût enfermée sur place et cette fois étouffée.

Avec les vaisseaux espagnols et hollandais dont il disposait, il pouvait s'assurer à un moment donné l'avantage du nombre à condition de réaliser d'abord une concentration qui eût permis de dominer l'adversaire.

Il y essaya. Latouche-Tréville, à qui il avait confié le commandement suprême, avait la foi, dont il embrasait tous ses équipages. Pendant que, dans tous les arsenaux et chantiers, on multipliait les constructions nouvelles, Latouche-Tréville dressait le plan de campagne de 1804 : il s'agissait de conduire la flotte de Toulon dans l'Océan Atlantique, d'opérer sa jonction avec celle de Rochefort, avec celle de Brest, de façon à paraître dans la Manche avec une supériorité certaine... Mais Nelson montait la garde à Gibraltar, et Latouche-Tréville mourut au mois d'août 1804. Bruix, sur qui Napoléon comptait aussi, mourut en janvier 1805.

Villeneuve fut chargé du commandement de la flotte principale. Le plan de 1805 fut mis en action. Villeneuve, de Toulon, et Missiessy, de Rochefort, devaient se rendre aux Antilles pour y attirer le plus possible de vaisseaux anglais, revenir sur Brest pour y opérer leur jonction avec Ganteaume, tous ensemble accabler les flottes ennemies de la Manche, et dès lors assurer le passage de la Grande Armée.

Villeneuve put quitter Toulon, passer le détroit de Gibraltar et gagner les Antilles. Missiessy traversa aussi l'Atlantique; mais ils ne se rencontrèrent pas. Villeneuve revint sur les côtes d'Espagne, au Ferrol : bloqué par l'amiral Calder, il sortit, lui livra bataille au cap Finistère; résultat indécis qui jeta les plus vives inquiétudes à Londres (22 juillet). Napoléon le 23 août l'appelle à Boulogne: il faut « balayer tout ce qui se trouve devant vous et venir dans la

Manche où je vous attends avec anxiété... Pour le grand objet de favoriser une descente chez cette puissance qui depuis six siècles opprime la France, nous pourrions tous mourir sans regretter la vie. »

On ne riait plus en Angleterre : la mer est trompeuse et fertile en accidents; jadis elle avait laissé passer César et sa fortune...

Juste à ce moment l'Autriche déclare la guerre à la France et envahit la Bavière.

Dès la proclamation du nouvel Empire, l'Angleterre avait naturellement espéré trouver des alliés sur le continent. Le sacre l'y avait aidée. Le tsar Alexandre avait manifesté la plus bruyante indignation à l'occasion de l'exécution du duc d'Enghien; Napoléon demanda : si lorsque l'Angleterre méditait l'assassinat de Paul Ier, on avait eu connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, n'aurait-on pas été empressé à les faire saisir ? La réplique était dure; car la conscience d'Alexandre n'était pas sans reproche à l'endroit de la mort de son père. Mais aussi la reprise des relations entre la France et la Porte inquiétait la Russie : la grande Catherine lui avait ouvert le chemin de Byzance; elle voulait l'Empire d'Orient, et, depuis l'expédition d'Egypte, elle y sentait le redoutable obstacle de la France.

Pour lors donc, l'Angleterre et la Russie purent s'entendre, du moins contre Napoléon, et ce fut l'objet de la convention de Saint-Pétersbourg, du 11 avril 1805. Mais elles ne pouvaient rien contre la France sans le concours militaire de l'Autriche, et l'Autriche se faisait prier ayant peur des coups quoique habituée depuis dix ans.

Au lendemain de la proclamation de Napoléon comme

Empereur des Français, il parut que cet événement devait entraîner aussi un changement dans la constitution de la République italienne, et la Consulte de Milan émit le vœu que le gouvernement de la République italienne fût confié à un chef inamovible qui prît le titre de Roi, que Sa Majesté l'Empereur Napoléon fût nommé Roi, sauf à garantir après lui la séparation des deux couronnes.

Le vice-président Melzi et la Consulte assistèrent en bonne place à la cérémonie du sacre.

Le nouveau statut constitutionnel de l'Italie fut arrêté le 18 mars 1805 en une séance solennelle du Sénat français. L'Empereur dit : « Nous avons accepté et nous poserons sur notre tête cette couronne de fer des anciens Lombards pour la retremper, pour la raffermir et pour qu'elle ne soit pas brisée au milieu des tempêtes qui la menaceront tant que la Méditerranée ne sera pas rentrée dans son état habituel, c'est-à-dire tant que ne sera pas garantie l'indépendance des autres Etats de la Méditerranée. »

Le 31 mars, l'Empereur partit de Saint-Cloud. Il passa à Lyon les fêtes de Pâques. Il s'arrêta à Alexandrie; il y eut grande revue de plus de 30.000 hommes dans la plaine de Marengo. Il ordonna la construction d'un monument commémoratif à l'image de la grande pyramide d'Egypte.

Il arriva à Milan le 10 mai. Lucchesini, le ministre de Prusse, lui apporta, au nom de son souverain, la grande plaque de l'Aigle noir, qu'il garda sur lui toute une journée. La couronne de fer des anciens Lombards, déposée à Monza depuis quatorze siècles, fut transférée à Milan; en son honneur, Napoléon institua l'ordre de la Couronne de fer.

Le 26 mai, parmi un concours immense de population, eut lieu la cérémonie du couronnement à la cathédrale de Milan. On y vit les insignes de Charlemagne, et ceux de la couronne d'Italie; car Charlemagne aussi avait été Roi d'Italie.

« L'épée d'Italie, raconte Talleyrand dans le récit officiel de l'événement, la main de justice, l'anneau, le sceptre, le manteau royal, furent bénis par Son Eminence le Cardinal Caprara, archevêque de Milan, légat du Saint-Siège. L'Empereur-Roi prit sur l'autel la couronne de fer; il l'essaya sur sa tête, et, après cette prise de possession, il plaça sur son front, déjà ceint de la couronne impériale, celle du royaume d'Italie. Alors, au milieu du silence ému de toute l'assemblée des 20.000 spectateurs, il répéta à haute voix la devise des anciens rois: « Dieu me l'a donnée, gare à qui la touche ! Ce fut le moment le plus solennel de la cérémonie; il en marqua le propre caractère; l'impression en fut considérable... »

Eugène Beauharnais fut nommé vice-roi d'Italie.

Le 6 juin, le Sénat de Gênes vota la réunion à l'Empire. Napoléon s'y rendit, et, du 30 juin au 5 juillet, y assista à de grandes fêtes nautiques.

Il était à Fontainebleau le 11 juillet, à Saint-Cloud le 18, à Boulogne le 2 août. Il y attend des nouvelles de Villeneuve. Il guette vers l'ouest l'arrivée de ses flottes.

Le 9 août, l'Autriche adhère à l'accord anglo-russe. La troisième coalition est formée. Les armées autrichiennes entrent en campagne; car elles sont prêtes depuis longtemps. Le général Mack franchit l'Inn et envahit la Bavière; l'archiduc Charles a 100.000 hommes sur l'Adige.

WESTPHALIE
Cassel
Fulda
Erfurt
Eisenach
Gotha
Weimar
Iéna
Saalfeld
Lutzen
Leipzig
Elbe
Wittenberg
Torgau
Dresde
SAXE
Bautzen
Wurschen
Reichenbach
Oder
0 50 Km.
SILESIE
Pleiswitz
Breslau
Neisse
Lahn
Francfort
Kinzig
Hanau
Main
Mayence
Cobourg
Meiningen
Werra
Bamberg
Würzbourg
Neckar
Rhin
FRANCONIE
Altmühl
Nab
Ratisbonne
Eger
Plateau de Prague
Bohême
Moldau
Elbe
Pilsen
Budweis
MORAVIE
Brünn
Austerlitz
Thaya
March
MARCHEFELD
Danube
Wagram
Essling
Mölk
Linz
Ebersberg
Braunau
Inn
Passau
Landshut
Isar
Eckmuhl
Abensberg
Stuttgart
Nordlingen
Ulm
Elchingen
Günzbourg
Augsbourg
Munich
Danube
Iller
Lech
Isar
Mein
Auen
AUTRICHE
MIENNE

Les armées russes se mettent en mouvement à travers la Pologne.

Toute l'Europe encore en feu : à qui l'Empire ?

LA BATAILLE DES TROIS EMPEREURS

Napoléon resta à Boulogne jusqu'au 3 septembre. Ainsi il paraissait ne regarder que l'Angleterre, et Mack poussait son offensive à travers la Bavière; il vint jusqu'à Ulm, pensant se faire de la Forêt Noire une couverture solide; mais, de la sorte aussi, il s'éloignait des armées russes.

Napoléon le laisse faire.

Le 23 août, il écrit à Talleyrand : « Je cours au plus pressé; je lève mon camp, et, au 1er vendémiaire (23 septembre) je me trouve avec 200.000 hommes en Allemagne et 25.000 dans le royaume de Naples. Je marche sur Vienne et ne pose les armes que je n'aie Naples et Venise et augmenté tellement les Etats de l'électeur de Bavière que je n'aie plus rien à craindre de l'Autriche ... Si l'empereur d'Allemagne commande en personne son armée, nous aurons vraisemblablement l'honneur de nous voir. »

Le 26 août, il donne ses ordres. On les lit sur la carte.

De Boulogne à Vienne, la ligne droite indique Passau et la vallée du Danube, et elle déborde Ulm par le nord.

Le 29 août, la Grande Armée est en marche, en direction de Nordlingen, 60 kilomètres à l'est d'Ulm, dans la dépression naturelle qui sépare la Forêt Noire du plateau de Bohême : sept corps, Bernadotte qui vient du Hanovre, Marmont de Hollande, Davout, Soult, Lannes, Ney, Augereau,

des camps de Boulogne; la cavalerie sous Murat; la garde impériale en réserve, sous la main de l'Empereur.

On gagne le Rhin : — marches régulières, sans fatigue, sans traînards, sans bruit : une admirable machine, et consciente de son œuvre épique, dans la perspective d'une moisson de lauriers.

Murat se présente avec sa cavalerie à l'entrée des défilés de la Forêt Noire. Mack s'y hypnotise, ne regarde que là...

Le 26 septembre, Napoléon est à Strasbourg.

Le 7 octobre, de Nordlingen, il date le premier bulletin de la Grande Armée : déjà un bulletin de victoire, avant la bataille : « Ce grand et vaste mouvement nous a portés en peu de jours en Bavière, nous a fait éviter les montagnes Noires, la ligne des rivières parallèles qui se jettent dans la vallée du Danube, l'inconvénient attaché à un système d'opérations qui auraient toujours en flanc les débouchés du Tyrol, et enfin nous a placés à plusieurs marches derrière l'ennemi qui n'a pas de temps à perdre pour éviter sa perte entière. » On comprend : ça ira !

Le même jour, Lannes et Murat passent le Danube. Le 8, ils enlèvent Wertingen; le 12, Soult pousse jusqu'à Memmingen, route du Tyrol : toutes les communications de Mack sont coupées; l'archiduc Ferdinand se sauve avec 18.000 hommes; Murat le poursuit et lui en enlève 15.000.

Mack est encerclé dans Ulm. Le 14 octobre, l'Empereur donne les ordres pour l'attaque. Le 15, Ney enlève Elchingen, qui ferme aux Autrichiens toute issue au nord du Danube. Le 16, Mack est sommé de se rendre; il demande jusqu'au 25 pour attendre les Russes. Mais les Russes sont loin; ils chevauchent des tortues. Mack capitule le 20 octobre : 33.000 hommes, 60 canons, 40 drapeaux.

« Soldats de la Grande Armée, dit l'Empereur, en quinze jours nous avons fait une campagne... Je vous avais annoncé une grande bataille; grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes succès sans courir aucune chance, et, ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un si grand résultat ne nous affaiblit pas de plus de 1.500 hommes hors de combat... Mais ne nous arrêtons pas là; vous êtes impatients de commencer une seconde campagne; cette armée russe que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, vous allez lui faire éprouver le même sort. »

Ce même 20 octobre, Villeneuve a été battu par Nelson et fait prisonnier à la bataille de Trafalgar. L'Angleterre est sauvée; mais, quoi qu'en dise Homère, la mer est moins retentissante que la terre, et c'est sur le continent que se fondent les grands empires.

La victoire d'Ulm ouvre la route de Vienne; car la grande armée russe qu'amène le tsar en personne, est encore au delà. Alexandre I^er^, qui commence à penser que la partie est sérieuse, veut y entraîner la Prusse qui, jusque-là, se tient neutre. Pour lui forcer la main, il vient à Potsdam le 1^er^ novembre; grand accueil du roi Frédéric-Guillaume III et de la reine Louise; émouvante visite au tombeau de Frédéric II, serments d'amitié. En attendant, traité de Potsdam : la Prusse offrira sa médiation; si elle n'est pas accueillie avant le 15 décembre, elle entrera en guerre à côté des alliés; son armée est mobilisée. Le comte d'Haugwitz part pour le quartier général de l'Empereur Napoléon; mais il voyage à petites journées.

Le temps presse pourtant. Napoléon s'inquiète de l'en-

trevue de Potsdam; il faut vite mettre l'Autriche hors de cause.

Le 25 octobre, ordres de marche : en avant, sur Vienne, par Molk, Saint-Poelten. On est à Vienne le 3 novembre; Murat se jette sur les ponts du Danube qui joignent la ville à la rive gauche; il les enlève par surprise, répand sa cavalerie sur les voies de la Moravie par où vient l'armée russe.

Napoléon le suit. Le 20 novembre, il a son quartier général à Brünn. L'armée austro-russe est à Olmutz, à 90 kilomètres au nord-est. Un combat d'avant-garde à Wirschau : la cavalerie française est refoulée; le tsar porte son quartier général à Austerlitz, 20 kilomètres à l'est de Brünn.

Napoléon le fait saluer par Savary. Alexandre lui envoie le prince Dolgorouki. Napoléon le reçoit aux avant-postes, le fait parler. L'autre, qui ne doute de rien, lui conseille de s'en aller tout de suite au delà du Rhin; sinon, on l'y reconduira. Napoléon s'amuse; le « freluquet » parti, il dit à un grenadier qui monte la garde: « Ces bougres-là croient qu'il n'y a plus qu'à nous avaler. » Et la sentinelle : « Ça n'ira pas comme ça ! On se foutra en travers ! »

Le champ de bataille ici n'est pas grand. Du plateau du Santon aux étangs de Telnitz, du nord au sud, il n'y a pas plus de 12 kilomètres: Napoléon le tient au bout de sa lunette: 65.000 hommes du côté français, 90.000 de l'autre côté. Au milieu de la ligne des fronts, le plateau de Pratzen qui domine la vallée du Goldbach derrière laquelle est rangée l'armée française.

Napoléon affecte une défensive serrée, et comme craintive. Il laisse occuper le plateau de Pratzen par les ennemis; mais

il établit fortement Lannes et Murat au Santon, avec ordre de n'en point bouger. Il a Soult, Vandamme, puis la garde au centre. Davout est à droite; il est replié en échelons au bas du plateau, derrière les étangs le long desquels passe la route de Vienne.

Le soir du 1er décembre, tout est en place. L'Empereur

parcourt une dernière fois les lignes. Ses hommes le reconnaissent, se rappellent qu'on est à la veille de l'anniversaire du sacre, improvisent une retraite aux flambeaux, l'acclament, le reconduisent à son bivouac : — tous les cœurs battent, à l'unisson, avec celui du chef.

Le matin du 2, après une forte gelée, un peu de brume : grand bruit de charrois dans la nuit qui se prolonge. Les Russes descendent du plateau de Pratzen, vers les étangs, ouvrent le feu sur Davout, évidemment pensent déborder le flanc droit de l'armée française.

Neuf heures : le soleil perce les brouillards; tout se dessine. « Cette armée est à moi », dit l'Empereur.

Lannes tient bon au nord; il arrête l'aile droite ennemie, sous Bagration.

Ordre à Davout de ne plus rien céder, de refouler l'aile gauche ennemie, sous Buxhœwden. Alors, à la minute juste, à l'assaut du plateau de Pratzen, Napoléon lance Soult, Vandamme, Saint-Hilaire, Morand, — une masse irrésistible, aussi fougueuse qu'ordonnée. Le plateau est enlevé; le centre ennemi est enfoncé. La garde impériale russe a vu le danger, elle se précipite, gagne un peu de terrain : « Il y a du désordre là-bas », dit Napoléon à Rapp. Rapp prend la cavalerie de la garde, se dresse sur ses étriers, sabre au clair, la précipite sur la garde russe... Rude mêlée; autant de vaillance d'un côté que de l'autre; la garde russe est brisée. Rapp ramène à l'Empereur des prisonniers, dont le prince Repnine, et des brassées de drapeaux.

Soult cependant a établi sur le plateau une masse d'artillerie; il écrase toute la gauche russe que bouscule Davout et qui se perd dans les étangs, le reste fuit sous les sabres de Murat. Il est une heure de l'après-midi.

« Soldats, dit l'Empereur, de son quartier général, à Austerlitz, je suis content de vous. Vous avez, à la journée d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité; vous avez décoré vos aigles d'une indestructible gloire. Une armée de 100.000 hommes, commandée par les Empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de quatre heures, ou coupée, ou dispersée. Ce qui a échappé à votre fer a été noyé dans les lacs. Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale russe, 120 pièces de canon, 20 généraux, plus de 30.000 prisonniers, sont le butin de

cette journée à jamais célèbre... Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour que l'on réponde : Voilà un brave ! »

LE « GRAND EMPIRE »

A qui l'Empire ? Et quel Empire ?

Le soir même de la bataille, l'Empereur d'Allemagne demandait une entrevue au vainqueur. Les négociations, aussitôt ouvertes et vivement menées, aboutirent le 26 décembre au traité de Presbourg.

L'Empereur François abandonnait le Tyrol et le Vorarlberg, toutes ses possessions à l'ouest de l'Inn; il renonçait à tout droit de souveraineté ou de suzeraineté sur les Etats allemands. En Italie, et sur les côtes de la mer Adriatique, il cédait sa part du partage de Venise, c'est-à-dire Venise, l'Istrie et la Dalmatie.

En bref, il perdait l'Allemagne et l'Italie, dès lors à la disposition de Napoléon.

Le comte d'Haugwitz était arrivé au quartier général de Napoléon la veille d'Austerlitz. Napoléon le renvoya au lendemain. Il le reçut à Schœnbrünn dans le cabinet de Marie-Thérèse où il y avait tout un trophée des drapeaux que l'armée française venait de conquérir. Haugwitz présenta des compliments bien tournés : « Voilà, dit l'Empereur, des compliments dont la fortune a changé l'adresse. » Il ne lui tint point rigueur; il appela Daru : « Ecrivez ! » Et il dicta le traité de Schœnbrünn, par lequel il donnait le Hanovre à la Prusse : cadeau embarrassant qu'à Berlin on eût voulu

refuser, qu'il fallut accepter, et qui valut à la Prusse la déclaration de guerre de l'Angleterre...

Napoléon donna le Tyrol, le Vorarlberg et le titre de roi à l'Electeur de Bavière. Il agrandit aussi le Wurtemberg, reconnut à son duc le titre de Roi et la plénitude de la souveraineté. Il agrandit le grand duché de Bade, à peu près selon l'étendue qu'il a gardée depuis.

Il avait demandé depuis longtemps la main de la princesse Auguste de Bavière pour Eugène Beauharnais. Elle fut le plus gracieux butin de la bataille d'Austerlitz. Napoléon en informa Eugène, alors à Milan, en lui envoyant une tasse de porcelaine où était peint le portrait de sa fiancée : « Mais, ajoutait-il, elle est beaucoup mieux ! » Eugène accourut à Munich, fut reçu d'abord par l'Empereur, qui, l'ayant examiné, lui fit d'abord abattre ses moustaches trop cavalières, fut ensuite présenté à la princesse, plut ainsi. Le mariage fut célébré le 15 anvier; il fut heureux, car ils eurent beaucoup d'enfants.

Le grand-duché de Berg fut créé sur la rive droite du Rhin, avec Dusseldorf pour capitale : c'est à peu près le bassin de la Ruhr et il commençait d'avoir une valeur industrielle. Murat fut grand-duc de Berg.

La République Batave eut à choisir entre sa réunion à l'Empire et son retour à la dignité de royaume en faveur de Louis-Napoléon. Louis fut proclamé Roi de Hollande le 5 juin.

Le 12 juillet 1806, la Confédération du Rhin allait grouper la plupart des princes allemands sous la protection de Napoléon et l'Empereur d'Autriche renoncer à son titre d'Empereur d'Allemagne. C'est, après plus de huit siècles, la fin

du Saint Empire romain germanique : l'indestructible bénéfice de la victoire d'Austerlitz.

Napoléon devenait le maître de toute ou presque toute l'Italie. La reine de Naples, Marie-Caroline, avait commis l'imprudence d'ouvrir le royaume à des troupes anglo-russes. Napoléon, de Schœnbrünn, le 27 décembre 1805, proclame : « La dynastie de Naples a cessé de régner. Soldats, marchez, précipitez dans les flots, si tant est qu'ils vous attendent, ces débiles bataillons des tyrans des mers. Ne tardez pas à m'apprendre que l'Italie tout entière est soumise à mes lois. »

Masséna traverse l'Italie, sans se soucier de la neutralité des Etats de l'Eglise; il chasse les Bourbons de Naples, les force à se réfugier en Sicile, installe à leur place Joseph-Napoléon.

Toute l'Italie est soumise aux lois de l'Empereur.

Ses troupes occupent Ancône et Civita-Vecchia, de part et d'autre de Rome.

Le pape veut rester neutre, parmi ces batailles et ces coalitions; l'Empereur ne le permet pas.

Le 13 février 1806, il écrit au pape : « Toute l'Italie sera soumise sous ma loi. Je ne toucherai rien à l'indépendance du Saint-Siège; mais mes conditions doivent être que Votre Sainteté aura pour moi dans le temporel les mêmes égards que je lui porte pour le spirituel. Votre Sainteté est souveraine dans Rome; mais j'en suis l'Empereur. »

Pie VII réplique, le 21 mars : « Le souverain pontife devenu depuis tant de siècles, dont aucun souverain ne peut se vanter, souverain de Rome, ne reconnaît point et n'a jamais reconnu dans ses Etats aucune autre puissance supérieure à la sienne; aucun Empereur n'a le moindre droit sur Rome.

Votre Majesté est immensément grande; mais elle est cependant élue, couronnée, consacrée, reconnue comme Empereur des Français, et non pas Empereur de Rome : l'Empereur de Rome n'existe pas. »

Napoléon ne répondit pas pour le moment. Mais son « Grand Empire », comme il dit dès lors, n'est pas un Saint Empire, consacré à Rome par le pape; c'est un empire classique, romain. Par-dessus tout le moyen âge, par-delà les papes et Charlemagne, il s'inspire de Rome... de la Rome des Empereurs.

Il est rentré à Paris en triomphe le 26 janvier. Il a couvert Paris de tant de drapeaux, si glorieusement conquis : huit au Tribunat, huit à l'Hôtel de Ville, cinquante à Notre-Dame, cinquante-quatre au Sénat ! que le Sénat lui donne le nom de « Napoléon-le-Grand » et décrète que le 15 août, jour de sa naissance, sera la fête nationale de la France et de l'Empire.

Napoléon restaure Saint-Denis, rend Sainte-Geneviève au culte.

Mais il va chercher plus loin d'autres modèles. Il élève sur la place Vendôme la Colonne d'Austerlitz, avec les canons pris aux Autrichiens et aux Russes. Il fait construire l'Arc de triomphe du Carrousel en l'honneur de la Grande Armée. Il ouvre la *Via Sacra* des Champs-Elysées. Le 15 août 1806, il pose la première pierre de l'Arc de Triomphe de l'Etoile, le Capitole de la Victoire.

Par tout l'Empire, il trace des voies où circulent ses légions et les lois de son Code; ce sont des voies romaines, des voies impériales, les artères qui donneront la vie à l'Europe nouvelle.

X

IÉNA

LA QUESTION ALLEMANDE
LE DESTIN DE L'EUROPE

L'Italie est le pilier majeur de l'Empire en construction vers l'Orient méditerranéen — *mare nostrum*. L'Allemagne est le pilier majeur de tout système continental à construire de l'occident à l'orient de l'Europe. Italie-Allemagne: l'Europe du milieu, toujours le grand problème qui a déjà fait couler tant de sang; Napoléon aussi en cherche la solution.

En 1806, il y eut quelques mois de paix : une trêve. Pitt était mort au lendemain d'Austerlitz, en regardant la carte politique de l'Europe : « Retournez cette carte, dit-il; elle ne servira pas de dix ans. »

Charles Fox lui succéda. Il connut un projet d'assassinat dirigé contre Napoléon; il en informa Talleyrand. Napoléon apprécia beaucoup ce geste loyal : « Je reconnais là les principes d'honneur et de vertu qui ont toujours caractérisé M. Fox. » Il en résulta une correspondance où l'on ne put manquer de parler de la paix.

L'Angleterre mit tout de suite en avant la question du Hanovre, que Napoléon venait de donner à la Prusse. Il

répondit pourtant que cela ne ferait point de difficulté; il se réservait sans doute d'indemniser la Prusse autrement.

Puis il proposa de prendre pour base de la négociation le traité d'Amiens. L'Angleterre n'accepta pas.

Elle indiqua la base de l'*uti possidetis*, chacun gardant ce qu'il a, l'Angleterre notamment gardant l'empire des mers. Napoléon protesta avec quelque vivacité : alors il aurait fallu qu'il gardât Vienne et l'Autriche et la Moravie et l'Allemagne toute occupée par lui.

En fin de compte, l'Angleterre déclara qu'elle ne pouvait pas traiter sans la Russie son alliée.

Justement, la Russie fit elle-même une tentative de pacification. Mais elle voulait garder Cattaro, les îles Ioniennes, la domination de la mer Adriatique, et elle prétendait envelopper l'empire ottoman de telle manière qu'il ne tarderait pas à tomber entre ses mains.

Or Napoléon ne le voulait pas, ne le pouvait pas permettre. Il envoyait à ce moment Sebastiani comme ambassadeur à Constantinople, en lui donnant pour instruction essentielle de travailler au redressement de l'empire ottoman de telle sorte qu'il pût faire un solide obstacle aux prétentions de la Russie. — Naturellement; donc, impossible de s'entendre.

Mais il ne s'agit pas tant, en tout cela, d'équilibre que de rivalités impériales. Si Napoléon veut l'empire de l'Europe, la Russie depuis Catherine II veut l'empire de l'Orient qui la mènerait à la domination de l'Europe, et l'Angleterre veut l'empire du monde ou du moins l'empire des mers du monde. Et sur la carte l'empire de Napoléon,

dans sa plus grande étendue, ne fut jamais aussi grand que l'empire anglais ou l'empire russe.

Fox mourut en septembre 1806, et l'on se remit en bataille.

L'Autriche pour un temps hors de jeu, la Prusse entre en lice.

Elle y avait beaucoup hésité. Elle n'était pas jusque-là l'ennemie de la France, à laquelle elle devait beaucoup. Ce sont les traités de Westphalie qui ont commencé l'émancipation des Hohenzollern de Brandebourg; dès lors ils eurent pour politique l'abaissement de la maison d'Autriche : c'était aussi la politique de la France. Ils prirent d'abord parti contre la Révolution française à côté de l'Autriche; mais la bataille de Valmy leur ouvrit les yeux: « De ce jour, écrivait Gœthe qui était là, date une nouvelle ère dans l'histoire du monde. » La Prusse resta à peu près neutre dans la lutte soutenue par la Révolution française contre l'Europe, et les défaites de l'Autriche lui furent grandement profitables. Elle gagna, au Recès de 1803, l'ancien évêché de Munster avec la plus grande partie de la Westphalie, et la sécularisation des Etats ecclésiastiques, c'est-à-dire catholiques, prépara sa propre suprématie dans l'Allemagne nouvelle.

C'était le testament de Frédéric II : grouper les Etats allemands, pour la plupart protestants, autour de la maison royale de Prusse, organiser l'Allemagne dans la discipline de l'Etat prussien, pour apporter ensuite sa contribution à l'organisation du continent lui-même. Elle représente dès lors une formule avec laquelle il faut compter dans le problème européen.

Il ne lui plaisait point d'être effacée, il n'était plus possible de l'effacer. L'avènement de Napoléon au titre impérial commença d'inquiéter le gouvernement de Berlin, ce titre annonçant des ambitions étendues. Le voyage impérial d'Aix-la-Chapelle, Cologne, Mayence, marqua la direction de ces ambitions nouvelles, et déjà l'on parla de mariages franco-allemands en Bavière, en Wurtemberg, à Bade.

C'est pourquoi, lors de la formation de la troisième coalition, elle prêta une oreille complaisante aux appels de la Russie. Il ne lui faisait pas de peine que l'Autriche fût écrasée encore un coup, mais elle redoutait de l'être à son tour. L'entrevue de Potsdam et la mission d'Haugwitz sont le témoignage de ses hésitations : elle cherche son assurance auprès de la Russie; les serments de Potsdam engagent une politique qui allait avoir une fortune séculaire et qui est demeurée un des traits les plus marqués de la politique européenne. Frédéric-Guillaume III en est le fondateur, et, malgré la médiocrité de ses talents, il apparaît là comme un précurseur.

C'est que l'évolution des Etats est souvent dictée par la nature plus que par les hommes. En cela, dirait-on, les hommes et les Etats s'agitent, et Dieu les mène.

Le gouvernement de Berlin, après Austerlitz, accepta de mauvaise grâce le cadeau du Hanovre, qui l'obligeait à prendre parti pour la France contre le reste de l'Europe. Il essaya de modifier le traité de Schœnbrünn et de ne garder le Hanovre qu'en dépôt; Napoléon menaça de déchirer le traité et de tirer l'épée. La Prusse se résigna, mais en grande amertume.

Du moins elle pouvait se réjouir d'une aussi importante

La bataille d'Austerlitz,
par Gérard.

La bataille d'Iéna,
par Horace Vernet.

acquisition territoriale qui, joignant le Brandebourg à la Westphalie, jusqu'au Rhin, lui donnait la domination de la plus grande partie de la plaine allemande. Elle put espérer que Napoléon ne réglerait point sans elle les nouvelles destinées de l'Allemagne.

Le 12 juillet 1806, il lui fit part de la formation de la Confédération du Rhin sous sa protection; mais il lui fit connaître qu'il verrait avec satisfaction le groupement du reste de l'Allemagne en une Confédération de l'Allemagne du Nord dont elle aurait le patronage, même avec un titre impérial. Elle ne tarda pas à s'apercevoir que l'Empereur ne permettrait pas qu'elle y appelât ni les villes hanséatiques ni la Saxe. Elle dut se convaincre qu'il poursuivait contre elle une impitoyable politique d'étouffement et qu'il pensait la réduire à l'état d'une puissance de deuxième ou de troisième ordre, comme le Wurtemberg ou le duché de Bade. Il était impossible qu'elle y consentît après le règne de Frédéric où elle avait tenu tête à toute l'Europe.

Le 6 août 1806, à Paris, son ministre Lucchesini apprit que Napoléon avait promis à l'Angleterre de lui rendre le Hanovre si la négociation alors ouverte aboutissait à une entente. Il en écrivit aussitôt à son gouvernement. La Prusse eut la vision soudaine de la politique d'asservissement où l'Empereur des Français s'était acharné contre elle. Elle eut un sursaut de colère. Le gouvernement décida aussitôt la mobilisation et se confia à la Russie restée en guerre contre la France.

C'est l'explosion d'un sentiment nouveau, redoutable en ses manifestations, le soulèvement de l'Allemagne prussienne, d'éducation et de mentalité luthériennes contre toute prépondérance de l'esprit romain : *Los von Rom;*

c'est l'esprit de la Réforme. Il a son foyer à Berlin, avec Fichte qui y prononce ses *Discours à la nation allemande*, avec Arndt, qui lance contre la France républicaine l'audacieuse formule : le Rhin n'est pas une frontière ; c'est un fleuve allemand.

L'opinion publique fermente, même dans l'Allemagne du Sud, encore occupée par les troupes françaises. On se passe des brochures où s'exalte le sentiment vigoureux d'une Allemagne libre et puissante; le libraire Palm, à Nuremberg, met en vente un discours anonyme intitulé *l'Allemagne dans sa profonde humiliation*. Il est arrêté, sous prétexte d'attentat contre la sûreté des troupes d'occupation; il est emmené à Braunau, traduit devant un conseil de guerre et fusillé le 25 août. L'Allemagne tout de suite le vénère comme un martyr.

Les officiers de l'armée prussienne, compagnons ou élèves du grand Frédéric, se donnent le devoir de relever l'injure que subit l'Allemagne. Ils ont conscience de leur valeur. Ils ont la honte au front à la pensée de la gloire d'hier. Ils acclament leur jeune et belle reine Louise, qui se fait l'âme de cette réaction de l'honneur : on la voit dans les camps, dans les revues, à cheval. — La Prusse se redresse : ... quoi qu'il arrive, un magnifique mouvement national.

Le 1er octobre, le roi de Prusse fait remettre à Napoléon un ultimatum l'invitant à retirer dans les huit jours au delà du Rhin les troupes françaises qui sont encore en Allemagne: — la barrière du Rhin, Cologne, Coblence, Mayence; — la Prusse champion de l'indépendance allemande; un spectacle aux incalculables conséquences...

Ici s'agite le destin de l'Europe, notre destin.

« *NAPOLÉON SIFFLE...*
ET LA PRUSSE N'EXISTE PLUS »

La grande route de Berlin à Paris, au pied des montagnes de Thuringe, par Weimar, Erfurt, gagne Francfort. Ce fut la direction que l'état-major prussien donna à ses armées dans les derniers jours de septembre. Il pensait prévenir Napoléon, et, en menaçant les communications des armées françaises restées dans l'Allemagne du Sud, les obliger à se retirer au delà du Rhin.

Une marche résolue aurait peut-être en effet obtenu ce résultat. Mais il y avait des tiraillements dans l'entourage du roi de Prusse, et Frédéric-Guillaume III n'avait pas assez d'autorité ni de compétence pour imposer un plan et s'y tenir.

Napoléon, resté à Paris, faisait semblant de ne rien voir et de ne rien entendre.

Mais il avait dressé ses plans dès la fin d'août. Le 19 septembre, il passa deux heures avec Clarke pour lui dicter tous les mouvements de l'armée par corps, par divisions, par étapes. Mis au net, tous ces ordres étaient aux mains de Berthier avant minuit, et tout de suite furent commencées en Allemagne les opérations de concentration.

L'année précédente, il avait marqué Nordlingen comme le point d'où allaient partir les coups de tonnerre destinés à foudroyer l'armée de Mack. Ici il marqua Wurzbourg : de là il surveillera Fulda, ou, par Bamberg, les routes de la montagne de Franconie qu'il avait étudiées au compas pour y conduire sa manœuvre.

Il est à Wurzbourg le 2 octobre.

Sa seule présence, là, paralyse l'état-major prussien. Le roi, Brunswick, Hohenlohe, Blücher, tiennent conseil de guerre à Erfurt. On décide de faire reconnaître les débouchés des montagnes de Franconie, où l'on signale de la cavalerie française... Par contraste avec cet embarras, quelle précision dans la pensée de l'Empereur, et quelle vigueur dans ses résolutions !

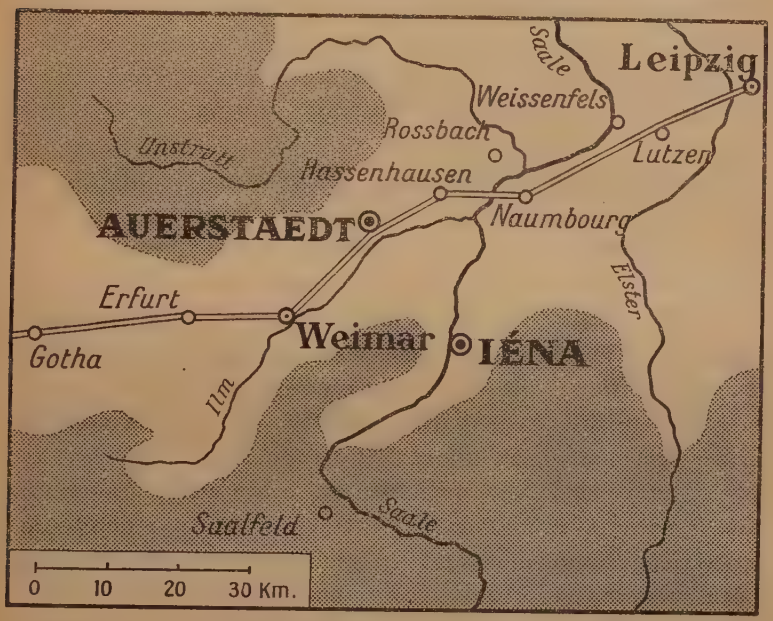
Il est à Bamberg le 6; il écrit au Sénat : « Notre premier devoir a été de passer le Rhin nous-même, de former nos camps, et de faire entendre le cri de guerre; il a retenti au cœur de tous nos guerriers. »

A ses soldats, en leur faisant connaître l'ultimatum prussien : « Soldats, il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que celui de l'honneur; nous ne devons y rentrer que sous des arcs de triomphe. Eh quoi ! Aurions-nous donc vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée à l'aspect des armées prussiennes. Marchons donc ! Que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle a éprouvé il y a quatorze ans !... Qu'ils apprennent que s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaine et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié est plus terrible que les tempêtes de l'Océan ! »

Valmy — Iéna : Ce sont les mêmes guerriers, pour la même cause... En avant ! Vive l'Empereur !

Le 8, ordres de marche : Soult, Ney, Lannes, Augereau, les quatre corps du « carré stratégique »; — Davout, Bernadotte, aile marchante; — Murat et la cavalerie à l'avant-garde pour dégager les défilés du Frankenwald, ouvrir la haute vallée de la Saale.

10 octobre : Lannes à Saalfeld rencontre la division du prince Louis de Prusse. Il la disperse. Le prince Louis est tué : « Mort glorieuse, dit Napoléon, et digne de respect; il est mort comme doit désirer de mourir tout bon soldat. »



Toute l'armée est maintenant dans la vallée de la Saale. Napoléon écrit à Talleyrand : « Les affaires vont ici tout à fait comme je les avais calculées il y a deux mois à Paris, marche par marche, presque événement par événement; je ne me suis trompé en rien. »

L'armée prussienne est revenue sur Weimar; elle craint pour ses communications avec Berlin.

Ordres du 12 : Napoléon garde avec lui, vallée de la

Saale, à Iéna, les quatre corps de son carré; il envoie Davout, et derrière lui Bernadotte, pour occuper le pont de Naumbourg, où, vingt kilomètres au nord, passe la grande route de Weimar à Leipzig et Berlin. Il accrochera l'armée prussienne entre Iéna et Weimar; Bernadotte et Davout couperont sa ligne de retraite.

Au-dessus d'Iéna, où la Saale est encaissée, le plateau s'abaisse en pente douce sur Weimar. L'armée prussienne est là...

Le 14 au matin, un grand brouillard couvre tout le pays et cache un moment les adversaires. Napoléon passe à travers ses lignes; il explique la situation : « L'armée prussienne est prise en flagrant délit de retraite; elle veut se retirer sur Berlin; il ne faut pas le lui permettre; les corps d'armée qui la laisseraient passer seraient perdus d'honneur et de réputation. » Et les soldats répondent : « Marchons ! »

Le brouillard à peu près dissipé, l'action s'engage : Lannes au centre, en avant; Augereau à gauche. Ney intervient avec sa fougue ordinaire entre Lannes et Augereau. Les Prussiens se défendent bien; la lutte est acharnée, meurtrière. Napoléon pousse la garde; elle enfonce les dernières résistances. Murat charge les corps prussiens désarticulés : 15.000 prisonniers, 200 canons; — les soldats, ivres de gloire, crient : « Vive l'Empereur ! »

Les Prussiens fuient sur Weimar, et au delà...

Mais Napoléon s'était trompé : il n'y avait là qu'à peine la moitié de l'armée ennemie : Hohenlohe avait été chargé de retenir l'armée française, pendant que Brunswick, Blücher, avec le roi et la reine, emmèneraient le reste, environ 65.000 hommes, sur la route de Berlin pour aller couvrir la capitale, derrière l'Elbe.

Cette masse s'en va par Auerstædt vers le pont de Naumbourg.

Elle y rencontre Davout avec 25.000 hommes; elle pense s'ouvrir aisément le chemin. Davout ne l'entend pas ainsi : il prend du champ en avant du pont, sur la rive gauche de la Saale; il profite de quelques coteaux; il y établit ses trois divisions, Gudin, Morand, Friant, avec un peu d'artillerie, dont la position compensera la faiblesse.

Le brouillard aussi le favorise. Il voit venir d'abord une avant-garde de 600 chevaux, sous Blücher : une rafale d'artillerie la surprend et la balaye. La bataille s'engage ardente autour du village d'Hassenhausen. Les divisions françaises sont disposées en échelons sur les pentes, au-dessus de la route; elles la prennent sur les deux flancs. Quand la cavalerie prussienne intervient pour les démolir, elles se forment en carrés, se font un rempart de cadavres, deviennent des forteresses imprenables et mouvantes. Davout passe de l'une à l'autre parmi les balles. Il voit le désordre des lignes ennemies, où Brunswick, Möllendorff, sont mortellement blessés, et où l'on a grand souci de sauver le roi et la reine. Il prend l'offensive, pousse devant lui, de gauche, de droite, les divisions ennemies dont les chefs ne commandent plus. Il gagne Auerstædt.

C'est la débâcle de la grande armée prussienne, dont les fuyards vont rejoindre ceux de la déroute d'Iéna, comme les épaves d'une tempête.

Cri de triomphe de Napoléon : « Rien ne ressemble davantage à l'état actuel de l'armée prussienne que les débris d'un naufrage. C'était une belle et nombreuse flotte qui ne prétendait pas moins qu'asservir les mers. Les vents tempêtueux du nord ont soulevé l'Océan contre elle; il ne

rentre au port qu'une petite partie des équipages qui n'ont trouvé leur salut qu'en se sauvant sur des débris. »

Ce sont des ouragans qui passent alors sur l'Europe: on dirait la bataille des éléments dans le chaos des révolutions du globe.

On voudrait que l'Empereur n'eût pas gâté une telle gloire par des outrages à la reine Louise, si vaillante et si malheureuse. Il n'en est pas grandi, mais elle.

Le roi et la reine en effet avaient eu peine à s'échapper, et des voitures rapides les emportaient, non pas à Berlin, mais au delà de la Vistule, dans la Vieille-Prusse, à Kœnigsberg !

La cavalerie de Murat, l'infanterie de Lannes et de Soult poursuivent Hohenlohe qui capitule à Prenzlow, avant d'avoir pu atteindre Stettin, — Blücher qui capitule à Lübeck. Les places fortes tombent et livrent leurs canons sans coup férir.

« Napoléon, dit Henri Heine, a sifflé, et la Prusse n'existe plus. »

Le 25 octobre, il laisse à Davout l'honneur d'entrer le premier dans Berlin. Le 27, il y entre à son tour. Il visite à Potsdam le tombeau de Frédéric II. Il prend l'épée et l'envoie à Paris : elle n'y est plus aujourd'hui.

Il ordonne la construction d'un pont sur la Seine, à l'entrée du Champ de Mars; il l'appelle le pont d'Iéna. Il donne ses instructions pour l'achèvement de la Madeleine et son aménagement en Temple de la Gloire.

Il a l'Allemagne, comme il a l'Italie. Il a l'empire de l'Europe... si ce n'est que les Russes marchent sur Constantinople, où ils seront peut-être avant qu'il ne soit à Rome, et que les Anglais bloquent toutes les côtes.

LES ILES BRITANNIQUES EN ÉTAT DE BLOCUS

En mars, pour répondre à la convention qui avait donné le Hanovre à la Prusse, l'Angleterre avait déclaré le blocus des embouchures de l'Elbe et de l'Ems. Le 16 mai, elle l'étendait de l'Ems à Brest, et tout particulièrement d'Ostende à l'embouchure de la Seine. Le 25 septembre, la Prusse se mettant en guerre contre Napoléon, elle levait le blocus de l'Ems et de l'Elbe, le renouvelait pour les autres rivages.

Napoléon avait là une bonne occasion pour grouper tout le continent dans un système de solidarité économique contre « les tyrans des mers ».

Le 15 octobre, le décret d'Iéna ordonna la saisie des marchandises anglaises, au profit de la Grande Armée.

Le 21 novembre, le décret de Berlin déclara les Iles Britanniques en état de blocus et interdit tout commerce avec elles.

Les considérants de ce décret sont très forts et en expriment bien le propre caractère. Ils constatent que l'Angleterre répute ennemi tout individu appartenant à l'Etat ennemi et fait en conséquence prisonniers de guerre, non seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et navires marchands, et même les facteurs de commerce et les négociants qui voyagent pour les affaires de leur négoce; — qu'elle étend aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à

l'Etat ennemi; — qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a même pas un seul bâtiment de guerre; qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire; — qu'elle n'a pas ainsi d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever son commerce et son industrie sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent.

Elle apparaît ainsi comme « l'ennemie du continent et de la civilisation ».

Le continent est donc en droit d'employer contre elle les mêmes armes, jusqu'à ce qu'elle ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur mer que sur terre, qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes. Ce sont les lois de la guerre sur mer telles qu'elles ont été proclamées cinquante ans après.

Pour lors, le blocus continental constituait contre l'Angleterre un moyen de guerre qui ne fut pas loin de la réduire à merci. Mais ce terme, d'ailleurs étrange, n'en exprime pas toute la valeur et toute l'importance historique.

En vérité, il suit la grande tradition française du colbertisme et du protectionnisme industriel. La France est une puissance agricole; elle veut être aussi désormais une puissance industrielle. Elle le devient alors, sous la forte impulsion de Napoléon et de son ministre Chaptal; elle veut disputer à l'Angleterre le marché du continent.

Napoléon veut ainsi faire de l'Europe, presque entièrement soumise à ses lois, « un système continental », qui, non seulement deviendra le marché de l'industrie française, mais aussi cessera bientôt d'être une colonie commerciale de l'Angleterre ou de la France pour exploiter lui-même ses propres ressources.

Le système continental a en effet donné à l'industrie française un essor qu'elle n'avait pas connu depuis Colbert, et il a inauguré l'activité industrielle de régions européennes où elle allait vite grandir : la Belgique, le pays rhénan, le bassin de la Ruhr, la Saxe, l'Italie du Nord, grâce au système continental, ont pu commencer à s'émanciper du monopole industriel et commercial de l'Angleterre.

Le système continental de Napoléon, c'est-à-dire l'Empire, a ouvert l'ère industrielle, celle de la houille et du fer, où l'Angleterre précédait l'Europe depuis cinquante ans, mais où l'Europe entière allait être à son tour, en quelques années, complètement transformée.

Il serait sans doute paradoxal de soutenir que Napoléon ait été le libérateur de l'Europe, quoiqu'il soit vrai qu'il a détruit à jamais le Saint-Empire et éveillé la nation italienne et la nation polonaise et d'autres encore; mais il est vrai aussi qu'il a été le libérateur de l'Europe au point de vue économique. Dès le décret de Berlin, l'Empire est une « Confédération de l'Europe », comme il aimait à dire, à laquelle le Code Napoléon partout répandu et le système continental partout appliqué donnent une sorte d'unité, une réelle solidarité d'aspirations et d'intérêts.

La voici qui se dégage des droits féodaux et de la tutelle de l'Angleterre; la voici toute troublée d'une profonde fer-

mentation, à la recherche des lois de son émancipation politique, sociale et économique : une révolution qui survivra à Napoléon et dont les peuples lui sont restés inconsciemment reconnaissants; en vérité, la genèse de l'Europe nouvelle qui vit depuis, et s'agite, et travaille si fiévreusement, parmi les tempêtes, vers une organisation systématique, un système continental, dont il indiquait déjà le programme.

XI

TILSIT

NAPOLÉON EN POLOGNE

En juin 1806, Napoléon avait envoyé Sébastiani à Constantinople avec ces instructions, qui sont comme des rais de lumière sur sa politique :

« Inspirer confiance et sécurité à la Porte: la France ne veut que la fortifier. — Triple alliance de Moi, Porte et Perse, contre Russie. — Fermer le Bosphore aux Russes, fermer les ports, rendre à la Porte son empire d'autrefois sur la Moldavie et la Valachie. — Je ne veux point partager l'Empire de Constantinople; voulût-on m'en offrir les trois quarts, je n'en veux point. Je veux raffermir et consolider ce grand empire et m'en servir tel quel comme opposition à la Russie. »

Sébastiani arriva à Constantinople le 9 août 1806.

Le 24 août, le sultan Selim III destitua les deux hospodars de Moldavie et de Valachie, qui ne cachaient point leur dévouement à l'influence russe.

Le 29 septembre, l'ambassadeur de Russie exigea le rétablissement des deux hospodars; sinon, il prendra ses passeports. Le 12 octobre, l'ambassadeur d'Angleterre appuya

cette démarche. Le 15 octobre, la Porte effrayée rétablit les deux hospodars.

Néanmoins, le 10 novembre, une armée russe franchit le Dniester et occupa les deux Principautés.

Le 11 novembre, Napoléon annonça au sultan sa victoire d'Iéna et lui promit de ne pas signer la paix avec la Russie tant que la Porte n'aurait pas recouvré toute son autorité sur la Moldavie et la Valachie. Le 1er décembre, il insista en proposant une alliance offensive et défensive à la Turquie. Le 26 décembre, la Turquie déclara la guerre à la Russie, et le grand-vizir prit le commandement d'une armée dirigée en toute hâte sur le Danube.

Napoléon écrivait alors au Sénat ces éloquentes formules qui ont la grandeur d'une prophétie à longue portée : « Qui pourrait calculer la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'Empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et les délices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d'une sage prévoyance. Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait, de nos jours, nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares. Et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe coalisée venait à périr, cette coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. »

Napoléon est à Posen le 27 novembre. Il a tout l'Orient devant lui, tout le problème de l'Orient, au moment où les armées russes marchent vers le Danube, sur « le chemin

de Byzance ». Dès lors, les événements se précipitent comme les éclairs d'un nouvel orage.

La Pologne, au tombeau depuis douze ans, se redresse à l'approche de celui qu'elle ne cessera de vénérer comme son libérateur. Il écrit le 1er décembre : « La Pologne entière se lève; prêtres, nobles, paysans, tout est soldat. Il n'est pas en mon pouvoir d'empêcher cette explosion nationale. » Il sait pourtant toute la gravité de ce grand drame : il a vaincu la Prusse; mais l'Autriche, la Russie, tiennent les autres lambeaux de la Pologne déchirée: « Pour rétablir la Pologne, dit-il, il faudrait du sang, puis du sang, et encore du sang. » Soit trois guerres, comme les trois partages : le compte y sera, de 1806 à 1812.

Ici la première.

L'armée russe, sous le commandement de Bennigsen, est devant Varsovie, d'où Murat l'a obligée à se retirer sur la rive droite de la Vistule. Napoléon y arrive le 19 décembre. Un coup d'œil sur la situation : il en sort le 23. En appuyant sa droite sur Varsovie, il espère enfoncer la droite russe et jeter toute l'armée de Bennigsen dans les marais du Bug. Il franchit en effet la Narew, pousse les Russes, jette sur eux à Pultusk Lannes, Augereau, Ney, Davout, les chasse de Pultusk, les poursuit, va les noyer dans les marais, comme à Austerlitz.

Mais ce n'est pas seulement bataille contre les hommes, c'est bataille contre les éléments, contre la boue. Il a gelé; maintenant, dégel : les canons, les chevaux, l'infanterie s'enlisent; aucune manœuvre possible... Les Russes s'échappent.

Napoléon rentre le 1er janvier à Varsovie. Il y rencontre Marie Walewska. Il pense que les Russes ne bougeront

point de tout l'hiver. Il installe ses cantonnements tout le long de la Vistule, sur la rive droite.

Le 12 janvier, à la gauche des lignes françaises, Ney, qui ne savait pas se tenir en place et qui menait des pointes de cavalerie jusque du côté de Kœnigsberg, surprit des mouvements extraordinaires de l'armée ennemie. Il avertit Napoléon. On lance des éclaireurs. Il apparaît manifeste que Bennigsen prétend, en s'appuyant sur la place forte de Danzig, déborder l'aile gauche de l'armée française, franchir la Vistule derrière elle et couper toutes ses communications vers Posen.

Napoléon reste à Varsovie jusqu'au 29. Il donne l'ordre à sa gauche, Ney et Bernadotte, de se retirer, de céder le terrain jusqu'à la Vistule, même au delà, où il y a Mortier. Cependant il glisse les autres corps de son armée le long de la gauche russe, en sens inverse, de façon à la dépasser, à la déborder, pour tomber au bon moment sur ses communications, et d'un coup jeter toute l'armée de Bennigsen sur la côte de la Baltique, comme jadis Hohenlohe et Blücher.

A quelques contacts, Bennigsen a perçu ce danger; son plan deviné, croisé, ne tient plus. Il se hâte de se dégager; il bat en retraite. Napoléon le suit, le retient, essaie de le broyer entre les tenailles qu'il dispose avec Ney à gauche, Davout à droite... Bennigsen se retourne, fait tête, accepte la bataille, à Eylau, 8 février.

Bataille frontale. Rude bataille, encore contre les éléments : on dirait que les dieux se mêlent à la bataille des hommes... Après une violente canonnade, Napoléon porte Augereau sur le centre russe, pendant que Davout et Ney amorcent de loin leurs mouvements tournants. Augereau

NAPOLÉON REÇOIT LA REINE DE PRUSSE,
par Tardieu.

NAPOLÉON BLESSÉ DEVANT RATISBONNE,
par Gautherot.

est surpris, en pleine figure, par une effroyable rafale de neige, qui vient du nord-est, des plaines glacées de la Russie; les Russes ont leur nature pour eux. Le corps d'Augereau, littéralement aveuglé, succombe presque tout

entier sous la mitraille. Et les Russes, d'une masse formidable, s'avancent sur le centre français. Napoléon les voit venir, sur lui, irrésistiblement... A Murat : « Nous laisseras-tu manger par ces gens-là ? » Murat charge, comme il sait faire, traverse la ligne ennemie; elle se reforme derrière lui; il revient, perce encore, retourne, et sabre, et tue: — une mêlée terriblement sanglante, qui du moins dissout la masse russe. Cependant Ney approche à gauche; Davout

gagne du terrain sur le flanc gauche des Russes... Bennigsen laisse à Napoléon un champ de bataille horrible.

L'armée russe était trop fatiguée désormais pour risquer une autre aventure de cette sorte. Napoléon eut trois mois de répit.

Il les employa pleinement.

Il s'installa au château de Finkenstein, derrière Eylau. Il y emmena Marie Walewska. Joséphine avait demandé à le rejoindre. Il l'en dissuada, à cause de la distance et de la saison : « Je suis plus contrarié que toi; j'eusse aimé à partager les longues nuits de cette saison avec toi. » — Eternelle trahison ! Joséphine est jalouse; car elle a sa police. Il la rassure : « Je n'aime que ma petite Joséphine, bonne, boudeuse et capricieuse, qui sait faire une querelle avec grâce, comme tout ce qu'elle fait... Si je devais m'occuper de quelques-unes, il faudrait qu'elles fussent de jolis boutons de roses. » Or, dit Frédéric Masson, de Marie Walewska : « Une enfant de dix-huit ans, toute blonde, avec de grands yeux bleus très naïfs et très tendres, une peau très fine, rose d'une fraîcheur de rose-thé toute empourprée par la timidité. » Et Napoléon écrit à Murat, non à Joséphine : « Ma santé n'a jamais été si bonne, tellement que je suis devenu plus galant que par le passé. »

Cependant, il ne négligeait point les affaires plus sérieuses.

La bataille d'Eylau avait été célébrée par ses ennemis comme une victoire. La Prusse et la Russie resserraient leur alliance. L'Autriche était par eux sollicitée; elle finit par offrir sa médiation, comme la Prusse en novembre 1805 : heureusement, elle n'alla pas plus loin.

Napoléon put faire un grand effort d'armement, orga-

niser la défense des côtes en prévision de quelque descente anglaise, ramener à travers l'Allemagne les renforts très considérables qu'exigeait la situation militaire. Mais aussi il prépara, avec sa méthode ordinaire et son admirable puissance de travail, la décision qui s'était jusque-là refusée.

Déjà sa présence en Pologne arrêtait les Russes au Danube. Les Anglais pensèrent en profiter; il ne leur eût point plu que Constantinople tombât aux mains du tsar. Ils y risquèrent une tentative téméraire. Leur flotte de la Méditerranée, sous l'amiral Duckworth, força l'entrée des Dardanelles et parut devant Constantinople. Elle somma la Porte de renvoyer l'ambassadeur de France et de rompre toutes relations avec Napoléon.

Sébastiani réussit à garder le sultan dans l'alliance française et à « électriser » la vigueur militaire des Turcs. Ils répondirent à la sommation anglaise en dressant devant Stamboul une défense hérissée de canons; ils armèrent les Dardanelles... Et l'amiral Duckworth dut lever l'ancre et s'en retourner piteusement non sans de sensibles pertes au passage du détroit.

L'enthousiasme fut magnifique à Constantinople. Il y avait bien longtemps qu'on n'avait pas remporté de pareils succès. On les attribua à l'alliance française, qui y fut populaire comme aux plus beaux jours.

Napoléon excitait aussi les Perses contre les Russes qui venaient de franchir le Caucase et de s'emparer de la Géorgie. Le shah Feth-Ali ne le voulait point supporter : « Le tsar de Russie, écrivait-il à Napoléon, n'a point fait réflexion qu'un moineau ne saurait établir sa demeure dans

le nid d'un faucon, et que la tanière du lion ne peut pas être une retraite paisible pour une gazelle. »

Il y avait donc état de guerre entre le faucon persan et le moineau russe.

Le shah envoya à Finkenstein un ambassadeur extraordinaire, Mirza-Riza-khan. Napoléon lui donna des spectacles militaires comme il n'en avait pas encore vu, et il signa avec la Perse un traité d'alliance offensive et défensive contre la Russie et l'Angleterre. Il fit partir le général Gardane pour Téhéran, afin d'y préparer une expédition contre l'Inde, avec une lettre qui fit le bonheur de Feth-Ali: « L'on eût dit que chaque caractère sur ces nobles feuilles était goutte d'ambre sur du camphre pur, ou des cheveux bouclés et odorants sur les joues roses d'une amante au sein de lys. L'odeur ambrée de cet écrit aimable a embaumé l'alcôve de notre âme sensible à l'amitié et parfumé de musc le cabinet de notre cœur plein de constance et de droiture. »

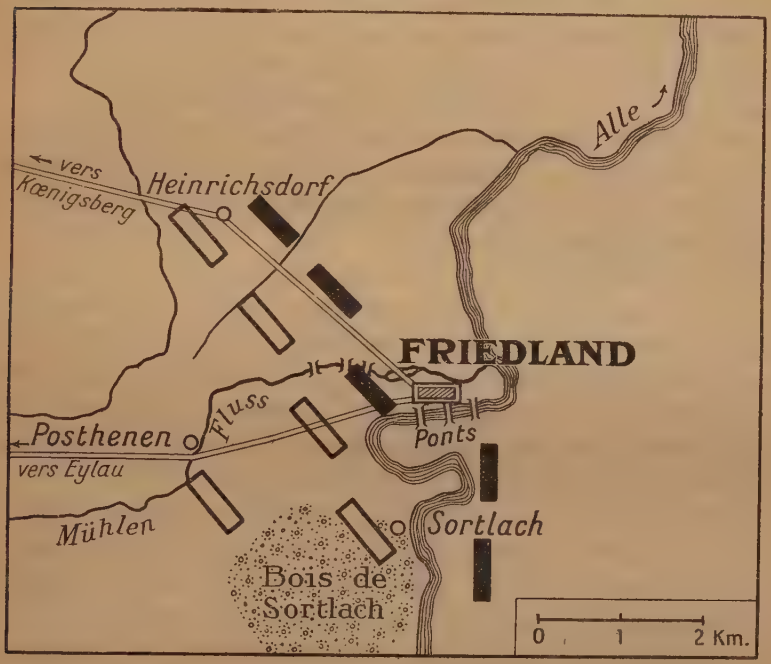
De Danzig au Danube et à la mer Caspienne, la Russie cernée, Napoléon la tient à la pointe de son épée... En cinq jours il la renversa comme jadis la Prusse : 10-14 octobre 1806, 10-14 juin 1807.

FRIEDLAND

En mars, il avait chargé le maréchal Lefebvre de diriger le siège de Danzig. La place, quoique bien défendue par Kalkreuth, capitula le 26 mai. On y trouva d'abondantes ressources.

Le temps est venu. L'herbe pousse aux prairies de la Prusse.

Le 10 juin, Napoléon donne ses ordres. Les Russes ont



construit des retranchements à Heilsberg. Toutes mesures sont prises pour les enlever ou les déborder. Les Russes ne s'y tiennent. Ils se retirent en bon ordre le long de la rive droite de l'Alle: couverts par la rivière, ils espèrent que Napoléon essaiera de la franchir sous leurs canons.

Il se contente de les suivre par la rive gauche et de les observer. Il se persuade qu'ils voudront défendre Kœnigs-

berg, et que par conséquent il leur faudra à quelque endroit passer sur la rive gauche : il les y attend.

En effet, ils arrivent à Friedland et s'engagent sur les ponts. Il n'y a là pour lors que le corps de Lannes. Bennigsen passe en force, pensant accabler Lannes. Lannes résiste, Mortier et Oudinot le soutiennent, mais ils sont dominés par le nombre; ils appellent Napoléon.

L'Empereur entraîne les autres corps, Ney, Bernadotte, la Garde. Il galope lui-même, rayonnant : « C'est aujourd'hui le 14 juin, l'anniversaire de Marengo; c'est un jour heureux pour nous. »

Il est quatre heures de l'après-midi. Il regarde la plaine au débouché des ponts de Friedland, où l'armée russe a belle allure. Ses maréchaux estiment qu'il faut attendre au lendemain : « Non, non, dit-il, on ne surprend pas deux fois l'ennemi en pareille faute. » Comme il avait raison ! La victoire est comme la fortune; il faut la saisir aux cheveux.

Il prend Ney par le bras, lui montre les ponts : il faut les enlever. Ney part au galop : « Cet homme est un lion », dit l'Empereur. Autres ordres à Mortier, Grouchy, Lannes. Il y a là 80.000 hommes de chaque côté.

Les généraux, les troupes s'impatientent : car, puisque l'Empereur est là, pourquoi attendre pour vaincre ?

Il donne une heure de repos : on ne partira qu'au signal.

A cinq heures et demie, une formidable décharge d'une batterie de vingt pièces : c'est l'heure. Sur tout le front, l'artillerie éclaire et tonne.

« En avant ! Vive l'Empereur ! » Ney se jette sur Friedland. Il est foudroyé par l'artillerie russe de la rive droite. L'artillerie de Sénarmont accourt, l'artillerie russe

est éteinte. Ney entre dans les faubourgs de Friedland. Sénarmont approche ses canons, braqués sur les masses russes à la sortie des ponts; il fauche en pleine chair humaine.

La garde impériale russe charge à fond; elle fait du mal, mais elle est contenue... A ce moment, les ponts flambent et croulent : Napoléon suit avec sa lunette.

A huit heures du soir, il lâche tout son monde, Lannes, Mortier, Oudinot, Grouchy. Les corps russes sont balayés, jetés à la rivière, mitraillés, noyés.

A dix heures et demie, Napoléon couche sur le champ de bataille, endormi dans les acclamations folles : « Vive l'Empereur ! »

Soult cependant est arrivé devant Kœnigsberg, où il entre sans bataille.

Le 19 juin, Bennigsen demande un armistice qui est signé le 22. Napoléon écrit à Joséphine : « Mes enfants ont dignement célébré l'anniversaire de la bataille de Marengo. La bataille de Friedland sera aussi célèbre et aussi glorieuse pour mon peuple. Toute l'armée russe mise en déroute, 80 pièces de canon, 30.000 hommes pris ou tués, 25 généraux russes tués, blessés ou pris, la garde russe écrasée : c'est une digne sœur de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna. »

Le tsar demande une entrevue.

Prestigieux spectacle que celui de Tilsit, une des grandes scènes de l'épopée. On l'a embelli et dénaturé. Il est plus grand en sa vérité.

Les deux Empereurs se rencontrèrent d'abord sur un radeau, préparé à égale distance des deux rives du Niemen,

pour éviter les difficultés de l'étiquette : ainsi autrefois Louis XIV et Philippe IV dans l'île des Faisans.

Puis le tsar Alexandre fut installé dans la ville de Tilsit, partagée pour la circonstance entre les deux états-majors. En fait le tsar fut l'hôte de l'Empereur.

Ils restèrent quinze jours ensemble. Sans doute ils se plurent; mais, en politique, surtout entre souverains, on ne sait jamais. Il faut donc s'en tenir aux faits, non pas même aux volants propos faciles à arranger.

Ils passèrent des revues. Ils échangèrent et distribuèrent des quantités de décorations. Les grenadiers poussèrent de grands hourrahs : « Vive l'Empereur d'Occident ! Vive l'Empereur d'Orient ! »

... Ce ne sont pas des paroles d'Evangile.

Ils faisaient de longues chevauchées à travers la campagne. Quelquefois le Roi de Prusse les accompagnait ; mais il était moins bon cavalier.

Dans une de ces promenades, où ils se laissaient aller à des confidences que nous n'avons pas entendues, ils furent rejoints par un officier de Napoléon qui apportait des dépêches arrivées à l'instant. L'Empereur lut : « Voilà, dit-il au tsar, un décret de la Providence qui nous dit que l'empire turc ne peut plus exister. » On pense si le tsar ouvrit les oreilles, d'autant qu'il était sourd. Et Napoléon lui apprit que, le 25 mai précédent, le sultan Selim avait été renversé du trône par une révolution militaire, et remplacé par son cousin Mustapha IV... Et il semble bien que ce jour-là les deux cavaliers chevauchèrent ensemble, plus ou moins complaisamment, la grande chimère orientale. Il faut noter aussi que Napoléon connaissait la nouvelle

depuis quelque temps, puisque, le 24 juin, il avait ordonné qu'elle fût insérée dans les journaux de Paris.

On peut donc croire qu'en en faisant part, sous cette forme, à l'Empereur Alexandre, il voulait lui donner l'impression que la France et la Russie pourraient s'entendre sur la succession de « l'homme malade ». C'était le moyen de le détacher définitivement de l'alliance anglaise et de l'amener à l'alliance de la France pour y achever le système continental.

Voyons donc les traités qui enregistrèrent ce bel accord.

Il n'y a pas moins de trois traités de Tilsit.

Le premier, patent, réduit la Prusse à l'état d'une puissance de quatrième ordre; car il lui enlève toutes ses possessions à l'ouest de l'Elbe. Vainement la reine Louise vint à Tilsit pour supplier l'Empereur de laisser à la Prusse au moins Magdebourg sur la rive gauche de ce fleuve. Il ne voulut rien céder. Il fit même écrire au traité qu'il laissait à la Prusse ce qu'il lui laissait « par égard pour Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ».

La Russie reconnaît le grand-duché de Varsovie qui sera formé des provinces polonaises de la Prusse, sous la souveraineté du Roi de Saxe. Elle reconnaît le royaume de Westphalie qui sera formé des provinces occidentales de la Prusse, en faveur de Jérôme-Napoléon qui épousera Catherine de Wurtemberg. Elle reconnaît Joseph-Napoléon comme Roi de Naples, Louis-Napoléon comme Roi de Hollande. Elle reconnaît la Confédération du Rhin, qui comprendra aussi désormais le royaume de Saxe, et ainsi s'étendra, sous la protection de Napoléon, jusqu'aux confins de la Russie.

Par le second traité de Tilsit, qui est un traité d'alliance,

mais secret, il est entendu que la Russie interposera sa médiation entre la France et l'Angleterre; si cette médiation n'aboutit pas, la Russie fera cause commune avec la France. De même, la France interposera sa médiation entre la Russie et la Turquie; si cette médiation n'aboutit pas, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte ottomane et, « les deux Hautes Parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'Empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs ». — Si !...

Mais d'abord, par les « articles séparés et secrets » du même traité de Tilsit, la Russie renonce tout de suite à la possession des bouches du Cattaro et des îles Ioniennes, s'engage à retirer ses troupes de la Moldavie et de la Valachie, et Napoléon prend immédiatement possession de Cattaro et des îles Ioniennes.

Ce n'est pas même un commencement de partage; au contraire. C'est la Russie arrêtée sur le chemin de Byzance et rejetée au delà du Dniester et de la mer Noire. C'est l'Empire français maître des rivages de la mer Adriatique et de la mer Ionienne : un pas de plus à la conquête de la Méditerranée, *mare nostrum*.

L'EMPIRE DE LA MÉDITERRANÉE

Derrière le décor de Tilsit, voici donc les réalités.

Il n'y a plus de coalition européenne. Toute l'Europe entre ou va entrer dans le système continental, c'est-à-dire,

en vérité, dans l'Empire de Napoléon; car l'Empire de Napoléon, c'est l'Europe organisée.

Le grand problème de l'histoire moderne — l'Europe sera-t-elle organisée en un système garantissant la paix, ou restera-t-elle désorganisée dans le chaos des dynasties rivales et des guerres d'équilibre ? — ce grand problème, où l'Europe se débat dans le sang depuis 400 ans, vient de faire un progrès considérable vers la solution de paix.

Toute l'Allemagne est soumise aux lois de Napoléon.

Le royaume de Westphalie, sous Jérôme et Catherine, est une école d'administration française, une colonie de l'esprit français. Il entre aussitôt dans le régime du Code, 1er janvier 1808. Profonde révolution de l'Allemagne : la fin des droits féodaux, qui y paraissaient de constitution.

La Russie, conformément au traité de Tilsit, offre sa médiation à l'Angleterre. Le Danemark est invité par Napoléon à entrer dans le système continental. La flotte anglaise de l'amiral Gambier paraît devant Copenhague, le 16 août; le Danemark résiste aux sommations. Copenhague est bombardé, la flotte danoise enlevée, 2 septembre. L'Angleterre prétend régner sur la mer Baltique. Le Danemark signe avec la France à Fontainebleau un traité d'alliance offensive et défensive. La Russie rompt avec l'Angleterre. L'Autriche, la Prusse, entrent dans le système continental.

Le Portugal, véritable colonie de l'Angleterre depuis cent ans, est sommé d'entrer dans le système continental. Il refuse. La France et l'Espagne signent le traité de Fontainebleau, et s'entendent pour envahir et occuper le Portugal.

Junot est mis à la tête d'une armée de conscrits. Il traverse l'Espagne. Le 13 novembre, le *Moniteur* annonce que la maison de Bragance a cessé de régner en Portugal. Junot

entre à Lisbonne le 30 novembre. Il a sa ligne d'étapes par Burgos, Valladolid et Salamanque.

A cette date, Napoléon est en Italie. Il y passa les mois de novembre et décembre. Il séjourna longuement à Venise. Il ne refit pas à son compte le mariage du doge avec la mer Adriatique; il eût pu lui jeter l'anneau nuptial : il la possède jusqu'à ses débouchés dans la mer Ionienne. Il accumule les vivres et les munitions à Corfou.

Il n'est pas content du gouvernement de l'Etrurie, le royaume des Jésuites et des « cafards ». Il renverse la dynastie qu'il y avait établie en 1802. Il envoie à Florence sa sœur Elisa, qui y reprendra les traditions libérales des grands ducs du XVIII[e] siècle, sinon le Mécénat des Médicis.

Le Code y porte les maximes de la philosophie constituées en lois.

Le pape est invité à venir au système continental, ce que Napoléon appelle « la Confédération de l'Europe ». « Cette petite planète ne doit pas suivre une marche rétrograde. » La petite planète Rome ne veut pas entrer dans l'orbite impériale. Le général Lemarois occupe et annexe Urbin et la Marche d'Ancône.

Miollis est à Florence. Il reçoit l'ordre d'occuper Rome. Le pape déclare qu'il s'enfermera au château Saint-Ange. Comme il voudra ! Miollis fait son entrée à Rome le 2 février 1808. Un détachement de soldats français monte la garde au Quirinal devant les appartements du Souverain Pontife.

L'Empire est fait. Il a déjà Rome.

Le tsar n'a pas tiré jusque-là autant de profit du traité de Tilsit. Il voudrait appliquer le traité secret d'alliance, qui comporte le partage de l'Empire ottoman, si la Turquie

n'accepte pas la médiation de la France. Mais elle a accepté la médiation de la France, et même un armistice, que le tsar ne ratifie pas pour n'avoir pas à évacuer la Moldavie et la Valachie. Il demande à les garder. « Soit, dit Napoléon mais alors je garderai la Silésie, en compensation »; ce serait la mort de la Prusse. Il faudra donc évacuer. L'opinion publique en Russie — elle tient toute dans l'entourage du tsar, — ne le permettra pas. Alexandre y perdrait tout crédit : dangereux pour le fils de Paul I^er^, petit-fils de Pierre III.

Crise de l'alliance, déjà. Napoléon, dans une lettre fameuse, d'une éloquence impériale, le 2 février 1808 — le jour de l'occupation de Rome — invite le tsar à l'expédition de l'Inde : on peut être en Asie le 1^er^ mai.

Le tsar aimerait mieux commencer par Constantinople. « Constantinople ? Jamais ! s'écrie un jour Napoléon, devant son secrétaire Méneval; jamais ! Ce serait l'Empire du monde ! »

On ne peut pas, quand on est César, admettre les Russes à Constantinople, aux portes de la Méditerranée, dans la Méditerranée. La Méditerranée, c'est l'Empire des Césars; elle ne peut pas être la proie des Scythes, des Daces ou des Goths, ou ce serait, comme au v^e^ siècle, la grande invasion des Barbares.

Ce n'est pas le sens de Tilsit, ni le fruit de Friedland.

XII

MADRID

D'ARANJUEZ A BAYONNE

Comme le Portugal, comme la plus grande partie de l'Europe, l'Espagne avait été gagnée au XVIII[e] siècle par l'esprit philosophique. Elle avait eu l'un des rois les plus libéraux et les plus intelligents de ce « siècle des lumières » : Charles III, arrière-petit-fils de Louis XIV, avait régné d'abord à Naples; il y avait eu pour premier ministre l'illustre marquis de Tanucci; il avait entrepris avec lui la réforme des abus et la laïcisation de l'Etat; il n'avait pas craint d'entrer en querelle avec le Saint-Siège; il avait occupé Bénévent et Ponte-Corvo, domaines de l'Eglise, restreint les privilèges du clergé, fermé un grand nombre de couvents et confisqué leurs biens. Devenu roi d'Espagne en 1759, Charles III y avait continué pendant trente ans la même politique, avec des ministres aussi « éclairés » que lui, Campomanès, Jovellanos, Aranda; il avait osé toucher aux tribunaux d'Inquisition; en 1767, il avait expulsé les Jésuites.

Il faut dire — et nul ne s'en étonnera — que Charles III et ses meilleurs ministres ne furent pas populaires; il ne s'en soucia : « Mes peuples, disait-il, sont comme des enfants; ils crient lorsqu'on les débarbouille. »

Mais sa mort en 1788 fut le signal d'une réaction passionnée : ainsi vont souvent les choses parmi les hommes. Sous l'influence d'un clergé demeuré tout-puissant, surtout du clergé régulier, l'Espagne accueillit la Révolution française avec un cri d'horreur. La confiscation des biens du clergé, la fermeture — ou l'ouverture — des couvents, la rupture avec Rome, puis l'exécution de Louis XVI, la « déchristianisation », l'intronisation du culte de la Raison en pleine église Notre-Dame, le culte de l'Etre suprême et autres inventions diaboliques, tout cela parut pire que la peste ou le choléra; il fut question d'établir un cordon sanitaire à la frontière de France. Robespierre fut considéré comme l'Antéchrist.

L'Espagne entra donc avec ardeur dans la coalition contre la France révolutionnaire : les dons patriotiques, qui produisaient alors en France 6 millions de livres, en donnèrent en Espagne 73. L'Espagne pourtant fut vaincue par les troupes républicaines; et elle fut la première à signer la paix à Bâle en 1795. Même, en 1796, elle fit alliance avec le Directoire, et ses vaisseaux se joignirent aux flottes françaises, firent campagne avec elles contre l'Angleterre.

L'alliance avec la France fut tout de suite et resta profondément impopulaire. Don Manuel Godoy, le premier ministre du roi Charles IV, qui s'était fait donner le titre de Prince de la Paix, en fut donc tenu pour responsable. Il jouissait à la cour, auprès de la reine Marie-Louise, d'une faveur scandaleuse. Ce fut le prétexte. Il porta surtout le blâme d'une politique servile et ruineuse. La défaite de Trafalgar, où disparut la plus grande partie de la flotte espagnole, fut vivement sentie, et Godoy lui-même pensa rompre avec la France.

Le Concordat de 1801 avait apaisé un moment les passions. Mais les démêlés qui ne tardèrent pas à séparer de nouveau Paris et Rome, eurent leur répercussion en Espagne. On connut les attentats commis par Napoléon contre le Saint-Siège. L'occupation de Rome, le 2 février 1808, et l'installation de sentinelles françaises devant l'appartement du Saint-Père, renouvelèrent les émotions d'autrefois.

Napoléon, surnommé le second Antéchrist, souleva plus de haine encore que Robespierre.

Tel est le fond de l'affaire d'Espagne. Il y a deux Espagnes, celle de Charles III et celle de l'Eglise. Mais la première maintenant ne compte plus. L'Espagne en ses masses populaires, sous le signe de la Croix que lèvent haut les moines, condamne Charles IV et Godoy comme indignes; elle donne sa foi au prince des Asturies, don Ferdinand; si médiocres que soient ses mérites, il est la personnification de l'Espagne en ses passions nationales et religieuses.

A l'automne de 1806, Charles IV était tombé malade. Il fallut s'occuper d'une régence éventuelle. Il se forma un parti contre Godoy qui prétendait écarter du pouvoir le prince des Asturies.

Le 27 octobre 1807, Godoy ordonna une perquisition chez le prince, à l'Escurial, saisit quelques papiers, et fit arrêter ses amis, accusés de conspiration contre le roi. Ferdinand, affolé, demanda pardon. Ses amis, traduits en jugement, furent acquittés, aux applaudissements de tous.

Alors Junot occupait le Portugal; des troupes françaises traversaient l'Espagne et se massaient sur les chemins de Madrid. Murat était mis à leur tête. Le bruit fut répandu

que le roi et Godoy avaient appelé les Français pour leur livrer l'Espagne.

Le 17 mars 1808, une furieuse insurrection éclata à Aranjuez, où étaient les souverains. Godoy, pourchassé par la foule, se réfugia dans un grenier, où on le trouva deux jours après. Le roi abdiqua. Ferdinand fut proclamé roi : il eut de la peine à sauver la vie du Prince de la Paix.

Murat arriva à Madrid le 23 mars, avec quelques cavaliers, derrière lesquels venaient d'autres régiments. Le lendemain, Ferdinand VII fit dans sa capitale une entrée triomphale : la population délirante d'enthousiasme, sans escorte, sans appareil militaire, sans la pompe ordinaire aux rois d'Espagne, il fut conduit à son palais par les bandes de paysans qui se pressaient autour de lui depuis Aranjuez, parmi la foule qui le serrait de ses embrassements, qui baisait ses étriers, jetait les capes, les sombreros et les éventails sous les pas de son cheval, parmi les vivats et les prières agenouillées, dans la poussière qui monte au soleil, parmi des acclamations qui sont des invocations : « Viva el Rey ! »

Le plus beau jour de la longue vie de Ferdinand VII : le cri profond et fervent de tout un grand peuple !...

Sur le conseil de Murat et de Godoy, Charles protesta contre l'abdication qui lui avait été imposée et sollicita la protection de l'Empereur.

Napoléon partit de Saint-Cloud le 2 avril. On annonça qu'il se rendait à Madrid à l'appel du roi. Il était à Bayonne le 15 avril et s'installait au château de Marrac.

Il allait jouer une partie difficile, quoiqu'il eût dans son jeu le roi, la reine et le valet.

Il avait envoyé Savary à Madrid. Savary et Murat expli-

quèrent à Ferdinand qu'il serait bon qu'il allât au-devant de l'Empereur. Ferdinand partit le 10 avril, sous bonne escorte, d'honneur ou de garde.

Sur la route de Burgos, on ne voit que des pelotons de cavalerie française, parmi les paysans qui ne comprennent pas, mais qui frémissent. A Burgos est le quartier général de Bessières et de la Garde impériale. L'escorte devient plus magnifique. On annonce que l'Empereur approche : on l'a signalé à Bayonne. En route donc pour Vittoria ! L'Empereur n'y est pas. On l'attend quelques jours. Savary court à Bayonne. Il revient avec une lettre de Napoléon : l'Empereur a été saisi d'une protestation du roi Charles contre l'abdication qui lui a été imposée; il faut voir cela; si l'abdication du roi a été de son propre mouvement, l'Empereur ne fera aucune difficulté pour reconnaître le prince des Asturies comme roi d'Espagne; il désire s'entretenir avec lui de cet objet et le prie de venir à Bayonne.

En même temps il écrit à Bessières : « Si le prince des Asturies vient à Bayonne, c'est fort bien; s'il rétrogradait sur Burgos, vous le feriez arrêter et conduire à Bayonne. »

Savary, Bessières font avancer les voitures. La foule se jette aux portières, coupe les traits des attelages, ne veut pas que le prince parte. Il la rassure. Les cavaliers de la Garde impériale encadrent la berline, qui file parmi les cris de colère et de fidélité : Viva el Rey !

Ferdinand est à Bayonne le 19 avril. L'Empereur le reçoit à dîner. Après quoi, Savary l'informe que pour l'Empereur le seul roi d'Espagne est Charles IV, qui sera bientôt lui-même à Bayonne : « Je suis trahi ! » dit Ferdinand, qui essaie de le crier par la fenêtre. On ferme la fenêtre.

Napoléon écrit à Talleyrand : « Cette tragédie, si je ne

me trompe, est à son cinquième acte. Le dénouement va paraître. »

Le 30 avril, Charles IV, la reine et Godoy arrivent à leur tour. Ils sont reçus en grand apparat, avec tous les honneurs dus à la dignité royale : ils en sont émus et reconnaissants jusqu'aux larmes; ils baisent les mains de l'Empereur. Le roi nomme Murat lieutenant-général du royaume.

A Madrid, les nouvelles venues de Bayonne exaspéraient de jour en jour davantage la population. Le 1er mai, un dimanche, on annonça le départ de l'infant don Francisco, un enfant de quatorze ans, la dernière garantie de l'indépendance de l'Espagne. Les paysans des environs sont venus à la ville; les faubourgs sont en fête; mais les propos se croisent dans les rues, s'échauffent, se passionnent; les imprécations éclatent contre les « Franchutes ». On commence à insulter, à molester les Français, l'agitation grandit dans la nuit.

Le 2 mai — Dos de Mayo —, c'est l'émeute, une émeute formidable; partie des faubourgs, elle gagne toute la ville: 150 Français aussitôt massacrés. Murat proclame l'état de siège : batailles dans les rues, toute la journée; beaucoup de victimes, des charges de cavalerie, des écrasements. L'ordre est rétabli. Les émeutiers arrêtés sont traduits devant une commission militaire qui opère vite: au petit matin, une fusillade sinistre annonce le châtiment exemplaire... La foule cache et nourrit sa fureur et sa haine.

A Bayonne, le roi et la reine accablèrent Ferdinand de leurs invectives, le rendant responsable de tout ce sang qui avait coulé. Napoléon menaça de le traiter comme un

rebelle. Le 6 mai, il se mit aux pieds de son père. Charles IV abandonna à Napoléon tous ses droits au trône d'Espagne.

Charles IV, la reine et Godoy allèrent résider au château de Compiègne; le prince des Asturies à Valençay, chez Talleyrand, à qui l'Empereur écrivit : « Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme et qu'on en fût sûr, cela n'aurait aucun inconvénient puisqu'on aurait un moyen de plus de le surveiller. J'ai le plus grand intérêt à ce que le prince des Asturies ne fasse aucune fausse démarche; je désire donc qu'il soit amusé et occupé. »

L'Empereur songe à tout, même au tempérament du prince. Mais ce n'est que le premier acte de la tragédie.

BAYLEN

Une junte de notables espagnols appelée à Bayonne reconnut Joseph-Napoléon pour roi d'Espagne et des Indes: ainsi Louis XIV avait mis son petit-fils sur le trône des Rois Catholiques.

Pour l'un comme pour l'autre, un trône à conquérir.

Le 6 juin, la junte « insurrectionnelle » de Séville, « au nom de Ferdinand VII, roi d'Espagne et des Indes, déclarait solennellement la guerre, et par terre et par mer, à l'Empereur Napoléon et à la France, jurait de ne déposer les armes que lorsqu'elle aurait forcé l'Empereur Napoléon à rendre à l'Espagne son roi et le reste de la famille royale, à respecter les droits les plus sacrés, la liberté, l'intégrité et l'indépendance de la nation espagnole ».

La grande route de Madrid est occupée par les troupes françaises. Bessières a son quartier général à Burgos. Dupont, au delà de Madrid, marche sur Cadix. Il prend

Cordoue le 7 juin: on lui donne le spectacle d'une Fête-Dieu comme il n'en avait jamais vu.

Joseph quitte Bayonne et s'en va vers sa capitale. Il n'est pas sans émotion; car il y a des escopettes tout le long du chemin, derrière les buissons. Le 14 juillet, Bessières est attaqué à Médina-del Rio-Seco par les bandes de Blake et La Cuesta. Il remporte une victoire complète. Napoléon se réjouit : « Cette victoire, écrit-il, décide les affaires d'Espagne. » Et il demande à Joseph la Toison d'Or pour Bessières.

Le 20 juillet, il quitte Bayonne, pour regagner Paris, par Bordeaux, Nantes.

Le même jour, Joseph entre à Madrid : entrée sinistre; fenêtres closes et balcons déserts, des haillons en guise de pavoisement : « le roi intrus »...

Le 23 juillet, Dupont est cerné dans la sierra Morena par les bandes de Reding et de Castaños. Il capitule à Baylen, avec 18.000 hommes.

Napoléon est affolé de colère. Il écrit à Davout : « Dupont a déshonoré nos armes; il a montré autant d'ineptie que de pusillanimité. Quand vous apprendrez cela un jour, les cheveux vous dresseront sur la tête. J'en ferai bonne justice. S'ils ont taché notre habit, il faudra qu'ils le lavent. » L'Empereur était cruellement blessé dans son honneur militaire, l'honneur de ses armées jusque-là inviolé : sans doute une des plus grandes douleurs qu'il ait éprouvées.

Joseph a dû plier bagages et partir, après un règne de dix jours. Il s'en va plus vite qu'il n'était venu, par Burgos. Il ne s'arrête qu'à Vittoria, logé agréablement chez la marquise de Monte-Hermoso.

La bande de Palafox n'est pas loin, fortement établie à Saragosse.

Junot est isolé à Lisbonne, ses communications coupées. Les Anglais débarquent, avec des troupes supérieures en

nombre. Les Portugais se soulèvent sous la conduite de l'évêque de Porto et de ses prêtres. Junot attaque à Vimeiro : en vain. Il capitule à Cintra à condition que les vaisseaux anglais porteront sa petite armée à Rochefort. L'honneur est sauf.

Mais le Portugal est perdu, comme l'Espagne.

L'Espagne est en feu. C'est la grande Vendée d'Espagne: « pour Dieu et pour le Roi. »

Mais encore, voici Carthage sur le continent; grave brèche dans le système de l'Empire.

Napoléon est rentré précipitamment à Paris; car, écrit-il à Joseph : « L'Allemagne, la Pologne, l'Italie, etc., tout se tient. » Tout de suite, il fait appeler la Grande Armée en Espagne... Que fera l'Europe derrière elle ?

La tempête souffle à travers le continent.

Les Russes se jettent sur la Finlande : guerre avec la Suède; la fenêtre de Saint-Pétersbourg largement ouverte sur la Baltique. Nouvelle révolution à Constantinople le 28 juillet : Mustapha IV est renversé et remplacé par Mahmoud II. Les Russes sont toujours sur le Danube. grande tentation de le passer et de marcher sur Constantinople.

Napoléon en a peur : il appelle le tsar à l'entrevue d'Erfurt, pour septembre.

Cependant la Prusse écrasée se redresse sous la vigoureuse direction de Stein. Il promulgue *l'édit d'émancipation* des paysans. Il encourage le *Tugendbund,* qui devient une puissante association patriotique. Il inaugure la grande réforme militaire où la Prusse refera ses armées. Napoléon surprend une lettre où il affirme ses espérances : « Les événements de l'Espagne font une grande sensation et démontrent ce que peut faire une nation qui a de la force et du courage. »

Napoléon exige qu'il soit expulsé de Prusse et le met au ban de l'Empire. Il se retirera en Russie.

Cependant Napoléon, qui a besoin de ses armées, consent

à l'évacuation de la Prusse, moyennant une indemnité de 140 millions. C'est son étreinte relâchée.

L'Autriche, qui, depuis Austerlitz, a reconstitué ses forces, les augmente fiévreusement sous le gouvernement de Stadion. Elle devient, écrit l'ambassadeur de France, « un immense camp militaire ». Elle en est au point, dit Stadion, de pouvoir dire : *Noli me tangere.*

Le Tyrol, une des citadelles du catholicisme, s'agite contre son administration bavaroise.

On entend dans toute l'Europe catholique les échos de « l'insurrection espagnole », ceux aussi de la persécution que souffre le pape à Rome.

Le cardinal Gabrielli, secrétaire d'Etat du Saint-Siège, a défendu toutes relations avec les officiers français et fonctionnaires du « gouvernement intrus » : « Les formules de ses serments, ses constitutions, son code, ses lois, ses actes, respirent partout l'indifférence pour toutes les religions..., et cette indifférence qui ne suppose aucune religion est pire que tous les systèmes d'impiété, et ce qu'il y a de plus injurieux et de plus opposé encore à la religion catholique, apostolique et romaine, qui est toute divine et, par là, nécessairement unique et ne peut faire alliance avec aucune autre, pas plus que le Christ ne peut aller avec Bélial ni la lumière avec les ténèbres, la vérité avec l'erreur, la vraie piété avec l'impiété. » L'Eglise contre le Code.

Le cardinal Gabrielli est enlevé et expédié dans son diocèse de Sinigaglia.

Son successeur, le cardinal Pacca, est un ennemi déclaré. Aux nouvelles de Baylen, on sent partout l'insurrection toute prête; on surprend des signes de ralliement, des mots de passe : « *Evviva Maria !* » Des vaisseaux anglais pa-

raissent devant Civita-Vecchia. Miollis veut arrêter Pacca. Deux officiers lui portent l'ordre de s'en aller dans son diocèse à Bénévent. Il refuse; ils insistent, menacent... Le pape intervient, le prend par la main et l'emmène en ses appartements, parmi les applaudissements des serviteurs : « Bravo ! il Papa ! »

De part et d'autre de Rome, les Habsbourg d'Autriche, les Bourbons d'Espagne, la grande Vendée de l'Europe : pour les trônes et pour l'autel »... La guerre révolutionnaire s'aggrave : elle va jusqu'au fond des consciences.

AU CAMP IMPÉRIAL DEVANT MADRID

Avant de retourner en Espagne avec la Grande Armée, il était urgent de voir le tsar pour assurer la tranquillité de l'Europe : dans l'universelle fermentation, qu'adviendrait-il d'une prise d'armes de la Prusse, ou de l'Autriche, d'accord avec la Russie ?

Et il ne fallait pas payer trop cher ce service. Napoléon craignit qu'Alexandre ne demandât, ou n'exigeât, ou ne prît, sans permission, Constantinople. Il fit étudier la question par Talleyrand, avec l'instruction formelle de donner au tsar d'excellentes paroles, rien d'autre : « des fantasmagories », dira Talleyrand.

Napoléon était à Erfurt le 27 septembre à neuf heures du matin, le tsar le même jour à deux heures après midi. Ils restèrent ensemble encore une quinzaine de jours.

Les fêtes furent magnifiques. Il y eut grand concours de rois, de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, dans les équipages les plus dorés et rutilants. Les grenadiers de la

garde en étaient éblouis et fiers. Ils se perdaient un peu dans l'étiquette. Un jour arrive au palais impérial la voiture du roi de Wurtemberg, un carrosse de gala, de la plus merveilleuse splendeur. La garde se prépare au triple salut : « Tenez-vous donc tranquilles, dit l'officier de service, ce n'est qu'un roi ! »

Princes et rois confondus en basses flatteries devant l'Empereur. Talleyrand dit : « Je n'ai pas vu à Erfurt une seule main passer noblement sur la crinière du lion ! »

Et le tsar ? On joue l'*Œdipe* de Voltaire devant un « parterre de rois ».

« L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux. »

Le tsar se tourne vers Napoléon et lui serre chaudement la main : quelle part de sincérité, ou d'hypocrisie ? On voudrait savoir ce qu'en pensa Napoléon.

Spectacles, chasses, revues, excursions : on consacra une journée à Weimar, où régnait la sœur d'Alexandre. Napoléon y rencontra Gœthe et Wieland. Il les entretint fort longuement et gracieusement — et ils en furent flattés —, pendant qu'Alexandre dansait. Ils furent décorés de la Légion d'honneur, le 14 octobre, anniversaire de la bataille d'Iéna.

Il y a deux Allemagnes alors, celle de Gœthe et celle de Stein, et l'Ecole de Weimar n'a pas encore coiffé le casque à pointe.

Cependant on fait un peu de politique, puisqu'on est venu pour cela. Napoléon est ravi et étonné que le tsar ne demande rien, qu'à garder la Moldavie et la Valachie. Napoléon le prie de tenir l'Autriche en observation, de sur-

veiller ses armements, de l'avertir, de la réprimander, de la contenir, s'il le faut. Le tsar donne d'excellentes paroles : ce qui est presque suffisant pour l'instant...

Mais il cause avec Talleyrand : de Talleyrand au tsar, et au représentant de l'Autriche, le baron de Vincent, se nouent des entretiens, peut-être des tractations souterraines. « Eh ! sire, que venez-vous faire ici ? » aurait dit Talleyrand à l'arrivée d'Alexandre : « C'est à vous à sauver l'Europe. »

Sauver l'Europe ? Quelle Europe ? L'Europe de l'ancien régime, — l'Europe des combinaisons matrimoniales, — l'Europe des guerres d'équilibre et de succession, — l'Europe des « secrets » profitables à quelques-uns. — Sauver l'Europe ? Par la Russie ? Imagine-t-on l'Europe sauvée par la Russie ? L'Europe sous le knout, en attendant la faucille et le marteau ?

Quoi qu'il en soit, Napoléon a pour un moment les mains libres. Il laisse, provisoirement, la Moldavie et la Valachie au tsar, et court aux Pyrénées, où la Grande Armée l'attend.

Le 6 novembre 1808, il en prend le commandement. Aux capucins de Tolosa il dit : « Messieurs les moines, si vous vous avisez de vous mêler de nos affaires militaires, je vous promets de vous faire couper les oreilles. »

Lefebvre, Victor sont à l'aile droite. Le 2 novembre, à Espinosa, ils dispersent les bandes de Blake et de La Romana, et Soult pousse sur la Corogne. A gauche, à Tudela, Lannes, Ney et Moncey dispersent les bandes de Castaños et de Palafox : « Depuis que je fais la guerre, dit Lannes, je n'ai jamais vu déroute aussi complète. » Palafox s'enferme dans Saragosse, Lannes l'assiège.

En avant, sur Burgos, et sur les défilés de Somo-Sierra,

d'où l'on tombe sur Madrid! Les défilés sont bien gardés : il y a là 9.000 hommes, sous Benito San-Juan, et la gorge est âpre et étranglée, à 1.500 mètres de hauteur.

Le colonel Piré, envoyé en reconnaissance, revient : « Impossible, Sire. » — « Je ne connais pas ce mot-là », dit l'Empereur. Et il se tourne vers l'escorte : « Enlevez-moi ça, au galop ! » C'est l'escadron de service, les chevau-légers de Montbrun, 150 cavaliers arrivés de Pologne. — « Au trot ! » Une chevauchée folle, décimée à chaque pas, par une fusillade sûre, comme à la cible.

... Les rangs se serrent, les trompettes sonnent plus furieusement... ou s'étranglent, sous les balles : « Vive l'Empereur ! » « Au galop ! » Sept minutes, 2.500 mètres de cette course à la mort... Au sommet du col il n'y a plus qu'un officier, le lieutenant Niegolowski. Mais les Espagnols ont fui. La route est ouverte.

De l'autre côté, l'Empereur rassemble ceux qui sont restés debout... Il lève son chapeau d'un large geste devant l'étendard criblé de trous. « Vous êtes dignes de ma vieille Garde. Je vous reconnais pour ma plus brave cavalerie. » L'infanterie de Victor défile en présentant les armes : « Hourrah ! Hourrah ! Vive l'Empereur! » On ne songe plus à Baylen.

Le lendemain, on est devant Madrid. Une sommation : refus. Les batteries de Sénarmont en position, quelques boulets en enfilade. Seconde sommation : drapeau blanc.

Le 4 décembre, l'Empereur décrète : « Le nombre des couvents actuellement en Espagne sera réduit au tiers. Le tribunal de l'Inquisition est aboli comme attentatoire à la souveraineté et à l'autorité civile; ses chefs sont arrêtés, leurs biens confisqués. Les droits féodaux sont abolis. Les

justices seigneuriales sont abolies. Les douanes provinciales sont abolies... »

Toute une nuit du 4 août... Mais de telles révolutions ne se font pas à coups de tonnerre; il faut qu'elles viennent des profondeurs du sol. En tout cas, un programme, la suite des réformes du siècle précédent : un puissant coup de soc dans la dure terre d'Espagne.

Le 19, Soult annonce qu'une armée anglaise, partie du Portugal sous le commandement de Sir John Moore, marche sur Burgos et menace les communications de la Grande Armée. Napoléon ordonne : « Faites mettre dans les journaux de Madrid que 20.000 Anglais sont cernés et battus. »

Il part, traverse dans la neige et le verglas les défilés de Guadarrama; il marche lui-même à pied, dans ses « grosses bottes, » accroché au bras de Duroc... Ainsi on tombe sur le flanc des Anglais. Moore se sauve comme un gibier; on le pousse, on le traque, on le touche à Astorga...

Un courrier de France : Napoléon lit les dépêches à la lueur du bivouac. Mauvaises nouvelles : l'Autriche manifestement se prépare à la guerre, elle va entrer en campagne. Il faut vite retourner à Paris. Soult achève la poursuite des Anglais; Moore est tué; mais 250 transports de l'amiral Hope emportent son armée.

Napoléon est déjà sur la route de France : « L'Europe ne sera pas encore pacifiée cette année », écrit-il à Joseph. Il est à Paris le 23 janvier.

Derrière lui, Saragosse, défendue farouchement par Palafox, par les Capucins, sous le signe de la Croix, par les moines de toute la montagne d'Aragon, enlevée enfin par Lannes, rue par rue, couvent par couvent, flambe sur ses ruines... Et ce n'est pas le dénouement de la tragédie...

XIII

WAGRAM

ECKMÜHL

Pendant que la bataille continue farouche en Espagne, l'orage s'est formé sur le Danube; il a gagné tout l'horizon, jusqu'en Russie et au delà.

L'Angleterre, maîtresse de Delhi depuis 1802, héritière de l'Empire du Grand Mogol qui s'étendait sur la plus grande partie de l'Asie, donne maintenant tous ses soins et toutes ses forces à la guerre d'Europe et au blocus du continent.

Elle revient en Perse. La mission Gardane n'a pas été heureuse. Le traité de Tilsit a fait beaucoup de peine à Feth-Ali, qui s'était tant réjoui de rencontrer Napoléon à Moscou. Une mission anglaise remplaça la mission française à Téhéran, et les approches de l'Inde se fermèrent.

Les révolutions de Constantinople ne furent pas favorables à l'influence française. Les Turcs signèrent avec l'Angleterre la paix des Dardanelles (février 1809). Pourtant ils restèrent en guerre avec la Russie sur le Danube, et le gouvernement de Londres ne le trouva point si mauvais.

Depuis l'établissement de Joseph-Napoléon à Naples, les Anglais étaient maîtres de la Sicile sous prétexte d'y pro-

téger les Bourbons : avantageuse protection. De même en Espagne : elle leur donnait l'alliance de la nation espagnole.

Les vaisseaux anglais assiégeaient tous les rivages de l'Empire, devant Brest, Boulogne, Anvers, aux bouches du Weser et de l'Elbe, dans la Baltique, jusqu'à l'entrée du golfe de Finlande, où ils surveillaient la Russie.

Mais, sauf en Espagne et Portugal, toutes ces entreprises sont encore à distance respectueuse.

C'est l'Autriche qui est devenue le centre de la résistance de l'ancienne Europe, au centre de l'Europe.

Le traité de Tilsit, qui établissait la domination de Napoléon sur l'Allemagne et l'Italie, avait donné aux cercles dirigeants de Vienne le regret de n'être pas intervenus au lendemain d'Eylau, lorsque les armées françaises étaient tenues en échec au fond de la Prusse. A voir l'Empereur s'engager dans l'affaire d'Espagne, ils pensèrent en profiter, et l'Autriche pressa ses armements. Après Baylen, ses résolutions furent prises. On trouverait à Vienne des liens avec le Saint-Siège.

Et l'Autriche devint un immense « camp militaire ». Rien de plus naturel. Forteresse de l'ancien régime, titulaire depuis des siècles de la couronne du Saint-Empire, elle avait pris position tout de suite contre la Révolution, et, depuis 1792, presque sans trêve, elle avait soutenu la guerre contre les armées de la République et de l'Empire. Sans cesse vaincue, de Jemappes à Austerlitz, elle restait l'ennemie, elle y apportait des passions acharnées.

Elle avait des amis dans la place. Metternich, son ambassadeur à Paris, y menait des amours pleines de charme, et continuait la conversation avec Talleyrand. On parlait de remplacer au timon le pilote extravagant qui allait jeter

WAGRAM,
par Horace Vernet.

L'Impératrice Marie-Louise,
par Isabey.

le navire de la France droit sur les rochers : touchantes prévenances...

Dans l'hiver de 1808-1809, on acheva les préparatifs, sans cacher davantage qu'on n'attendait que le printemps pour partir en campagne. La nouvelle impératrice, Marie de Modène, distribuait des drapeaux aux régiments. Au concert de Pâques, toute l'assistance se leva au chant de l'*Osterreich über alles !* Les femmes se firent mal aux mains à force d'applaudir.

Le 10 avril, sans déclaration de guerre, l'archiduc Charles passa l'Inn à la tête de 100.000 hommes, et envahit la Bavière, en lançant une proclamation « à la nation allemande » pour l'appeler à la guerre de la délivrance.

Toute l'Europe centrale aussitôt en feu.

Le Tyrol se soulève, sous Andréas Höfer. Le colonel Bisson, enveloppé dans la région du Brenner, capitule : autre Baylen. L'archiduc Ferdinand entre dans le grand-duché de Varsovie, avec 40.000 hommes. Joseph Poniatowski ne peut lui en opposer que 15.000 : impossible de sauver Varsovie, où l'archiduc entre le 19 avril.

L'archiduc Jean — c'est la guerre des archiducs — envahit la Vénétie; Eugène est battu à Sacile le 16 avril. Toute l'Italie frémit. A Rome on prie.

En Allemagne, l'agitation s'étend. Le colonel de Dörnberg, d'accord avec Marianne de Stein, abbesse des Dames Nobles de Homberg, tente d'enlever le roi Jérôme : pour le mettre au couvent ? Le major Schill, à la tête d'un escadron de cavalerie, sort de Berlin et essaie de soulever la Westphalie. L'incendie gagne...

L'archiduc Charles appuyé à sa droite sur la Bohême

où il a 50.000 hommes sous Bellegarde, à sa gauche sur le Tyrol où l'archiduc Louis longe les Alpes, marche droit sur Landshut, pour percer la ligne française fort étalée de Ratisbonne à Augsbourg, sur une longueur de 150 kilomètres...

Napoléon a été surpris. Il n'a pas eu le temps matériel de préparer méthodiquement, comme il faisait toujours, les mouvements et les étapes de ses corps d'armée. Le 10, il avait donné quelques ordres à Berthier : Davout est à Ratisbonne, Masséna à Augsbourg. Il ne partit lui-même que le 12. Il était le 17 à Donauwerth, juste devant Nordlingen; mais l'archiduc Charles n'était pas à Ulm : il enfonçait à ce moment son attaque en plein centre français.

Napoléon voit le danger : sa ligne crevée; de l'Allemagne à l'Italie tout s'effondrera.

De gauche et de droite, il appelle Davout et Masséna sur son centre à Tengen. Davout laisse le 65e régiment de ligne à Ratisbonne et remonte la rive droite du Danube. Il longe le front autrichien, écarte non sans peine les divisions ennemies qui approchent, rejoint l'Empereur.

La bataille s'engage. C'est la « bataille des cinq jours » : Elle rappelle les manœuvres de Montenotte à Mondovi. Le 19 avril, l'armée française achève sa concentration : l'Empereur harangue ses contingents bavarois et wurtembergeois fiers de se battre sous ses ordres.

Le 20, il les porte sur Abensberg; il arrête net l'offensive ennemie.

Le 21, il enfonce les positions autrichiennes à Landshut, avec tant de facilité qu'il se rend compte qu'il n'a sans doute devant lui, comme à Iéna, qu'une partie de l'armée autrichienne. En effet, ce n'est que l'aile gauche, sous l'ar-

chiduc Louis. L'archiduc Charles est tombé avec la masse de ses troupes sur l'aile gauche française, où est Davout.

Napoléon passe la nuit du 21 au 22 à donner les ordres nécessaires. Il prie Davout de tenir : il sera avec lui à Eckmühl le 22 à midi. Davout tient, comme il sait tenir, comme il le fallait pour assurer une décision. A midi l'Empereur, avec Lannes et Masséna, arrive de Landshut, jette ses deux corps sur le flanc de l'archiduc qui plie; les Wurtembergeois enlèvent le château d'Eckmühl.

L'archiduc Charles lâche pied, se retire sur Ratisbonne où le 65e de ligne est enlevé. Napoléon le poursuit, le presse sous Ratisbonne, est blessé légèrement au pied. Lannes force les portes de la ville. Mais, l'archiduc s'échappe sur la rive gauche et ramène son armée en Bohême au-dessus de la vallée du grand fleuve.

Ce n'est pas Ulm. Et il faudra compter encore avec les armées de l'archiduc. Cependant la route de Vienne est ouverte. Napoléon y conduit, entre le Danube et les montagnes, une « poussée torrentielle ». Masséna enlève Passau le 29, Linz le 3 mai, écrase l'arrière-garde autrichienne au sanglant combat d'Ebersberg. On retrouve les étapes de 1805, Mölk, Saint-Pölten.

Napoléon est le 10 mai devant Vienne. L'archiduc Maximilien se retire. Napoléon y fait son entrée le 13 mai, s'installe au palais de Schœnbrünn. Il y passera cinq mois...

ESSLING — LE PAPE ENLEVÉ DE ROME

Il n'a pas les ponts du Danube. L'ennemi les a détruits. Et l'archiduc Charles est là en face de Vienne, avec 100.000 hommes. Car il a concentré les contingents de Bellegarde et

de l'archiduc Louis. Il appelle toutes les forces militaires de la monarchie.

Il faut l'abattre tout de suite avant qu'il ne soit trop fort.

Rude tâche : il est couvert par le Danube en ses deux larges bras, énormes fossés de 300 et 250 mètres, avec des bancs de sable, et le fleuve est en crue, la crue de printemps, qui normalement a son maximum dans les premiers jours de juin.

A trois ou quatre kilomètres en aval de Vienne, le Danube enveloppe entre ses bras l'île Lobau, une lieue de long : le plus grand bras sur la rive méridionale, l'autre plus étroit, 80 à 100 mètres, sur l'autre rive.

On se hâte. On établit un pont de bateaux sur le grand bras. La division Boudet, la division Lassalle ensuite, passent dans l'île, balayent tous les tirailleurs ennemis qui y étaient restés. Dans l'après-midi du 20 mai, sous une couverture de fortes batteries, on jette le pont sur le petit bras. Lassalle porte sa cavalerie sur la rive gauche, dégage les débouchés. Napoléon donne ses ordres pour le passage dans la nuit.

Une crue soudaine, un mètre en quelques heures, rompt le grand pont. Napoléon hésite à continuer l'opération qui devient scabreuse. Mais le grand pont est vite réparé; sans doute il tiendra maintenant. Le matin du 21, l'Empereur fait passer 30.000 hommes, Lannes qui occupe Essling, Masséna derrière lui à Aspern.

La bataille s'engage. L'archiduc Charles a 90.000 hommes en ligne. Il manœuvre autour d'Aspern et d'Essling pour jeter les Français dans le fleuve, comme les Russes à Friedland. Napoléon presse le passage; dans la nuit du 21 au 22. il arrive à 60.000 hommes, de quoi soutenir le choc.

Terrible bataille au matin du 22. L'archiduc pèse sur Aspern pour arriver au débouché du pont, le détruire et couper toute retraite. Lannes lance sur le centre autrichien

de formidables charges de cavalerie, les cuirassiers d'Espagne, les chasseurs de Lassalle, maintient toute sa ligne d'Essling à Aspern : ce qui permettra à Napoléon d'amener de nouvelles troupes. Davout va passer à son tour; il prendra position derrière Lannes, puis à sa droite il débordera l'aile gauche de l'ennemi dont le centre fléchit...

Mais la crue du Danube monte à gros flots, comme fu-

rieux, comme si le fleuve avait pris parti contre l'Empereur, comme si les dieux étaient dans la bataille des hommes. Le grand pont est emporté, radicalement; le petit pont cède aussi; l'île même est menacée. On pourrait tenir sans doute et gagner la bataille avec les troupes qui sont engagées. Lannes et Masséna font des prodiges. L'ennemi est décimé par l'artillerie...

Mais Napoléon ne veut pas risquer sur un accident la fortune de la guerre... Il ordonne la retraite sur l'île Lobau, fait venir tous les bateaux et pontons et radeaux possibles pour assurer le repli, charge Masséna de protéger cette délicate opération.

L'archiduc a subi trop de pertes pour tirer tout le parti de la situation. Cependant il presse tant qu'il peut la retraite des Français; il les accable de boulets. Lannes est mortellement blessé : 40 ans, l'âge de l'Empereur. Masséna garde Aspern tant qu'il faut pour que tout le monde passe...

Le Danube a vaincu, non pas l'archiduc. L'Empereur tient l'île Lobau pour de nouvelles entreprises. Davout assure l'ordre à Vienne, dont la population a suivi de l'autre rive tout ce drame surhumain, applaudi son grand fleuve et répondu aux hourrahs de la rive gauche.

Toute l'Europe fut bouleversée par ces nouvelles : par le Danube ou par l'archiduc, l'Empereur était en échec.

L'insurrection reprend dans le Tyrol, et les montagnards menacent de nouveau Munich, sur les communications mêmes de l'armée française. Le duc de Brunswick-Œls a formé en Bohême la « noire légion de la Vengeance ». Avec quelques troupes autrichiennes il groupe 20.000 hommes, entre en Saxe, prend Dresde, Leipzig, chasse le roi

Frédéric-Auguste qui se sauve jusqu'à Francfort. Jérôme en Westphalie est directement menacé, et aussi par la vallée du Main et la Bavière, Napoléon peut être enveloppé autour de Vienne.

La Prusse s'agite. Le comte de Finkenstein, son ministre en Autriche, estime que le moment est venu de se prononcer. Blücher parle de s'en aller si on ne se bat pas : « Porte des chaînes qui voudra; moi, jamais ! » Scharnhost écrit au roi : « Je ne veux point descendre déshonoré dans la tombe, et je le serais si je ne conseillais pas à Votre Majesté de profiter du moment actuel pour faire la guerre à la France. Voulez-vous, Sire, que l'Autriche victorieuse vous rende vos Etats comme une aumône, ou que Napoléon victorieux désarme vos soldats comme la milice d'une municipalité ? »

Le gouvernement autrichien envoie à Kœnigsberg, où est le roi, le colonel Steigentesch. On le fête; il a gardé son uniforme : « J'en suis bien trop fier, dit-il, depuis Aspern. » Une négociation se poursuit; la Prusse va-t-elle « se prononcer ? »

Elle interroge la Russie.

La Russie est l'alliée de la France. Quelle alliée ?

Napoléon l'a priée de secourir Poniatowski à Varsovie. Elle n'en fait rien, sous divers prétextes, en affirmant les meilleures dispositions. Sur ordre de Napoléon, Poniatowski quitte la région de Varsovie et se porte en Galicie. Il proclame l'insurrection. Il est accueilli avec enthousiasme. Toute la province se donne à lui, à la Pologne. C'est le deuxième acte de la résurrection de la Pologne.

La Russie se plaint : elle ne veut pas que la Pologne soit reconstituée. Le tsar fait avancer l'armée du prince Galit-

zin : contre les Autrichiens, ou contre les Varsoviens ? Quand elle rencontre les Autrichiens, elle les ménage. ou, s'il y a quelques coups de feu, elle s'en excuse. A Sandomir, elle empêche les Varsoviens de prendre la ville. Les Autrichiens chassés de Cracovie par Poniatowski y appellent les Russes. Alliés de la France, les Russes servent la cause ennemie.

Trahison formelle : Napoléon d'abord n'a pas voulu croire à tant de duplicité; il lui faut se rendre à l'évidence : « Ce n'est pas une alliance que j'ai là ! » Il ordonne à Caulaincourt, son ambassadeur à Pétersbourg, de relever tout cela, tout en gardant les apparences les plus cordiales; car cela peut servir. Mais il sait dès lors que la Russie n'est pas avec lui.

Il n'en est pas autrement étonné; peut-il avoir des alliés parmi les souverains d'ancien régime ? Il est l'Empereur, puissant et solitaire, Moïse apportant du Sinaï révolutionnaire le Code de la loi nouvelle.

Et il poursuit sa carrière, le cerveau lumineux, le geste net, d'une volonté de fer.

Dès le printemps de 1808, il a rompu avec le Saint-Siège et décidé de prendre Rome, qui est le Capitole de sa carrière impériale.

Rien ne peut changer ce dessein.

17 mai 1809, décret, « de notre camp impérial de Vienne ».

« Les Etats du Pape sont réunis à l'Empire français. — La ville de Rome, si célèbre par les grands souvenirs dont elle est remplie, premier siège de la Chrétienté, est déclarée ville impériale et libre. — Les restes des monu-

ments romains seront entretenus et conservés aux frais de notre trésor. »

Une Consulte extraordinaire, sous la présidence de Miollis, prendra possession des Etats du Pape, préparera leur division en départements et installera à Rome un Sénat municipal de 60 membres.

Le Code civil y sera appliqué à dater du 1er juillet, au plus tard du 1er août.

L'Empereur écrit le 17 juin à Murat qui, de Naples, est chargé de surveiller les événements : « Une des premières mesures de la Consulte doit être de supprimer l'Inquisition.» Il ajoute : « On ne tolérera aucune opposition... J'aurai à Rome un palais qui fera partie de ma liste civile et qui doit être convenablement doté. »

Le décret impérial de Vienne a été communiqué au pape le 10 juin. Il dit seulement d'abord : *Consummatum est.* Ils sont enfin accomplis les desseins ténébreux des ennemis du siège apostolique. »

Puis il lance la bulle *Quam memoriam* qui prononce l'excommunication contre ceux qui ont commis, ordonné, favorisé, conseillé ou approuvé les attentats dirigés contre le Saint-Siège, quoiqu'ils brillent de l'honneur de quelque grande dignité que ce soit, quoique ce soit des personnes dignes d'être nommées spécialement ».

Napoléon se reconnaît, et se fâche. Il écrit à Murat : « C'est une excommunication que le pape a portée contre lui-même. Plus de ménagements : c'est un fou furieux qu'il faut enfermer. » Il donne l'ordre d'arrêter le cardinal Pacca et autres « adhérents du pape », et le pape lui-même en cas de nécessité.

Le 6 juillet, dès le petit matin, le général Radet se rend

au Quirinal. Il veut arrêter le cardinal Pacca. Le pape s'y oppose, est arrêté lui-même, conduit à une voiture qui l'attend : sous l'escorte de quelques cavaliers, pendant que l'*Angelus* sonne aux églises de Rome, le pape et le cardinal sont emportés sur la route de Florence.

Le cardinal Pacca fut enfermé à la citadelle de Fénestrella, le pape ramené de Grenoble à Savone.

D'un bout à l'autre de l'Europe, toutes les âmes chrétiennes furent bouleversées par un pareil attentat : c'était donc bien l'Antéchrist !

LE DANUBE DOMPTÉ
LA MANŒUVRE DU MARCHFELD

Ce jour-là même la parole est au canon, qui tonne sur les bords du Danube.

La victoire d'Eckmühl avait sauvé Eugène, que l'archiduc Jean serrait de près, et obligé celui-ci à lâcher l'Italie. Eugène, bien conseillé par Macdonald, le poursuivit à travers les montagnes, sur les routes que Napoléon avait pratiquées douze ans auparavant en marchant sur Vienne par Leoben. L'archiduc, en hâte de rejoindre son frère en Autriche, ne fit pas une grande résistance. Eugène et Macdonald le manœuvrèrent de façon à le rejeter en Hongrie. Le 26 mai, quatre jours après la bataille d'Essling, les avant-gardes de l'armée d'Italie faisaient leur jonction à Brück, près du Sœmmering, avec le reste de la Grande Armée : — un renfort de 50.000 hommes qui, presque immédiatement, réparait l'échec de la veille.

Tout de suite, l'Empereur donna à Eugène et à Macdo-

nald mission d'écarter définitivement l'archiduc Jean. Ce fut l'objet d'opérations qui aboutirent à la bataille de Raab, le 14 juin : brillante victoire de la jeune armée italienne, que Napoléon se plut à rapprocher, par la date, de celles de Friedland et de Marengo. Davout, du côté de Presbourg, gardait les passages du Danube, en aval de Vienne, Marmont arrivait de Dalmatie, ramenant quelques vieux régiments d'Austerlitz.

Les archiducs restaient dispersés, et Napoléon avait concentré tout son monde : avec les renforts venus de l'arrière, et malgré la nécessité de protéger ses communications à longue distance, il conservait une sensible supériorité numérique sur l'archiduc Charles.

Mais il fallait dompter le Danube : un travail de Titan.

Tout d'abord l'Empereur réunit l'île de Lobau à la rive méridionale du fleuve. Comme César à Bonn, quand il voulait atteindre et soumettre les Germains, il fit construire sur le Danube un pont de pilotis : — Soixante piles en bois, plus hautes que les plus hautes eaux, portèrent un large tablier capable de faire passer la cavalerie et l'artillerie aussi aisément que sur une grande route. L'ancien pont de bateaux, à trente-cinq mètres en aval, ainsi protégé contre le courant, fut destiné au service de l'infanterie: « Deux ponts aussi larges et aussi beaux que celui de Wittenberg, écrivait Napoléon au roi de Saxe, de chacun 440 toises de long. Donc le Danube ne doit pas *se* considérer comme un obstacle. »

L'île Lobau fut organisée avec un soin dont elle a conservé les traces : chaussées dans les parties basses, ponts de chevalets sur les petits canaux, magasins à poudre, fours, parcs à bétail, chais pour les vins, des vins excellents,

plusieurs millions de bouteilles empruntées aux caves des couvents de Vienne : les ponts et chemins éclairés par des lanternes.

Restait à préparer le passage du petit bras. Il ne fallait pas songer à le franchir en face d'Aspern et d'Essling où l'archiduc Charles avait construit des retranchements hérissés d'artillerie. Napoléon fit cependant de ce côté des préparatifs aussi apparents que possible pour y retenir les Autrichiens. Mais aussi, si l'on passait plus loin, à deux kilomètres en aval, il fallait le faire soudainement, avant que l'ennemi ne pût intervenir.

Difficile problème : il faut transporter de l'autre côté du fleuve 50.000 hommes en deux heures, 150.000 en quatre ou cinq heures de nuit, 40.000 chevaux, 600 bouches à feu.

On prépara de grands bacs, pour chacun 300 hommes à la fois, munis d'un plancher mobile à abattre sur le rivage: cinq bacs par corps d'armée; — derrière, quatre ponts de bateaux ou de pontons; — enfin, un grand pont d'une seule pièce, articulé, fait de bateaux liés par des poutres, aussi long que la largeur du bras à franchir, et qu'on amènera du grand bras pour réunir en un moment les deux rives par son seul développement.

Tout est prêt le 1er juillet.

« Il n'y a plus de Danube pour l'armée française », s'écrie triomphalement l'Empereur dans son 24e Bulletin de la Grande Armée.

Il n'y a plus qu'à manœuvrer l'ennemi : ce n'est rien en comparaison.

On attend une nuit favorable : cette fois Napoléon commande aux éléments et à la nature.

La nuit du 4 au 5 juillet est noire à souhait, lourde de

nuages, avec orage, tonnerre, comme il fallait. On place les ponts, on avance les bacs, on lance le grand pont... Instantanément, les hommes, les chevaux, les canons passent, dans un ordre parfait. L'Empereur passe aussi; il escalade le talus de la rive opposée, sous la pluie; il glisse : « La main, grenadier ! » Le voilà au haut ! Il a devant lui la plaine, la grande plaine du Marchfeld.

L'orage s'en va : on n'a plus besoin de lui. Le jour point.

Une formidable décharge de 113 pièces de canon écrase le village d'Enzersdorf, derrière lequel l'armée se déploie. A quatre heures du matin, sous un soleil éclatant, voici 70.000 Français sur la rive septentrionale du Danube : à droite, Davout, qui monte vers les hauteurs de Neusiedl et de Wagram; — à gauche, Masséna, collé au fleuve; — derrière, Bernadotte et les Saxons, l'armée d'Italie sous Eugène et Macdonald, l'armée de Dalmatie sous Marmont. L'Empereur galope à travers les lignes; on le voit partout : « Vive l'Empereur ! » Tout est en place : en avant !

L'archiduc a dû quitter ses retranchements d'Aspern et d'Essling. Ils lui font un appui solide à sa droite le long du fleuve. A sa gauche il tient fortement le plateau de Wagram. La bataille s'étend du fleuve au plateau en avant d'Enzersdorf. Napoléon pousse ses divisions, soutenues de grosse artillerie, de violentes charges de cavalerie, méthodiquement, irrésistiblement. Masséna à gauche gagne du terrain sur Essling. Davout a plus de mal à escalader le plateau. Napoléon y lance Bernadotte et ses Saxons. Mais Macdonald, qui est derrière, tire sur les Saxons, les croyant ennemis. Flottement, désordre. La nuit vient. La canonnade cesse. On couche sur ses positions... Napoléon au bivouac

devise avec ses maréchaux, donne ses ordres comme pour une manœuvre au Champ de Mars.

Le 6, on laisse venir l'archiduc sur Masséna, qu'il espère décoller du fleuve pour renouveler l'événement du 22 mai. Masséna tient aussi solidement qu'alors. L'archiduc s'acharne, on l'accroche, on réagit... pendant que Davout reprend son mouvement à l'autre extrémité du champ de bataille. L'Empereur le suit, au bout de sa lunette. L'heure venue, il met cent pièces de canon, sous Drouot, au plein milieu du front. Alors il est le maître du tonnerre : un roulement plus éclatant et plus redoutable que celui de l'orage. Le centre ennemi est démoli; Macdonald y enfonce une attaque d'infanterie et de cavalerie qui force l'admiration de l'Empereur; Masséna pousse à gauche. Davout enlève les hauteurs; Oudinot est à Wagram. Si l'archiduc ne cède pas, il va être débordé et jeté dans le fleuve.

Il n'est que trois heures de l'après-midi. La bataille est gagnée. Napoléon ne s'est pas couché ces deux nuits. A l'ombre d'une pile de tambours, sur une peau de tigre, il dort, pendant que son armée victorieuse refoule et poursuit les troupes de l'archiduc sur les routes de la Bohême et de la Moravie.

Le 12 juillet, l'Autriche demandait et obtenait l'armistice de Znaïm.

L'Europe domptée comme le Danube.

Il y eut encore quelques soubresauts. Les Anglais remportèrent un succès, d'ailleurs contesté, à Talavera, dans la vallée du Tage, le 28 juillet. Cela valut à Wellington la pairie. Au commencement d'août, ils débarquèrent dans l'île de Walcheren et enlevèrent Flessingue le 15 août; ils

en voulaient à Anvers. Mais ils furent pris d'une sorte de fièvre et se rembarquèrent au bout de peu de jours.

Le Tyrol fut réduit. Brunswick-Œls put coucher à Brunswick, au château de ses aïeux, mais une nuit seulement, puis se sauva jusqu'à la mer Baltique où les Anglais le recueillirent.

L'Autriche essaya de modérer les exigences du vainqueur et compta sur la Russie.

Le tsar Alexandre ne voulut pas être représenté aux négociations : pourquoi ? Il déclara en tout cas s'opposer à un agrandissement du grand-duché de Varsovie : si l'Autriche perdait la Galicie, il en voulait les quatre cinquièmes ou les deux tiers, — son « thermomètre politique » — : mais de quel droit ?

Napoléon fut content que la Russie ne s'agitât qu'en paroles.

Il força l'Autriche à en passer par ses conditions. Il lui prit la Galicie orientale, qu'il donna presque tout entière au grand-duché de Varsovie — le seul district de Tarnopol réservé à la Russie —, la plus grande partie de la Haute-Autriche, avec Salzbourg et Braunau, — la Carinthie et la Carniole, qui formèrent avec l'Istrie et la Dalmatie le Gouvernement des Provinces Illyriennes, l'*Illyricum* des Césars.

Ce fut le traité de Schœnbrünn, signé le 14 octobre. Le 13, un étudiant, Staps, avait été arrêté, porteur d'un couteau dont il voulait frapper l'Empereur. Enfantillage !

L'Autriche mutilée, comme la Prusse à Tilsit, il n'y a plus de grande puissance en Europe. La Russie n'est pas de l'Europe. L'Europe est « pacifiée », dans la paix de l'Empire, sous la loi de « l'Empereur de Rome ».

LE ROI DE ROME SUR UN LIT DE DRAPEAUX,
par Isabey.

1814,
par Meissonier.

XIV

ROME

LE ROI DE ROME

Pour fonder la paix durable, la paix qui fût une ère nouvelle, il fallait l'hérédité, l'hérédité directe, sûre, non pas l'hérédité collatérale, l'hérédité des frères ou neveux qui ne pouvait que dissoudre l'Empire au premier accident, donc l'hérédité d'un fils que l'Empereur eût le temps de former aux grands devoirs de sa charge.

Napoléon en conçut la nécessité au lendemain de Wagram, lorsqu'il vit la construction de l'Empire à peu près achevée. Il avait depuis longtemps songé au divorce. Maintenant sa résolution est prise; l'action suit aussitôt.

Le 20 novembre, Caulaincourt à Pétersbourg est chargé d'une première démarche auprès du tsar afin d'obtenir éventuellement la main de sa sœur, la grande-duchesse Anne. Mais, comme Napoléon n'aimerait pas la position sans gloire d'un prétendant évincé, le 21, l'ambassade d'Autriche à Paris est interrogée au sujet de l'archiduchesse Marie-Louise : une conversation s'engage avec Vienne.

Le 30 novembre, Napoléon informe décidément Joséphine. Elle s'évanouit. Il appelle Bausset, le préfet du palais. Bausset fait effort pour la relever; elle lui dit tout bas : « Doucement ! vous me faites mal ! » La reine Hortense vient assister sa mère.

Le 15 décembre, l'acte officiel du divorce est dressé par Cambacérès; le 16, enregistré en sénatus-consulte.

Le 9 janvier 1810, l'officialité diocésaine déclare rompu le mariage religieux. Les nouvelles de Russie sont lentes, et les premières dépêches ne font pas prévoir une réponse favorable.

Le 5 février, en effet, Caulaincourt annonce que l'impératrice douairière fait beaucoup de difficultés. Le 6, Eugène, au nom de l'Empereur, demande à Schwarzenberg, l'ambassadeur d'Autriche, la main de l'archiduchesse Marie-Louise. Schwarzenberg l'accorde. Le 7, le contrat est préparé sur le modèle de celui de Marie-Antoinette. De rapides courriers vont chercher et rapportent le consentement de l'Empereur d'Autriche.

Le 17 février, Napoléon fait approuver par le Sénat un sénatus-consulte, qui a autant d'importance dans l'histoire que celui du 18 mai 1804, et qui le complète.

Après avoir rappelé comment « les aigles impériales ont repris possession de leur antique territoire », et proclamé que « Rome, devenue une des capitales du Grand Empire, remontera plus haut qu'elle n'a été depuis le dernier des Césars », il dit :

« L'Etat de Rome est réuni à l'Empire français et en fait partie intégrante. — La ville de Rome est la seconde ville de l'Empire. — Le Prince Impérial porte le titre et reçoit les honneurs de Roi de Rome. — Il y aura à Rome un prince du sang, ou un grand dignitaire de l'Empire, qui tiendra la cour de l'Empereur. — Après avoir été couronnés dans l'église Notre-Dame de Paris, les Empereurs seront couronnés dans l'église de Saint-Pierre de Rome avant la dixième année de leur règne. »

Berthier, prince de Wagram, a été envoyé à Vienne pour épouser par procuration la jeune archiduchesse et la ramener à Paris. Elle vient par Braunau, Munich, Strasbourg, Reims.

L'Empereur a hâte de la voir. Il va au-devant d'elle à Compiègne, le 27 mars. Il y reste avec elle jusqu'au 30. Il ne semble pas qu'Iphigénie en Aulide immolée ait trop souffert du sacrifice.

Le 1er avril, le mariage civil est célébré à Saint-Cloud.

Le 2, le cortège entre à Paris par l'Arc de Triomphe que l'on construit à l'Etoile et que l'on figure avec du plâtre. La cour attend aux Tuileries. Pour la distraire, on lui sert une collation. Metternich, chancelier d'Autriche, prend son verre, et, à la fenêtre au bas de laquelle la foule est massée, il le lève en disant très haut : « Au Roi de Rome ! » — Abdication du Saint-Empire devant le Grand Empire. Le mariage religieux est célébré dans la chapelle du Louvre...

L'Empereur veut un fils. Il lui faut un fils. Il aura donc un fils.

Le 20 mars 1811, aux Tuileries, naissance du Roi de Rome. L'Empereur dit : « Maintenant commence la plus belle époque de mon règne. » — Au Sénat : « Les grandes destinées de mon fils s'accompliront. » — A Joséphine : « J'espère qu'il remplira sa destinée. »

L'enfant fut baptisé le 9 juin en l'église Notre-Dame. L'Empereur, après que l'eau sainte eut été versée sur le front du petit Roi, le prit dans ses bras et le présenta à l'assistance, c'est-à-dire aux peuples de l'Empire.

C'est le sacre de la dynastie; mieux, le sacre de la paix. Le berceau veut la paix. Dans ce berceau il y a la paix du monde.

Le poète fait dire alors à l'Empereur : « L'avenir est à moi ! »

L'Empereur n'avait pas cet orgueil. Il savait « comme on fonde ». Il savait aussi comme il est difficile de fonder la paix...

Pour lors l'Empire vit, travaille, grandit dans la paix. Les assemblées législatives sont réduites au silence. Le Conseil d'Etat continue son magnifique labeur. Le Sénat enregistre les volontés du maître. De même, au temps des Augustes : pourtant jamais Napoléon ne lui demanda de délibérer sur la sauce d'un turbot.

La presse est réduite au silence. Il n'y a plus que quatre journaux et ils ne disent que ce qui est permis par le gouvernement.

L'opinion publique est-elle représentée par Chateaubriand ? ou par Madame de Staël, fille d'un Genevois, mariée à un Suédois, puis à un Italien ?

Les « philosophes » se plaindraient de ne plus pouvoir philosopher. Mais Napoléon est un autre philosophe; par lui, la philosophie, « l'idéologie » du XVIII[e] siècle est descendue des nuées et des propos de salons dans le Code et dans les racines de la terre de France.

Les catholiques sont ses pires ennemis désormais. Qu'importe ? Ce n'est pas leur opposition qui le fera tomber.

Le paysan travaille sur le sol affranchi des redevances féodales. L'industrie se développe plus qu'elle n'a fait depuis Colbert, et Napoléon lui donne les soins les plus assidus. Dans les jours du baptême du Roi de Rome, il approuve les rapports qu'il a commandés sur la culture de la betterave à sucre. Il encourage l'industrie mécanique: « Dire qu'il est préférable d'employer des machines, c'est

dire que le soleil donne plus de lumière qu'une bougie. » La population, de 1801 à 1815, dans les pays de l'ancienne France, passe de 27 à 29 millions.

Il fait de Paris une capitale impériale, aux traits classiques, venus de la Rome des Césars. Il dessine de la place de la Bastille à la place de l'Etoile la voie sacrée, dont il eût voulu corriger la légère déviation à l'endroit du Louvre et de la place de la Concorde. En tout cas, il la menait de la cité des Rois au vaste quartier qui allait être la Ville Impériale. Il la faisait passer devant l'Arc de Triomphe du Carrousel, devant la Colonne de la Grande Armée, devant le Temple de la Gloire prêt pour les grandes fêtes de la Victoire, et la conduisait, par les Champs-Elysées, jusqu'à l'Arc de Triomphe de l'Etoile haut dressé sur le nouveau Paris.

Et là, sur la colline de Chaillot, au bout de la Voie Impériale, signe de tant de gloire, il voulait élever le Palais du Roi de Rome, vaste comme celui des Rois à Versailles, en façade sur le pont d'Iéna et le Champ de Mars qui avait vu la fête de la Fédération du 14 juillet 1790, avec des ménageries, des faisanderies, et pour jardins tout le Bois de Boulogne, jusqu'au delà de Bagatelle, la promenade du petit Roi...

L'EMPIRE CONTRE LES BARBARES

L'Empire est construit sur une même image.

Jadis Napoléon l'avait conçu sous une forme fédérale, et il avait associé ses frères à l'organisation de son système continental. Ils n'ont pas compris sa pensée; ils l'ont trahie.

« Je n'ai pas eu, disait-il à Sainte-Hélène, le bonheur de Gengis-Khan en ses quatre fils qui ne connaissaient d'autre rivalité que de le bien servir. Moi, nommais-je un roi ? Il se croyait aussitôt *par la Grâce de Dieu*. Ce n'était plus un lieutenant sur lequel je devais me reposer; c'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper... Si, au lieu de cela, chacun d'eux eût imprimé une impulsion commune aux diverses masses que je leur avais confiées, nous eussions marché jusqu'aux pôles; tout se fût abaissé devant nous; nous eussions changé la face du monde; l'Europe jouirait d'un système nouveau; nous serions bénis... »

Qui sait ? Du moins il est bien vrai que ses frères ne l'ont point servi et qu'il fut obligé de reprendre leurs trônes pour garder l'Empire. Il n'avait pas conquis tant de gloire et demandé à la France tant de sacrifices uniquement pour changer ici ou là quelques dynasties, pour remplacer les Bourbons par les Bonapartes, pour servir la fortune du « clan » ! Il dut surveiller Joseph, qui tentait de se rapprocher des insurgés d'Espagne, — Murat qui avait sa politique personnelle à Naples, et qui en vint à dénoncer le blocus continental (en attendant mieux) ; — Louis abdiqua parce qu'il ne voulait être que roi de Hollande, par la grâce de Dieu; — Jérôme se contentait de présider joyeusement aux fêtes du carnaval de Cassel.

Triste spectacle en cette grande histoire que la conduite de la « famille ».

Quand même, pour son fils, pour l'Empire de l'Europe, l'Empereur poursuivait son grand œuvre.

L'Europe nouvelle se dessine sous la main du puissant architecte.

France, Italie, Allemagne de la Confédération du Rhin,

Provinces illyriennes, départements réunis tout le long de la mer Adriatique, la plus grande partie de l'Europe s'organise dans les mêmes cadres administratifs, sous les lois du même Code, selon le principe de l'égalité civile et de l'abolition des privilèges personnels : — frontières à peine marquées où fermentent les aspirations nationales éveillées par la Révolution française.

Arrachée par le système continental à la suprématie industrielle de l'Angleterre, l'Europe nouvelle, à l'entrée de l'ère du machinisme, commence à assurer son indépendance économique. Sous la tutelle de la France, dira-t-on ? Oui, d'abord. Mais la France était alors l'Empire; ce sont toutes les provinces de l'Empire qui bénéficient plus ou moins de cette activité pleine de promesses : c'est le nord de l'Italie, Milan et Venise, la Belgique, les pays rhénans; et les foires de Leipzig et de Francfort, et les chantiers d'Anvers ont montré alors les premiers signes de leur prospérité contemporaine.

L'Empereur d'ailleurs leur a donné des voies d'intérêt général. Il a commencé les travaux du canal du Rhin au Rhône, ceux du canal de la Baltique. Il a ouvert les grandes routes du commerce, indiquant le tracé des voies transcontinentales d'aujourd'hui : route du Mont-Cenis sur Turin, Gênes, Florence, Rome, — route du Simplon, sur Milan, Venise, vers Trieste et l'Illyrie, — route de Mayence et Francfort sur Erfurt, Weimar, Dresde, Posen, Varsovie, — route de Wesel sur Hanovre, Berlin, Danzig.

Des voies impériales, romaines, artères de la circulation de tout le système continental, grands traits du plan de l'Empire en construction.

Peu de chose à faire, semble-t-il, pour finir.

Il ne faut pas en juger d'après les événements qui se sont produits deux ans plus tard; il ne faut pas faire d'anachronisme; il faut se tenir à la date de 1810-1811, le plus près possible de la pensée de l'Empereur : elle vaut la peine de cet effort, et mérite cette justice.

Il prétend réduire l'Angleterre à l'impuissance.

Pourquoi pas ? Wellington tient le champ de bataille de l'Espagne; il a la grande vertu anglaise de la ténacité; *iron duke;* il arrête Masséna devant les lignes de Torres-Vedras (octobre 1810)... Mais l'Angleterre à elle seule n'aurait jamais renversé l'Empire, et elle ne fut pas très éloignée du désastre.

Les décrets du « blocus continental » s'acharnaient sur elle; le décret de Trianon (5 août 1810) frappait les denrées coloniales de 50 p. 100 de droits *ad valorem;* les décrets de Fontainebleau, en octobre, ordonnaient la destruction de toutes marchandises fabriquées en Angleterre. Ses manufactures, faute de débouchés, ne fabriquaient plus. Elle avait des milliers de chômeurs. Ses matelots se révoltaient dans les ports. Napoléon institua un système de licences : permis de vendre à l'Angleterre, non d'acheter, pour lui soutirer son encaisse métallique. Elle s'effraya; elle querella les Etats-Unis, qui prétendaient accroître leur commerce très lucratif avec le continent de l'Europe; elle allait se trouver en guerre avec eux.

Napoléon n'était pas encore de force à reprendre le dessein de Boulogne et à réparer Trafalgar. Patience ! Il faisait abattre des bois dans les forêts; il faisait construire partout des navires. Il aurait en 1812, 1813 au plus tard, des flottes plus nombreuses que celles de l'Angleterre. Il la battrait sur son élément. Il avait des agents en Syrie, en

Egypte, Nerciat, Boutin. C'est à Pharsale, à Actium, qu'autrefois César et Octave avaient gagné l'empire de la Méditerranée. Il la chasserait de la Méditerranée, où elle est intruse : *mare nostrum, nostra mater...*

Le 31 décembre 1810, le tsar Alexandre promulgua un oukase qui, dénonçant le blocus continental, ouvrait la Russie aux marchandises anglaises, dont en vérité la Russie ne pouvait plus se passer : signe de la sujétion économique où l'Angleterre avait jusque-là tenu la plus grande partie de l'Europe.

Mais la décision du tsar était plus grave : elle faisait le plus grand tort à la France, elle était aussi clairement que possible une rupture avec la France, une déclaration de guerre.

La raison ? — La Pologne.

La Pologne est ici, et dans les siècles, une des pierres angulaires de l'édifice européen, comme la Grande Roumanie d'aujourd'hui, comme la Grèce nouvelle quand elle aura recouvré Constantinople : — la Barrière de l'Est. La mort de la Pologne, *finis Poloniæ*, avait été un assassinat de nation, le dernier méfait de l'Europe monarchique; elle ouvrait à la Russie le chemin de la plaine allemande, la voie des invasions.

Napoléon a vengé ce crime. Il veut sauver l'Europe, l'Europe nouvelle, l'Europe des nations, de l'invasion russe, dont il a la hantise, de ce que Michelet va appeler « le choléra asiatique ». Il ne veut pas que les Russes descendent à la Méditerranée, viennent, en débouchant des Détroits, inonder l'Europe de barbarie. Il suit sur la carte la « ligne des Wisigoths », quand, au IVe siècle, par les Balkans, par l'Italie et la Gaule méridionale, par l'Espagne, ils renver-

saient l'empire romain, saccageaient Rome et condamnaient la Méditerranée, l'Europe, à des siècles de barbarie.

Barbarie ? Un mot, un prétexte ?... Barbarie pourtant, une société toute fondée sur le servage, ce servage russe, où les pauvres moujiks, en leurs isbas de bois, servent les boyards et le tsar en troupeaux qui ne connaissent que le commun labeur, les communs outils, les communs greniers, sans la moindre notion de la terre acquise en propre, de l'outil individuel adapté à la main de chacun pour l'œuvre de choix. — Barbarie, ce mysticisme des steppes infinies où la conscience individuelle s'endort et où se préparent, faute de cette résistance, toutes les entreprises de terreur : le plus grand péril que puisse courir la civilisation, la pire menace au travail libre qui est la loi et le mérite de l'homme.

Napoléon eut le sens clair et le pressentiment pénétrant du péril russe. Il l'avait dit au Sénat dès le lendemain d'Iéna.

Il fut obligé d'y parer. Dès le printemps de 1811, le tsar fut sur le point d'attaquer. Il avait envoyé Adam Czartoryski en Pologne, pour tâcher d'y préparer un mouvement en faveur de la Russie; car la Pologne est slave, comme la Russie. Le tsar espérait la retourner contre Napoléon. Alors Kamenski remportait sur le Danube de brillantes victoires; il avait franchi le grand fleuve, paru devant Choumla, au sud des Balkans, à 200 kilomètres de Constantinople.

Le tsar avait la Finlande. Il pensait s'entendre avec la Suède. Il comptait sur la Prusse et l'Autriche qui avaient vengeance à prendre. Il comptait sur le Tyrol, sur l'Allemagne, sur les populations italiennes, sur l'Espagne..., sur Talleyrand. Il comptait renverser sous un galop de Co-

saques — comme autrefois sous le galop des Huns — l'édifice nouveau, encore fragile, que Napoléon bâtissait sur le Code des droits de l'homme et sur les aspirations nationales...

Czartoryski échoua dans sa mission. Il vit que la Pologne ne répondrait pas à l'appel du tsar, que la Pologne avait tout son dévouement au service de Napoléon, parce que la Pologne est l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie. Ce jour-là encore la Pologne sauva l'Europe.

Alexandre renonça à l'offensive, non à la guerre.

Napoléon consacra toutes les forces militaires de l'Empire, du système continental, à écarter l'immense danger qui est toujours le cauchemar de l'Europe : toute l'Europe en une seule armée; car toute l'Europe ici est solidaire; — reverra-t-on jamais si grand spectacle ?

La Russie à Constantinople, à Varsovie : que serait l'Europe ? Cosaque ?

Napoléon fit son devoir de « bon Européen », comme dira Nietzsche : il voulait « l'Europe unie pour être la maîtresse du monde ». Disons seulement : l'Europe unie pour ne pas périr. Il dressa le plan grandiose de la guerre nécessaire, inévitable. Il y appela, de gré ou de force, la Prusse, par le traité du 24 février 1812 : elle lui donna un contingent de 25.000 hommes, sous le général Yorck. Il y entraîna l'Autriche: il crut lui avoir fait comprendre qu'il fallait à tout prix arrêter les Russes à la « barrière du Danube », sinon au Dniester. Il enrôla les contingents italiens, allemands, dans les cadres de l'armée de France.

Contre le flux dont la Russie a menacé l'Europe, il prépare le reflux de l'Europe, pour fermer à jamais à la Russie barbare les antiques voies des invasions.

Ce sera la « dernière guerre », la « guerre européenne ». Après la victoire, sans doute assurée par de pareils moyens, il pourra conduire au Capitole de Rome le plus grand et le plus juste triomphe de l'histoire : le plus haut sommet de l'épopée.

LE CHEMIN DE ROME

Rome l'attend.

Car voici qu'approche la dixième année du règne, où le sénatus-consulte a fixé la date du couronnement de l'Empereur en l'Eglise Saint-Pierre de Rome.

Il y est le maître déjà, comme les Césars.

« Je suis de la race des Césars, disait-il alors à Maret, et de la meilleure, de ceux qui fondent. »

Il en sécularise toute l'administration, supprime les couvents, sauf quatre, qu'il conserve pour les besoins de la bienfaisance publique, il renvoie les moines dans leurs familles. Dans l'Empire, il y a des diocèses de plus d'un million d'habitants. Ici il y a trente évêques pour 700.000 habitants : soit un pour 20.000 ou 25.000. Il en supprima d'abord 19; il voulait les ramener à quatre ou cinq.

Il renoue la chaîne des temps, c'est-à-dire retrouve les temps de l'empire romain, quand les papes n'étaient que les chefs spirituels de l'Eglise catholique et que les empereurs gouvernaient Rome par leurs préfets. Car Jésus-Christ a dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde. »

Voici de nouveau la Rome impériale; « elle remontera plus haut qu'elle n'a été depuis le dernier des Césars ».

Elle ressuscite d'entre les ruines. Napoléon fait dégager « les monuments des anciens Romains ». On déblaie le Forum de ses « immondices ». On aménage au Pincio les « Jardins du Grand César », ainsi nommés par Napoléon lui-même : que voulait-il dire ? On prépare l'établissement de ceux du Palatin, où il est question d'élever un monument à l'Empereur. Il y a beaucoup mieux à faire : tout simplement retrouver les palais de Tibère et d'Auguste.

Un architecte romain, tout pénétré du souvenir des empereurs d'autrefois, propose de construire un grand palais impérial sur le Capitole. Napoléon ne le permet pas : il ne faut pas écraser le Forum.

Mais il va venir pour le couronnement. Il lui faut un palais.

Le Vatican ? Non; il est hors de Rome puisqu'il est au delà du Tibre.

Le Quirinal ? Il est petit, et en mauvais état.

Il faut s'en contenter. Plus tard, on pourra peut-être l'agrandir, en le joignant au Palais Barberini par un portique au-dessus de la rue des Quatre-Fontaines, et ses jardins pourront s'étendre, à travers ceux de la villa Ludovisi, *Collis hortorum*, jusqu'aux Jardins Borghèse, au delà du mur d'Aurélien : curieuse ressemblance avec le dessein de faire du Bois de Boulogne le jardin du Palais du Roi de Rome !

En attendant, on fait les réparations les plus urgentes au Quirinal. On y installe les appartements de l'Empereur, — les appartements de l'Impératrice, — les appartements de réception : Thorwaldsen, Ingres, y travaillent, — les appartements du Roi de Rome, au rez-de-chaussée, de plain-pied avec les jardins.

Tout doit être prêt, dit l'Empereur, au printemps de 1812.

Il approuve les devis de l'architecte Sterni, revus par Fontaine, en septembre 1811.

Quand il viendra, quel sera son geste ? Le geste qui marquera l'histoire dans les siècles ?

Couronnement à Saint-Pierre de Rome, second sacre ? A quoi bon? Sans doute le sacre de l'Empire romain, après celui de l'Empire français, — le sacre du Roi de Rome, afin que son nom soit à l'abri des épreuves et qu'il ait le temps de prendre la succession impériale.

Quel geste sous la coupole de Saint-Pierre ? — Toute guerre finie, par le refoulement de la Russie, l'Empire achevé, ce sera la Paix : — l'Empire, c'est la Paix, pourvu qu'il soit achevé, — la grande Paix romaine, la paix de la civilisation méditerranéenne, la paix classique, comme au temps où Auguste fermait le Temple de Janus, *Pax Romana* pour des siècles de travail et de prospérité.

Un projet de médaille en donne le signe : *Aquila redux*, — l'aigle de retour au Capitole...

Le geste n'a pas été fait. La médaille n'a pas été frappée... Voilà pourquoi l'Europe se débat depuis dans une anarchie sanglante, dans l'inquiétude des invasions barbares, à la recherche d'un équilibre impossible, impuissante à fonder la Paix...

QUATRIÈME
ÉPOQUE

NAPOLÉON

XV

MOSCOU

« *LA POLOGNE EXISTERA DONC !* »

« Qu'est-ce que le nom d'Empereur ? disait un jour Napoléon. Un mot comme un autre. Si je n'avais pas d'autre titre que celui-là pour me présenter devant la postérité, elle me rirait au nez ! »

Sans doute : et il sera plus grand mort que vivant.

Le 2 janvier 1812, Napoléon écrit au comte de Cessac, ministre directeur de l'administration de la Guerre : « Je vous envoie pour votre gouverne l'organisation de la Grande Armée. »

Treize brigades de cavalerie légère, six divisions de réserve de cavalerie : on rassemble partout tous les chevaux qu'on peut trouver. — Quatre corps d'armée : Davout à Hambourg, Oudinot à Munster, Ney à Mayence, Eugène à Trente pour venir ensuite à Augsbourg et Nuremberg, avec la jeune et glorieuse armée d'Italie. — Puis, Bessières et la Garde impériale, — une « immense artillerie » que commande Eblé. — Le 1er février, Berthier est nommé major-général.

Le 15, ordres de marche : — Davout sur Stettin, — Oudinot sur Magdebourg et Berlin (le 8 avril, le roi de Prusse

passera la revue de ces troupes). — Ney sur Erfurt, Eugène avec lui.

Puis, le 5e corps sous Poniatowski, — le 6e sous Gouvion-Saint-Cyr, — le 7e sous Reynier avec ses Saxons, — le 8e, armée de Westphalie, sous Jérôme, — le 9e, en arrière, sous Victor, — le 10e sous Macdonald, avec le contingent prussien du général Yorck. — Plus, les 30.000 Autrichiens de Schwarzenberg.

En tout, 700.000 hommes : ce n'est pas l'armée d'Austerlitz; celle-ci est plus lourde en main; naturellement : c'est l'armée de toute l'Europe.

Lentement, silencieusement, par étapes sans fatigue, tout va se ranger, d'un jour à l'autre, le long de la Vistule, sur la ligne Danzig, Thorn, Varsovie. — La date de l'entrée en campagne : fin juin, lorsque l'herbe sera poussée.

Le 30 avril, le tsar envoie une note exigeant l'évacuation de la Prusse et de tous les états prussiens : c'est donc la guerre.

Le 9 mai, Napoléon quitte Paris, avec Marie-Louise. Il est à Mayence le 11, regarde un moment la ligne du Rhin, — le 13, Wurzbourg, — le 16, Dresde, où le roi de Saxe lui donne les appartements d'Auguste II le Fort.

Quinze jours à Dresde.

Il y reçut les hommages des princes allemands. L'empereur et l'impératrice d'Autriche y vinrent, furent traités comme des hôtes, dans leur propre empire d'autrefois, l'archiduc héritier ne vint pas. On l'excusa sur sa timidité : Napoléon répondit qu'il se fût chargé de le « dégourdir » en moins d'un an. Le roi de Prusse y fut aussi, mais ne resta que deux jours, — et les grands-ducs de Saxe-Weimar, de Mecklembourg, de Wurzbourg, — foule de ministres,

de conseillers de cour, d'officiers et de chambellans, — encadrés de gardes suisses avec la hallebarde, le tricorne et la perruque à trois marteaux.

Pourtant la réception conserva, par la volonté de l'Empereur, un caractère d'intimité familiale : chasse, opéra, concerts. Il essaya de plaire à l'impératrice d'Autriche; il ne semble pas qu'il y ait réussi; elle fut éblouie du luxe dont il avait entouré le cortège de Marie-Louise : une profusion de diamants, de bijoux, de coffrets et d'écrins, — les merveilles de l'industrie française.

Il y eut, pour finir, un dîner de gala, où Napoléon reçut à sa table cette Allemagne princière. Tous s'en montraient grandement flattés, et l'huissier annonçait : — Leurs Altesses le Grand-Duc et la Grande-Duchesse de Saxe-Weimar, — Leurs Majestés le Roi et la Reine de Saxe, Grand-Duc et Grande-Duchesse de Varsovie, — Leurs Majestés Impériales Apostoliques l'Empereur et l'Impératrice d'Autriche... Une longue attente, dans le silence... Alors : « L'Empereur ». Et tous ces bustes inclinés : — Le dernier hommage de l'Europe à son maître.

Le vendredi 29 mai, à 3 heures et demie du matin, grand cliquetis de sabres heurtés et traînés sur les pavés, de chevaux piaffants : l'Empereur monte dans sa berline de voyage, et, au galop, s'en va vers l'est.

Il n'est plus que le chef d'armée, pour une formidable bataille de quatre ans, — la grande tempête de l'Europe nouvelle, cent ans avant celle d'hier, qui la continue...

Par Posen, Thorn, Danzig, Kœnigsberg, il arrive au Niemen. Il a passé des revues tout au long du chemin, mesuré sa force.

Il étudie les abords du fleuve qui le sépare des plaines

russes. Il fixe le lieu du passage, en amont de Kovno, au-dessus du confluent de la Vilia, qui vient de Vilna.

On passe le 24 juin. L'Empereur y préside du haut de la colline, au milieu de son état-major, sa silhouette découpée sur le ciel chargé de nuages, taille ramassée, petit chapeau noir, longue redingote tombant sur les flancs du cheval blanc, sur les grosses bottes... Les rangs innombrables des soldats s'allongent devant lui, se serrent aux ponts, s'étalent sur la rive russe; un cri continu, cadencé, lointain, qui est comme le souffle de cette armée : « Vive l'Empereur ! »... Il fredonne *Malbrough s'en va-t-en guerre*... L'orage éclate : tonnerre, éclairs, pluie torrentielle pendant des heures ; l'Empereur ne bronche pas : est-ce que ses grenadiers ne sont pas aussi sous l'averse ? L'eau dégoutte sur son habit, des bords détrempés de son chapeau : *Malbrough s'en va-t-en guerre*... Le soleil reparaît. On est sur l'autre rive, en Russie.

« Qui vive ? dit une voix derrière les sapins. — France ! » Un coup de fusil. Riposte de vingt pistolets. Un galop de quelques Cosaques, et le bois retombe dans le silence. L'armée russe est là : on ne la voit pas.

Le 28 juin, Napoléon entre à Vilna sans coup férir.

Il y reçoit M. de Balachof, ministre russe de la police, qui lui remet une lettre d'Alexandre : le tsar est prêt à une négociation moyennant l'évacuation préliminaire de tout le territoire russe : — recul impossible.

Il garde M. de Balachof, même à dîner : il aime son allure, la franchise de ses propos, et Balachof a la réplique. « Il y a beaucoup d'églises dans votre pays, dit l'Empereur, beaucoup trop : on n'est plus dévot maintenant. — Sire, on l'est encore en Russie, comme en Espagne. » L'Empereur

croit l'émouvoir : « Quel est le meilleur chemin pour aller à Moscou ? — Chez nous, Sire, il y a, comme chez vous, un proverbe qui dit que tous les chemins mènent à Moscou : Charles XII avait pris par Pultava. »

L'Empereur quand même le traite fort bien : cela le changeait des platitudes.

Ce même 28 juin à Varsovie, la diète du Grand Duché se réunit dans la salle du Sénat, sous la présidence du prince Adam Czartoryski, père du ministre du tsar. Elle entendit l'appel du comité qui lui proposait de proclamer la Confédération de la Pologne, c'est-à-dire la résurrection de la Pologne intégrale. Toute l'assemblée et les tribunes éclatèrent en acclamations; des larmes coulaient dans tous les yeux : « La Pologne existera donc ! » Alors, dans les sonneries de cloches, à toutes volées, dans les salves d'artillerie, l'acte de Confédération, rétablissant le royaume de Pologne, fut décrété dans un applaudissement unanime; les tribunes arborèrent les couleurs nationales. Le maréchal de la Diète rappela les grandes époques de l'histoire polonaise, promesses d'une autre grandeur.

Le président du conseil exécutif demanda que la Diète et la population tout entière allassent porter aussitôt leurs remerciements et leurs prières à la Providence. A la cathédrale, toute la ville, d'un seul mouvement, parmi les cris de joie et les embrassements : on y entendit le plus solennel, le plus émouvant *Te Deum,* et l'hymne de saint Ambroise, en présence de l'ambassade de France et des corporations de métiers, parmi les cris de « Vive l'Empereur ! »

Adam Czartoryski, le ministre du tsar, adhère lui-même à la Confédération de Pologne et s'excuse d'être obligé de

BALTIQUE
Riga
Mittau
Memel
Tauroggen
Tilsit
Kovno
Vilna
Kœnigsberg
Pregel
Prusse
Vilna
Smorgoni
Grodno
Niemen
Pultusk
Narew
Bug
Varsovie
Vistule
Pinsk
Marais
Pripet
de Pinsk
Drissa
Duna
Polotsk
Vitebsk
Studzianka
Smolensk
Borizov
Minsk
Bobruisk
Bérésina
Dniepr
Orcha
Mohilev
Krasnoé
Valoutina
Volga
MOSCOU
Borodino
Moskowa
Wiasma
Winkowo
Malo-Iaroslavets
Oka
Kalouga
Orel
Desna
0 50 100 200 K.

quitter le service de la Russie : « Le nom de Pologne est décisif pour moi ! »

28 juin 1812, résurrection de la Pologne, par la grâce de Napoléon : — grande date quoi qu'il arrive, car en histoire rien ne se perd.

Napoléon en fit porter la nouvelle « à tire d'aile » à Constantinople : — Pologne, Turquie, la barrière de l'Est devant l'immensité des steppes russes.

Le 28 mai, en voyant venir la Grande Armée de France, le tsar de Russie avait fait sa paix avec la Turquie, par le traité de Bucarest : — il rendait au sultan la Moldavie et la Valachie et ramenait ses troupes sur le Dniester. Il abandonnait le chemin de Byzance : — autre fruit de la guerre à peine commencée; elle sauvait la Turquie et, pour longtemps, elle écartait la Russie de la Méditerranée. Car tout effort a sa récompense.

LA MOSKOWA
AU KREMLIN DANS L'INCENDIE

Il y avait des tiraillements dans l'état-major russe, entre les partisans de la résistance ou même de l'offensive, et ceux de la retraite à la manière des Scythes : éternelle histoire, opposition de tempéraments.

Barclay de Tolly commandait sur la Duna, en face de l'invasion. Bagration était fort loin de lui, du côté de Varsovie, où il aurait voulu enfoncer une vigoureuse attaque sur les communications de l'adversaire. La présence de Napoléon à Vilna et la masse énorme de ses troupes de seconde ligne rendaient ce mouvement périlleux. La seule

position de Bagration dans cette direction l'était déjà suffisamment.

Napoléon pensa le punir de cette imprudence. Jérôme commandait trois corps d'armée entre Varsovie et Bialistok, face à Bagration. Napoléon lança Davout vers Minsk, sur les derrières de Bagration, pour lui couper la retraite. L'opération fut bien amorcée. Davout prévint les Russes à Minsk. Mais Jérôme ne serrait pas Bagration d'assez près pour l'encercler. L'Empereur, pour assurer le succès de la manœuvre, donna à Davout le commandement de toutes les forces qui y étaient employées. Grande colère de Jérôme : un roi peut-il être mis sous les ordres d'un maréchal, fût-il duc d'Auerstædt ? Il s'y refusa, rentra en Westphalie. Il y trouva de plus agréables distractions, auprès de la princesse de Löwerstein; il eut même l'idée du divorce : il s'agissait bien de cela !

Cependant Bagration s'était échappé par un long détour au sud de Minsk, et était venu se ranger à la gauche de l'armée russe, établie dès lors tout entière entre Vitebsk et Smolensk, de la Duna au Dniéper.

On a dit que le génie militaire de Napoléon s'était trouvé embarrassé, dilué, pour ainsi dire, dans les immenses plaines de la Russie, qui échappaient à la portée de sa lunette. Bien plutôt, il faut constater qu'il se trouva là en présence d'un nouveau système de guerre, inspiré de la nature du pays et de l'expérience du passé : le refus de la bataille, le repli, la guerre d'usure. Sans doute cette méthode, peu coûteuse dans le steppe russe, s'imposait devant les forces considérables amenées par Napoléon : — Grande leçon ! terrible ennemi, celui qui se dérobe.

Napoléon veut saisir, étreindre l'armée russe. Elle lui

échappe. Il la poursuit, il s'y épuise, et, tout le long du chemin, sème ses effectifs, consomme ses vivres.

Il la vit rangée de Vitebsk à Smolensk. Il pensa la déborder en longeant son front jusqu'au Dniéper. Il le franchit à Krasnoé, le remonta sur la rive gauche, et jeta une violente attaque sur les divisions de Bagration, pour les tourner au-delà de Smolensk.

Smolensk, ville sainte : la porte de la Russie de Moscou. On y vénère la Madone Odiguitria. Bagration obtint de Barclay qu'on défendrait Smolensk, au moins qu'on la ferait payer cher. Ce fut une effroyable bataille qui coûta beaucoup aux deux adversaires. Les Russes se retirèrent enfin. Ney fut lancé après eux. Ils se retournèrent à Valoutina, lui firent encore beaucoup de mal, et échappèrent même à la cavalerie de Murat.

Fallait-il aller plus loin ? Ne valait-il pas mieux rester à Smolensk, et faire cette fatigante campagne en deux ans?... Mais Marmont venait de se faire battre par Wellington aux Arapiles, et l'on pouvait craindre une prochaine offensive anglaise aux Pyrénées. Il fallait donc se hâter. D'ailleurs que faire à Smolensk ? Murat annonce alors que l'armée russe s'est arrêtée, et qu'elle semble prendre des dispositions pour livrer bataille, pour défendre les foyers et les sanctuaires de Moscou qui ne sont pas loin derrière elle.

On s'informe de plus près : les renseignements sont exacts. Il s'est produit en effet du côté russe un puissant mouvement d'opinion; il y a paru impossible de reculer toujours et de livrer aux envahisseurs les icones et les tombes des ancêtres. Le tsar a donné le commandement suprême au vieux Kutusoff, que la Russie appelle comme

un sauveur. On ne livrera pas Moscou sans combat. Peut-être ne vaincra-t-on pas; sûrement on infligera à l'armée ennemie des pertes considérables; on lui rendra la victoire aussi coûteuse que possible, qu'une défaite... Il n'y a pas une telle différence entre ce système et le précédent.

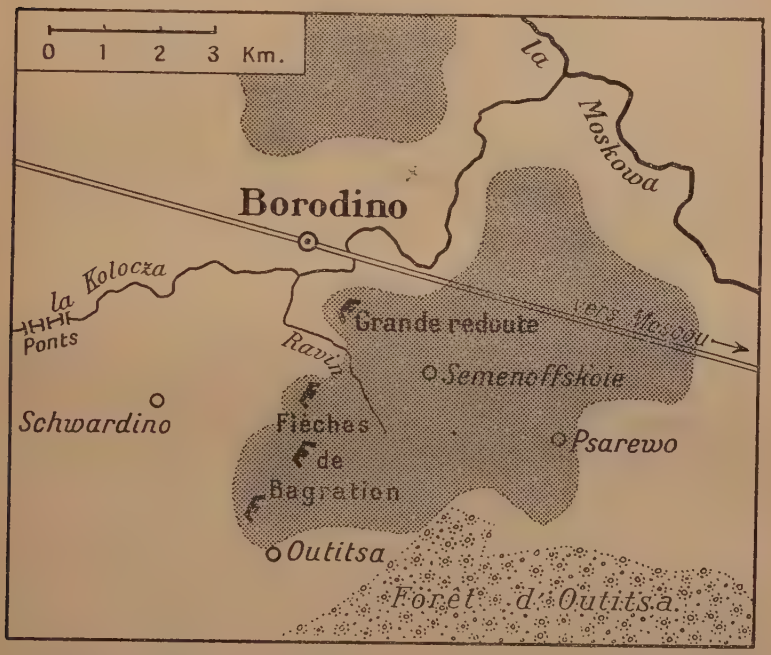
Kutusoff prit de fortes positions au sud de Borodino sur la Moskowa. Il y construisit des retranchements bien garnis, la Grande Redoute, les flèches de Bagration, celles-ci confiées aux troupes de ce vaillant soldat.

Les deux armées se trouvèrent affrontées le 6 septembre, toutes deux prêtes à se battre le lendemain. Les Russes se mirent en prières. Les popes passèrent dans leurs rangs, les excitant à la défense de leurs temples, de leurs saintes images, ils leur montrèrent la Madone de Smolensk qui avait échappé miraculeusement au cruel ennemi de la Russie...

Napoléon avait reçu, quelques jours auparavant, le portrait du Roi de Rome, que l'impératrice avait demandé à Gérard à son intention. Il l'admira beaucoup. Il le fit installer sur les tambours devant sa tente, et le fit voir à ses généraux, à ses grenadiers...

Au matin du 7, il attaqua les Russes. Eugène, à gauche, enleva Borodino et se trouva au bas de la Grande Redoute; Davout à droite, avec Poniatowski, esquissa un mouvement débordant qui devait avoir pour conséquence d'acculer les Russes à la Moskowa. Mais il fallait d'abord enlever les flèches de Bagration. Napoléon y jeta Ney et Murat, et Morand, et Friant : — atroce bataille, mêlées sanglantes, boucheries... Deux fois, grâce à la supériorité militaire des divisions françaises et à l'expérience consommée de leurs chefs, le front russe fut percé; deux fois, Ney et Murat, qui

se battaient comme des géants d'épopée, prièrent l'Empereur de leur envoyer la Garde pour achever de démolir les lignes russes. Mais elles se reformaient sans cesse, se renforçaient derrière des tas de cadavres... Des hécatombes



affreuses de part et d'autre... Au soir, Davout ayant gagné du terrain, les Russes se replièrent, en bon ordre, vaincus pour avoir cédé le champ de bataille, fiers pourtant de la lutte qu'ils avaient soutenue, conscients d'avoir bien défendu la patrie : — 90.000 hommes hors de combat, dont 60.000 Russes, mais aussi 30.000 Français. Ney fut fait prince de la Moskowa.

Rostopchine, gouverneur de Moscou, eût voulu qu'on la défendît, comme Smolensk, rue par rue, et qu'on y écrasât l'armée française, fût-ce sous les ruines, sous les pierres des églises. Kutusoff ne voulut pas; il laissa Moscou à Napoléon.

Le 14 septembre au matin, Napoléon vit Moscou devant lui : « La voilà donc enfin, dit-il, cette fameuse ville ! Mais il était temps ! » Il y entra le lendemain. Il prit possession du Kremlin. Il jouit de cette conquête unique : jamais Moscou n'avait vu l'ennemi.

Dans la nuit, l'incendie éclata sur divers points, et tout de suite prit d'inquiétantes proportions, même autour du Kremlin. L'Empereur dut s'en aller; il se retira pour quelques jours au château de Petrowskoié, aux portes de Moscou : « Cela, dit-il, présage de grands malheurs ! » Il eut le vertige, devant le gouffre.

... La nature, les dieux s'en mêlèrent. Le vent d'équinoxe se leva furieux et porta le feu d'un quartier à l'autre, ravageant dans un cataclysme inouï les maisons de bois de l'immense cité, dévorant presque toutes ses ressources.

Napoléon rentra au Kremlin. Il fit offrir la paix au tsar : — pas de réponse. Il envoya Lauriston au quartier général de Kutusoff, pour lui demander de finir cette guerre : « Elle n'est pas commencée, » dit Kutusoff. Il consentit à un armistice de quinze jours, pour attendre la réponse du tsar : — pas de réponse.

Cependant le tsar s'alliait avec l'Angleterre, avec Bernadotte devenu prince royal de Suède, formait une armée du Nord, qui, sous le commandement de Wittgenstein, se porta de Pétersbourg vers la Duna, sur le flanc gauche de l'armée française; l'armée de Moldavie, sous Tchitchagoff, armée

du Sud, remontait le Dniéper, sur le flanc droit de l'armée française. Ces deux armées tendaient l'une vers l'autre : si elles se rejoignent, les communications de l'armée française seront coupées, et Napoléon sera pris...

LA BÉRÉSINA

Napoléon quitta Moscou le 19 octobre. Il était temps; il était même tard. Derrière lui, Mortier fit sauter le Kremlin.

Il essaya de prendre du côté du sud une route nouvelle. Kutusoff l'arrêta à Malo-Iaroslavets, où le contingent italien fut presque complètement détruit. Une charge de Cosaques pénétra jusque dans l'entourage de l'Empereur : il les vit dans les yeux...

Kutusoff a lancé une proclamation à ses troupes : il ne faut pas qu'un seul Français sorte de Russie. Il leur donne le signalement de Napoléon : il faut le prendre. Mort ou vif, en effet, tout de suite, il ne s'agit plus pour l'Empereur que d'échapper à la lance des Cosaques ou à la captivité... Fin de carrière ?

On reprend la route de Borodino; on passe sur le champ de bataille d'hier : un immense cimetière, sous des nuées de corbeaux. On annonce la conspiration de Malet : — étrange aventure où deux ou trois prisonniers évadés ont failli en quelques heures renverser le gouvernement et le régime.

Le 6 novembre, la neige, la neige russe, infatigable, un linceul infini. Le 12 novembre, on a déjà 18° au-dessous de zéro ; on aura 24°, 25°.

On pense se refaire à Smolensk. Il y a là des vivres, vite épuisés.

Mais il ne faut pas s'arrêter. Les Cosaques sont en avant. Kutusoff lui-même : il va fermer la route. Il faut marcher encore, tout de suite, dès le 14.

Et voici les deux effroyables semaines de cette fin de novembre, dans la neige, la glace ou le dégel, le verglas, sous les lances des Cosaques, dans les incendies des villages, des voitures, des convois, qu'il faut détruire, qu'on brûle pour ne pas mourir de froid. Des scènes de l'enfer, à chaque pas : un calvaire de 800 kilomètres.

On est sorti de Smolensk en trois échelons : — d'abord, Napoléon et la Garde; Kutusoff les laisse passer, il craint un coup de boutoir; — puis, Eugène et Davout : Kutusoff leur barre la route à Krasnoé; bataille; l'Empereur se retourne, pour assurer le passage derrière lui; on passe, en laissant du monde; — enfin Ney, avec 6.000 hommes : Kutusoff barre la route; on prendra au moins le prince de la Moskowa, ce qui annoncera une proie plus glorieuse encore. Napoléon continue sa marche; il le faut bien : il croit Ney perdu.

Ney laisse venir la nuit. Alors il emmène sa troupe sur le lit gelé d'un affluent du Dniéper, puis le long de la berge du fleuve. On écarte les rôdeurs du bois... On rejoint trois jours après l'Empereur, qui tombe dans les bras du maréchal.

A Orcha, le 19, on quitte le Dniéper, pour regagner la Bérésina à Borizow. Les nouvelles sont très mauvaises : Wittgenstein a franchi la Duna; il pousse devant lui les forces françaises, qui ont de la peine à couvrir la route par où se fait la retraite. Et Tchitchagoff a échappé à Schwarzenberg, qui d'ailleurs ne cherche qu'à se retirer sur

Varsovie, et il remonte la Bérésina; peut-être arrivera-t-il à Borizow avant l'Empereur.

L'Empereur fait brûler ses papiers : irréparable perte pour l'histoire. Sans doute ils avaient une importance particulière; peut-être renfermaient-ils le secret de ce cerveau. Il nous faut faire plus d'efforts pour traverser « l'auréole » où il a voulu envelopper sa pensée.

A Bobr, des courriers arrivent de l'avant: « Ils y sont ! » dit l'Empereur; c'est-à-dire : les Russes sont à Borizow, le seul pont où l'on puisse franchir la Bérésina, qui est profonde et roule des glaçons.

On brûle les drapeaux. On forme autour de l'Empereur un « escadron sacré », de 150 officiers supérieurs, sous le commandement de Grouchy. On lui fera un chemin, à la pointe de l'épée... A quoi bon ? On ne passera pas la rivière : l'Empereur est donc pris !

Napoléon jette Oudinot sur Borizow. Tchitchagoff, sous cette attaque violente, fléchit, lâche Borizow : Napoléon y entre le 25. Mais impossible de traverser la rivière : plus de pont, et les Russes dominent la rive opposée... Est-ce la fin ?

Le général Corbineau accourt : il a trouvé à quelques kilomètres au nord, à Studzianka, un gué sur la Bérésina; on y pourrait construire un pont de pilotis.

« C'est donc encore mon étoile ! » dit l'Empereur.

Il laisse devant Tchitchagoff la division Partouneaux. On remonte sur Studzianka. En hâte, les pontonniers d'Eblé enfoncent des pilotis dans le gué, posent les poutres, installent les tabliers. Trois ponts établis en quelques heures. Et le salut est une question d'heures. Wittgenstein arrive, et son artillerie tonne sur l'armée française; Kutusoff est par

derrière, heureusement ne se presse pas trop; Tchitchagoff va venir.

Le 27, on commence à passer : Napoléon et la Garde sont sur l'autre bord. Tchitchagoff arrive, on le refoule; Wittgenstein est là, on le contient. Les boulets tombent sur les ponts, sur les foules misérables qui s'y précipitent, qui s'y cramponnent, sur les fourgons chargés de malades et de blessés... On passe tant bien que mal. On laisse bien du monde dans la rivière.

Les Russes n'ont pas eu l'Empereur !... Très éprouvés eux-mêmes, ils poursuivent péniblement ce qui reste de la Grande Armée de France : seulement les bandes de Cosaques qui rôdent autour, comme des loups sur la trace d'un convoi.

Des scènes de l'enfer : — grenadiers à longues moustaches couverts de pelisses, de chasubles de popes, ou de peaux de bêtes, ou de grands châles, ou de jupons de femmes, ou de couvertures de cheval avec un trou au milieu pour la tête, les pieds dans des peaux de mouton attachées avec de la paille, — les cendres d'un bivouac : des cadavres tout autour, des Cosaques qui les pillent, des Juifs qui achètent aux Cosaques leurs prises et les payent en faux assignats de la Banque russe; — un homme mort, les dents enfoncées dans un ventre de cheval; — un autre, encore vivant, arrache à pleines dents les entrailles d'un cheval mort; — un autre mort de froid dans le ventre d'un cheval mort où il s'est enfermé pour se réchauffer; — des cadavres sur des caissons, qu'il faut bien laisser sur le chemin, où la neige les ensevelit; — des corps raidis, contractés dans la mort, les bras levés, les poings fermés, tendus contre le ciel...

A Vilna, verglas sur la route : impossible de hisser au haut de la colline les voitures qui portent le trésor de l'armée. On éventre les coffres; les soldats se jettent sur les tas d'or, emplissent leurs poches, leurs casques, leurs bonnets... Un hourrah de Cosaques : bataille sur le verglas, farouches corps-à-corps, l'or dans le sang... Le prince de la Moskowa, le fusil au poing, couvre de son héroïsme épique les derniers jours de la Grande Armée.

A Smorgoni, le 5 décembre, l'Empereur, enveloppé dans une épaisse pelisse verte, et sur la tête un gros bonnet fourré, est monté dans un traîneau, sous le nom de Rayneval, accompagné seulement de Duroc, Caulaincourt, et d'un officier polonais, capitaine Wousovitch, qui sera l'interprète et qui a l'ordre de tuer l'Empereur d'un coup de pistolet s'il était pris... Il s'en va, à travers toute l'Europe, vers la lointaine France...

Fin du premier acte de ce grand drame en cinq actes, dernier morceau de l'épopée : Moscou, Leipzig, Fontainebleau, Waterloo, Sainte-Hélène.

XVI

LEIPZIG

LES « MARIE-LOUISE »

Le traîneau de l'Empereur le porta à Varsovie sain et sauf, après une course de cinq jours et cinq nuits.

Il se plaignit que la Confédération de Pologne n'eût pas produit une insurrection générale, une levée en masse, qui l'eût aidé surtout à écarter les nuées de Cosaques.

Premier effet du désastre : la Pologne remise au tombeau, le tombeau russe, sous le knout, encore pour cent ans. Adam Czartoryski retourna après du tsar. Napoléon garda le cœur de la Pologne, et d'admirables dévouements, Marie Walewska, Joseph Poniatowski...

Il passa quelques heures à Dresde : — le temps d'écrire au roi de Prusse et à l'empereur d'Autriche, pour leur demander de nouveaux contingents, afin de contenir la Russie et de consolider le système continental, selon les traités de février et de mars. — Excellentes réponses de part et d'autre. A Berlin même, on parla d'une alliance de famille entre le prince royal et une princesse française. Hardenberg déclara que la Prusse serait la constante alliée de la France, pour être « sa barrière du Nord ». Et l'Empereur d'Autriche envoya Bubna à Paris, puis Schwarzen-

berg, sans doute pour les mesures à prendre afin de barrer la route aux Cosaques.

Cependant, après quelques jours de répit, les débris de l'armée française, sous le commandement de Murat, se retiraient à l'ouest du Niemen. Ils y furent recueillis par le X[e] corps, de Macdonald, où servait le contingent prussien du général Yorck. Les Russes entrèrent en Prusse. Beaucoup parmi eux, et Kutusoff lui-même, estimaient la guerre finie et ne voulaient pas aller plus loin. Mais la famille impériale russe était d'origine allemande, Holstein-Gottorp; et le tsar était entouré d'Allemands, Stein, Wittgenstein, Diébitch, Arndt, qui n'avaient souci que de se servir de la force et de la victoire russes pour « délivrer l'Allemagne ». Le tsar n'avait à la bouche qu'un cri de colère : « Napoléon ou moi! Moi ou lui ! Nous ne pouvons plus gouverner à côté l'un de l'autre! » — Guerre à outrance, jusqu'à Paris, pour venger Moscou !

Yorck, qui faisait l'arrière-garde de Macdonald, se trouva séparé de lui par des troupes russes. Il ne fit aucun effort pour les percer, et, le 30 décembre, il signa avec Diébitch la Convention de Tauroggen, où il se mettait, de sa propre autorité, dans la position de la neutralité. Macdonald en danger dut se retirer sur la Vistule. Kœnigsberg tomba aux mains des Russes. Stein y fut maître.

Schwarzenberg, de bonne heure, avait ramené son contingent sur Varsovie. Il eut de Vienne l'ordre de ne rien faire contre les Russes, de se détacher peu à peu du commandement français, de se retirer sur la Galicie, sur Cracovie, même en Bohême, en entraînant avec lui la petite armée polonaise de Poniatowski.

Il signa à cet effet la Convention de Zeycz avec Kutusoff, le 30 janvier. Elle fait le pendant de celle de Tauroggen; elle est même plus grave, étant le fait du gouvernement autrichien lui-même, et non pas seulement d'un général indiscipliné.

Poniatowski s'accrocha de toutes ses forces à la position de Varsovie, puis à celle de Lodz. Il ne voulait pas quitter sans la défendre la terre de la patrie. Il lui fallut suivre. Les Autrichiens ne lui permirent pas de rester même à Cracovie, et le dirigèrent sur la Bohême, où il s'arrangea pour rejoindre les Français derrière l'Elbe...

Murat était retourné à Naples, roulant déjà dans sa tête des calculs coupables. Eugène dut ramener les troupes françaises jusqu'en deçà de Berlin : — la Pologne tout entière livrée aux Cosaques par l'Autriche. L'Autriche redoublait et aggravait le crime d'autrefois : ces crimes appellent le châtiment.

Les Russes étaient entrés à Berlin triomphalement. Le roi de Prusse, délivré des garnisons françaises, se rendit à Breslau où avait commencé de se former l'armée de Silésie. Le moment était venu d'établir les bases de l'alliance avec la Russie : la Russie voulait la Pologne, elle l'avait déjà; la Prusse espérait la domination de l'Allemagne, mais elle ne l'avait pas encore. Pourtant on s'entendit, sur des formules forcément vagues. Et il ne fallait pas inquiéter l'Autriche, risquer de la rejeter dans les bras de Napoléon.

Ce fut le traité de Kalisch, du 1er mars : il comporte du moins une alliance étroite entre la Prusse et la Russie.

Le tsar vint à Breslau le 15 mars. Voici les deux souverains de Prusse et de Russie désormais botte à botte, sur le chemin de Paris, *nach Paris*. Ils chevauchent de compa-

gnie; — de même, pour un siècle, l'Allemagne prussienne et la Russie : le serment de Potsdam.

Le 17 mars, la Prusse déclarait la guerre à la France.

Le même jour, Yorck faisait son entrée à Berlin; il y fut accueilli par des acclamations folles.

Le roi Frédéric-Guillaume III institua l'ordre de la Croix de fer, pour l'anniversaire de la reine Louise, dont il portait le deuil, ainsi que toute la Prusse. Il proclama la levée en masse. On ouvrit des souscriptions patriotiques : « de l'or pour du sang ». Ce sont les grandes heures de la Prusse: elles annoncent cent ans de gloire; elles reprennent la tradition de Frédéric II et du Roi-Sergent.

Stein conduit cette révolution de l'Allemagne par la Prusse. Il veut l'unité allemande, au profit de la Prusse, puisque la Prusse seule en est capable. Il répète le cri d'Arndt, son ami : « Le Rhin n'est pas une frontière, il est un fleuve allemand. » Il faut rejeter la France au delà de la Meuse, la rayer de la liste des grandes puissances.

C'est la naissance du Reich, l'Etat allemand, grossissement de l'Etat prussien. Il prend toute son énergie dans la haine de la France : là est le fond de l'âme prussienne, sinon de l'âme allemande. On y retrouve le culte d'Arminius, Hermann, la vieille haine germanique, nourrie au fond de la forêt hercynienne, envieuse des riches pays de la Méditerranée : l'ennemie née, implacable, de l'ordre romain.

Où sont les légions de Varus ?

Napoléon est rentré à Paris le 15 décembre.

Son apparition soudaine en sa capitale produisit sur toute l'Europe un effet prodigieux, et obligea bien des trahisons à se cacher encore.

Il vit la situation périlleuse, non désespérée. Wellington n'avait pas tiré parti de sa victoire des Arapiles; il avait même été refoulé sur la frontière du Portugal. Les Etats-Unis venaient de déclarer la guerre à l'Angleterre, et ils triomphaient déjà de quelques succès sur mer.

Il considéra les suites de l'affaire Malet. Il eut conscience de la fragilité du régime impérial, qui ne reposait que sur son autorité et son prestige personnel. Il voulut le consolider pour le cas de sa mort; car il allait risquer sa vie avec la même tranquillité qu'au pont d'Arcole. Il alla trouver le pape à Fontainebleau. Par prières, ou par menaces, *comediante, tragediante,* il lui fit signer le Concordat du 25 janvier 1813 : ses articles n'importent pas, il n'a pas été ratifié. Mais il parut être une réconciliation du Pape avec l'Empereur. On parla du couronnement et du sacre du Roi de Rome, du couronnement et du sacre de Marie-Louise, qui prendrait la Régence pendant que l'Empereur irait se battre... Car il faut se battre.

D'abord il faut soutenir Eugène, qui n'a plus qu'un squelette d'armée, en face des masses russes et prussiennes.

Tout de suite il prend les 140.000 hommes de la levée de 1813 qui sont dans les dépôts. Il mobilise les cent cohortes de la Garde nationale, 100.000 hommes de 22 à 27 ans, qui expriment le vœu, plus ou moins spontané, de servir hors des frontières. Les princes de la Confédération du Rhin lui fournissent 50.000 hommes. Il fait une levée rétroactive de 100.000 hommes, une levée anticipée de la classe de 1814. Beaucoup de réfractaires; aussi beaucoup de dévouements : on part en grognant; on va se battre et mourir en criant : « Vive l'Empereur ! »

Au printemps, Napoléon dispose d'une armée de

350.000 hommes instruits, de 100.000 autres dans les dépôts. C'est la nouvelle armée de France, presque entièrement composée de jeunes soldats, les émouvants « Marie-Louise ». En mars, elle est dressée sur l'Elbe et la Saale, entre Magdebourg et le plateau de Bohême, au cœur de l'Europe.

LUTZEN, BAUTZEN, DRESDE

Stein, dans son entreprise de révolution allemande, était venu à Dresde. Le roi Frédéric-Auguste quitta sa capitale, se retira à Plauen, puis à Ratisbonne, se mit en contact plus étroit avec le gouvernement autrichien, vint à Prague...

Napoléon partit de Mayence le 26 avril. Il arriva sur la Saale par Weimar et Naumbourg. Les Alliés, Prussiens et Russes, longeaient le plateau de Bohême, dans la pensée de tourner l'aile droite française. Napoléon passa la Saale à Weissenfels : ses jeunes troupes reçurent le baptême du feu avec un sang-froid qui fit l'admiration de Ney.

Le 2 mai, l'Empereur engagea la bataille à Lutzen. Il dirigea le prince Eugène à gauche vers Leipzig. Sur Lutzen, tenu solidement comme pivot, il voulut manœuvrer la droite ennemie, la déborder, et acculer la masse dans la montagne. Les Alliés firent le même calcul : ils portèrent tout leur effort sur la droite française, pour enlever le village de Kaya. Ney, Macdonald, Marmont, avec la Garde, brisèrent toutes les attaques de Blücher, et le mouvement d'Eugène allait envelopper le centre ennemi : le tsar et le roi de Prusse, malgré Blücher, donnèrent l'ordre de la retraite. Ils se retirèrent au delà de l'Elbe.

Napoléon entra à Dresde le 8 mai. Il y devait rester cinq mois. Il invita le roi de Saxe à y revenir; il alla au-devant de lui, et le ramena dans son palais.

Les Alliés s'étaient reformés sur la Sprée, avec des troupes de réserve venues de Silésie. Napoléon les y rejoignit. Ils avaient élevé des retranchements importants autour de Bautzen,

L'Empereur résolut de les aborder de front, pour les retenir. Il chargea Ney, avec 60.000 hommes, d'exécuter un vaste mouvement autour de leur aile droite et de se rabattre plus loin sur leurs communications. La lutte fut chaude le 20 et le 21 mai. La Sprée fut franchie de vive force par Oudinot, Macdonald, Marmont. Ney brisa les lignes de Blücher, mais hésita un moment à pousser son attaque à fond. Blücher put être renforcé, pendant que le reste de l'armée ennemie se dégageait, non sans peine et de grosses pertes, et se retirait derrière l'Oder.

Les Alliés n'étaient pas encore de force à dominer Napoléon sur le champ de bataille; mais ils avaient appris, par la crainte qu'il leur inspirait, à lui échapper à temps.

Deux belles victoires, non décisives, mais suffisantes à démontrer que Napoléon avait repris l'initiative. Le désastre de Russie était réparé.

Pourtant, le vrai vainqueur de Lutzen et de Bautzen, ce fut Metternich; en ce sens qu'il fut dès lors le maître de la situation politique. Les Alliés avaient besoin de lui; il leur imposa donc ses conditions. Napoléon espéra garder le concours, ou du moins la vraie médiation de l'Autriche, qui n'avait pas intérêt à accroître la puissance de la Russie en Pologne, ni celle de la Prusse en Allemagne.

Il lui fallut bientôt se rendre compte que l'Autriche était

décidément, aveuglément, son ennemie, qu'elle avait résolu de prendre à son heure le parti de la Prusse et de la Russie, et qu'elle n'avait, avec Metternich, pas d'autre politique que la revanche de ses défaites : l'Autriche allait être jusqu'au bout, même jusqu'au suicide, l'ennemie naturelle de la Révolution, la citadelle de la Restauration, de l'ancien régime.

Après Bautzen, elle propose un armistice et sa médiation... Ainsi elle sauvait les vaincus. Napoléon dut accepter; car il avait l'armée autrichienne dans son flanc droit sur le plateau de Bohême.

Il y eut, à la faveur de cet armistice, quelques semblants de négociations, mais bien plutôt une ardente préparation d'hostilités, pour un choc qui devait être décisif.

Napoléon eut une entrevue avec Metternich à Dresde. Il lui fut facile d'y connaître ou d'y deviner les exigences de ses ennemis : — la Russie et la Prusse voulaient la destruction de la Pologne et de la Confédération du Rhin; — l'Autriche voulait reprendre sa prépondérance d'autrefois en Italie, sur le chemin de Rome; elle réclamait la restauration de la papauté. — Que si Napoléon avait dès lors capitulé, renoncé à la Pologne, à l'Allemagne et à l'Italie, il lui aurait fallu subir ensuite les conditions de l'Angleterre, qui, victorieuse alors, 21 juin, à Vittoria, portait les troupes de Wellington sur la Bidassoa. Or l'Angleterre dès lors ne cachait pas sa volonté de rétablir l'indépendance de la Hollande et d'imposer à la France, sur la rive gauche du Rhin, une frontière qui désarmerait Anvers; en d'autres termes, elle voulait ramener la France à ses anciennes limites.

A Dresde déjà, Napoléon défend l'intégrité territoriale de la France, sa frontière naturelle et républicaine, le Rhin.

Il se fait à lui-même, il se répète le serment qu'il a juré sur les Evangiles le jour de son sacre : « de maintenir l'intégrité du territoire de la République ». Il ne s'agit plus de l'Empire, il s'agit de la France en sa frontière nécessaire.

Du 14 au 27 juin, la Prusse, la Russie, l'Angleterre... et l'Autriche médiatrice, s'accordèrent à Reichenbach sur les grandes lignes de leur coalition : — formules encore théoriques —, car les intérêts ne sont pas faciles à concilier — en tout cas le gouvernement de Londres tient tout sous ses subsides —, et il en voudra pour son argent — : 666.666 livres sterling à la Prusse pour une armée de 80.000 hommes; 1.333.333 livres sterling à la Russie pour une armée de 150.000 hommes.

Bernadotte, prince royal de Suède, hier maréchal de France, beau-frère de Joseph-Napoléon, devient aussi le mercenaire de l'Angleterre. Il vient à Trachenberg pour prendre part aux conférences des états-majors alliés; il amènera une puissante armée par le nord. Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, appelé par le tsar, vient à son service.

On essaie de gagner le Danemark. Bernadotte propose de marier son fils Achille avec la fille du roi Frédéric VI. Celui-ci répond qu'il aimerait mieux « tordre le cou » de la princesse, et il resserre son alliance avec Napoléon par le traité de Copenhague.

Murat a eu des velléités de défection. Napoléon l'appelle au commandement de sa cavalerie; il accourt : « Ne doutez jamais, sire, de mon cœur; il vaut mieux que ma tête. »

Congrès à Prague ? Il n'y eut pas même une séance d'ou-

verture. L'Autriche n'avait voulu que gagner du temps afin que son armée de Bohême, sous le commandement de Schwarzenberg, fût de force à donner le coup de grâce à l'armée française...

L'armistice est rompu le 10 août.

L'Empereur est à Dresde. Immobile, il voit venir au loin trois armées ennemies, très supérieures en forces à ce qu'il a désormais : l'armée du Nord, sous Bernadotte, qui a son quartier général à Berlin; — l'armée de Silésie, sous Blücher, qui quitte ses positions de l'Oder; — et l'armée de Bohême, sous Schwarzenberg, la plus nombreuse, la plus proche et la plus menaçante.

Le 16 août, il part, court sur Blücher, le bat sur la Katzbach. Alors Schwarzenberg entreprend l'opération que l'Empereur prévoyait : — il descend l'Elbe par les défilés de l'Erz-Gebirge et marche sur Dresde avec la plus grande partie de ses troupes. Napoléon se retourne, longe le plateau, en plein sur les communications des Autrichiens, envoie Vandamme dans les défilés, se rabat sur Dresde et inflige à Schwarzenberg une défaite écrasante; Moreau est tué à côté du tsar.

Napoléon pousse un cri de triomphe : — il semble qu'en quarante-huit heures — 26-27 août — il ait étouffé la coalition et qu'il soit de force encore à lui dicter sa loi... Mais il n'avait plus assez de monde pour tirer tout le profit de ses admirables conceptions militaires, et partout où il n'était pas, les ennemis l'accablaient sous le nombre.

Le 23 août, Oudinot fut battu par Bernadotte à Gross-Beeren. Ney accourut à son secours et eut le même sort à Dennewitz. Blücher reprit l'offensive sur la Katzbach et refoula Macdonald. Vandamme, enveloppé dans la mon-

tagne de Bohême, fut obligé de capituler à Kulm. En huit jours, la victoire de Dresde eut perdu tout son fruit : — les foudres brisées aux serres de l'aigle.

Les Alliés achevèrent d'établir leur entente en conséquence de ces grands résultats militaires auxquels l'Autriche avait apporté une contribution décisive. Metternich imposa donc ses conditions : — il ne fut plus question de bouleverser l'Allemagne dans une expérience révolutionnaire comme celle que préconisait Stein. La Restauration fut le mot d'ordre : ce furent les traités de Tœplitz, correctifs de celui de Kalisch.

Cette politique de restauration, qui fut dès lors la loi de la coalition, tranquillisa les princes allemands, inquiets jusque-là des manifestations « jacobines » de Stein. Le roi de Bavière, un peu plus tard le roi de Wurtemberg, abandonnèrent la cause de Napoléon, sur la promesse qu'on leur laisserait les avantages territoriaux et la couronne royale qu'ils tenaient de lui.

La Confédération du Rhin s'effondrait. Et elle était géographiquement la couverture politique de la frontière française du Rhin.

LA « BATAILLE DES NATIONS » : VICTOIRE DES ROIS

Par la force des choses et de l'énorme supériorité numérique des Alliés, le cercle s'est resserré autour de Napoléon. Au nord, Blücher a rejoint Bernadotte, pour le renforcer et le surveiller; — au sud, la grande armée de Bohême se porte sur Leipzig. Elles tendent à se rejoindre

le long de la Saale pour couper les communications de Napoléon sur la grande route de Weimar, Erfurt, Francfort, Mayence : — une autre Bérésina ?

Il quitte Dresde pour se placer entre les deux armées ennemies, et prend position à Leipzig.

C'est là que va se décider le sort de l'Europe.

Bataille des nations, a-t-on dit. Bataille où sont représentées en effet presque toutes les nations de l'Europe, Russes, Prussiens, Autrichiens, Suédois, Saxons, Français, Italiens; — mais non pas bataille pour la libération des nations; car il en est sorti la captivité de la nation polonaise, et de la nation italienne, et, on pourrait dire aussi, de la nation allemande, sans parler de la mutilation de la nation française.

Bataille de quatre jours. — Le 16 octobre, elle est encore divisée en deux opérations : Marmont au nord, du côté de Mockern, avec le gros de ses forces, reçoit l'attaque de la grande armée de Schwarzenberg, sur les lignes de Wachau, selon un cercle qui est à environ dix kilomètres de Leipzig. Rude bataille : elle a de la ressemblance avec celles de Bautzen et de Lutzen; mêlées frontales autour du village; Oudinot, Poniatowski y firent merveilles, infligèrent aux Autrichiens et aux Russes des pertes considérables, et permirent à la gauche d'amorcer un mouvement qui menaçait sérieusement le centre de l'ennemi et toute sa ligne de bataille... Poniatowski fut fait maréchal de France.

Mais le lendemain Bernadotte et Blücher vinrent prendre position à la droite de Schwarzenberg. Napoléon fut obligé de réduire son front, en le ramenant à la hauteur de Probstheida, à 5 kilomètres de Leipzig. La bataille qui recommença le 18 fut générale. Sur toute la ligne les divisions

françaises tenaient bon et brisaient les attaques de l'adversaire... lorsqu'à la soudure entre Blücher et Schwarzenberg, les Saxons du corps de Reynier trahirent, se rangèrent du côté de l'ennemi et tournèrent leurs canons contre les Français. On eut de la peine à boucher le trou. Et dès lors il ne s'agissait plus que de s'assurer une retraite en bon ordre.

Ce fut l'objet de la bataille du 19. Les troupes françaises se retirèrent par le pont de Lindenau, poussées à travers les faubourgs et les rues de la ville. Les soldats qui gardaient le pont avaient reçu l'ordre de le faire sauter dès que paraîtraient les premiers soldats ennemis. Des Prussiens furent signalés derrière quelques pelotons français... On crut le moment venu : le pont sauta. Il restait 20.000 hommes sur la rive droite; ils furent pris presque tous. Poniatowski essaya de s'échapper en se jetant à cheval

dans l'Elster; il fut tué. La France a gardé pieusement le souvenir de Joseph Poniatowski, maréchal de France le 16 octobre, mort pour elle le 19 : — un lien indestructible entre la Pologne et la France.

Bernadotte, qui n'était pas dépourvu de vanité, s'attribua une grande part de la victoire de Leipzig, où il se plut à faire une entrée triomphale. Il se prit pour « le grand Gustave » Il alla visiter le général Delmas, mortellement blessé, et il essaya de l'irriter contre l'Empereur : « Toi, Bernadotte, lui dit Delmas, toi, fils de la Révolution, comblé des bienfaits de l'Empereur, tu voudrais me voir ton complice? N'insulte pas à mon agonie, et laisse-moi mourir en honnête homme ! »

Les vainqueurs ne poursuivirent pas l'armée vaincue; car ils avaient aussi beaucoup souffert, et il leur fallut de nouveaux renforts. Cependant l'armée bavaroise, tout récemment détachée de la cause française, voulut faire du zèle. Elle essaya de barrer la route à Hanau, devant Francfort. Napoléon plaça en plein centre une grosse batterie d'artillerie, avec Drouot : ce fut moins compliqué qu'à Wagram. La retraite s'acheva tranquillement sur Francfort et Mayence.

C'en était bien fini de l'Empire, de tout le système continental.

Plus de Confédération du Rhin : — La Bavière et le Wurtemberg ont fait leur paix avec les Alliés. Jérôme a quitté la Westphalie; il erre du côté de la Belgique : l'Empereur ne trouve pas qu'il se soit conduit en ces épreuves avec une grande vaillance. — L'Allemagne est perdue.

L'Espagne est perdue. Napoléon espère qu'en y renvoyant Ferdinand VII, elle se séparera de l'Angleterre. Il signe avec

« Ils grognaient et le suivaient toujours ».
par Raffet.

LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU,
par Horace Vernet.

lui le traité de Valençay, le 11 décembre, et lui rend sa couronne. L'Italie aussi est perdue. Eugène tient encore la ligne du Mincio devant l'armée autrichienne de Bellegarde. Mais Murat fait sa paix avec l'Angleterre, avec l'Autriche; il espère conserver son trône; il lance des proclamations furibondes contre Napoléon : « Murat, s'écrie l'Empereur ! Murat ! mon beau-frère ! Caroline ma sœur ! C'est abominable ! C'est odieux ! »

Dès qu'il ne s'agit plus que de défendre la France, l'Empereur n'a plus ses frères à ses côtés; ils le trahissent ou le desservent. Il a encore ses maréchaux et ses soldats.

Car c'est la France maintenant qu'il faut sauver de la haine russe et prussienne, de l'aveugle vengeance de l'Autriche, de la froide et implacable politique de l'Angleterre.

Les Alliés ont peur de l'esprit de 1792 et 1793; alors la France avait été « le tombeau de la coalition ». Il importe d'affaiblir la France le plus possible pour qu'elle soit plus facile à vaincre; il importe, si possible, de la détacher de son Empereur...

Donc, une offensive diplomatique, pour faire croire à tous que l'Empereur était le seul obstacle à la paix, — que les Alliés ne voulaient aucun mal à la France : — entreprise de mensonge, qui a trompé la plupart des historiens, même français, mais qui n'a jamais trompé l'instinct populaire, souvent plus clairvoyant.

Le 1er novembre, à Francfort, Metternich, au nom des Alliés, déclara qu'ils étaient prêts à reconnaître à la France ses frontières naturelles, du Rhin, des Alpes et des Pyrénées. Ces « ouvertures » furent portées à Napoléon par M. de Saint-Aignan, beau-frère de Caulaincourt. A peine était-il parti que les Alliés désavouaient ces avances, — à quoi

Metternich s'attendait, étant informé — : Hardenberg dit que c'était « une absurdité »; Blücher, que c'était « un bavardage infâme »; — et lord Castlereagh écrivait de Londres que la France devait être ramenée à ses anciennes limites.

M. de Metternich avait menti.

Napoléon accepta les « bases de Francfort » et demanda l'ouverture d'un congrès à Mannheim. On ne lui répondit pas.

Car déjà l'armée du Nord était entrée en Hollande, et la maison d'Orange y était restaurée. Anvers était assiégée. Carnot mit son épée au service de Napoléon, c'est-à-dire de la France; il fut chargé de la défense d'Anvers. La neutralité de la Suisse fut violée, et la Grande Armée de Bohême commença de franchir le Rhin à Bâle.

Le 1er janvier 1814, Blücher, à la tête de l'armée de Silésie, le passait entre Coblence et Mannheim...

Napoléon, au cœur de la France, va défendre la frontière du Rhin et la Révolution française.

Malgré les efforts faits par les Alliés et par quelques mauvais Français pour empoisonner l'opinion publique, il a avec lui sous les plis du drapeau tricolore, le peuple; le peuple ne le trahira pas; ce serait trahir la France; ce serait se trahir : — Napoléon est peuple.

XVII

FONTAINEBLEAU

LES ADIEUX DES TUILERIES

De Bâle ou de Coblence, tournant les Vosges, la Moselle et la Meuse, 250.000 hommes envahissaient la France au commencement de janvier 1814 : — 150.000 Autrichiens et Russes, sous Schwarzenberg (l'armée de Bohême); — 100.000 Prussiens et Russes sous Blücher (l'armée de Silésie). — L'armée du Nord, 100.000 hommes encore, arrivait plus lentement par la Hollande et la Belgique. En outre Wellington franchissait la Bidassoa, et les Autrichiens de Bellegarde s'efforçaient d'accabler Eugène sur le Mincio.

Les armées de Bohême et de Silésie prirent pour objectif le plateau de Langres, « le plateau des sources », d'où descendent en effet les eaux qui mènent à Paris.

Pour défendre la France, Napoléon disposait au plus de 50.000 hommes, sous Marmont et Mortier (vallée de la Marne), Oudinot et Victor (vallée de la Seine) : — soit un Français contre six ou huit ennemis.

Il fallut bien se battre puisque les Alliés ne voulaient pas traiter de la paix, même sur la base de leurs propres conditions.

Avant de livrer la grande bataille de la Défense nationale, Napoléon voulut s'appuyer sur les corps constitués. Le

Laon, 9, 10 Mars
Craonne 7 Mars
Aisne
Soissons
Berry-au-Bac, 5 Mars
Reims, 13 Mars
Oise
Ourcq
Château-Thierry, 13 Févr.
PARIS
La Ferté-sous-Jouarre
Vauchamps 1er Févr.
Champaubert 2 Févr.
Vertus
Châlons
Versailles
Marne
Grand Morin
Petit Morin
Montmirail 11 Févr.
Juvisy
Seine
Mormant 17 Févr.
Nangis 18 Févr.
Melun
Sézanne
Aube
Arcis 20 Mars
Nogent
Seine
Fontainebleau 31 Mars
Montereau 19 Févr.
Essonne
Loing
Yonne
Troyes 24 Février
Brienne, 29 Janv.
la Rothière, 1er Février
Bar-s/-Aube
Seine
Châtillon
Meuse
Aisne
Verdun
Metz
Moselle
Ornain
Bar-le-Duc
St Dizier 27 Mars
Marne
Nancy
Toul
Chaumont
Langres
0 10 30 50 Km.

Corps législatif, adoptant un rapport de Laîné, fit des observations sur les abus commis par le gouvernement à l'intérieur; mais il s'agissait pour lors du salut public : ce n'était pas le moment des querelles intestines. Napoléon prorogea le Corps législatif par décret du 31 décembre. Aux Sénateurs il dit : « Le Béarn, l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant sont entamés : j'appelle les Français au secours des Français. Paix et délivrance de notre territoire doit être notre signe de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira ou signera la paix sur les bases qu'il a lui même proposées » — C'est à dire le Rhin; c'est le Rhin qu'il s'agit de défendre sur la Seine, sur la Marne, devant Paris.

Il envoya des commissaires extraordinaires dans les départements, comme la Convention y envoyait autrefois des représentants en mission. Le 23 janvier il reçut les officiers de la Garde Nationale de Paris dans la salle des Maréchaux, aux Tuileries. Il fit venir l'Impératrice et Madame de Montesquieu portant dans ses bras le Roi de Rome. Il dit qu'il allait se mettre à la tête de l'armée, qu'il espérait repousser l'ennemi au delà des frontières. Il prit alors l'Impératrice d'une main et le Roi de Rome de l'autre : « Je confie au courage de la Garde Nationale l'Impératrice et le Roi de Rome,... ma femme et mon fils. » ajouta-t-il d'une voix émue. A ces mots les 900 officiers qui étaient là, répondirent par un grand cri : « Vive l'Empereur ! » — un cri à fendre les voûtes, dit un témoin. Et tous, quelques-uns les larmes aux yeux, ils se pressaient vers la famille impériale, comme pour lui faire un rempart.

Le lendemain, l'Empereur fit ses préparatifs, brûla des papiers. On était triste aux Tuileries; il essaya de faire

rire : « Je m'en vais battre encore une fois Papa François. » Il remit la Régence à l'Impératrice, assistée de Joseph et de Cambacérès.

Le 25 au matin, il quitta l'Impératrice et le Roi de Rome, qu'il ne devait plus jamais revoir...

Il courut à Châlons-sur-Marne.

Blücher arrivait du nord-est pour faire sa jonction avec Schwarzenberg. Napoléon se jeta sur lui à Brienne, lui infligea un sensible échec. Mais Schwarzenberg intervint, et ensemble, à la Rothière, le 1er février, ils refoulèrent la petite armée de Napoléon. Il parut que Napoléon ne pouvait rien contre une telle supériorité numérique. Les Alliés considérèrent donc la guerre comme finie, et se donnèrent des rendez-vous à Paris, au Palais-Royal, dans une semaine.

Napoléon ramena ses troupes sur la Seine; il était à Nogent le 7 février. Il commença d'y connaître une indicible angoisse.

Il avait envoyé Caulaincourt aux avant-postes pour entrer en négociation avec les Alliés. Caulaincourt n'avait pas été reçu, sous le prétexte qu'on attendait l'arrivée du plénipotentiaire anglais, lord Castlereagh. Le Congrès de Châtillon ne s'ouvrit que le 5 février. Ce jour-là, Napoléon donna « carte blanche » à Caulaincourt.

Le 7, les Alliés lui firent savoir leurs conditions : — Retour de la France à ses frontières du 1er janvier 1792. — Enfin, l'aveu de leurs vraies prétentions, leur ultimatum, la volonté arrêtée de l'Angleterre devenue la loi de la coalition. Même, le 10, le tsar demandait la suspension des conférences; il ne voulait faire la paix, à aucun prix, avec Napoléon.

Caulaincourt, pourtant l'homme de la paix, ne crut pas

pouvoir accepter des conditions pareilles. Il en référa à l'Empereur.

« Que je signe un pareil traité, dit Napoléon ! Que je foule aux pieds mon serment ! Des revers inouïs ont pu m'arracher la promesse de renoncer à mes conquêtes. Mais que j'abandonne celles de la République ! Que je viole le dépôt qui me fut remis avec tant de confiance ! Que je laisse la France plus petite que je ne l'ai trouvée ! Jamais ! Que serai-je pour les Français quand j'aurai signé leur humiliation ? Qu'aurai-je à répondre aux Républicains du Sénat quand ils viendront me redemander leur frontière du Rhin ? »... Et à Maret, après un moment : « Répondez ce que vous voudrez : je ne signerai jamais ! »

Voilà son ultimatum, le cri de sa conscience, qui est la loi de son devoir : — le Rhin, la frontière républicaine et classique de la France.

Ordres à Paris pour qu'on presse les travaux de défense. Réprimande à Cambacérès, qui, au lieu de réconforter l'Impératrice, la décourage : « Pourquoi perdre ainsi la tête? Qu'est-ce que c'est que ces *Miserere* et ces prières de quarante heures à la chapelle ? Est-ce qu'on devient fou à Paris ? »

Ordres à Joseph : « Je vois que la peur fait tourner toutes les têtes à Paris. Il faut défendre Paris à outrance, s'ensevelir sous ses ruines; mais il ne faut pas laisser prendre l'Impératrice et le Roi de Rome... Je préférerais qu'on égorgeât mon fils plutôt que de le voir jamais élevé à Vienne comme prince autrichien. Je n'ai jamais vu représenter *Andromaque* que je n'aie plaint le sort d'Astyanax survivant à sa maison, et que je n'aie regardé comme un bonheur pour lui de ne pas survivre à son père. »

MONTMIRAIL

Maret revint un moment après, avec les dépêches à signer pour Caulaincourt. Il trouva l'Empereur couché sur ses cartes, avec son compas :

« Ah ! vous voilà ! lui dit Napoléon. Il s'agit maintenant de bien autre chose. Je suis en ce moment à battre Blücher de l'œil. Je le battrai demain. La face des choses va changer. Ne précipitons rien : il sera toujours temps de faire une paix comme celle qu'on nous propose ! »

Un courrier de Marmont venait de lui faire connaître que Blücher avait pris la route directe de Paris, avec 50.000 hommes, et que ses divisions s'allongeaient entre la Marne et le Petit-Morin, de Vertus à la Ferté-sous-Jouarre.

Les aides-de-camp de Napoléon au galop triple, à droite, à gauche; Marmont appelé à Sézanne; — l'Empereur à cheval...

Le 10 février, à Champaubert, on tombe au plein milieu de la ligne ennemie; on enlève la division Olsouvief, et son chef.

Le 11, Sacken et Yorck, qui étaient en avant, reviennent sur Montmirail; ils ont 30.000 hommes; Napoléon en a là 14.500. Rude bataille autour du village; la division Ricard, de la Jeune Garde, fait des prodiges. Les ennemis perdent 8.000 hommes; Napoléon 700 : — un des chefs-d'œuvre de l'art militaire, le triomphe de l'intelligence sur la masse; on en reverra d'autres signes plus tard au même endroit.

Le 12, on pousse les débris de l'armée de Blücher sur Château-Thierry. Le 14, Blücher arrive enfin, quatrième jour de la bataille, au secours de ses lieutenants dont il avait perdu le contact. Il eut grand'peine à s'en tirer, et les

troupes françaises le suivirent loin sur les talons, en lui criant : «Vive l'Empereur ! »

Cependant Schwarzenberg, pour soutenir Blücher, a descendu la Seine. Il a son gros à Montereau, ses avant-gardes à travers la Brie, jusque vers Fontainebleau.

Napoléon laisse Marmont, rejoint Victor et Oudinot, disperse les divisions ennemies à Mormant, Nangis, atteint Schwarzenberg à Montereau. Le généralissime autrichien se dégage, assez mal, demande un armistice.

« Il est difficile, dit Napoléon, d'être lâche à ce point : — Les misérables ! Au premier échec, ils sont à genoux ! » Et il les reconduit à coups de canon. Il arrive à Troyes; il y entre parmi les acclamations populaires; c'était à qui presserait ses bottes, baiserait ses mains : « Vive l'Empereur ! Vive l'Empereur ! » Une gloire et une popularité toutes pures : — il défend la France de tout son génie, de tout son courage, qui resplendissent plus que jamais...

Panique au camp des Alliés : « Cette nuit, dit-il, je vais prendre mon beau-père !... Je suis plus près de Vienne que l'empereur d'Autriche de Paris ! » L'empereur d'Autriche s'en rend compte; il se rapproche hardiment de Vienne, se retire à Dijon, puis à Bâle. Metternich voudrait bien traiter.

Napoléon appelle Maison de Belgique; il appelle Augereau de Lyon, « l'Augereau de Castiglione » : — « Il faut reprendre ses bottes et sa résolution de 1793 ! » Il organise une vaste manœuvre sur les derrières de l'ennemi; il prépare la levée en masse des provinces envahies. Lorraine, Franche-Comté, Alsace; les paysans ont pris leurs fourches, ils donnent la chasse aux Cosaques et aux Prussiens : — la France va-t-elle être comme en 1793, « le tombeau de la coalition » ?...

Lord Castlereagh imposa à ses alliés son sang-froid. Il leur déclara que, quoi qu'il arrivât, fût-on rejeté au delà du Rhin, l'Angleterre ne se départirait pas de l'ultimatum de Châtillon. Il leur fit comprendre l'extrême gravité de la moindre faiblesse. Il leur fit signer le traité de Chaumont (1er mars); il resserrait la coalition, en une Quadruple Alliance, qui devait durer même après la paix, et qui comportait la levée de contingents nouveaux, de manière à former une armée de 800.000 hommes.

L'armée du Nord arrivait en Flandre. Wellington venait de battre Soult, et marchait sur Bordeaux. Augereau allait perdre Lyon : il ne fallait donc pas se laisser aller au désespoir... Et d'abord Blücher, qui brûlait de réparer ses malheurs de Montmirail, fut chargé de faire la jonction avec l'armée du Nord, et y conduisit une nouvelle armée, derrière la Marne, rive droite, et non plus rive gauche.

Combinaison stratégique qui n'était pas encore assez prudente...

Napoléon laissa là Schwarzenberg, en son abri du plateau de Langres, suivit Blücher, passa la Marne, le pressa sur Soissons... Si Soissons n'avait pas capitulé prématurément, il encerclait Blücher et le prenait. Le Prussien s'échappa, au delà de l'Aisne. Napoléon alla passer la rivière à Berry-au-Bac, attaqua vivement à Craonne. Mais, l'armée du Nord était à Laon : Blücher solidement appuyé repoussa tous les assauts.

Napoléon se retourna sur le corps russe de Saint-Priest qui arrivait par Reims. Il le détruisit à peu près complètement. Il entra dans Reims à deux heures du matin, chevauchant au milieu des cuirassiers de Bordesoulle qui sabraient les Russes à tour de bras... Soudain, dit Houssaye,

dominant les détonations de la fusillade et le bruit des chevaux sur le pavé, éclatent mille cris de : « Vive l'Empereur ! » Toutes les fenêtres s'éclairent; ce sont les habitants de Reims qui illuminent pour la victoire pendant qu'elle s'achève. « Ce n'était que lumières, dit Coignet, on aurait pu ramasser une aiguille. » (14 mars).

Napoléon se jette sur les lignes de Schwarzenberg. Mais elles sont trop fortes; il est repoussé à Arcis-sur-Aube, le 20 mars : dur combat où il paie de sa personne : — un obus arrive, tombe devant lui; il y pousse son cheval, l'obus éclate, sans dommage. — Il ne fallait pas que l'Empereur mourût là ! — Alors il s'en va vers l'est, pour la bataille des frontières, vers Bar-le-Duc, Metz, où il appelle toutes ses réserves. Il est à Saint-Dizier le 23. On envoie contre lui la cavalerie de Wintzingerode; il la taille en pièces.

Les Alliés tiennent alors un grand conseil de guerre à Sompuis le 24 : — faut-il suivre l'Empereur, ou marcher sur Paris dont la route est ouverte, et où ils peuvent paraître avec des forces énormes? Les royalistes conspirent à Paris; il y a autour de Talleyrand une entreprise de trahison à laquelle on chercherait en vain des excuses. Le baron de Vitrolles venu à Sompuis affirme que Paris ne tiendra pas; il supplie les Alliés de jeter leurs béquilles.

Bordeaux vient de se livrer aux Anglais et de proclamer la restauration des Bourbons (12 mars).

Les Alliés se mettent en marche sur Paris, sans regarder derrière eux.

Ils y arrivent le 29 mars. Bataille le 30 devant la ville : Mortier y fit tout son devoir, et les élèves de l'Ecole Polytechnique se battirent comme des lions. Mais Joseph était parti, emmenant l'Impératrice et le Roi de Rome : plus de

gouvernement. Talleyrand était resté, et le tsar allait descendre chez lui, rue Saint-Florentin.

Chateaubriand habitait alors rue de Rivoli. Il monta aux tours de Notre-Dame d'où l'on voyait paraître vers le nord les colonnes russes : « Je sentis, écrit-il dans les *Mémoires d'Outre-Tombe,* ce qu'avait dû éprouver un Romain lorsque du faîte du Capitole il découvrait les soldats d'Alaric et la vieille cité des Latins à ses pieds, comme je découvrais les soldats russes et à mes pieds la vieille cité des Gaulois. »

Et encore : « Les Tartares pénètrent dans Paris... La terre tremble sous les pas des soldats étrangers. J'écris, comme les derniers Romains, au bruit de l'invasion des Barbares. »

Les vainqueurs firent dans Paris une entrée triomphale. Les royalistes organisèrent autour d'eux une manifestation extrêmement pénible. Quelqu'un traîna à la queue de son cheval, dans la crotte, la croix de la Légion d'Honneur. Des dames du meilleur monde se ruèrent vers le tsar, à travers son escorte, s'attaquant à ses bottes, à ses éperons, lui baisant les mains, à faire craindre, dit le prince de Wurtemberg, « qu'elles ne le missent nu. » Chateaubriand en resta anéanti, « comme si on lui arrachait son nom de Français, pour y substituer le numéro par lequel il devrait désormais être connu dans les mines de Sibérie. »

Les Cosaques campent aux Champs-Elysées. Sur la proposition de Talleyrand, le Sénat prononce la déchéance de Napoléon (1er avril) et nomme un gouvernement provisoire : Talleyrand, Dalberg, Jaucourt, Beurnonville, abbé de Montesquiou. Tels sont les représentants de la France devant l'ennemi maître de Paris.

LES ADIEUX DE FONTAINEBLEAU

Napoléon avait dû suivre les armées alliées, dans l'espoir de couper leurs communications et de les écraser sous Paris. Mais pour cela il eût fallu que Paris résistât, au moins quelques jours.

Dans la nuit du 30 mars, il arriva à Fromenteau, près de Juvisy, 25 kilomètres de Paris. C'est là qu'il apprit la capitulation. Il vit à l'horizon les feux des bivouacs ennemis.

Il retourna à Fontainebleau. Il y avait encore amené 70.000 hommes, quelques-uns, des vétérans venus des armées d'Espagne, ou de Lyon, ou de Belgique. Il estima que les Alliés n'avaient pas autour de Paris ou dans Paris, plus de 80.000 hommes, et dispersés, et en médiocre position stratégique, et qu'il était possible de les surprendre, de les enfermer dans Paris, de leur infliger un désastre irréparable. Il fallait en tout cas l'essayer...

Il passa des revues; l'ardeur des troupes était toujours la même, elle ne lui manqua jamais. Il fixa le départ au 4 avril : « Vive l'Empereur, crièrent les vieux soldats ! A Paris ! »...

Les maréchaux refusèrent d'obéir : — ils étaient las !

Ney et Macdonald déclarèrent à l'Empereur que, pour sauver la couronne du Roi de Rome, il devait abdiquer.

Il céda et leur remit une déclaration ainsi conçue :

« Les puissances alliés ayant proclamé que l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur Napoléon, fidèle à ses serments, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie, pour le bien de la patrie, inséparable

des droits de son fils, de ceux de la Régence de l'Impératrice et du maintien des lois de l'Empire. »

Ney et Macdonald portèrent ce papier à Paris et le présentèrent au tsar, en lui affirmant que l'armée, que la France ne voulaient pas des Bourbons ni du drapeau blanc, que le seul régime désormais viable en France était celui du drapeau tricolore représenté par le roi de Rome... A ce moment on annonça que Marmont était passé du côté des Autrichiens et avait reconnu les Bourbons.

« Le pauvre homme ! dit Napoléon . Il souffrira bien plus que moi. »

Mais dès lors toute résistance était impossible.

Le 11 avril, Napoléon abdiqua donc en ces termes :

« Les puissances alliés ayant proclamé que l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France. »

Le même jour, le traité de Fontainebleau lui réserva la souveraineté de l'île d'Elbe, avec une liste civile de 2 millions qui devait lui être versée par le gouvernement français. Marie-Louise devait avoir le duché de Parme, à titre héréditaire, au profit du Roi de Rome.

Le 20 avril, en quittant Fontainebleau, Napoléon fit ses adieux à la Vieille Garde :

« Soldats de ma Vieille Garde, je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans, je vous ai trouvés constamment sur le chemin de l'honneur et de la gloire. Dans ces derniers

temps comme dans ceux de notre prospérité, vous n'avez cessé d'être des modèles de bravoure et de fidélité; avec des hommes tels que vous, notre cause n'était pas perdue...

« Je pars. Vous, mes amis, continuez de servir la France. Son bonheur était mon unique pensée; il sera toujours l'objet de mes vœux. Ne plaignez pas mon sort : si j'ai consenti à me survivre, c'est pour servir encore à votre gloire; je veux écrire les grandes choses que nous avons faites ensemble... Adieu ! mes enfants. Je voudrais vous presser tous sur mon cœur : que j'embrasse au moins votre drapeau ! »

A ces mots, écrit le baron Fain, le général Petit, saisissant l'aigle, s'avance. Napoléon reçoit le général dans ses bras et baise le drapeau. Le silence que cette grande scène inspire n'est interrompu que par les sanglots des soldats... Napoléon, dont l'émotion est visible, fait un effort, et répond d'une voix ferme : « Adieu, encore une fois, mes vieux compagnons ! Que ce dernier baiser passe dans vos cœurs ! »

Le traité de Paris, 30 mai 1814, signé par les Bourbons, ramena quand même la France à ses frontières du 1^er^ janvier 1792. On les appela ses « frontières légitimes », par un misérable jeu de mots, parce qu'elles coïncidaient avec les frontières de la France sous la royauté de droit divin : — tour de force de l'Angleterre que d'avoir donné à cette frontière vulnérable partout, et toujours précaire, un caractère sacré.

Puis les Alliés se réunirent en Congrès à Vienne pour régler les destinées de l'Europe : ils en étaient les maîtres absolus.

Ils ne songèrent pas à donner satisfaction aux aspirations nationales. Ils avaient appelé les peuples à la liberté; ils avaient poursuivi contre Napoléon la guerre de la délivrance, *befreiungskriege*, comme on disait en Allemagne...

La Pologne fut de nouveau mise en pièces : une part à la Russie, la plus grosse, sous le titre de royaume constitutionnel de Pologne, — une part à la Prusse, — une part à l'Autriche, — une petite part, laissée libre en apparence, sous le nom de République de Cracovie. — La Pologne ne perdit point le souvenir de Napoléon. Elle resta vivante en son tombeau, car on ne tue pas les âmes de peuples : promesse de révolutions.

L'Allemagne fut, tant bien que mal, organisée en une Confédération Germanique, sous la présidence de l'Autriche et la vice-présidence de la Prusse. La Prusse ne reprit pas toute sa part de Pologne; elle eut en compensation un tiers du royaume de Saxe, et la plus grande partie du pays rhénan; la voici allongée comme un fauve sur toute la plaine allemande, de Kœnigsberg à Aix-la-Chapelle : — promesse de guerres; il y a là le germe de Sadowa et de Sedan.

L'Italie ne fut plus, selon le mot odieux de Metternich, qu'une « expression géographique » On écrasa toutes ses libertés, toutes ses espérances. Elle se remit à crier *Fuori i barbari* ! Elle garda le souvenir de Napoléon.

Et les rois et les empereurs, autour du butin, essayèrent, ou firent semblant, de fonder la paix de l'Europe sur l'équilibre.

La notion d'équilibre — *balance of power*, comme on dit en Angleterre —, parce qu'elle est matériellement impossible à réaliser, ne donne qu'une apparente et fragile image

NAPOLÉON A GRENOBLE,
par Steuben.

Arrivée de Napoléon aux Tuileries, retour de l'ile d'Elbe,
par Adam.

de paix. Dès le premier moment, elle faillit déchaîner la guerre entre les partageants : — La Russie voulait toute la Pologne, — la Prusse, toute la Saxe et la suprématie de l'Allemagne; — mais l'Angleterre voulait garder son Hanovre, et l'Autriche ne voulait pas risquer de perdre tout de suite son ancienne hégémonie sur les pays du Saint-Empire...

Le 3 janvier 1815, l'Angleterre, l'Autriche et la France (c'est-à-dire Talleyrand, au nom de Louis XVIII) signèrent un traité d'alliance qui était une véritable coalition contre la Prusse et la Russie.

Une alerte qui pour lors ne dura que quelques jours. On craignit les conséquences d'une rupture. On acheva la pesée des âmes : — un peu moins de Saxons à la Prusse, un peu plus de Polonais; on établit pourtant qu'un paysan polonais ne pesait pas si lourd (valeur or) qu'un rhénan... — un partage, entre maquignons, de bétail humain...

Un soir, comme on dansait sans remords après ce beau travail, les violons tout-à-coup s'arrêtèrent, comme étranglés : ... « Il est revenu ! » Il fallait s'y attendre !

XVIII

WATERLOO

LE RETOUR

Napoléon aurait pu se plaire et demeurer à l'île d'Elbe, quoiqu'il n'eût que 45 ans et que ce « royaume de Lilliput » ne pût sufire longtemps à son infatigable activité. « Il est toujours en mouvement, » écrivait Campbell, le commissaire anglais, qui ne parvenait pas à le suivre partout.

Il s'amusa à installer son petit Etat. Il eut son armée, une partie de la Vieille Garde avec Cambronne, et ses Polonais. Il eut sa flotte, sous le commandement du lieutenant Taillade. Il passa des revues; il tira des oreilles. Un jour, il rencontra quelques grenadiers, qui revenaient de San Martino, où ils avaient maraudé ses raisins; sourcils froncés, tel Jupiter, il va gronder, il gronde : « D'où venez-vous ? — De Saint-Cloud, » dit l'un d'eux qui était sans doute de Paris. Et l'Empereur passa son chemin, pour ne pas rire.

Il améliora l'exploitation des mines de fer de l'île. Il aménagea la villa des Mulini, le domaine de San Martino, la fraîche retraite de la Madonna. Il fit la conquête de l'îlot de Pianosa, grand comme un mouchoir de poche : ambition incorrigible; il en fit un pénitencier.

Il pensa faire de l'île d'Elbe une Cosmopolis, comme au

temps de Cosme de Médicis, un foyer de lettrés et d'artistes qu'il eût attirés de partout...

Madame Mère, Pauline, vinrent demeurer avec lui; il fallut des meubles; il dépensa 63 fr. 50 pour des stores à l'appartement de Pauline où il y avait trop de soleil.

Beaucoup d'Anglais firent le pèlerinage touristique de l'île d'Elbe, et emportèrent des souvenirs en quantité: petits bustes d'albâtre, petits chapeaux de drap noir, pour la plus grande joie des camelots Elbois qui n'avaient jamais été à pareille fête : la seule présence de l'Empereur donnait à l'industrie des développements imprévus.

Il reçut au commencement de septembre la visite de la comtesse Walewska et de son fils, alors âgé de quatre ans.

Mais il ne vit pas Marie-Louise : elle était aux eaux d'Aix-les-Bains; et Metternich, et l'Empereur François son père s'arrangèrent pour qu'elle oubliât l'Empereur et se plût aux hommages de Neipperg. Il ne put obtenir qu'on lui rendît son fils; il eût aimé à se donner tout entier à l'éducation de son enfant. Les Alliés se préparaient déjà à exercer sur lui les vengeances les plus inhumaines.

On avait peur de lui, peur du petit Roi. Il fut question au Congrès de Vienne de l'éloigner de l'île d'Elbe, trop proche de l'Italie; on parla de l'Ascension, de Sainte-Hélène, perdues dans l'Océan. On n'eût pas regretté sa mort. Naturellement le gouvernement de Louis XVIII ne lui paya pas sa liste civile, et fit du traité de Fontainebleau comme d'un chiffon de papier : on ne garde pas sa parole à un bandit.

C'est qu'on sentait en France l'universelle conspiration de son retour. La Restauration ne pouvait être qu'impopulaire. Louis XVIII datait la Charte de la dix-neuvième année de son règne : il reniait donc toutes les victoires de l'Em-

pire; mais aussi il désavouait le Code; il inquiétait les acquéreurs de biens nationaux, la masse des paysans; il faisait craindre la restauration des droits féodaux; on commettait dans son entourage les pires maladresses.

Alors on commença de comprendre en France tout le sens des trois couleurs, non seulement la gloire, mais l'égalité, la fin des privilèges de l'ancien régime. Le paysan garde la cocarde tricolore dans son armoire; elle est son talisman. Les grenadiers ont la cocarde blanche au chapeau, mais les trois couleurs au fond du sac.

Et peu à peu, à mesure qu'on voit mieux ce que représente le drapeau blanc, à mesure que les armées étrangères se retirent, on se met à murmurer : « Ça ne peut pas durer comme ça !... Il reviendra ! le petit Tondu, à la redingote grise ! » On boit à *sa* santé. On croit en Jésus-Christ et en *sa* résurrection. — « Aimez-vous les violettes ? Elles poussent au printemps... Il reviendra ! »

Napoléon sait cela. Il fredonne comme un écho : « Ça ne peut pas durer toujours !... Ça ne peut pas durer comme ça ! » Son retour ne fut pas un coup de tête, une folie d'agitation; il fut une réponse à l'appel de toute la France : le plus éclatant des plébiscites.

Le 25 février, pendant que Sir Campbell était allé faire une commission à Livourne, Napoléon partit sur le brick *l'Inconstant*, avec un millier d'hommes. En route vers la côte de Provence, on rencontra un bateau français, le *Zéphyr*, qui demanda, par ironie : « Comment va le grand homme ? » Et le capitaine, soufflé par Napoléon, répondit: « Merveilleusement bien ! »

Le 1er mars, il débarqua au golfe Jouan.

Proclamation « au peuple français ». — Proclamation à

l'armée : « Soldats, arrachez ces couleurs que la nation a proscrites et qui pendant vingt-cinq ans servirent de ralliement à tous les ennemis de la France. Arborez cette cocarde tricolore; vous la portiez dans nos grandes journées... Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Tudela, à Eckmühl, à Essling, à Wagram, à Smolensk, à la Moskowa, à Lutzen, à Montmirail... La victoire marchera au pas de charge. L'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours Notre-Dame ! »

« J'arriverai à Paris, dit-il à son entourage, sans tirer un coup de fusil. »

En route, à travers la montagne, par le Dauphiné, où naquit la grande Révolution ! Les paysans accourent au-devant de l'Empereur, grossissent son escorte...

A Laffrey, le 5e de ligne barre le passage. Napoléon laisse ses hommes derrière lui : « Armes sous le bras ! leur dit-il. » Et il s'avance, tout seul, vers le régiment : « Le voilà ! Feu ! » commande un capitaine... Rien ! — Napoléon vient à portée de pistolet, de la voix : « Soldats du 5e ligne, reconnaissez-moi ! » Il ouvre sa redingote, offre sa poitrine : « S'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son Empereur, il le peut ! me voilà ! »... Un grand cri, unanime: « Vive l'Empereur ! » On foule aux pieds la cocarde blanche; on acclame, on presse, on embrasse l'Empereur. C'est là qu'il reprit son armée.

« Vive l'Empereur ! Vive l'Empereur ! » Le cri retentit dans les vallées. Des milliers de paysans descendent de la montagne, suivent l'Empereur un moment, le voient, retournent à leurs chaumières.

A Grenoble, les portes sont fermées. Les charrons du

faubourg Saint-Joseph les enfoncent avec des madriers. Il fait dans la ville une entrée triomphale. Le lendemain, il passe la revue des troupes au son de la *Marseillaise* : « Vive l'Empereur ! Vive la liberté ! » Les cocardes tricolores sortent de partout, fleurissent les chapeaux des hommes, les corsages des femmes : c'est la cocarde d'Austerlitz et d'Iéna, aussi celle de Fleurus et de Valmy.

Le comte d'Artois vint à Lyon; il n'eut que juste le temps d'en sortir.

L'Empereur arrive, dans une foule de paysans et d'ouvriers canuts où sa petite troupe est noyée. — Décrets de Lyon, 13 mars : — Rétablissement du drapeau tricolore. — Suppression de la Chambre des Pairs, composée en partie de personnages qui ont porté les armes contre la France et qui ont intérêt au rétablissement des droits féodaux et à l'annulation des ventes nationales. — Convocation à Paris des collèges électoraux en Assemblée extraordinaire, au Champ de Mai...

En route pour Paris ! Les régiments arrivent de tous côtés, avec les trois couleurs. A Paris, on trouve, un matin, un placard à la grille de la colonne Vendôme : « Napoléon à Louis XVIII: Mon bon frère, il est inutile de m'envoyer encore des soldats; j'en ai assez ! »

A Villefranche-sur-Saône, il y a 60.000 paysans pour acclamer l'Empereur.

Ney avait promis au roi de ramener le bandit dans une cage de fer. Napoléon lui écrit : « Je ne doute pas que vous ayez fait reprendre à vos troupes le drapeau tricolore. Venez me rejoindre; je vous recevrai comme au lendemain de la bataille de la Moskowa ! » Ney le rejoint à Auxerre et se jette dans ses bras.

On marche, on court sur Paris...

On conseille à Louis XVIII de se porter au-devant de l'« usurpateur », à la tête de tous les corps constitués, sous leurs costumes officiels, dans l'appareil le plus imposant, afin de le faire rentrer sous terre. Il préféra ne pas faire cette expérience.

Du moins il voulut prendre contact et appui auprès de la Chambre; il se rendit au Palais-Bourbon. Chateaubriand raconte : « Les cris cessent, tout se tait... Dans cet intervalle de silence, on croyait entendre les pas lointains de Napoléon. »

Les pas se rapprochent. Louis XVIII s'en va.

C'est le 20 mars, anniversaire de la naissance du Roi de Rome; — des quantités de violettes; — une foule énorme à la place du Carrousel, toute la journée. — des cris : « Vive l'Empereur ! A bas la calotte ! »

Le drapeau tricolore est hissé sur les Tuileries : « Vive l'Empereur ! »

L'Empereur arrive à neuf heures du soir, dans une cohue indescriptible de soldats, de paysans des environs, d'ouvriers des faubourgs, de lycéens en rupture de ban... On l'enlève de sa voiture; on le porte, on se le passe de bras en bras, dans le vestibule, dans l'escalier, dans ses appartements. La France se donne à l'Empereur; elle le veut : — plébiscite.

Napoléon dira plus tard : « La période la plus heureuse de ma vie, ce fut la marche de Cannes à Paris. » — Sans doute : la conquête de la France.

On ne trouvera de pareilles pages dans aucune histoire.

LE DÉSASTRE DES NATIONS

Napoléon se laissa convaincre qu'il convenait de donner à la France un régime plus libéral et d'imiter la Charte du roi. Il confia à Benjamin Constant la rédaction de *l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire.* Mais il ne se reconnaissait pas sous cette figure nouvelle, et il était parfois pris de lassitude : Carnot le trouva un jour pleurant devant le portrait du Roi de Rome.

Profonde douleur dont il garda le secret; pressentiments?

A l'étranger, on avait été frappé des circonstances merveilleuses du « Retour », et beaucoup voulaient qu'on laissât à la France le gouvernement et le chef qu'elle avait si manifestement voulus. Le Parlement anglais fut mis en présence d'une motion invitant le cabinet à respecter le droit qu'avait la France de choisir son gouvernement et son régime. Cette motion, naturellement, fut repoussée par 273 voix contre 72.

Il y eut dans une grande partie de l'Europe des manifestations favorables à la France et à l'Empereur : à Bruxelles, dans tout le pays rhénan, dans l'Allemagne du Sud, en Westphalie, à Copenhague.

A Stockholm, Bernadotte, qui pourtant..., ne put pas retenir son admiration. A un dîner de la cour, il déclara que Napoléon était plus grand que les plus grands hommes de l'histoire, Annibal, ou César, ou Alexandre, que Moïse lui-même. Il est vrai que la reine protesta : « Pour César et les autres, je vous les passe; mais, pour Moïse, je demande grâce : comment pouvez-vous comparer votre Bonaparte à un prophète, à un envoyé de Dieu, lui qui n'est qu'un suppôt de Satan et un envoyé du diable ? »

Le 1er avril, Napoléon avait écrit à l'Empereur François, son « très cher beau-père », pour lui demander sa femme et son fils : « Mes efforts, disait-il, tendent uniquement à consolider ce trône que l'amour de mes peuples m'a conservé et rendu, et à le léguer un jour, affermi sur d'inébranlables fondements, à l'enfant que Votre Majesté a entouré de ses bontés paternelles. » Pas de réponse... que celle-ci : Madame de Montesquiou, « Maman Quiou », gouvernante de l'enfant, fut renvoyée en France et remplacée par une Autrichienne.

Il déclara solennellement qu'il reconnaissait les derniers traités et qu'il ne voulait, comme toute la France, que se consacrer aux travaux de la paix. Pourquoi n'avoir pas respecté la volonté pacifique de la France ?

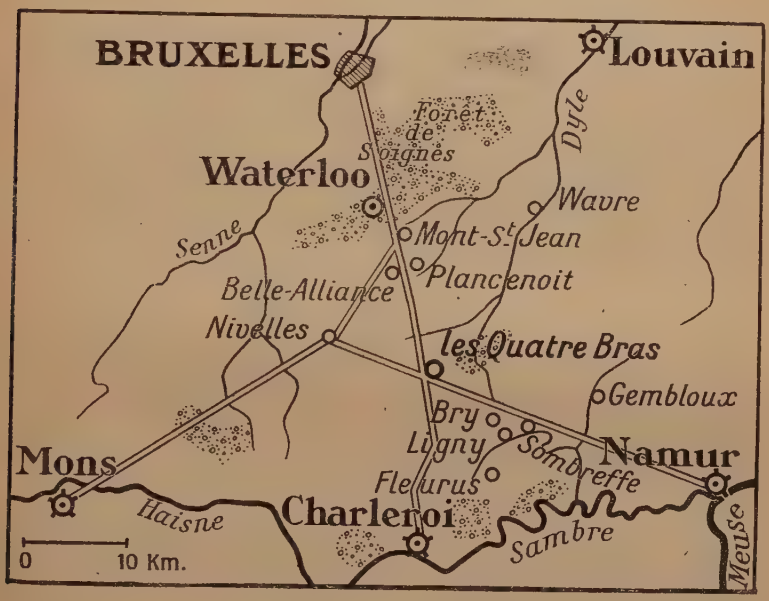
Mais, dit Chateaubriand, « il avait saisi les rois et les avait pour jamais marqués à l'épaule de son N ineffaçable». Il était leur ennemi mortel. Ils le mirent hors la loi, c'est-à-dire hors leur loi, et rassemblèrent leurs armées pour écraser la France : — le sang qui va couler encore retombera sur leurs têtes.

Le 1er juin, eut lieu au Champ de Mars de Paris la cérémonie annoncée du Champ de Mai. Elle fut très imposante, mais toute chargée d'inquiétude. Le moment le plus pathétique fut celui de la distribution des aigles nouvelles aux régiments :

« Je vous confie, dit l'Empereur, l'aigle aux couleurs nationales : vous jurez de périr pour la défendre ? — Nous le jurons !

— Vous jurez de ne jamais reconnaître d'autre signe de ralliement ? — Nous le jurons !

— Vous, soldats de la Garde nationale de Paris, vous jurez de ne jamais souffrir que l'étranger souille de nouveau la capitale de la grande nation ? C'est à votre bravoure que je la confie ? — Nous le jurons ! Vive l'Empereur !



— Et vous, soldats de la Garde impériale, vous jurez de vous surpasser vous-mêmes, dans la campagne qui va s'ouvrir, et de mourir tous plutôt que des étrangers viennent dicter des lois à la patrie ? — Nous le jurons ! Vive l'Empereur ! Vive l'Empereur ! »

Et le défilé, sous les aigles nouvelles, se déroula devant l'Empereur, dans la tempête des *Marseillaises* et des acclamations : « Vive l'Empereur ! »

Morituri te salutant, a-t-on dit. — Oui, sans doute, mourir pour la patrie et pour la liberté...

Déjà 200.000 Anglais et Prussiens arrivaient en Belgique : — les Prussiens, sous Blücher, par Cologne et Liége — c'est le chemin des invasions barbares quand le Rhin ne les arrête pas —; les Anglais, sous Wellington, par Anvers et Bruxelles.

Napoléon ne pouvait pas attendre, sur le sol national, que d'autres armées, autrichiennes, russes, vinssent bientôt les doubler ou tripler. Il devait d'abord les mettre hors de cause.

Il ne partit de Paris que le 12 juin, Mais ses troupes étaient sur la Sambre, où il les avait rassemblées sans bruit.

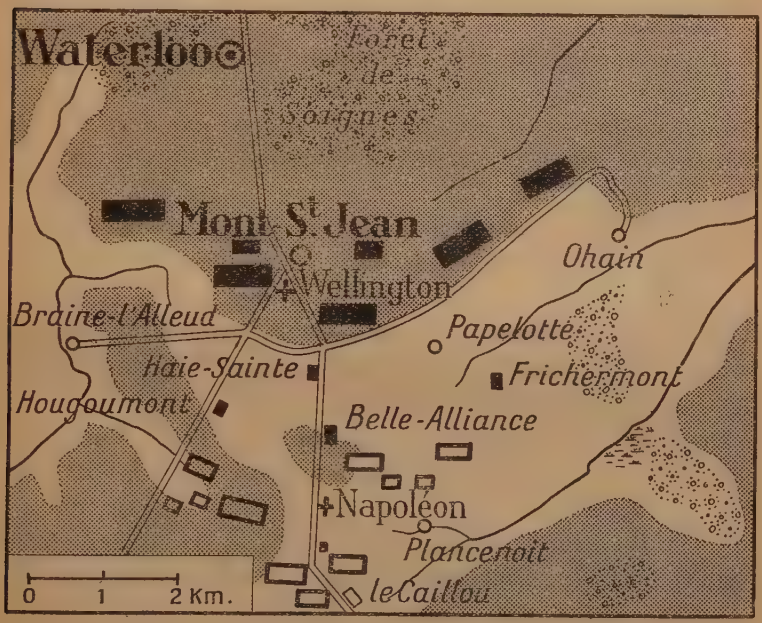
Wellington venait par la route de Bruxelles à Charleroi, Blücher par celle de Liége à Charleroi.

Il se jeta entre les deux.

Il chargea Ney à sa gauche de contenir les Anglais. A droite, il tomba sur les Prussiens avec la plus grande partie de ses forces; ils furent chassés de Saint-Amand et de Ligny, bousculés sur toute la ligne. Blücher désarçonné ne s'échappa que parce qu'il ne fut pas reconnu, et les Prussiens battirent en retraite en grand désordre. Napoléon mit Grouchy et 30.000 hommes à leur poursuite et se retourna sur Wellington (16 juin).

Wellington se replia sur la route de Bruxelles; mais il resta en communication avec Blücher; il put compter qu'en se retirant les corps prussiens le rejoindraient et qu'il pourrait ainsi tenir tête à l'Empereur : — une belle manœuvre, qu'il était possible de déjouer. Mais Napoléon ne donna pas à Grouchy des ordres assez précis pour le cas de cette éventualité.

Le 17 juin, Napoléon put constater que Wellington l'attendait en avant de Waterloo, sur les hauteurs de Mont-Saint-Jean, retranché derrière des palissades et derrière les fermes de Hougoumont, La Haie-Sainte et Papelotte.



Une pluie orageuse détrempa le sol dans la nuit; elle rendait difficiles les évolutions de l'artillerie et de la cavalerie. Et Napoléon ne donna le signal de l'attaque, le 18, qu'à onze heures du matin : — fâcheux retard, qui compromit les résultats de la journée. Les dieux ne servaient plus la cause de Napoléon comme au temps d'Austerlitz.

On attaqua d'abord les positions avancées des Anglais;

ils s'y défendirent obstinément; ils avaient entendu l'ordre de Wellington : « Tenir ici jusqu'au dernier homme ! » Napoléon renonça à prendre Hougoumont. Ney chargea les Anglais du plateau pour les démolir : charges meurtrières ramenées à deux reprises. Il eût fallu les soutenir avec de l'infanterie.

Mais on entendit alors le canon des Prussiens sur la droite et il fallut y envoyer du monde. Napoléon espéra que Grouchy allait venir prendre les Prussiens par derrière; ils eussent été écrasés : Desaix à Marengo était accouru au canon...

Ney chargea à nouveau, avec toute sa grosse cavalerie : charges épiques, d'une grandeur aussitôt légendaire... Les Anglais, semblables à leur chef, « le duc de fer », cachés dans les blés, furent inébranlables : la tempête des sabres haut levés se brisa sur leurs lignes, comme un nuage qui crève sur le flanc de la montagne.

Grouchy ne vint pas; il ne vint que des Prussiens. Vers quatre heures, Blücher lui-même poussa dans la bataille, avec sa vigueur ordinaire, la plus grande partie de ses troupes. Il enleva Papelotte, Plancenoit, sur le flanc droit de l'armée française dont les communications furent menacées.

...Alors Wellington donna le signal de l'attaque, et ses colonnes descendirent méthodiquement, irrésistiblement, de part et d'autre de la route, balayant tout devant elles.

Désastre formidable de la dernière armée de l'Empereur : — La Vieille Garde, sommée de se rendre, s'y refusa et fut fauchée par la mitraille. Napoléon voulut se jeter dans la fournaise; on l'entraîna.

Il ne fallait pas qu'il mourût là : il n'avait pas fini sa carrière.

LA SAINTE-ALLIANCE DES ROIS

Rentré à Paris, Napoléon ne voulut rien faire pour garder le pouvoir. Il le laissa prendre par un gouvernement provisoire dont Fouché fut le président; et il s'en alla vers Rochefort pour se livrer à l'Angleterre.

Fouché, l'ancien terroriste, aida de son mieux à la restauration du drapeau blanc. Il prépara des listes de proscription où il n'oublia pas ses amis : Carnot fut exilé. La Terreur blanche sévit sur une grande partie de la France : Ney fut exécuté, d'autres avec lui.

Ce n'est pas à dire que la France ait accepté ce régime : selon la Charte, le « pays légal » comptait à peine 15.000 électeurs. — le reste, racaille. Il y avait trois millions d'électeurs au temps des plébiscites; si illusoires que fussent alors leurs libertés politiques, ils se sentaient des citoyens. Chassés de la cité par le drapeau blanc, rejetés dans la crotte, ils s'attachèrent définitivement au drapeau tricolore, parce qu'il signifiait, plus clairement que jamais par ce contraste, liberté, égalité, abolition des droits féodaux, la terre aux paysans, gloire et sacrifice : — le symbole désormais sacré de toutes les aspirations de la France nouvelle, le signe de la patrie.

Comment put-on croire que la royauté de droit divin durerait ? Elle n'était plus qu'un accident : « Nous dansons sur un volcan », disait le duc d'Orléans à un bal de la cour.

Les rois, délivrés pour un temps de leurs angoisses, pensèrent consolider sérieusement leurs trônes vermoulus en les appuyant sur les autels.

Sous l'inspiration d'une vieille folle, Madame de Krü-

dener, le tsar Alexandre, qui n'était lui aussi qu'un illuminé, qui ne comprenait pas lui-même comment Dieu l'avait pu choisir pour l'instrument de si grandes choses, et qui aimait à paraître sous les traits de l'archange à l'épée de feu chassant le démon, demanda et obtint de l'Empereur d'Autriche et du Roi de Prusse la signature de l'étrange déclaration du 26 septembre 1815 :

« Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité, les trois souverains s'engagent à demeurer unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble, à ne se considérer, eux et leurs sujets, que comme les membres d'une même nation chrétienne; ils déclarent n'être que les délégués de la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille, la nation chrétienne n'ayant en réalité d'autre souverain que Dieu, notre Divin Sauveur Jésus-Christ, le Verbe du Très Haut, la Parole de Vie. »

« La descente du Saint-Esprit sur les oints du Seigneur », disait à ce propos Speranski, jadis favori du tsar. — Un Evangile russe; ce ne pouvait être la bonne nouvelle : une nuée mystique, avec des sifflements de knout.

C'est la Sainte-Alliance. Si les termes en avaient quelque portée et quelque précision, on y verrait le *Syllabus* des Rois opposé aux principes de 1789 et à toute la philosophie du XVIII[e] siècle.

L'Angleterre elle-même ne voulut point signer cette « déclaration de principes bibliques, qui l'eût reportée, disait Castlereagh, à l'époque des Saints de Cromwell et des Têtes Rondes ».

Mais elle adhéra à la Quadruple-Alliance du 20 novembre 1815.

Ce jour-là, le second traité de Paris apporta à celui du

RETRAITE DU BATAILLON SACRÉ A WATERLOO,
par Raffet.

LES DERNIERS JOURS DE NAPOLÉON,
par Vela.

30 mai 1814 quelques légères modifications; il pratiqua dans la frontière pourtant « légitime » de la France des trouées, par Landau, Sarrelouis, Philippeville et Marienbourg, par où la France allait être livrée, encore deux fois dans un siècle, aux invasions barbares.

En outre — les destinées de la France étant toujours les mêmes que celles des libertés de l'Europe — les quatre puissances victorieuses de Napoléon, confirmant le traité de Chaumont, s'engageaient à demeurer unies, afin de prendre, en cas de besoin, les mesures nécessaires à la sûreté de leurs Etats respectifs et à la tranquillité générale de l'Europe.

Assurance mutuelle des Rois contre les incendies révolutionnaires.

C'est la police de l'Europe : — les nations enchaînées, comme Napoléon; — la Pologne sous le régime russe; — l'Italie, sous celui des *Tedeschi;* — le *Tugendbund* en Allemagne, jadis formé contre Napoléon, maintenant en bataille contre la tyrannie...

Waterloo condamnait les peuples de l'Europe à cent ans d'oppression, donc de révolutions et de guerres : « le Golgotha des nations ».

Un aide-de-camp du roi de Danemark s'écriait publiquement, à la nouvelle du désastre « que tout homme d'honneur n'avait plus d'autre souhait à former que d'être entre quatre planches, six pieds sous terre, puisque la cause de la vérité était perdue, et que le règne de la tyrannie allait recommencer ».

Les nations opprimées regardent vers Sainte-Hélène, appellent « le retour ». Même après sa mort Napoléon est « celui qui reviendra ».

XIX

SAINTE-HÉLÈNE

PROMÉTHÉE

Napoléon, par Niort, où il avait été acclamé par la population et les soldats, était arrivé à Rochefort. Il pensait s'en aller aux Etats-Unis; mais la mer était aux Anglais. Le général Clauzel, qui commandait à Bordeaux, lui offrit ses services : il ne voulut pas entraîner la France dans la guerre civile. Il pouvait se livrer au gouvernement de Louis XVIII : il eût été un prisonnier bien encombrant.

C'est alors qu'il résolut de demander asile à l'Angleterre. Il y eut de l'étonnement autour de lui. Il dit à un officier de marine : « Quel inconvénient trouvez-vous à ce parti ? — L'inconvénient de vous déshonorer. Vous ne devez pas même tomber mort entre les mains des Anglais; ils vous feront empailler pour vous montrer à un shilling par tête. »

Le 14 juillet, de l'île d'Aix, il écrivit au Prince régent d'Angleterre : « Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des Puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois que je réclame de

Votre Altesse Royale, comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis. »

Le 15 juillet, en son habit vert, petit chapeau, l'épée au côté, il se fit conduire au capitaine Maitland, du *Bellérophon*. Des milliers de barques l'accompagnèrent, et il monta à bord du navire anglais dans une suprême gerbe d'acclamations : « Vive l'Empereur ! »

Le *Bellérophon* l'emporta vers Plymouth; en passant devant Ouessant, la dernière terre française qu'il put apercevoir, il resta longtemps sur le pont.

A Plymouth on ne le laissa pas débarquer, par crainte qu'en mettant le pied sur le sol anglais il ne demandât le bénéfice de l'*habeas corpus*. Quelle gloire pour l'Angleterre si elle avait abrité sous ses lois le plus grand de ses ennemis ! Il eût été par ce geste plus sûrement gardé que par l'immensité de l'Océan.

C'est là qu'il apprit qu'il serait traité comme prisonnier de guerre et interné à Sainte-Hélène. Il protesta, le 4 août : « J'en appelle à l'histoire; elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement dans son infortune chercher un asile sous ses lois... L'Angleterre feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et, quand il se fut livré de bonne foi, elle l'immola. »

Le *Northumberland* l'emporta à Sainte-Hélène : — deux mois de navigation, dont il s'amusa comme un enfant — quelle détente en effet pour lui ! — Et il conquit tout l'équipage.

A partir du 14 avril 1816, il fut gardé par Hudson Lowe.

On a été bien sévère pour le geôlier; on lui a même trouvé une figure atroce. Il avait une figure « ordinaire », dirait

son signalement, même un air de franchise et de loyauté scrupuleuse. Il a accompli son office avec beaucoup de zèle, avec excès de zèle sans doute. Mais il avait des instructions qui l'y obligeaient.

C'est son gouvernement, son ministre, Lord Bathurst, qui lui défendait de donner à son prisonnier le titre d'Empereur et lui commandait de ne l'appeler que « le général Bonaparte ». — Petitesse ridicule : pourquoi l'Angleterre diminuait-elle elle-même l'importance de sa victoire? — Passion de haine aveugle : on lui aurait cru plus de sang-froid.

Nous plaiderions les circonstances atténuantes pour Sir Hudson Lowe. Il compta, le pauvre ! sur la louange de l'histoire. Qu'aurait-on dit, en effet, si Napoléon s'était évadé ? — Car avec ce diable d'homme la chose était possible — Et si le geôlier s'était laissé séduire aussi, comme tout le monde, comme les nègres de l'île, chez qui Napoléon ne fut pas autorisé à descendre ? Qui sait si Hudson Lowe ne se défendit pas tant qu'il put contre les entraînements de son cœur ? Grand amour est capable de brutalité.

En tout cas, l'histoire ne laissera pas sur ce bouc émissaire tout le poids des responsabilités de Sainte-Hélène : elles reviennent au gouvernement de Londres.

Au reste, Napoléon, puisqu'il n'avait pas été accueilli au foyer du peuple britannique, était bien un prisonnier, uniquement un prisonnier. Il se donna pour un martyr. Il le fut vraiment, jusqu'à la mort. S'il ne l'avait pas été, il se fût donné pour tel : c'était son rôle, c'était son droit... et c'était vrai.

Las Cases, Gourgaud, O'Meara, successivement partis de Sainte-Hélène, contribuèrent d'une manière ou de l'autre à agiter l'opinion autour du grand prisonnier. Il y eut tout

de suite d'innombrables publications en ce sens : une première légende hélénoise. — Légende ici ne veut pas dire récit imaginaire. — D'ordre de Napoléon, Montholon adressa, en août 1816, une plainte formelle au gouvernement britannique, et Lord Holland déposa une motion en ce sens à la Chambre des Pairs.

Le ministre des colonies (*sic*), Lord Bathurst, se défendit fort bien, couvrit naturellement de son autorité les agissements du gouverneur de Sainte-Hélène, fut couvert naturellement lui-même par la majorité du Parlement.

Quand même, on avait fait du bruit autour de cette affaire. Napoléon espéra peut-être qu'un changement de gouvernement à Londres amènerait un changement à Sainte-Hélène, ou qu'une agitation de l'Europe obligerait l'Angleterre à se relâcher de sa sévérité, puisqu'elle se donnait pour mandataire de l'Europe. Si la Révolution de 1830, inévitable, avait éclaté plus tôt, n'est-ce pas lui vivant qui serait revenu de Sainte-Hélène, au lieu de ses cendres ?...

Mais il n'y eût rien gagné : au contraire !

Il valait mieux pour lui, et pour la grande cause qu'il avait si glorieusement personnifiée, qu'il fût prisonnier, qu'il mourût sacré par son martyre. Il avait intérêt à être maltraité, persécuté; c'est pourquoi il prétendit l'être plus encore qu'il ne le fut.

Avec une connaissance extraordinaire de la conscience des masses populaires et des moyens de l'émouvoir, même dans la postérité, il voulut être persécuté; et l'Angleterre, en le persécutant, lui mit sur la tête, comme il disait, « à la place de la couronne impériale, une couronne d'épines ».

« Nouveau Prométhée, disait-il encore, je suis cloué à un roc et un vautour me ronge. Oui, j'avais dérobé le feu du

ciel pour en doter la France : le feu est remonté à sa source, et me voilà ! »

Dès son arrivée à Sainte-Hélène, il avait vu le privilège, en quelque sorte surnaturel, que la conduite de l'Angleterre lui conférait : « Notre situation peut même avoir des attraits. L'univers nous contemple. Nous demeurons les martyrs d'une cause immortelle. Des millions d'hommes nous pleurent. La patrie soupire, et la gloire est en deuil. Nous luttons ici contre l'oppression des Dieux; les vœux des nations sont pour nous...

« L'adversité manquait à ma carrière. Si je fusse mort sur le trône, dans les nuages de ma toute-puissance, je serais demeuré un problème pour bien des gens. Ainsi, grâce au malheur, on pourra me juger à nu ! »

LA GRANDE FACTION

Son personnage ainsi bien établi aux yeux de l'univers, pour la plus lointaine postérité, il fallut tuer le temps : terrible besogne pour une activité comme la sienne, à 46 ans !

Sainte-Hélène est moitié plus petite que l'île d'Elbe, et le domaine de Longwood, tout en haut de l'île, qui lui fut imposé comme résidence, n'avait que douze kilomètres de longueur, et le circuit fermé par des sentinelles en fut encore plus tard resserré.

Il fit des promenades à cheval; — pas longtemps : à tout bout de chemin, on se heurtait à une sentinelle. — Promenades à pied; même chose : si peu qu'elle s'allongeait, sentinelle. — Littéralement, l'aigle en cage; le grand aigle,

Aquila major, en toute petite cage. Il devait finir par en mourir.

Il eut un moment une passion de jardinage : — on le voit au grand soleil, sous un large chapeau de planteur...

Il se prit à lire. Il avait une bibliothèque bien garnie. Mais la lecture n'est pas pour un homme de cette trempe.

Aux adieux de Fontainebleau, il avait promis à ses grenadiers d'écrire « les grandes choses qu'ils avaient faites ensemble. » Il tint mal cette promesse.

Il écrivit ou dicta des réflexions sur les campagnes de Jules César, de Turenne et de Frédéric II. Il refit tout le récit du siège de Toulon, celui des opérations de l'armée d'Italie, fort longuement celui des campagnes d'Egypte et de Syrie; il laissa sur la géographie de l'Egypte, sur ses caractères, ses ressources et son avenir, des notes remarquables. Il eût été, s'il eût daigné, un grand historien.

Il raconta encore, avec une parfaite objectivité — comme on dit savamment — les Cent Jours et la campagne de Waterloo.

Il rédigea des « Observations » sur l'art militaire, des maximes, qui feront la méditation éternelle des hommes de guerre, parce qu'elles ne s'appliquent pas seulement à des circonstances de temps et de lieu, d'armement ou de recrutement, mais parce qu'elles sont fondées sur le bon sens et sur la nature des choses.

Ses compagnons, petites gens de médiocre valeur, noyés dans des intrigues sans portée qui font la « petite histoire » de Sainte-Hélène, ont recueilli ses propos. Il en faut noter quelques-uns qui portent sa marque certaine.

Des prophéties : — le 13 décembre 1816 : « Avant vingt ans, lorsque je serai mort et enfermé dans la tombe, vous

verrez en France une autre révolution. » Il suffisait ici de regarder pour voir.

Des portraits; — Talleyrand : « Son attention et son cœur sont constamment fixés sur la roue de la fortune. »

Des lumières sur sa carrière, sur l'avenir de son œuvre : « J'ai le premier salué la France du nom de la *Grande Nation*. Et certes je l'ai montrée telle au monde... Et elle le sera encore; elle le demeurera toujours, si son caractère national redevient en harmonie avec tous ses caractères physiques et ses moyens moraux. »

Il aimait à opposer les deux « factions » qui se partageaient le monde, celle de l'inégalité des classes, de l'ancien droit public des castes. — et la « grande faction » qui voulait anéantir le système sur lequel roulait le monde depuis la chute des Romains et qui devait renouveler l'ordre social de l'Europe : « J'étais à la tête de la Grande Faction ».

Il disait à Benjamin Constant, pendant les Cent Jours, et il le rappelait à Sainte-Hélène : « Le peuple, ou, si vous l'aimez mieux, la multitude, ne veut que moi. Vous ne l'avez pas vue, cette multitude, se pressant sur mes pas, se précipitant du haut des montagnes, m'appelant, me cherchant, me saluant. Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit, l'Empereur des soldats. Je suis celui des paysans, des plébéiens de France... »

Car voici la leçon de cette grande histoire :

« Rien ne saurait désormais détruire ou effacer les grands principes de notre Révolution; ces grandes et belles vérités doivent demeurer à jamais, tant nous les avons entrelacées de lustre, de monuments, de prodiges; nous en avons noyé les premières souillures dans des flots de gloire; elles sont désormais immortelles. Sorties de la tribune française,

décorées des lauriers de la victoire, saluées des acclamations des peuples, sanctionnées par des traités, par des alliances de souverains, devenues familières aux oreilles comme à la bouche des rois, elles ne sauraient plus rétrograder...

« ...Elles régiront le monde. Elles seront la foi, la religion, la morale de tous les peuples. Et cette ère mémorable se rattachera, quoi qu'on ait voulu dire, à ma personne, parce qu'après tout j'ai fait brûler le flambeau, consacré les principes, et qu'aujourd'hui la persécution achève de m'en rendre le Messie. Amis et ennemis, tous m'en diront le premier soldat, le grand représentant. Aussi, même quand je ne serai plus, je demeurerai pour les peuples l'étoile polaire de leurs droits; mon nom sera le cri de guerre de leurs efforts, la devise de leurs espérances. »

Conscience profonde et claire de l'évolution historique et de la place qu'il avait conquise dans la bataille des siècles, à la tête des nations.

Au lieu des combinaisons dynastiques qui étaient le tout de l'ancien régime et traitaient les peuples comme des troupeaux à revenus, des « successions », il émancipait les nations par le seul fait qu'il les connaissait; il les appelait à la vie libre, à l'exploitation de leurs ressources, à la manifestation de leurs vertus : — en cela le plus *humain* des héros de l'histoire.

« Une de mes grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique »; et il évoquait, à côté de la France et de ses 30 millions de Français, les 15 millions d'Italiens, les 15 millions d'Espagnols, les 30 millions d'Allemands : « J'eusse voulu faire de chacun des grands peuples un seul et même corps de nation. C'est

avec un tel cortège qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et les bénédictions des siècles...

« Quoi qu'il en soit, cette agglomération arrivera tôt ou tard, par la force des choses; l'impulsion est donnée, et je ne pense pas qu'après ma chute et la disparition de mon système, il y ait en Europe d'autre grand équilibre possible que l'agglomération et la confédération des grands peuples. »

Et il imaginait une organisation de ces agglomérations nationales, une grande famille européenne, à la manière des Amphictyonies de la Grèce ou du Congrès américain. « Et quelle perspective alors de force, de grandeur, de jouissance, de postérité! Quel grand et magnifique spectacle ! »

« Vainqueur de la Russie en 1812, le problème d'une paix de cent ans était résolu; je tranchais le nœud gordien des peuples; maintenant il faut le délier. »

Révélation de son secret, — large vue sur l'avenir de l'Europe ? — Le système continental, — une Société des Nations ?

Sainte-Hélène : le Sinaï de la loi nouvelle ?

Il faudrait remercier l'Angleterre d'avoir porté Napoléon sur la sainte montagne.

Chateaubriand l'avait à peu près compris — génie de même ampleur dans la pensée, sinon dans l'action : il appelait Napoléon « le plus fort génie d'action qui ait jamais existé », — et il ne faut pas oublier que Chateaubriand était un ultra-royaliste :

« Il s'accrut dans sa captivité, écrit-il dans les *Mémoires d'Outre-Tombe,* de l'énorme frayeur des Puissances. En vain l'Océan l'enchaînait; l'Europe armée campait au rivage, les yeux attachés sur la mer. »

Et encore : « Aigle, on lui donna un rocher à la pointe duquel il est demeuré au soleil jusqu'à sa mort, et où il était vu de toute la terre. » — Donc une apothéose !

« Qui dira les pensées de ce Prométhée, déchiré vivant par la mort, lorsque, sa main appuyée sur sa poitrine douloureuse, il promenait ses regards sur les flots ? »

Chateaubriand n'a vu que la grandeur surhumaine du spectacle; il n'en pouvait comprendre ni admettre le sens historique de portée infiniment lointaine dans l'espace et dans le temps :

Napoléon au milieu de l'Océan qui le glorifie : — l'Océan des aspirations à jamais insatiables qui font la vie et les tempêtes de l'humanité; de partout, d'Afrique, d'Amérique, d'Europe, d'Asie même, elles viennent à lui en répétant son nom, et il écoute leur rumeur profonde...

LE 5 MAI 1821...

Ecoutons un moment avec lui.

Il lit les journaux; il entend les voyageurs qui passent; il a la connaissance et le contrôle intellectuel des événements comme au temps de l'île d'Elbe.

1819 : révolte d'un régiment de la garde impériale russe; le tsar revient aux maximes du gouvernement autocratique, écrase la Russie sous le régime de l'Araktcheeft-china, la plus effroyable terreur que la Russie ait connue avant le bolchevisme; et les chemins de Sibérie se couvrent de longues files de condamnés : — Sainte-Alliance !

Agitation en Allemagne : — les Universités sous la surveillance de la haute police; assassinat de Kotzebue; exécution de Karl Sand : — Sainte-Alliance !

Agitation en Espagne : — Ferdinand VII n'a pas su s'accorder avec les Cortès qui lui avaient gardé sa couronne; il s'est abandonné à la plus stupide réaction; il a rétabli l'Inquisition, rappelé les Jésuites; il passe son temps dans les couvents. Les libéraux espagnols ont applaudi au retour de l'île d'Elbe; ils applaudiraient à un retour de Sainte-Hélène. — Le 1er janvier 1820, don Manuel de Riego soulève son régiment, proclame et impose au roi le rétablissement de la constitution de 1812 : — la Sainte-Alliance permettra-t-elle cela ?

Le Portugal aussi se donne une constitution: — contagion.

Agitation en Italie : — A Rome, on a supprimé l'éclairage nocturne, d'invention napoléonienne; le brigandage de l'ancien régime s'est restauré de lui-même. A Turin, Victor-Emmanuel 1er, qui se vantait d'avoir dormi vingt ans, a rétabli les droits féodaux, la dîme, les couvents; il a arraché le jardin botanique planté par Napoléon; il a été question de détruire la route du Mont-Cenis...

Les carbonari multiplient les conspirations d'un bout à l'autre de l'Italie. Le 6 juillet 1820, Guillaume Pepe, un ancien officier de Murat, soulève la garnison de Naples, et impose une constitution au roi Ferdinand IV qui y prête serment. — La Sainte-Alliance intervient, tient congrès sur congrès, à Troppau, octobre 1820, à Laybach, janvier 1821, Une armée autrichienne entre dans le royaume de Naples, déchire la constitution, restaure l'absolutisme royal; les canons autrichiens, braqués sur les places de Naples, tiennent la population sous la terreur.

Turin se soulève, à l'appel de Santa-Rosa, un ancien sous-préfet de Napoléon; il oblige le roi à abdiquer, mars 1821.

L'Autriche intervient. Santa-Rosa est battu à Novare.

Une armée autrichienne amène ses canons à Turin. Silvio Pellico va connaître vingt ans de *carcere duro*, le symbole du régime de Metternich : — *Fuori i barbari !*

La Grèce se soulève contre la domination turque, 20 mars 1821 : — c'est le grand jour de l'Evanghelismos, de la bonne nouvelle de la liberté. Mais il y faudra beaucoup de sang.

Toute l'Amérique latine est en feu, en bataille, de Mexico à Buenos-Aires, contre la domination espagnole : — une floraison de jeunes et libres Républiques. — Mais la Sainte-Alliance n'ira-t-elle pas jusque-là ?

La tempête révolutionnaire souffle des deux côtés de l'Océan, de part et d'autre de Sainte-Hélène...

Napoléon tombe malade alors. Dans les premiers jours d'avril, des vomissements sanguinolents annoncent le mal dont il était miné : — cancer de l'estomac comme son père, ou congestion du foie, ou tuberculose ancienne, le climat de Sainte-Hélène, en l'un ou l'autre cas, avait évidemment aggravé la maladie, qui fit en peu de jours des progrès rapides.

Napoléon en eut conscience aussitôt, et l'on pense bien qu'il regarda la mort en face.

Il reçut les soins du docteur Arnott, pour qui il eut de l'estime; c'est à lui qu'il confia sa malédiction suprême :

« J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple britannique; je demandais une loyale hospitalité, et, contre tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me répondit par des fers... C'est votre ministre qui a choisi cet affreux rocher, où se consomme en moins de trois années la vie des Européens, pour y achever la mienne, en m'assassinant... Vous m'avez assassiné longuement, en détail, avec préméditation, et l'in-

fâme Hudson a été l'exécuteur des hautes œuvres de vos ministres...

« ...Vous finirez comme la superbe République de Venise, et moi, mourant sur cet affreux rocher, privé des miens et manquant de tout, je lègue l'opprobre et l'horreur de ma mort à la famille régnante d'Angleterre. »

Il écrivit soigneusement son testament du 15 au 27 avril.

Le 17, il chargeait Montholon de quelques conseils pour son fils — alors âgé de dix ans — :

« Mon fils doit être l'homme des idées nouvelles et de la cause que j'ai fait triompher partout: — établir partout des institutions qui fassent disparaître les traces de la féodalité, qui assurent la dignité de l'homme, développer les germes de prospérité qui dorment depuis des siècles, faire partager à la généralité ce qui n'est aujourd'hui que l'apanage d'un petit nombre... Mes ennemis sont les ennemis de l'humanité; ils veulent enchaîner les peuples qu'ils regardent comme un troupeau; ils veulent opprimer la France, faire remonter le fleuve jusqu'à sa source; qu'ils prennent garde qu'il ne déborde...

« Que mon fils lise et médite souvent l'histoire : c'est là la seule véritable philosophie. »

Et dans son testament :

« Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

« Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni

nuire en aucune manière à la France. Il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.* »

Dans la nuit du 4 au 5 mai, il eut un sursaut de révolte contre la mort. Il sauta de son lit. Montholon ne put le tenir; il fallut appeler Bertrand et Marchand. C'était le signe de la fin.

Au matin du 5 mai, Longwood fut dévasté par la tempête, arbres arrachés, averses torrentielles : toute la journée fut mauvaise. On entendit quelques mots aux lèvres de l'Empereur : « Tête... Armée... Joséphine... France ! »

« Enfin, dit Chateaubriand, à six heures moins onze minutes du soir, au milieu des vents, de la pluie et du fracas des flots, Bonaparte rendit à Dieu le plus puissant souffle de vie qui jamais anima l'argile humaine. »

A la vérité, la tempête s'était calmée.

Et l'Empereur mourut, enfin se reposa, dans l'apothéose du soleil couchant.

A Paris, le 5 mai, par une rencontre singulière, le soleil se couche dans la baie de l'Arc de Triomphe, au bout des Champs-Elysées, « comme une hostie d'or au fond du tabernacle », disait Jean Richepin. Et nous, cent ans après, sur cet autel de gloire incomparable, nous avons allumé la Flamme immortelle qui est l'âme du Soldat français, hostie de la Grande Guerre.

LA REVUE NOCTURNE,
par Raffet.

Le tombeau de Napoléon aux Invalides.

XX

LES INVALIDES

LE RETOUR DES CENDRES

Tout de suite la légende de Napoléon prit son vol : — carrière si extraordinaire qu'elle se prêtait à toutes les fantaisies de l'imagination.

Dès le lendemain de la mort on s'amusait à retrouver Apollon dans Napoléon : — Latone dans Lætizia, les trois Grâces dans les trois sœurs, les quatre Saisons dans les quatre frères, les douze signes du zodiaque ou les douze heures du jour dans les douze maréchaux, — et le serpent Python dans l'hydre de la Révolution terrassée par Napoléon : — l'un et l'autre, Apollon - Napoléon, aux noms si proches, nés dans l'Orient, couchés dans l'Occident océanique, au delà de l'Atlas.

Thème aussi familier aux poètes.

Le Mémorial, dès 1823, eut un succès inouï de propagande universelle. Il fut la Bible des Napoléoniens, autant dire de tous ceux qui lisaient, de beaucoup d'autres encore qui ne savaient pas lire.

Béranger disait le culte des paysans :

> On parlera de sa gloire
> Sous le chaume bien longtemps...

Et Victor Hugo dans *Mil huit cent onze, l'Ode à la Colonne :*

Toujours Napoléon, éblouissant et sombre,
Sur le seuil du siècle est debout.

Et Barbier lui-même, dans *la Cavale* :

Paris d'un pied joyeux danse la Carmagnole
Autour du grand Napoléon.

Et Balzac dans *le Médecin de campagne.*

Et les Saint-Simoniens, dans leur expédition d'Egypte, en 1834 : ils célèbrent la fête de Napoléon au Barrage du Nil : « A Napoléon, non pas l'Empereur, le Grand Homme. »

La légende, naturellement, conquiert toute l'Europe : — Henri Heine, *les Deux Grenadiers, le Tambour Legrand.* — Byron, *L'âge de bronze;* — Towianski appelle Napoléon « le champion crucifié des nationalités »; — Mickiewicz, dans *Thaddée Soplitza,* le considère comme le Messie, celui qui continue l'œuvre de Jésus-Christ.

Zedlitz évoque *la Revue Nocturne,* si caractéristique des temps romantiques : — « La nuit, vers la douzième heure, le tambour quitte son cercueil... Le mot vole à la ronde de bouche en bouche et résonne bientôt jusque dans les rangs les plus éloignés... Le cri de guerre est *France.* Le mot de ralliement est *Sainte-Hélène...* C'est la Grande Revue des Champs-Elysées que le César défunt fait passer vers la douzième heure de la nuit. »

Le cauchemar des rois, — le ralliement des peuples.

L'âme de Napoléon est passée dans les trois couleurs de France, le talisman de la liberté : — la Liberté sur les

Barricades, aux Trois Glorieuses de juillet 1830, — mort du drapeau blanc.

A la vue des trois couleurs de France, devant la porte du consulat de France à Varsovie, la Pologne se souleva : — Paskiévitch l'écrasa; l'ordre régna à Varsovie : knout, Sibérie.

Révolution en Italie; — Napoléon-Louis, le second fils de la reine Hortense, meurt à Bologne.

Révolution à Bruxelles: — le maréchal Gérard assiège Anvers et consacre l'indépendance de la Belgique.

On regarde vers « le Fils de l'Homme »; le pauvre petit Aiglon, habillé de blanc comme en un suaire, dévoré de tuberculose, meurt captif à Schœnbrünn en 1832, à 21 ans. On l'aurait sauvé peut-être en le laissant vivre sous un ciel plus doux : mais voit-on le Roi de Rome en Italie ? Comme l'Empereur, il ne vit jamais Rome.

Cependant la France, toute chaude d'enthousiasme romantique, parce que Napoléon l'a enivrée de gloire, « s'ennuie » sous le parapluie de Louis-Philippe, sous ce régime étriqué d'égoïsme, sous ce règne de l'argent, dans les conflits malsains du capital et du travail.

Thiers écrit alors *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*...

1840 : — La France, qui a bu avec Napoléon l'eau du Nil, prend parti pour Mohammed-Ali, parce qu'il a « épousé la pensée de Bonaparte », et en effet continue l'œuvre de la résurrection de la momie. Mais l'Angleterre, parce qu'elle veut garder sa route de l'Inde, parce qu'elle ne permet pas qu'on trouble, de quelque manière que ce soit, l'ordre établi par elle dans la Méditerranée, parce qu'elle tient à Malte le trident de Neptune — pour parler comme alors —, entraîne l'Europe contre l'Egypte, donc contre la France.

15 juillet 1840 : — Quadruple Alliance de Londres entre l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche, contre la France et l'Egypte. — C'est le traité de Chaumont du 1er mars 1814, c'est la Quadruple Alliance du 20 novembre 1815.

La France accepte la redoutable bataille : — ce sera la suite des guerres napoléoniennes, et pour les mêmes causes : le droit de l'Egypte à la vie et à la liberté contre les intérêts des Puissances. — Donc, branle-bas de guerre: on fortifie Paris, pour tenir compte de l'expérience de 1814. Les Prussiens entonnent le *Wacht am Rhein*. Musset, Musset lui-même devient héroïque :

> Nous l'avons eu, votre Rhin allemand !...
> Où le père a passé, passera bien l'enfant !

Thiers endosse la redingote grise; il dresse des plans de campagne vers le Pô, le Rhin et le Danube. — C'est le souffle de la Révolution et de l'Empire; c'est l'âme des trois couleurs de France...

Mais Mohammed-Ali ne tint pas un moment contre les vaisseaux anglais. Louis-Philippe ne voulut pas risquer, pour lui, une guerre générale. La diplomatie régla le différend tant bien que mal, plutôt mal que bien, — en tout cas, au bénéfice de l'Angleterre.

La France se satisfit pour lors dans le culte de Napoléon.

Le gouvernement de Louis-Philippe, pour obéir aux volontés profondes de l'opinion, voulut avoir en France les restes du grand captif de Sainte-Hélène; il les demanda au gouvernement anglais, qui ne les refusa pas, qui ne pouvait pas les refuser; — grave imprudence pourtant: les cendres de l'Empereur ont une vertu.

Le prince de Joinville, à la tête d'une petite flotte, alla chercher les restes glorieux. Le tombeau, les quatre cercueils, d'ébène, de plomb, d'acajou, de zinc, furent ouverts; on y retrouva le corps de l'Empereur, dans un état de conservation extraordinaire, en son habit vert, grandes bottes, petit chapeau, l'épée au côté, la figure à peine changée, les cheveux noirs, de belles dents blanches sous les lèvres fines et comme souriantes en leur éternelle sérénité : — une survie de jeunesse, image de sa légende, dont les témoins restèrent saisis d'admiration.

Napoléon fut remis dans ses cercueils, rendu par l'Angleterre à la France, et la *Belle-Poule* l'emporta vers Cherbourg. Il gagna Paris en remontant la Seine dans le cortège des riverains inclinés. Il fut veillé sous l'Arc de Triomphe — qui venait d'être achevé, sans doute pour lui —, par la piété fidèle de Paris.

Le 15 décembre, en une solennité grandiose, digne du héros, il descendit de l'Arc de Triomphe, tout le long des Champs-Elysées, — la Voie Sacrée —, et, par la place de la Concorde, l'Esplanade des Invalides, il gagna le Dôme, « consacré par la religion au Dieu des armées ». (M. de Rémusat.)

Il y repose désormais, dans une crypte pleine de gloire, vibrante le soir des feux du soleil couchant, sous un bloc de porphyre inaltérable, gardé par les douze figures colossales de ses victoires, par des trophées de drapeaux, l'épée d'Austerlitz dans la cella, — comme il l'avait voulu, « sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé... »

La voix d'un peuple entier le berce en son tombeau...

Etrange obéissance de la destinée !

LA GRANDE MÊLÉE

Napoléon disait à Sainte-Hélène :

« Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra tenter tout ce qu'il voudra. »

La première grande mêlée — après celle de la Révolution et de l'Empire où il avait été le chef de la « Grande Faction » —, ce fut la Révolution de 1848. Elle bouleversa l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie. Elle ébranla tous les trônes; elle proclama le suffrage universel de tous les peuples.

Un moment réprimée par les rois, elle laissa l'Europe, pour plus de vingt ans, dans une atmosphère orageuse, fertile en conflits sanglants.

Naturellement le chef de la Grande Faction n'y pouvait être qu'un Napoléon : — ce fut Napoléon III.

Ses complots de Strasbourg et de Boulogne ne pouvaient se comparer à Arcole ou aux Pyramides; la prison de Ham n'était pas Sainte-Hélène. Il n'avait pas le type, mais il avait le nom, et, à cause du nom, on lui fit confiance : il fut Président de la République Française par le scrutin triomphal du 10 décembre 1848.

Cela ne lui suffit pas : il voulut être empereur, tout de suite, sans l'avoir mérité. Le Directoire et les Conseils, renversés en Brumaire, de connivence avec l'opinion publique, sans une goutte de sang, n'étaient plus la représentation nationale, n'étaient que le résidu de trois ou quatre coups

d'Etat : « croupion » sans nom, où la France ne se reconnaissait pas. En revenant de l'île d'Elbe, Napoléon avait dit : « J'arriverai à Paris sans tirer un coup de fusil. » — Napoléon III arriva au trône par la mitraillade des boulevards au 2 décembre 1851 : — un fossé de sang entre le second Empire et la République. C'est entre les royalistes et Napoléon qu'il y avait eu le fossé de Vincennes.

Image informe du premier Empire : — l'autorité sans la gloire qui en est la seule excuse, sans la valeur qui en est la raison d'être.

Mais il n'y a pas, il n'y aura pas deux Napoléons.

Napoléon III reprit pourtant à sa manière la doctrine napoléonienne. Thiers alors achevait son *Histoire du Consulat et de l'Empire,* et on publiait *la Correspondance de Napoléon,* incomparable monument d'une activité prodigieuse.

Le second empereur eut sa campagne d'Egypte, sous la forme de l'ouverture du canal de Suez, inauguré par l'Impératrice Eugénie, le 18 novembre 1869 : — la plus grande date du règne.

Il retrouva la politique de Napoléon I^er^ contre la Russie: il ne voulut pas lui permettre de descendre à la Méditerranée sur les ruines de l'empire ottoman : il fit la guerre de Crimée; il prit Sébastopol, il vengea Napoléon. Il assura l'indépendance de la Roumanie, qui lui a gardé de la reconnaissance. Il servit bien ainsi la cause des nationalités et celle de la civilisation méditerranéenne. Il donna ses sympathies verbales à la Pologne : le comte Walewski fut ministre des affaires étrangères, et président du Corps législatif. Par là d'ailleurs il resserra les liens qui unissaient la

Russie et la Prusse depuis le premier Empire, et qui constituent toujours la plus redoutable entreprise d'invasions contre la Méditerranée.

Il servit mieux encore la cause des groupements nationaux et de la civilisation latine en faisant la guerre d'Italie. Il retrouva à Magenta et à Solférino quelques reflets de la gloire de Castiglione et de Rivoli. Mais il eut peur de la Révolution, de la « Grande Faction » : il n'alla pas plus loin, et même il mit des troupes françaises à la garde du Saint-Siège, sous la bénédiction de Pie IX. Ainsi il reniait la politique et la doctrine du premier Empire et les enseignements de Sainte-Hélène. Au Mexique, il ne fut que le chef du parti catholique et il en donna l'éphémère couronne à un frère de l'empereur d'Autriche.

Velléités et incohérence : — tout l'opposé de Napoléon.

Il eût voulu servir la cause de la nationalité allemande : — mais avec quelle maladresse ! Entre Sadowa et Sedan, il accumula toutes les fautes, provocations vaines ou reculades piteuses.

Il conduisit le régime impérial, et la France, à la catastrophe de Sedan : — un Waterloo sans gloire, avec une effroyable mutilation, en pleine chair française.

Il porta ainsi un coup funeste à la légende napoléonienne. Il créa entre elle et les Républicains un malentendu qui devait durer longtemps : — du « Crime de Décembre » la République garda la défiance, parfois maladive, de toute autorité; elle se confia à l'orléanisme de la Constitution de 1875.

Sedan ternit l'éclat des plus belles victoires d'autrefois, dont le patriotisme français dressa le bilan : — les Prus-

siens sur le Rhin, sur la Meuse : la France même, en péril de mort !

Le nom de Napoléon souleva alors de furieuses haines qui ne sont pas encore apaisées.

Mais Sedan, après Waterloo, fut le désastre des libertés nationales, comme de la France : constante solidarité.

Il renouvela la Sainte-Alliance, sous la forme de l'alliance des trois Empereurs, Allemagne, Russie, Autriche, et sous le grand sabre du chancelier de fer, Bismarck : — un Metternich casqué...

La Russie écartée pour un temps de cette Alliance, l'Italie y vint, mais par une *combinazione* sans profondeur, qui ne pouvait tenir contre la toute-puissance de l'inspiration méditerranéenne : — seulement un petit « tour de valse ».

Et il resta essentiellement une Mittel-Europa, sous les sceptres de l'Empereur d'Allemagne, du Kaiser à l'armure étincelante, et de son « brillant second », le dernier des Empereurs d'Autriche : — Sainte-Alliance, « Gott mit uns », droit divin du Reich, au nom de sa supériorité sur toutes nations; — les nationalités opprimées : Danois, Polonais ou Français d'Alsace-Lorraine, par l'Allemagne — Polonais, Tchéco-Slovaques, Roumains, Yougo-Slaves, par l'Autriche, la vieille Bastille des nations.

Un système continental fondé sur l'asservissement de tous peuples non allemands; — une colossale machine tout en fer et en acier, capable de broyer les nations, si le fer et l'acier pouvaient quelque chose sur les âmes de nations; — une puissance économique qui pouvait être l'instrument de la domination universelle, de l'Empire : — mais une restauration de moyen âge, inspirée scientifiquement du Saint-

Empire des Ottons et des Hohenstaufen, — le dernier effort et le plus redoutable, de l'ancien régime féodal.

Car l'Allemagne n'est pas, ne peut pas être de la « Grande Faction ». La Grande Faction est fille de la Méditerranée.

LA VOIE SACRÉE : DE L'ARC AU DOME

Contre le nouveau Saint-Empire, il y eut naturellement partout des résistances nationales : Alsace-Lorraine, Bohême, Croatie, Pologne, où les deux empereurs faisaient la guerre même à la langue maternelle, à la langue dans laquelle les petits enfants font leur prière. C'est le grand malaise que nous avons connu avant la guerre de 1914 : — si l'Allemagne avait vaincu, ces résistances auraient été plus fortes ensuite, et elles auraient fini par vaincre; car « les grands principes de notre Révolution, ces grandes et belles vérités, ne sauraient plus rétrograder. »

Par la force des choses, elles cherchaient encore secours dans la légende napoléonienne et « l'âme de Napoléon » recommençait de paraître parmi les peuples. L'âme de Napoléon : nous ne la chercherons pas, comme Léon Bloy, dans le sein de Dieu; il faut la retenir sur la terre : elle est répandue dans l'atmosphère révolutionnaire dont les nations vivent et palpitent depuis plus de cent ans.

Alors on se reprit à aimer les récits des temps héroïques : — Mistral et *le Tambour d'Arcole*, — les *Mémoires* de Marbot, ceux du capitaine Coignet, ceux de Méneval. On fit un sort aux *Mémoires* de Barras, ou de Talleyrand, ou même de Metternich. Nos plus grands historiens furent attirés par cette grande histoire : Sorel, Vandal, Henry Houssaye, Fré-

déric Masson. Lord Rosebery reprit le récit de la « Dernière Phase ». Max Lenz, l'historien de Bismarck, vit dans les agitations de l'Europe nouvelle l'effet des forces que la Révolution avait éveillées en France et que Napoléon avait organisées. Nietzsche célébra le héros, le surhomme qui, le premier, avait conçu l'Europe et essayé de la faire vivre.

Et la France mutilée, si longtemps accablée sous le désastre, la France que nous avons vécue, dans le deuil de nos provinces perdues, connut un réveil national comme celui qu'elle avait éprouvé au temps du Retour des Cendres, sinon du Retour de l'île d'Elbe. Elle arbora le panache de Cyrano, ou celui de Flambeau; elle sentit la fermentation de ses grandes destinées.

Vint la « grande mêlée des peuples », — la troisième après celle de la Révolution et du premier Empire, et celle des Révolutions nationales nées du bouleversement de 1848: la plus meurtrière de toutes : cinq années effroyablement sanglantes, le calvaire des nations, le sacrifice héroïquement subi par les plus grands soldats de l'histoire, plus grands encore que ceux de la Grande Armée.

Et donc de pures victoires : — la Marne, plus belle qu'Austerlitz, fille d'Austerlitz, mortelle après elle à la tyrannie des empires centraux, — la levée des légions polonaises, comme au temps de Napoléon, des légions tchéco-slovaques, si vaillantes aussi; — la levée de toutes les nations, sous le drapeau de la grande Révolution de France, pour le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, — la « Grande Faction » tout entière en bataille contre les restes de l'ancien régime féodal.

Pures victoires; les victoires décisives, entre Valmy et Jemappes, en avant de Champaubert et de Montmirail, con-

sacrées par les traités de Versailles, que l'histoire célébrera comme ceux de Westphalie, parce qu'ils ont émancipé les nations de l'Europe et abattu les grands arbres des maisons d'Autriche et de Prusse qui donnaient de l'ombrage au reste de la terre : — ils ont porté la France au Rhin, en partie du moins, l'Italie à sa frontière naturelle des Alpes; ils ont fait la Grande Roumanie, la Yougo-Slavie, la Tchéco-Slovaquie, la Grande Pologne, barrière de l'Europe, tout de suite, dès 1920, contre la barbarie russe.

L'Europe nouvelle, qui s'essaie à vivre et qui s'agite si dramatiquement: — comment en serait-il autrement ? — un système continental, un système de nations pleines de sève démocratique et d'aspirations tumultueuses vers la liberté et le bien-être. — Société des Nations, embrassant l'univers ? Pour qu'elle vive, il lui faudra une force d'autorité, comme celle que Napoléon représentait : il faillit trancher en Russie le nœud gordien des peuples; maintenant il faut le délier, et c'est plus difficile...

Et la France glorieuse, plus glorieuse que jamais, célébra comme il fallait le Centenaire de la mort de l'Empereur, le 5 mai 1921. La République s'honora grandement à vouloir que cette solennité fût digne d'une gloire dont elle n'avait plus à être jalouse et qui avait annoncé la sienne; elle sentit qu'après l'Empereur, il lui appartenait d'être désormais « à la tête de la Grande Faction ».

Les meilleurs Républicains commencèrent de se réconcilier avec la légende napoléonienne.

Gambetta avait dit de Napoléon : « Il a fait la France, malgré tout, incomparablement belle et puissante, belle d'une grandeur qui ne périra pas, malgré ses défaites,

puissante d'une souveraineté qu'elle retrouvera, malgré ses mutilations temporaires. »

Défaites et mutilations réparées.

Aux fêtes du Centenaire, M. Barthou, ministre de la Guerre, devant l'Arc de Triomphe, en présence de M. Alexandre Millerand, Président de la République, et au nom du gouvernement, célébra la Paix réparatrice qu'avaient rapportée à la France, deux ans auparavant, « en passant sous l'Arc du Grand Empereur, les Grands Soldats de la République ».

Et le soir, aux Invalides, le maréchal Foch, généralissime des armées alliées, tenant en ses mains l'épée d'Austerlitz, salua, lui aussi, le Grand Empereur couché devant lui dans son sarcophage de porphyre : « Sire, dormez en paix. De la tombe même vous travaillez toujours pour la France. A tout danger de la patrie, nos drapeaux frémissent du passage de l'Aigle. Si nos légions sont rentrées victorieuses par l'Arc triomphal que vous aviez bâti, c'est parce que cette épée d'Austerlitz en avait tracé la direction en montrant comment réunir et mener les forces qui font la Victoire. »

Mêmes solennités en Italie, en Pologne. Notons ces mots du colonel Kukiel, parlant à l'Hôtel de Ville de Varsovie :

« Napoléon perdit la guerre qui décidait du sort de la Pologne, et à ce moment commença la catastrophe qui devait le jeter sur le rocher de Sainte-Hélène. La Nation polonaise ne l'oublie pas. Pour les poètes de chez nous, il fut le créateur d'une nouvelle époque dans les fastes de l'humanité, de l'époque des peuples libres et fraternels. Ils le virent dans sa tombe, couvert du manteau de soldat et cloué sur son épée comme sur la croix, et ils saluèrent son

cercueil revenant dans sa patrie comme le cercueil des Nations.

« Ainsi, après l'horrible cataclysme de la guerre, pendant lequel la question de la liberté des peuples a progressé de siècles entiers, nous sentons le souffle de Napoléon passer dans l'Histoire. »

Le 14 juillet 1919, 130e anniversaire de la prise de la Bastille, 129e de la Fédération du Champ de Mars, les maréchaux de France, à la tête des armées de la Victoire, de la « Grande Faction », descendirent de l'Arc de Triomphe par la Voie Sacrée que le cercueil de Napoléon avait ouverte le 15 décembre 1840, et conduisirent leurs troupes et les troupes alliées dans les acclamations et les embrassements de la Grande Ville : — la plus magnifique page de notre histoire.

Voici que le maréchal Galliéni a sa statue sur l'Esplanade des Invalides, au bord de la voie qui conduit au Dôme. Les autres maréchaux de France auront leurs statues le long de la même voie : partant des Champs-Elysées et du grand pont qu'il faudra appeler le Pont Napoléon, elle sera l'Allée de la Victoire, et portera les méditations de tous vers le Grand Tombeau...

Admirable histoire que celle de notre France; elle a des pages merveilleuses et comme miraculeuses :

La vie de Jeanne d'Arc, — un vitrail tout coloré de foi, de foi en la Patrie : Jeanne d'Arc en prière à Domrémy, Jeanne d'Arc à Chinon devant le Dauphin, Jeanne d'Arc au Sacre à Reims, Jeanne d'Arc prise à Compiègne, Jeanne d'Arc à Rouen sur le bûcher.

Et la vie de Napoléon : — une épopée désormais classique et riche de leçons, une colonne romaine, sur piédestal de granit, avec la spirale en hauts reliefs de bronze faits de canons et de trophées et fondus en un métal unique dans la fournaise de la Révolution : Bonaparte au pont d'Arcole, Bonaparte aux Pyramides, Napoléon au Sacre de Notre-Dame, Napoléon et les Tables du Code, Napoléon à Austerlitz, Napoléon au baptême du Roi de Rome, Napoléon au Kremlin, Napoléon sur le Rocher de Sainte-Hélène, Napoléon sous le Dôme des Invalides.

Des gloires faites de martyres : il n'y a pas de gloire humaine sans sacrifice.

C'est la grande épopée de la France; la seule, puisqu'elle est désormais passée dans les légendes populaires.

Elle court partout sur les lèvres des hommes.

Plus tard un Homère la chantera.

LA GRANDE ÉPOPÉE DE BRONZE

LES ÉPOQUES

PAGES

« On pourra me juger à nu. » (NAPOLÉON) 1

PREMIÈRE EPOQUE

LE GÉNÉRAL BONAPARTE

I. BRIENNE 7

L'ère nouvelle : « Tempestas » 7
Nabulione : « Ribulione » 10
Le lieutenant d'artillerie Napoléon Bonaparte... 13

II. TOULON 21

De la tempête de Corse au rivage de France.... 21
La batterie des « Hommes-sans-Peur » 25
« Le Général Vendémiaire » 31

III. ARCOLE 35

Montenotte : la 32e demi-brigade 35
Au pont d'Arcole 41
« Mare nostrum » 46

IV. LES PYRAMIDES 53

La croisade de la Philosophie 53
Le Coran et les Droits de l'Homme 57
Au pied du Mont Tabor 65

Deuxième Epoque

LE CONSUL

V. Brumaire 71
La Révolution en péril 71
A l'Orangerie de Saint-Cloud 75
Consul pour dix ans 82

VI. Marengo 87
Par-dessus le Grand Saint-Bernard 87
Le proconsulat d'Italie 91
La trêve 98

VII. Le Code 103
Aux Tuileries. Au travail 103
L'Etat démocratique 107
Le Concordat. L'Etat laïque 111
Le Code civil des Français. Les Tables de la Loi. 114

VIII. Le Sacre 119
Bonaparte consul à vie 119
La dispute de Malte 123
La conspiration royaliste. L'Empire héréditaire. 126
A Notre-Dame 136

Troisième Epoque

L'EMPEREUR

IX. Austerlitz 137
La couronne de fer 137
La bataille des Trois Empereurs 143
Le « Grand Empire » 149

X. Iéna 153
La question allemande. Le destin de l'Europe .. 153
« Napoléon siffle... et la Prusse n'existe plus ! » 159
« Les Iles Britanniques en état de blocus » ... 165

XI. TILSIT 169
Napoléon en Pologne 169
Friedland 176
L'empire de la Méditerranée 182

XII. MADRID 187
D'Aranjuez à Bayonne 187
Baylen 193
« Au camp impérial devant Madrid » 198

XIII. WAGRAM 203
Eckmühl 203
Essling. Le pape enlevé de Rome 207
Le Danube dompté. La manœuvre du Marchfeld. 214

XIV. ROME 221
Le Roi de Rome 221
L'Empire contre les Barbares 225
Le chemin de Rome 232

QUATRIÈME EPOQUE

NAPOLÉON

XV. MOSCOU 237
« La Pologne existera donc ! » 237
La Moskowa. Au Kremlin, dans l'incendie 243
La Bérésina 249

XVI. LEIPZIG 255
« Les Marie-Louise » 255
Lutzen. Bautzen. Dresde 260
« La bataille des nations » : Victoire des Rois .. 266

XVII. FONTAINEBLEAU 271
Les adieux des Tuileries 271
Montmirail 276
Les adieux de Fontainebleau 281

XVIII. Waterloo 287
« Le Retour » 287
Le désastre des nations 293
La Sainte-Alliance des Rois 299

XIX. Sainte-Hélène 303
Prométhée 303
« La Grande Faction » 307
Le 5 mai 1821 312

XX. Les Invalides 317
Le Retour des Cendres 317
« La Grande Mêlée » 322
La Voie Sacrée : de l'Arc au Dôme 326

LE REFLET DANS L'ART

Bonaparte premier consul. Esquisse peinte par David. (Collection de la Duchesse de Bassano.) ..... COUVERTURE

Napoléon. Bronze d'Emile Seurre. (Hôtel des Invalides.) .. FRONTISPICE

Bonaparte à Brienne. Bronze de Rochet. (Musée du Château de Versailles.) 12

Le 13 Vendémiaire an IV. Lithographie de Raffet. (Cabinet des Estampes.) 13

Italie, 1796. Lithographie de Raffet. (Cabinet des Estampes.) 44

Bonaparte au pont d'Arcole. Peinture de A.-J. Gros. (Musée du Château de Versailles.) 45

La bataille de Rivoli. Peinture de Philippoteaux. (Musée du Château de Versailles.) 60

Bonaparte devant les Pyramides. Peinture de A.-J. Gros. (Musée du Château de Versailles.) 61

Les Pestiférés de Jaffa. Peinture de A.-J. Gros. (Musée du Louvre.) 76

Installation du Gouvernement consulaire aux Tuileries. Lithographie de Courtin. (Cabinet des Estampes.) 77

Bonaparte, premier Consul, par Levachez, d'après Boilly. — *La Revue du Quintidi,* par Duplessi-Bertaux. Gravure en couleurs. (Cabinet des Estampes.) 92

Bonaparte premier Consul. Peinture par Isabey. (Musée du Château de Malmaison.) 93

Napoléon donne les aigles à l'armée. Peinture par David. (Musée du Château de Versailles.) 108

Napoléon se couronnant lui-même. Dessin de David. (Musée du Louvre.) 109

Le Sacre. Peinture par David. (Musée du Louvre.) 124

L'Impératrice Joséphine. Miniature d'Isabey. (Musée du Louvre.) 125

La bataille d'Austerlitz. Peinture par Gérard. (Musée du Château de Versailles.) 156

La bataille d'Iéna. Peinture par Horace Vernet. (Musée du Château de Versailles.) 157

Napoléon reçoit la reine de Prusse. Peinture par Tardieu. (Musée du Château de Versailles.) 172

Napoléon blessé devant Ratisbonne. Peinture par Gautherot. (Musée du Château de Versailles.) 173

Wagram. Peinture par Horace Vernet. (Musée du Château de Versailles.) 204

L'Impératrice Marie-Louise. Miniature d'Isabey. (Musée du Louvre.) 205

Le Roi de Rome sur un lit de drapeaux. Miniature d'Isabey. (Musée du Louvre.) 220

1814. Peinture par Meissonier. (Musée du Louvre.) 221

« *Ils grognaient et le suivaient toujours* ». Lithographie de Raffet. (Cabinet des Estampes.) 268

Les adieux de Fontainebleau. Peinture par Horace Vernet. (Musée du Château de Versailles.) 269

Napoléon à Grenoble. Lithographie de Steuben. (Cabinet des Estampes.) 284

Arrivée de Napoléon aux Tuileries, retour de l'île d'Elbe. Lithographie d'Adam. (Cabinet des Estampes.) 285

Retraite du bataillon sacré à Waterloo. Lithographie de Raffet. (Cabinet des Estampes.) 300

Les derniers jours de Napoléon. Sculpture de Vela. (Musée du Château de Versailles.) 301

La revue nocturne. Lithographie de Raffet. (Cabinet des Estampes.) 316

Le Tombeau de Napoléon. (Hôtel des Invalides.) 317

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

NAPOLÉON ET L'EUROPE. 5 vol. in-8°. Paris, Alcan. (*Grand prix Gobert à l'Académie Française, 1927.*)

LA POLITIQUE ORIENTALE DE NAPOLÉON, SÉBASTOPOL ET GARDANE (*1806-1808*). 1 vol. in-8°. Paris, Alcan. (*Prix Drouyn de Lhuys à l'Académie des Sciences morales et politiques.*)

LA QUESTION D'ORIENT DES ORIGINES A NOS JOURS (*1923*). 1 vol. in-8°. Paris, Alcan. (*Prix Audiffred à l'Académie des Sciences morales et politiques.*)

HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE LA GRÈCE DE 1821 A NOS JOURS (*1923*), en collaboration avec Michel Lhéritier. 5 vol. grand in-8° avec index. Paris, les Presses universitaires de France.

NAPOLÉON ET L'ITALIE. 1 vol. in-8°. Paris, Alcan.

LA QUESTION D'EXTRÊME-ORIENT. 1 vol. in-8°. Paris, Alcan.

LE ROI DE ROME (*1811-1815*). 1 vol. in-8° carré, 12 planches hors-texte. Paris, Editions Albert Morancé.

MOHAMED-ALI ET NAPOLÉON (*1807-1815*). Récueil de documents avec introduction. 1 vol. in-4°, Société royale de Géographie d'Égypte.

LA FORMATION DE L'EMPIRE DE MOHAMED-ALI (*1815-1823*). 1 vol. in-4°, Société royale de Géographie d'Égypte.

MOHAMED-ALI ET L'EXPÉDITION DE MORÉE (*1823-1827*). 1 vol. in-4°, Société royale de Géographie d'Égypte.

OUVRAGES CONCERNANT
LA PÉRIODE NAPOLÉONIENNE (1er ET 2nd EMPIRE).

L'HOTEL BEAUHARNAIS, à Paris (Style Empire). Deux albums grand in-folio (33×47), 80 planches en un carton, en héliotypie.

LES BOUTIQUES PARISIENNES DU PREMIER EMPIRE, par Hector LEFUEL. Un album in-4° (23×29), de 32 planches en couleurs, et 20 pages de texte, en carton.

F.-H.-G. JACOB DESMALTER, ébéniste de Napoléon Ier et de Louis XVIII, par Hector LEFUEL. Un volume (19×24) de 462 pages, illustré de 24 hors texte en héliotypie et de marques de châteaux et palais.

LE BISCUIT DE SÈVRES. Époques du Directoire, du Consulat et de l'Empire, par LECHEVALLIER-CHEVIGNARD, administrateur de la Manufacture, et Maurice SAVREUX, conservateur du Musée de Céramique. Un album (18×24) de 40 planches, dont 12 en couleurs et 16 pages de texte.

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE, par LACOUR-GAYET, membre de l'Institut. Un bel album de 204 pages de texte et 40 planches en héliotypie, dont une en couleur, sous portefeuille de luxe.

LE LOUVRE ET LES TUILERIES, par Louis HAUTECŒUR, conservateur-adjoint au Musée du Louvre. Quatre albums, grand in-folio (37×52), 130 planches en héliotypie, en deux cartons.

LE PALAIS DU LOUVRE, par Henri VERNE, Directeur des Musées nationaux et de l'Ecole du Louvre.

I. Comment il a grandi de Philippe-Auguste à Louis XIV.

II. Comment l'ont terminé Louis XIV, Napoléon Ier et Napoléon III.

Deux albums de 92 pages de texte et 86 planches, dont 11 en couleurs, présentés sous portefeuille de luxe. (F. 18×24).

ÉDITIONS ALBERT MORANCÉ
A PARIS, 30 & 32, RUE DE FLEURUS

L'UNION TYPOGRAPHIQUE, VILLENEUVE-ST-GEORGES

B.C.
LIBRARY
CANCELLED